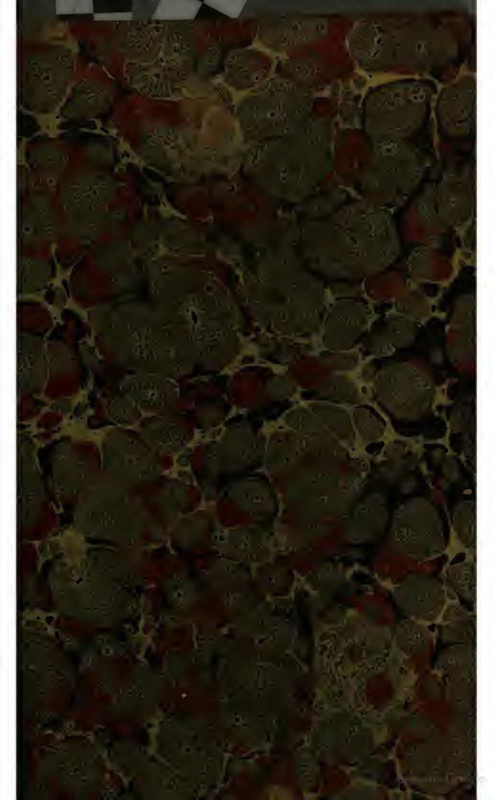
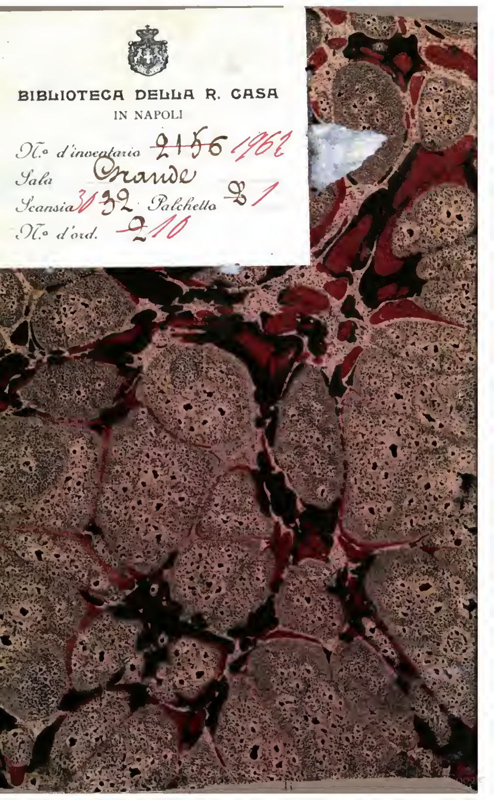
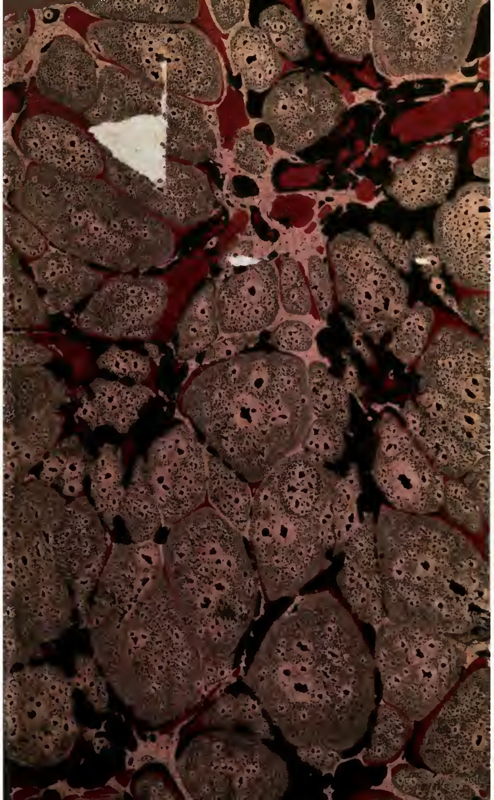



BIBLIOTECA DELLA R. CASA
IN NAPOLI
N.° d'inventario 2156 1962
Sala Grande
Scansia 31 32 Palchetto 8 1
N.° d'ord. 2 10





VICTOIRES,

CONQUÊTES,

DÉSASTRES, REVERS ET GUERRES CIVILES

DES FRANÇAIS.

IMPRIMERIE DE C. L. F. PANCKOUCKE.

Le Tome troisième est accompagné de six planches, dont quatre doubles; ce qui forme dix planches.

VICTOIRES,

CONQUÊTES,

DÉSASTRES, REVERS ET GUERRES CIVILES

DES FRANÇAIS,

DE 1792 A 1815,

PAR UNE SOCIÉTÉ DE MILITAIRES ET DE GENS DE LETTRES.

Suum cuique decus posteritas rependit.
TACITE, *Annales*, liv. IV, 35.

TOME QUATRIÈME.



PARIS,
C. L. F. PANCKOUCKE, ÉDITEUR,
Rue et hôtel Serpente, n°. 16.

1817.

EXTRAITS

DES JOURNAUX

SUR LE TOME TROISIÈME.

(*Journal de Paris du* 4 *août* 1817.)

Le troisième volume du recueil de nos victoires et de nos revers vient de paraître. Les matériaux ne manqueront pas à l'éditeur. Les témoins et les acteurs des mille et mille combats que la France a rendus se font un devoir de concourir à ce monument de la gloire nationale; et si le graveur pouvait aller aussi vite que la presse, il est vraisemblable que le dernier volume de la collection ne se ferait pas long-temps attendre. Mais telle est pour l'historien la richesse de cette mine, que l'année 1794 est encore à peine épuisée. Les efforts que la patrie fit à cette époque pour résister à la multitude de ses ennemis, ne peuvent être comparés qu'à cette noble insurrection de la Grèce à l'approche des légions du grand Roi. Quatorze armées formaient autour de la France une triple enceinte de baïonnettes, et la victoire semblait se multiplier pour elles.

Les triomphes que, dans un premier moment de stupeur, la coalition avait obtenus sur nos frontières, etaient chaque jour effacés par l'étonnante valeur de ces bataillons nouveaux à qui l'enthousiasme tenait lieu d'expérience Cette période est remarquable par la subite apparition de tant de généraux illustres qui semblaient sortir des rangs obscurs de nos phalanges pour flétrir à jamais l'absurde préjugé qui les condamnait à vieillir dans une gloire subalterne. Les noms héréditaires avaient cessé de paraître à la tête de nos armées. Ils avaient éprouvé pour la plupart la cruelle ingratitude d'une faction ombrageuse qui redoutait leur influence, et dont le pouvoir s'était accru à l'abri de leurs exploits. La révolution les avait dévorés. La renommée publiait chaque jour quelques-uns de ces noms nouveaux que vingt ans de hauts faits ont grandis comme des colosses, et dont le grand nombre

marche aujourd'hui sur la même ligne que les premiers noms de la monarchie. Rapprochés dans l'histoire par la conformité de leur origine, ils le sont dans le monde par la justice du prince et par la sagesse de ses lois.

A cette époque paraissent les Pichegru, les Moreau, les Macdonald, les Jourdan, les Lefebvre, les Kléber, les Marceau, les Championnet, les Moncey, les Augereau, les Schérer, les Dugommier, les Desaix, les Masséna, les Victor, les Saint-Cyr, capitaines illustres, dont un seul aurait fait, dans les temps ordinaires, la gloire et le salut d'un royaume; génération de héros qu'il n'appartenait peut-être qu'à la France de produire en un si court espace de temps. Là se montre, dans toute la grandeur de son caractère, cette figure antique de la Tour d'Auvergne, dernier rejeton du grand Turenne, auquel il ressemblait par ses talens et par sa modestie, et auquel il devait encore ressembler par sa mort. Vingt-cinq siéges, où Marescot s'immortalise par son génie et mérite le surnom glorieux du Vauban de nos jours; trente combats dignes d'être comptés par l'histoire, et trois batailles rangées sont les principaux événemens de cette campagne.

Les champs de Fleurus, où, cent ans auparavant, le maréchal de Luxembourg avait battu le prince de Valdeck, devinrent le théâtre d'une journée plus décisive. La seconde conquête de la Belgique fut le résultat de cette victoire, et l'allégresse qu'elle fit naître dans le sein de la Convention, le décret qu'elle rendit pour en célébrer chaque année la mémoire, attestent le besoin que la France en avait. C'est là que, pour la première fois, les aérostats furent employés comme moyens militaires. La veille, le général Jourdan, monté dans une de ces frêles machines, y fit ses reconnaissances et ses dispositions pour le lendemain, malgré les boulets que l'ennemi ne cessait de lui lancer.

Quatre mois après, ce même général, ayant à protéger le siége de Maëstricht, livre et remporte une seconde bataille sur les bords de la Roër, et chasse les Autrichiens des positions d'Aldenhoven, à l'endroit même où, l'année précédente, le prince de Cobourg avait ouvert d'une manière si glorieuse la campagne qui nous avait fait perdre la Belgique. C'est dans la Catalogne, entre Figuières et Bellegarde, que la troisième bataille fut donnée. Cinquante mille Espagnols, commandés par la Union, occupaient des retranchemens qu'ils jugeaient inexpugnables.

« Un développement de cinq lieues, dit l'auteur de cet article, présentait une suite de fortifications dignes de la patience espagnole. On y comptait plus de quatre-vingt-dix re-

doutes ; la plupart, flanquées, fraisées, entourées de fossés, étaient en état de soutenir une attaque de plusieurs jours. Un vaste camp retranché soutenait leur flanc gauche, et s'appuyait lui-même sur le fort de San-Fernando de Figuières. »

Ces positions n'étonnèrent pas nos généraux. Pérignon, Augereau, Dugua, Victor et Sauret les emportèrent. Ce dernier, chargé de l'attaque du centre, éprouva plus de résistance que les autres. Il combattit deux jours entiers avec une rare intrépidité, et c'est en le soutenant par sa présence, en lui donnant des ordres et du renfort, que le général en chef Dugommier, frappé par un éclat d'obus, mourut dans les bras de ses deux fils, en prononçant ces paroles dignes d'Epaminondas : « Cachez ma mort à nos soldats, afin qu'ils achèvent de remporter la victoire, seule consolation de mes derniers momens. » Pérignon fut chargé d'accomplir les vœux de ce héros, mais ce ne fut qu'à la troisième journée, lorsque la Union eut à son tour perdu la vie, en cherchant à rallier des bataillons que l'intrépide Augereau venait de disperser. La déroute des Espagnols fut alors complète, et leur réunion ne s'effectua que long-temps après.

Une quatrième bataille eut lieu sur mer, et j'aurais dû commencer par elle, puisque c'est par elle que commence le volume. La relation de ce combat, dit *du* 13 *prairial*, est la première que renferme ce recueil. L'auteur l'a fait précéder par des considérations importantes sur notre marine ; il montre « par quelles fatales erreurs la France se vit tout-à-coup forcée d'abandonner aux Anglais la suprématie qu'elle exerçait conjointement avec eux sur les mers. La décadence de la marine française, ajouta-t-il, remonte à l'année 1791 ; et l'opposition constante du corps des officiers aux principes de la révolution doit être regardée comme la première cause de cette décadence. » L'émigration des chefs fut presque générale ; et, comme les régimens, les équipages français furent abandonnés à eux-mêmes. Mais ce n'est qu'à force d'expérience, et surtout *d'une expérience suivie*, qu'un homme de mer se rend habile à commander une flotte.

Une immense distance sépare la tactique navale du mécanisme de la manœuvre. Les armées de mer étaient d'ailleurs en proie aux mêmes causes de désorganisation que les armées de terre. La révolte, la jalousie, la méfiance, l'indiscipline et la perfidie régnaient sur les escadres comme dans les camps ; et l'intrépidité de nos marins, qui devait leur assurer des avantages dans les combats de vaisseau à vaisseau, ne suffisait point dans les batailles, où l'ignorance d'un seul capitaine pouvait entraîner la destruction d'une flotte entière. Le combat

du 13 prairial en fut la preuve. Une fausse manœuvre du vaisseau *le Jacobin* donna à l'amiral Howe l'occasion et les moyens de couper la ligne française; et il fallut des efforts héroïques pour ressaisir la victoire des mains des Anglais. Villaret-Joyeuse combattit contre cinq vaisseaux ennemis, et les contraignit de l'abandonner. Le vaisseau *le Vengeur*, foudroyé par des forces triples, se signala par un trait inouï dans les annales maritimes.

Sur le point de couler bas, l'équipage déchargea sa dernière bordée, au moment où l'eau effleurait ses canons, cloua le pavillon, et s'abîma dans les ondes, en mêlant au bruit terrible de l'artillerie des deux flottes les cris de *vive la France! vive la liberté!* Chénier et Lebrun ont célébré, dans une ode, cette résolution désespérée « qu'on peut comparer aux actes de dévouement les plus sublimes de l'ancienne Rome; » et les belles strophes du dernier de ces poètes sont dans la mémoire de tous les amateurs. Chaque vaisseau fut, dans ce jour mémorable, le théâtre d'une foule d'actions glorieuses qui ont été recueillies par l'histoire. Lehyr, second capitaine du *Vengeur*, a la jambe fracassée par un biscaïen; on le presse de descendre pour se faire panser. « Non, dit-il, j'ai juré de mourir à mon poste. » Un moment après, un boulet ramé lui coupe les reins. Il meurt en s'écriant : « Courage, mes amis, vengez-nous. »

La victoire était cependant restée à l'amiral Villaret; et nous pouvons aujourd'hui, mieux qu'alors, en calculer les résultats immenses. L'empire de la mer nous était acquis. Des hommes nouveaux avaient consommé l'ouvrage des Duquesne, des Duguay-Trouin et des Suffren. Le sort de nos colonies était changé; l'influence de l'Angleterre anéantie. Aucun des événemens dont nous avons été les témoins n'aurait eu lieu peut-être de la même manière..... Qui donc a bouleversé la face des choses? Qui nous a fait perdre un si grand avantage? Un seul homme, et le plus inutile de tous à bord de la flotte, un représentant du peuple! Ce n'était pas assez pour Jean-Bon-Saint-André d'avoir voulu empêcher l'amiral Villaret de livrer la bataille; il le força d'en abandonner le fruit aux Anglais; laissa prendre six vaisseaux qui formaient l'arrière-garde de l'armée victorieuse; la fit rentrer honteusement dans le port de Bertheaume, et courut dans le sein de la Convention l'éblouir par des rapports infidèles, et se vanter d'avoir sauvé le convoi de Vanstabel, qui avait échappé par hasard aux croisières anglaises, et que ce représentant avait seul compromis par son étrange conduite. La seule faute de Villaret-Joyeuse est de n'avoir pas

osé désobéir à ce proconsul, que l'équipage du vaisseau *la Montagne* voulait jeter à la mer. L'amiral eût sans doute péri sur l'échafaud, qui était en permanence dans le port de Brest; mais il serait mort couvert de gloire, et nous aurions encore de belles colonies.

J'ai négligé dans cet article les vainqueurs du Rhin, de la Moselle et de la Hollande; mais je les retrouverai dans les autres volumes avec toute leur renommée, tandis que je n'aurai pas toujours l'occasion de retracer des faits aussi brillans pour notre marine. J. P.

(*Journal du Commerce du 25 juillet 1817.*)

« Evoque devant moi les héros, je veux les voir et converser avec eux, » disait un prince guerrier à une pythonisse célèbre qui, dans l'Orient, passait pour évoquer les morts. Si, de nos jours, le même enthousiasme formait un semblable souhait, le volume que nous annonçons en rendrait l'accomplissement facile. Des guerriers dont il retrace les exploits, beaucoup aujourd'hui ne sont plus : ils ont acheté la gloire aux dépens de la vie. Ils ne sont plus; mais ce volume, en rappelant les services qu'ils ont rendus à la France, les ennemis qu'ils ont vaincus, les trophées élevés par leurs mains, les provinces conquises par leurs victoires, les reproduit, pour ainsi dire, à nos regards avec les traits distinctifs de leur caractère, de leur fortune ou de leur génie, et rend leur mémoire immortelle, ainsi que leurs actions.

Presque tous étaient sortis d'un rang obscur. La nature, qui les destinait à faire de grandes choses, s'était crue dispensée de leur donner des aïeux. Quelques-uns avaient une origine illustre; en servant leur pays, ils soutinrent dignement la gloire de leurs ancêtres. A la tête des généraux qui parurent avec éclat dès le commencement de la guerre, et qui sont morts depuis, on doit citer Custine, dont l'histoire nous apprend presqu'à la fois les succès, les revers et la fin tragique; Dampierre, qui était noble par sa naissance, et qui fut grand par ses vertus; Chérin, qui fit long-temps des généalogies, mais qui depuis s'illustra par des actions utiles et par un trépas glorieux; Joubert, qui commença comme Fabert et finit comme Turenne; Desaix, si connu par ses exploits en Allemagne, en Égypte et en Italie, et par cette bataille de Marengo dont il décida le succès, mais où il trouva la mort; Masséna, qui, de simple soldat, devint duc et prince, et, plus que cela, grand homme de guerre; Moreau, que ses parens avaient fait avocat, que la nature avait fait général, et

qui dut sa renommée à l'art profond des retraites autant qu'à l'éclat de ses victoires ; enfin, un jeune héros trop tôt perdu pour la France, Hoche, soldat à vingt-deux ans, général en chef à vingt-cinq, et qui fut cher à l'humanité comme à la gloire, puisqu'il délivra l'Alsace et qu'il pacifia la Vendée.

Tels étaient ces guerriers, ennemis redoutables et vainqueurs généreux. A une époque où un gouvernement sombre et farouche dictait des lois de sang à la France, l'humanité semblait s'être réfugiée dans les camps ; on voyait nos généraux désobéir quand on leur demandait des exécutions et non des victoires ; souvent ils coururent se placer entre les bourreaux et les victimes. Un décret avait défendu de faire des prisonniers aux Anglais. Sous les murs de Toulon, le général O'Harra tombe au pouvoir de Dugommier ; il a pour lui les égards que le courage accorde au malheur. Le comité de salut public en frémit : « il n'y a que ta victoire et tes blessures, écrit-il à Dugommier, qui puissent être prises en compensation. » Les guerriers dignes de porter ce nom, qui parurent dans les départemens de l'Ouest, y portèrent un courage au-dessus de tous les périls, et un cœur ouvert à la pitié. Hoche écrivait à la Convention : *Des proclamations feront plus que des pièces de 16*. Kléber, qui vainquit si souvent à la tête de la garnison de Mayence, ne voulait de la victoire que le droit de donner la paix. Marceau, après une affaire sanglante, offre un appui à la faiblesse, et sauve un outrage à la vertu ; cette action bienfaisante est un crime dont on l'accuse. Aubert-Dubayet demande à gagner, par la douceur, des hommes qu'irritaient les fureurs de la persécution ; et, pour réponse, on le charge de fers. Nos généraux, détestant une guerre qui armait citoyens contre citoyens, parens contre parens, trouvaient pour la première fois qu'il était pénible de vaincre ; ils voulaient des triomphes qui ne coûtassent pas de pleurs à la patrie ; et ces cœurs, tout français, sentaient que la gloire militaire est dans les succès remportés contre les ennemis de la France.

Un jour nous consacrerons un article à la mémoire des guerriers morts au champ d'honneur. Le temps est venu de payer à ceux qui ont été utiles à leur pays un hommage que le mensonge et la bassesse prodiguaient trop souvent au pouvoir et à la vanité. Aucun des généraux dont on a cité les noms dans cet article n'existe aujourd'hui. Mais, à l'époque dont nous parlons, ils avaient des compagnons d'armes, dont plusieurs leur survivent, et qui seraient encore les défenseurs du trône et de la patrie. Parmi eux, on doit compter Beurnonville, que l'armée française, victorieuse à Jemappes,

surnomma l'*Ajax français*; Valence, fils et petit-fils de héros, qui eut le bonheur de vaincre dans les lieux que son père avait déjà remplis du bruit de ses exploits; Matthieu Dumas, qui parut avec éclat dans la tribune et dans les camps, et qui donne, comme écrivain, les leçons de l'art qu'il pratiqua comme guerrier; Dambarrère, qui défendit Valenciennes, protégea le Var, loua Vauban et l'imita; Hédouville, à la fois négociateur et guerrier; le héros de Valmy; le vainqueur de Fleurus; Moncey, Pérignon, Serrurier, tous trois chargés d'années et de gloire, et tant d'autres vaillans capitaines que nous retrouverons, à d'autres époques, dans des contrées différentes, et qui tous rendaient la victoire fidèle aux drapeaux de la France.

Leurs leçons, leur exemple enflammaient le soldat. De tant de traits de bravoure rapportés dans l'ouvrage, je n'en citerai qu'un seul. Sous les murs de Menin, les soldats, électrisés par le succès de la journée, demandaient à grands cris qu'on les conduisît à l'assaut. Moreau, en applaudissant à leur courage, ne consentit point à leur désir. Les fossés de la place étaient profonds, et les remparts n'étaient pas encore battus en brèche. Cependant quelques compagnies de grenadiers insistent : *Ordonnez-nous de commencer l'attaque*, disent-ils à leur général, *nous descendrons dans les fossés; nos corps y serviront de fascines, et nos camarades escaladeront les remparts.*

A côté de ce trait d'héroïsme militaire, je citerai celui qu'on va lire, parce qu'il honore le désintéressement d'un citoyen. A l'époque où la trahison livra les lignes de Weissembourg, les Prussiens, conduits par un transfuge, dirigèrent, pendant la nuit, une attaque contre le fort de Bitche. La garnison, au milieu des ténèbres, ne savait où porter ses coups. Le propriétaire d'une maison en bois, située près du point d'attaque, propose d'y mettre le feu; *elle nous servira de torche*, dit ce généreux citoyen; et lui-même court y porter la flamme. A la lueur de l'incendie, on découvre les mouvemens des Prussiens; ils venaient surprendre, ils sont surpris à leur tour, et les assiégés font une partie des assiégeans prisonniers dans la place.

Outre la narration de ces faits particuliers, qui répandent un vif intérêt dans l'ouvrage, outre le récit détaillé des combats; outre les plans qui, joints au texte, transportent le lecteur sur les lieux, et sont utiles surtout aux gens du métier, le volume que nous annonçons contient une table complète, au moyen de laquelle chaque famille pourra trouver le guerrier qui l'honore, chaque province le héros qu'elle a vu nai-

tre, chaque régiment les exploits qui ont signalé sa valeur. Ainsi, cet ouvrage deviendra, pour le militaire qui a fait la guerre, pour l'officier qui la fera, pour le citoyen, pour le Français, de véritables archives nationales, où l'un cherchera des souvenirs, où l'autre ira puiser des leçons, où tous trouveront de nouveaux motifs d'aimer la gloire de leur pays et d'honorer les guerriers qui sont morts pour sa défense.

Y.

(*Journal du Commerce du* 19 *août* 1817.)

Qu'est-ce que la guerre? le plus terrible des fléaux qui puissent affliger l'humanité, quand les nations n'y voient qu'un jeu sanglant de la politique des cours, qu'un moyen mis en usage par la force pour légitimer l'injustice, ou que les tristes fruits de l'ambition d'un homme, poussant sur les champs de bataille une multitude excitée par le seul désir de combattre et le cruel honneur de vaincre Mais lorsqu'un peuple entier, dont les droits sont méconnus, dont le territoire est envahi, s'arme pour repousser une injuste agression; quand le repos serait un opprobre, et quand la paix serait un esclavage : la guerre, pour un tel peuple, devient un droit malheureux, mais nécessaire. Il combat, non comme les soldats d'Alexandre, pour ravager le monde, mais comme les contemporains de Miltiade et de Thémistocle, pour la cause de l'indépendance et de la liberté; il embrasse le parti des armes, comme le dernier moyen de s'affranchir avec éclat ou de succomber avec gloire; mais, s'il triomphe, alors même, à l'aspect du carnage, il ne se console de la victoire qu'en regardant la patrie.

A l'époque dont le volume que nous annonçons embrasse le récit, la fortune seconda le courage. Ce peuple, dont les provinces étaient envahies, enfanta des héros. « Nous retirer quand nous pouvons combattre! s'écrie le général Jourdan sur le champ de bataille de Fleurus. Non, non, point de retraite aujourd'hui? » *Point de retraite aujourd'hui*, répète l'armée entière en s'élançant au pas de charge sur les retranchemens autrichiens, et ce cri devient le signal et le garant de la victoire. En quelques lieux que combattent les Français, elle se range sous leurs drapeaux. Au nord, Pichegru poursuit le général anglais, et le bat sur tous les points où il a le bonheur de l'atteindre. Au midi, dans la vallée de Ronceveaux, la baïonnette des grenadiers français venge l'honneur du plus renommé de nos paladins. La Flandre et la Belgique deviennent pour nous le théâtre de mille exploits éclatans. La victoire nous ouvre les portes de Charleroi, de Lan-

drecies et de Valenciennes. Les remparts de Namur, qui résistèrent si long-temps aux généraux de Louis XIV, tombent au seul bruit de nos armes ; et du haut des monts de la Chartreuse, l'aigle de la Germanie, effrayée de ses désastres, précipite son vol au-delà du Rhin. Debout sur les frontières de la France dont ils ont chassé l'ennemi, nos soldats victorieux semblent respirer un air plus pur. Bientôt, reportant la terreur à leurs ennemis, ils vont descendre des Alpes et menacer l'Italie, dicter la paix au-delà des Pyrénées, épouvanter l'Allemagne et conquérir la Hollande.

L'Océan vit nos guerriers combattre avec le même courage, mais non avec le même succès. Dès les premiers jours de la révolution, les officiers de la marine française étaient allés demander un asile au peuple même contre lequel ils s'étaient si long-temps et si glorieusement battus. La patrie en gémit : l'Angleterre en poussa un cri de joie. Cependant une escadre est sortie de Brest. Pour la première fois, la moitié de cette armée navale a vu le spectacle de la pleine mer ; mais, à l'aspect d'une flotte ennemie, tous n'ont formé qu'un même vœu, celui de combattre ; tous ont fait le même serment, celui de vaincre ou de mourir. Ils ne furent point parjures. On s'approche, on se mêle, et déjà le carnage règne sur une vaste étendue de mer. Seul contre trois vaisseaux anglais, *le Vengeur* soutenait un combat que sa valeur même ne pouvait rendre long-temps égal. Trois cents pièces d'artillerie, tonnant contre le navire français, ont moissonné les deux tiers de l'équipage ; les voiles sont déchirées, les mâts tombent avec fracas, l'eau entre de tous côtés dans le navire. Des âmes ordinaires n'auraient songé qu'à se rendre, les Français n'ont pensé qu'à mourir. Pour la dernière fois, ils ont lancé les feux du vaisseau qui s'enfonce ; remontés sur le pont, ils clouent leur pavillon pour dérober un trophée à l'ennemi, et, les bras levés vers le ciel, agitant en l'air leurs chapeaux, ils descendent lentement dans l'abîme, aux cris mille fois répétés de *vive la patrie!* L'abîme se referme, et l'on n'entend plus rien. La poésie s'empara de ce trait sublime, et la lyre du Pindare français immortalisa ce dévouement auquel la Grèce et Rome n'ont rien à comparer.

Cherchons des exemples d'héroïsme qui coûtent moins de regrets à la France. Sous les murs des villes qu'il assiégeait, le soldat français, pour mieux triompher de l'ennemi, semblait avoir vaincu son propre caractère. Rien n'ébranlait sa constance ; ni la fatigue des travaux, ni les difficultés des lieux, ni l'intempérie des saisons, ni l'influence pernicieuse du climat. Il joignait la persévérance, qui triomphe de tous

les obstacles, à la valeur qui brave tous les dangers. Quelques-uns, si l'on peut dire, se montraient ingénieux à s'en créer de nouveaux. Ceux-ci se faisaient un jeu hardi d'arracher les mèches des obus qui tombaient dans leurs retranchemens, ou de les couvrir de terre; ceux-là, se tenant à portée de pistolet des remparts, au milieu d'une grêle de mitraille, éteignaient les pots à feu que lançait l'ennemi pour éclairer ses coups. Fallait-il favoriser la construction d'un pont sur un canal de cents pieds de largeur, nos grenadiers se jetaient à l'endroit le plus périlleux, et, s'élançant sur l'autre rive, en chassaient l'ennemi stupéfait de tant d'audace. Manquait-on de chevaux pour armer une batterie, un bataillon tout entier s'attelait aux pièces, et, marchant à découvert, les traînait ainsi l'espace de cent cinquante toises, sous le feu le plus violent de la place. Voilà par quels moyens ils trompaient l'ennui d'un long siége : accablés de travaux, il fallait des périls pour les délasser de leurs fatigues.

La victoire les consolait de tout. Tant de places conquises, tant de forteresses emportées en si peu de temps et avec des circonstances si remarquables, excitaient leur valeur et lui servaient de récompense. Ici, Fontarabie, qui n'avait jamais été prise, envoie ses clefs à trois cents partisans français. Là, fortifié par Vauban et défendu par dix mille hommes, Figuières se rend au général Pérignon étonné lui-même de sa conquête. Vanloo présente le spectacle nouveau d'une ville attaquée par une armée à peine égale en force à la garnison qu'elle assiége. Le fort l'Ecluse est pris au milieu des eaux. Maëstricht qui, sous Louis XV, avait résisté trois semaines aux efforts de quatre-vingt mille combattans, se rend, en onze jours de tranchée, au général Kléber, à la tête de vingt-cinq mille hommes. Le général Marescot commandait au siége de cette ville; et tandis que Landrecies, le Quesnoy, Valenciennes cédaient à l'habileté de ses attaques; avec non moins de talent et le même succès, le général Dejean soumettait la ville d'Ypres, entrait vainqueur dans Nieuport et foudroyait les remparts de Nimègue.

C'est ainsi que le génie et l'artillerie, dans ces siéges nombreux et mémorables, rivalisaient de gloire avec les autres armes. C'est ainsi qu'en parcourant ce volume on ne peut faire un pas sans rencontrer, dans tous les genres, des traits héroïques, des succès signalés et des noms devenus illustres dans cent combats. On aurait tort d'y chercher d'autres noms. Les auteurs de ce recueil ont écrit pour l'histoire : leur équité sévère a tenu compte des campagnes et non des années passées dans le repos, des victoires remportées, et non des

grades obtenus. On a vu quelquefois des colonels qui n'étaient pas soldats, et le titre de général n'est pas toujours le synonyme d'homme de guerre. La fortune peut donner les plus hauts emplois, les belles actions seules donnent la gloire.

Y.

(*Mercure du samedi* 6 *septembre* 1817.)

La louable entreprise de M. Panckoucke se continue avec activité et avec le même succès. Le troisième volume, dont nous allons rendre compte, n'est pas moins remarquable que les deux précédens. La période des événemens qui s'y trouvent renfermés n'est que de sept mois; mais ces sept mois, qui appartiennent à l'année 1794, offrent des faits si intéressans, si extraordinaires, si glorieux pour la nation, qu'ils pourraient faire la matière d'un livre encore plus volumineux que celui que présente l'éditeur. Nous avons déjà parlé, dans un autre article, de l'étonnante époque que décrivent aujourd'hui les rédacteurs de cet ouvrage. Les événemens s'y succèdent, s'y pressent avec une telle rapidité, que ces mêmes rédacteurs, plus sobres que jamais de réflexions et de commentaires, se sont presque bornés à la narration pure et simple des faits, en laissant aux lecteurs le soin de méditer et d'apprécier un pareil sujet. Le combat naval du 13 prairial, la bataille de Fleurus, la prompte reprise de nos places frontières, si difficilement emportées par les coalisés, la rapide et miraculeuse conquête de la Hollande, la chute de ses boulevards formidables, défendus autant par la nature que par toutes les ressources de l'art; les exploits de nos armées dans les Pyrénées : tel est le sommaire de ce nouveau volume de notre histoire militaire pendant les sept derniers mois de l'année 1794.

Essayons de donner une idée de ces mémorables événemens.

Le premier qui se présente est le célèbre combat du 13 prairial (premier juin.) Nous ferons d'abord observer que, dans ce morceau historique d'un grand intérêt, les rédacteurs répondent assez victorieusement au reproche qu'on a semblé leur adresser, de ne travailler que sur des matériaux déjà connus, ce qui, au jugement de quelques critiques, imprime à leur ouvrage le caractère d'une compilation indigeste et quelquefois inexacte. Sans relever tout ce qu'il y a d'injuste dans cette opinion, nous nous bornerons à recommander la lecture du récit du combat du 13 prairial. Nous pensons que l'auteur de ce paragraphe a réuni avec une grande sagacité tous les documens que l'on avait déjà publiés sur ce fait mé-

morable, si malheureux, et en même temps si glorieux pour notre marine, et les détails, les notes et les renseignemens qui ont été communiqués par des témoins oculaires et véridiques. Les considérations judicieuses qui précèdent la narration, doivent guider le lecteur dans le jugement qu'il portera sur les résultats de l'action Nous pouvons nous tromper, mais il nous a paru que le paragraphe dont il est question offre le mérite d'un fragment d'histoire, écrit d'une plume impartiale, sur des renseignemens positifs, avec l'exactitude et le discernement qui constituent l'historien estimable et le distinguent du compilateur, du sec et froid annaliste.

Voici comment est rendue la catastrophe du *Vengeur :*

« Ce vaisseau, qui, dans le combat du 29 mai, s'était trop écarté de la ligne, fut abordé par le vaisseau anglais le *Brunswick*, et bientôt entouré par deux autres. Il soutint long-temps, contre ces forces supérieures, un combat que l'excès de la valeur pouvait seul rendre égal. Les Anglais firent contre lui un feu si meurtrier, que bientôt l'équipage se vit réduit de moitié. Le Hyr, capitaine en second du vaisseau français, après une blessure dangereuse, qui ne peut le décider à quitter son poste, reçoit un boulet dans les reins. Il meurt en s'écriant : *Courage, mes amis, vengez-nous!* Ce spectacle de la bravoure, qui expire avec une nouvelle gloire, enflamme tous les cœurs, et leur communique une intrépidité digne d'un meilleur sort. L'équipage du *Vengeur* redouble son feu, oppose à l'attaque toujours plus vive des Anglais une défense toujours plus opiniâtre. Les batteries sont servies avec tant d'activité, et sont dirigées avec tant de précision, que le vaisseau le *Brunswick*, qui, le premier, avait attaqué, est obligé de s'éloigner ; mais les deux autres vaisseaux redoublent d'efforts. Le *Vengeur* a toute sa mâture abattue : criblé et transpercé de coups de canon, il reçoit de toutes parts l'eau à son fond de cale. Les généreux marins qui le montaient prennent alors une résolution désespérée, et qu'on peut comparer aux actes de dévouement les plus sublimes de l'ancienne Rome. Au lieu de chercher à sauver sa vie, en se rendant prisonnier, au moment où le vaisseau menaçait de couler bas, l'équipage décharge sa bordée quand déjà les derniers canons sont à fleur d'eau ; tous les marins remontent ensuite sur le pont, attachent le pavillon, de peur qu'il ne surnage, et les bras levés vers le ciel, agitant en l'air leurs chapeaux, ils descendent, comme en triomphe, et aux cris mille fois répétés de *vive la France ! vive la liberté !* dans l'abîme qui devient pour eux la plus glorieuse des sépultures. »

Une note, placée à la suite du récit, renferme les extraits

des journaux anglais qui confirment d'une manière irrécusable cet acte sublime de patriotisme, si injustement révoqué en doute par quelques ennemis de notre gloire nationale, qui ont osé se dire Français !

La bataille de Fleurus, sur les résultats de laquelle il devient inutile de s'étendre, est décrite avec une clarté et une précision qui font assez connaître les sources respectables et authentiques où les rédacteurs ont puisé leurs documens.

Tout ce que l'art des siéges, la prévoyante et l'infatigable activité des généraux et des officiers, le dévouement et l'intrépidité des troupes, peuvent produire de moyens et d'efforts surnaturels, se fait remarquer dans la prise des places fortes de la Belgique et de la Hollande, dans le recouvrement de nos forteresses envahies avec un si formidable appareil par les alliés. La glorieuse résistance de ces remparts de la France, en 1793, prépara, pour nos armées, les succès qui suivirent leur prise de possession par l'ennemi ; tandis qu'au contraire la chute des places étrangères fut, pour les armées destinées à les protéger, le signal de nouvelles défaites. Le général Jourdan, dans les champs d'Aldenhoven, ajoute quelques lauriers à la couronne triomphale de Fleurus. Les officiers du génie, Marescot, Dejean, Poitevin, Samson, etc., etc., jettent un nouveau lustre sur cette branche de l'art de la guerre dont le maréchal Vauban traça si dignement les préceptes, et justifient la haute réputation qu'ils ont acquise, le rang distingué auquel ils sont parvenus depuis.

Comme ceux qui le précèdent, le troisième volume des *Victoires* renferme une foule de traits qui caractérisent spécialement le soldat français, et surtout l'époque de cette guerre vraiment nationale.

Au siége d'Ypres, on venait d'achever la construction d'une des batteries de brèche ; et comme on manquait de chevaux pour conduire les pièces destinées à l'armement de cette même batterie, le quatrième bataillon du Nord, empressé de la voir en jeu, s'attacha tout entier aux six pièces de grosse artillerie qu'il s'agissait de placer, et parcourut ainsi un intervalle de cent cinquante toises sous le feu le plus violent des assiégés. La batterie fut armée. La Convention fit écrire par son président une lettre de félicitation à ce bataillon. Les auteurs des *Annales* font, à ce sujet, la réflexion suivante : « A cette époque, il faut bien en convenir, et des milliers de témoins existent encore pour l'attester, de pareilles récompenses agissaient bien plus fortement sur l'esprit des soldats de la patrie,

que celles qui furent accordées par la suite à la bravoure individuelle. »

« Le décret atroce qui ordonnait de ne plus faire de prisonniers anglais venait d'être promulgué dans les armées ; il avait été reçu avec une sourde indignation par des hommes généreux qui se promettaient bien de ne pas le mettre à exécution de sang-froid : liés toutefois par cette obéissance passive dont on fait une vertu nécessaire à la guerre, ils n'avaient point osé faire éclater les sentimens que développait en eux une loi aussi barbare qu'impolitique. Parmi les prisonniers faits aux combats de Deynse en Belgique, il y avait un assez bon nombre de Hanovriens que leur qualité de sujets du roi d'Angleterre rendait passibles de la mesure sanguinaire. Un détachement les conduisit au quartier-général d'une des divisions de l'armée du Nord, où un officier d'état-major les reçut des mains d'un sergent qui commandait l'escorte. Camarades, dit l'officier au détachement, vous nous mettez dans un cruel embarras ; il fallait laisser échapper ces malheureux où vous les avez pris. — Mon officier, répond le sergent dans son langage naïf, c'est autant de coups de fusil à recevoir de moins, et nous sommes ici pour affaiblir l'ennemi. — Mais il existe une loi, affreuse pour eux et bien embarrassante pour nous. — Nous la connaissons cette loi ; mais la Convention n'a pas prétendu que des soldats français fissent le métier de lâches bourreaux. Au reste, voici nos prisonniers ; envoyez-les aux représentans du peuple, et si ces derniers sont des cannibales, qu'ils les tuent et les mangent ensuite ; ce n'est plus notre affaire. »

« Un de nos plus illustres généraux, Dugommier, commandant l'armée des Pyrénées-Orientales, fut tué d'un éclat d'obus, au combat de Saint-Laurent-de-la-Mouga, le 18 novembre 1794. « Cachez ma mort à nos soldats, dit le brave en expirant, afin qu'ils achèvent de remporter la victoire, seule consolation de mes derniers momens. » La nouvelle de cette mort glorieuse se répandit bientôt dans l'armée, mais n'eut aucun résultat funeste. Le général Pérignon remplaça Dugommier, et, le surlendemain, les Espagnols furent complétement défaits, et perdirent aussi leur commandant en chef, le comte de La Union, tué par des tirailleurs.

« Mais les Français ressentirent plus vivement que les Espagnols la perte de leur général. La douleur des soldats absorba dans leur cœur le sentiment qu'inspire la victoire ; ils gagnèrent leurs quartiers à pas lents et dans l'attitude du regret. On creusa, au milieu de la forteresse de Bellegarde, la

tombe qui reçut le corps défiguré du vainqueur des Anglais et des Espagnols. L'armée entière accompagna cette pompe lugubre ; généraux, officiers, soldats, citoyens, tous versaient des torrens de larmes : éloge sublime, et qui prouvait mieux, pour la gloire du défunt, que l'oraison funèbre la plus éloquente.

« Dugommier avait cinquante-huit ans quand la mort vint le frapper sur le champ de bataille. Il était l'idole des troupes, qui avaient pour lui un dévouement sans bornes. Avare de leur sang, on le vit souvent s'exposer lui-même avec la plus rare intrépidité. Souvent il visitait les camps, et se plaisait à converser avec les soldats, qui se pressaient autour de lui pour recueillir des paroles de bonté, d'encouragement et d'espérance. A la première nouvelle de sa mort, un cri unanime se fit entendre dans tous les rangs, comme autrefois dans l'armée de Turenne : « Nous avons perdu notre père ! »

Le volume est terminé par un précis rapide des événemens militaires qui se sont passés dans les colonies françaises pendant l'année 1794. Les auteurs confessent que, contrariés par un grand nombre d'obstacles presque impossibles à surmonter, ils n'ont pu apporter, dans cette partie de leur travail, le développement, l'exactitude et l'intérêt qu'ils ont cherché à réunir dans les autres. Ils ajoutent qu'ils ne pourront donner quelques détails circonstanciés sur cette portion de l'*Histoire militaire de la révolution*, qu'à l'époque de l'expédition du général Leclerc, c'est-à-dire vers 1803.

Nous avons cependant remarqué le fait suivant dans le récit de la prise de la Martinique par les Anglais :

« Le général Rochambeau commandait dans cette île. Il était parvenu à repousser une première fois les Anglais en 1793. Ceux-ci se présentèrent en force l'année suivante. Le gouverneur n'avait à leur opposer que six cents hommes de troupes, et encore faut-il comprendre dans ce nombre quatre cents miliciens. Abandonné par le plus grand nombre des habitans de la colonie, blancs, mulâtres et noirs, Rochambeau n'en résista pas moins aux quatorze mille assaillans qui le pressaient. Il soutint dans la ville de Saint-Pierre un siége de quarante-neuf jours, dont trente-deux de tranchée ouverte, et l'intrépide général ne capitula que pour sauver la vie à trois cents hommes qui lui restaient avec ses malades et ses blessés.

» L'ennemi ayant pris les armes pour rendre les honneurs à cette garnison, vit passer le gouverneur avec sa petite troupe. Le général anglais demanda où était le reste de la garnison qui avait fait une défense si opiniâtre. « Vous la voyez toute

entière, dit Rochambeau; je n'ai laissé que les malades et les blessés hors d'état d'être transportés. »

Nos annales militaires présentent de nombreux exemples de traits pareils. Cette même année 1794, une question semblable fut adressée par le général anglais à l'officier qui commandait la garnison de Calvi, quand celle-ci défila, après la prise de la ville, dont le siége dura deux mois. Le vaillant général Barbenègre fut interpelé de même par le commandant autrichien, lorsqu'en 1815, il sortit si glorieusement de la forteresse d'Huningue, avec la poignée de braves qu'il commandait.

Quel Français pourrait se refuser à placer dans sa bibliohèque le recueil complet de ces faits honorables?

TH. B.....

PLANS

CONTENUS DANS LE TOME QUATRIEME.

TABLE

DES

CHAPITRES DU QUATRIÈME VOLUME.

CHAPITRE IX.

CHAPITRE X.

CHAPITRE XI.

CHAPITRE XII.

FIN DE LA TABLE DU TOME QUATRIÈME.

TABLE

ALPHABÉTIQUE

De tous les noms des Français ou étrangers, et de tous les corps désignés dans le quatrième volume.

M

N

O

P

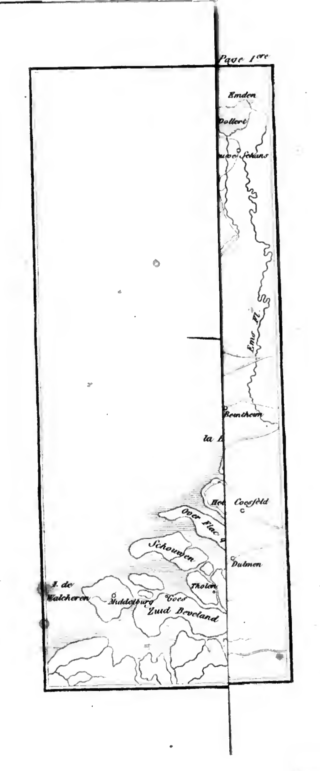
Armées françaises et étrangères [1].

[1] Tous les corps étrangers sont désignés par un astérisque.

[2] Ces quatre légions étaient composées d'émigrés français.

FIN DE LA TABLE DES NOMS DU QUATRIÈME VOLUME.





Page 1ère
Emden
Dollert
Schans
Ems Fl.
Beentheim
la
Coesfeld
Over Flac
Schouwen
Dulmen
Tholen
I. de Walcheren
Middelburg
Goes
Zuid Beveland

VICTOIRES,

CONQUÊTES,

DÉSASTRES, REVERS ET GUERRES CIVILES

DES FRANÇAIS,

DE 1792 A 1815.

LIVRE PREMIER.

PREMIÈRE COALITION.

CHAPITRE IX.

ANNÉE 1795.

Suite des opérations de l'armée du Nord; prise d'Heusden. — Combats sur la Fluvia. — Prise d'Utrecht, de Gorcum, d'Amsterdam, de Rotterdam, de La Haye, etc. — Prise de la flotte hollandaise par la cavalerie française. — Capitulation de la Zeelande. — Siége et prise de Roses. — Pacification de la Jaunais. — Achèvement de la conquête de la Hollande. — Fin de la guerre avec la Prusse; traité de paix entre cette puissance et la France.

L'ANNÉE 1794 vient de s'écouler au milieu des succès et 1795-an III.
du triomphe éclatant des armes françaises. Toutefois l'âpreté de la saison, la brièveté des jours, les fatigues extraordinaires

1795-an III. d'une campagne ouverte depuis dix mois, n'ont point encore ralenti l'ardeur des guerriers français, et, sur les bords glacés du Rhin, de la Meuse et du Zuyderzée, dans les Pyrénées, dans les Alpes, nos soldats vont poursuivre le cours de leurs exploits, ou résister avec la plus constante intrépidité aux nouveaux efforts que feront les troupes étrangères pour déterminer en leur faveur la chance des combats. La conquête de la Hollande s'achèvera dans les premiers mois de 1795, et offrira le spectacle, jusqu'alors inconnu, d'une cavalerie européenne manœuvrant sur une mer glacée, et faisant capituler des vaisseaux de ligne. Une des forteresses les plus redoutables de l'Europe ouvrira ses portes aux troupes de l'armée de Sambre-et-Meuse, et le boulevard de la Catalogne succombera sous les efforts généreux des soldats de l'armée des Pyrénées-Orientales, dirigés par le digne successeur de Dugommier. Mais bientôt, contre l'attente générale, et au moment où la France paraîtra parvenue au plus haut degré de gloire, quand elle croira n'avoir plus rien à redouter de ses ennemis affaiblis et divisés, des revers éprouvés tout-à-coup flétriront les lauriers cueillis en 1794, et feront craindre de voir de nouveau la sûreté de la patrie compromise.... N'anticipons point davantage sur les événemens militaires, et recherchons plutôt les causes de ces singulières vicissitudes, pour essayer de mettre la réputation de nos braves à l'abri des conjectures fâcheuses que ce nouvel ordre de choses pourrait faire naître.

Aux brillans avantages obtenus par ses armées, le gouvernement de la république croira devoir joindre les négociations diplomatiques capables de les consolider. Il va s'empresser de conclure, avec les puissances qui avaient juré son anéantissement, des traités par lesquels son existence sera reconnue, ses conquêtes légitimées, les innovations sanctionnées. Nous avons déjà dit, et il nous convient de le faire re-

marquer encore ici, qu'après la révolution du 9 thermidor (juillet 1794), la Convention nationale avait paru changer d'esprit et de système. Mais cette assemblée nombreuse, et composée d'élémens si bizarres, était destinée à devenir le jouet des factions qui devaient incessamment s'élever dans son sein tumultueux et anarchique. Terrible, féroce et implacable sous l'influence de Robespierre, elle n'avait paru approuver que les mesures violentes; et l'exaspération de ses principes n'avait pu qu'alimenter la guerre que faisaient à la France des souverains dont les trônes étaient menacés de la foudre révolutionnaire. La nécessité de vaincre fut le résultat des moyens inusités qu'employa ce gouvernement sanginaire, dont les décrets eurent un caractère encore plus prononcé, peut-être, que la législation de Dracon. Mais quand la chute de la tyrannie décemvirale eut affranchi la Convention de l'insupportable servitude dans laquelle cette dernière gémissait elle-même avec toute la France, on vit cette réunion d'hommes tout à la fois bourreaux et victimes revenir à des principes plus modérés, et se conduire dans d'autres intérêts. La terreur ne fut plus à l'ordre du jour, et le parti vainqueur, afin de ne point s'attirer la haine générale, comme les dominateurs de 1793, et pour ne pas préparer de ses propres mains les moyens de son renversement; le parti vainqueur, disons-nous, annonça hautement l'intention de fermer, autant qu'il serait en lui, les plaies profondes faites par les derniers tyrans. Ces intentions, manifestées au-dehors comme dans l'intérieur, semblèrent, dès les derniers mois de 1794, inspirer quelque confiance aux ennemis de la république. Depuis que le feld-maréchal Moëllendorf avait été battu à Kayserslautern, le roi de Prusse, fatigué d'une guerre où les désastres avaient été pour lui plus nombreux que les succès, ne parut pas éloigné d'accéder aux propositions d'accommodement qui lui furent faites par le gouvernement de la

1795-an III.

1795-an III. république. Nous verrons quelles furent les suites de ce changement de dispositions dans un prince qui avait été le premier champion de la guerre des puissances contre la France révolutionnaire. L'exemple donné par le roi de Prusse sera promptement suivi par la plupart des petits princes d'Allemagne; et le roi d'Espagne lui-même, ce monarque qui semblait, plus que tout autre souverain, avoir un motif plausible, légitime, de rester armé contre les propagateurs des doctrines révolutionnaires; le roi d'Espagne va traiter avec le gouvernement républicain, avec des hommes dont le plus grand nombre signait naguère l'arrêt de mort de son infortuné parent.

Sans doute il était glorieux pour la France de sortir triomphante de la lutte où elle s'était trouvée engagée, et de forcer les puissances qui lui avaient montré le plus d'inimitié, à accepter ses conditions de paix; mais ce grand résultat de la valeur et du dévouement des armées françaises, n'aurait point dû engourdir alors l'activité du gouvernement. Un vieil axiome politique, qui n'a encore rien perdu de sa force, devait apprendre à ces chefs inhabiles, que c'est alors que l'on désire le plus la paix, qu'il convient le mieux de se préparer à la guerre. Cependant nous verrons le comité de salut public, renouvelé après le 9 thermidor, négliger ce grand principe, et laisser dans l'abandon et le dénuement le plus absolu ces mêmes soldats qui venaient de conquérir la paix dont il se glorifiait. Sur terre, l'Autriche restera seule armée contre la France; et, par l'incurie de ceux qui président au département de la guerre, les mesures à prendre pour paralyser les efforts de cette puissance seront négligées. Au lieu de réunir rapidement toutes les forces disponibles aux ordres de Pichegru et de Jourdan, et de porter un coup décisif à l'Autriche, on s'occupera de former longuement le siége de Mayence, qu'on sera forcé d'abandonner d'une manière peu convenable

aux vainqueurs de la coalition en 1794. Cette puissance autrichienne, vaincue alors qu'elle combattait en ligne avec les Prussiens, les Anglais, les Hollandais et les Espagnols, etc., va ravir la victoire aux Français, quand, restée seule dans la lice, elle sera réduite à ses propres forces. Les six derniers mois de 1795 seraient presque sans gloire pour la France, si l'armée d'Italie, si patiente et si éprouvée, ne rachetait pas, dans les champs de Loano, des revers fâcheux, résultat nécessaire de la conduite indolente, pour ne pas dire plus, de son gouvernement. 1795-an III.

Nous n'entreprendrons point d'exposer ici les différens motifs qui ont été allégués pour excuser l'espèce de torpeur dans laquelle était tombé le gouvernement conventionnel à cette époque : cette digression nous éloignerait trop, en ce moment, de notre sujet ; et nous aurons, d'ailleurs, l'occasion de revenir peut-être sur cette matière importante, lorsque nous raconterons les événemens militaires qui s'y rattachent.

Si la plus grande partie de l'année 1795 nous offre peu d'occasions de célébrer la gloire de nos armées, nous serons, bien malgré nous, obligés de fixer l'attention sur des événemens déplorables. On verra reparaître le fléau de la guerre civile, après l'avoir vu un moment arrêté par l'effet des promesses et de la modération des thermidoriens. Les deux pacifications de la Jaunais et de Saint-Florent ne donneront qu'une espérance passagère de voir enfin la Vendée tranquille, et les Français cesser de s'entr'égorger. Charette et Stoflet n'auront posé les armes que pour les reprendre bientôt après ; de nouvelles victimes viendront s'offrir aux fureurs conventionnelles ; la politique anglaise attachera une célébrité malheureuse aux plages désertes de la baie de Quiberon ; les champs vendéens ne seront pas les seuls qui se rougiront du sang français répandu par des Français ; il coulera encore dans les plaines de la Bretagne, de la Normandie, dans le midi de la

1795-an III. France ; la capitale elle-même, Paris, verra ses murs souillés par le sang de ses citoyens armés les uns contre les autres ; le canon parricide vomir la mort dans les rangs pressés des Parisiens, levés contre un pouvoir qu'ils ne veulent pas reconnaître, et frappera de consternation et d'effroi tous ceux qui ne prendront point part à cette horrible lutte. Détournons en ce moment nos regards de ces scènes de funeste mémoire ! assez tôt nous serons forcés de les retracer.

14 janvier. (26 nivose.) Hollande. *Suite des opérations de l'armée du Nord ; prise d'Heusden* [1]. — Des obstacles qui auraient arrêté les armées les plus entreprenantes venaient d'être franchis par les Français républicains. La rigueur des saisons, l'insalubrité du climat, les fatigues et la misère causées par une campagne prolongée pendant l'hiver le plus rigoureux, étaient pour les soldats de l'indépendance autant de causes d'émulation, et ils mettaient à vaincre les élémens autant d'obstination et de courage qu'ils en avaint montré contre les armées coalisées pour renverser et détruire le nouveau gouvernement de la France. L'année 1794 est sans doute la plus fertile en glorieux événemens militaires que l'on puisse lire dans les annales d'un peuple qui combat pour la liberté : l'an 1795 commencera sous des auspices semblables, et c'est en redoublant de constance et de dévouement, c'est en conquérant la Hollande sur la nature elle-même armée pour défendre ce pays, que les Français vont mettre le comble à leur intrépidité, acquérir une illustration inconnue jusqu'alors, et forcer enfin une partie de l'Europe à poser les armes, en échangeant le laurier sanglant de la guerre contre l'olivier de la paix.

Etonnés du courage tranquille avec lequel les soldats fran-

[1] Journaux du temps, — Tableau historique, — Dictionnaire des siéges et batailles, — Jomini, — Relations etc., — Histoire de Pichegru, — Lacretelle, — Mémoires communiqués, etc.

çais avaient combattu sur les glaces du Wahal, et de la promptitude qu'ils avaient mise à s'emparer de l'île de Bommel, les alliés s'étaient réfugiés derrière le Leck. Les rives du Wahal furent seulement observées par des chaînes de postes; des détachemens intermédiaires furent placés sur la ligne pour recevoir les postes forcés. Cinq districts de rassemblement furent formés depuis le canal de Pannerden, vers Arnheim, jusqu'à Vianen et Honswich à la droite. Ces dispositions eussent été convenables pour défendre le passage d'un fleuve rapide; mais elles devenaient presque inutiles dans cette saison, où les glaces offraient partout des communications faciles pour les attaques de vive force: ce n'était plus qu'une vaine démonstration incapable d'arrêter un ennemi déjà vainqueur de tant d'obstacles, et qui voulait mettre à profit les avantages qui lui étaient offerts. Le prince d'Orange avait établi son quartier-général à Gorcum, et le gros de l'armée hollandaise était cantonné aux environs de cette ville. La droite des Anglais était à Kuilenburg, et leur gauche s'appuyait au canal de Pannerden. Un corps de vingt-cinq mille Autrichiens, commandé par le feld-maréchal lieutenant Alvinzy, et à la solde de l'Angleterre, était en ligne depuis Arnheim jusqu'à Vesel.

Toutes ces forces réunies, et que les généraux alliés avaient pris la précaution, contre leur habitude, de centraliser, auraient pu présenter aux Français une résistance difficile à vaincre, si ces derniers avaient attendu le printemps pour continuer leurs opérations. Mais, comme nous venons de le dire, dans un moment où les glaces facilitaient le passage de tous les fleuves, cette disposition centralisée des forces ennemies n'était plus, pour des troupes victorieuses, qu'un faible rideau incapable de résister à une attaque sérieuse. Les Français ne tardèrent point à démontrer cette vérité. L'une des causes qui pouvaient engager davantage le général Pichegru à poursuivre ses avantages, était le découragement dans lequel

1795-an III. Hollande. l'armée coalisée entière semblait être plongée. Le duc d'Yorck venait lui-même d'en donner le premier l'exemple. Tous ses efforts, depuis qu'il était venu sur le continent prendre part à la grande querelle de la révolution, n'avaient abouti qu'à des défaites rarement rachetées par quelques actions d'éclat. Vaincu dès son début dans la carrière militaire, au siége de Dunkerque, il n'avait assisté aux campagnes de 1793 et 1794 que pour être témoin de la défaite des troupes sous son commandement. Les derniers succès remportés par l'armée du Nord lui persuadèrent sans doute qu'il ne serait pas plus heureux en Hollande qu'en Flandre, et pour ne pas être encore une fois spectateur impuissant des nouveaux triomphes des Français, il prit tout-à-coup le parti d'abandonner son armée, et se rembarqua pour l'Angleterre au moment où Pichegru se préparait à porter de nouveaux coups aux ennemis de la république.

Les Français républicains se sont beaucoup égayés, dans le temps, sur le compte du duc d'Yorck. Ils le dépeignaient comme incapable de diriger une armée; et cette opinion, répandue avec habileté parmi les troupes destinées à combattre contre lui, fut plus d'une fois pour les Français la cause d'une victoire : on bat facilement un ennemi qu'on méprise. D'un autre côté, les politiques, chargés de la direction de l'esprit républicain en France, affectaient de répandre le bruit que le duc d'Yorck avait du roi son père des instructions particulières, et que son concours dans la coalition était entièrement dénué de franchise. Les fautes militaires du prince servirent puissamment à appuyer ce sentiment. On rappelait qu'en 1793, il s'était comme séparé de la coalition, en allant, contre les intérêts de la cause qu'il prétendait servir, former le blocus de la ville et du port de Dunkerque. On supposait avec quelque raison que cette entreprise avait pour unique but l'intérêt personnel de son pays, et que les puissances coalisées

ayant le dessein secret de se partager la France, le duc d'Yorck s'était hâté de trahir ce projet en cherchant à s'emparer de la Flandre, qu'on savait être l'objet d'une ardente convoitise pour l'Angleterre. Cette imprudente tentative du duc d'Yorck, et sa séparation plus imprudente encore d'avec le corps d'armée du prince de Cobourg, séparation qui avait fait remporter par les Français les deux glorieuses victoires de Hondtschoote et de Wattignies, avaient servi aux républicains à prouver aux royalistes que le but des puissances, en armant contre la commune patrie, n'était point le rétablissement des Bourbons sur le trône de leurs pères. Toutes ces différentes opinions, qui sont loin d'être prouvées aujourd'hui, mais qui alors étaient présentées avec toutes les apparences de la vérité, parvinrent plus d'une fois à paralyser les efforts des partisans de la monarchie dans l'intérieur. Plusieurs même de ces derniers s'enflammèrent d'un noble zèle; et, persuadés qu'en effet l'ambition des puissances était de faire subir à la France le sort humiliant de la Pologne, ils s'enrôlèrent dans les armées de la république, et jurèrent de défendre l'indépendance de la patrie, qu'ils croyaient menacée.

1795-an III. Hollande.

Quoi qu'il en soit, le duc d'Yorck, en s'embarquant pour l'Angleterre, avait laissé le commandement de l'armée anglo-hanovrienne entre les mains du général hanovrien Walmoden. Le général Harcourt eut sous son ordre spécial les troupes anglaises. Walmoden conserva les positions que le prince avait fait prendre à ses troupes. Les alliés espéraient toujours que les Français n'oseraient point poursuivre le projet déjà annoncé de continuer la guerre pendant cette saison rigoureuse. Engourdis par le froid, accablés par les fatigues et les maladies, ils supposaient que leurs rivaux, habitués aux douceurs d'un climat si différent de celui du théâtre de la guerre, auraient encore moins qu'eux la patience et la force d'en supporter toute l'inclémence. Mais le Français, né dans le pays le

1795-an III. Hollande. plus tempéré de l'Europe, est également propre à braver le froid et la chaleur; ou plutôt l'activité de son âme et la grandeur de son courage donnent à son corps une énergie dont les autres peuples ne sont pas toujours capables.

Pichegru, pour attaquer les alliés, n'attendait plus que de voir le Wahal suffisamment gelé vers Nimègue, où son cours, beaucoup plus rapide, l'avait empêché de prendre aussitôt que vers l'île de Bommel. Le général français avait reconnu l'impossibilité d'en effectuer le passage par son aile gauche. Ce mouvement, qui lui eût fait prêter le flanc au corps autrichien que commandait le général Alvinzy, pouvait placer son armée entre la mer et l'armée ennemie, et lui faire courir la chance d'une destruction totale en cas de défaite. Pichegru avait trop d'expérience pour s'exposer ainsi inutilement.

Enfin l'époque tant désirée arriva une seconde fois, et le Wahal, devenu solide par les effets d'une gelée continue depuis plusieurs jours, fournit aux Français un chemin praticable pour marcher à l'ennemi. Le 9 janvier, la brigade Salm ayant passé le fleuve vers Bommel, poussa des partis vers Metteren et Geldermalsem. La brigade du général Dewinther, de la division Souham, commandée, en l'absence de celui-ci, par Macdonald, s'empara de Thiel, et poussa des reconnaissances jusqu'à la Linge.

Le lendemain, 10 janvier, la droite des Français passa le Wahal sur plusieurs divisions, au-dessus de Nimègue. Les brigades des généraux Vandamme et Compère, de la division du général Moreau, passèrent à Millingen, et prirent position sur le canal de Pannerden. La brigade du général Jardon passa à Kokerdun-sur-Gente, et celle du général Reynier à Oise-sur-Bommel.

Les succès qu'obtinrent ces quatre brigades donnèrent alors au général Macdonald la facilité de passer le fleuve à Nimègue, dans de petits bateaux, avec plusieurs compagnies

de grenadiers. Il s'empara du fort de Knossembourg, que l'ennemi venait d'évacuer, et y prit une position provisoire. 1795-an III. Hollande.

Les Anglais opposèrent une faible résistance à toutes les attaques des Français, et se hâtèrent d'abandonner tous leurs postes. La brigade autrichienne de Spock, disséminée en postes d'avertissement, fut repoussée sur Arnheim; la brigade française de Dewinther marcha de Thiel sur Elst, pour se joindre à celle du général Reynier.

La réussite de ces différentes opérations partielles fut favorisée par une circonstance extraordinaire: le prince d'Orange, les généraux Walmoden et Alvinzy, s'étaient réunis en conseil de guerre le 7 janvier, et, regrettant d'avoir abandonné la ligne de la Linge, ils avaient résolu de la reprendre. Le général Abercrombie, chargé de cette opération, devait y employer un gros corps anglais et une division hesso-hanovrienne. Il était parti le 8, et déjà plusieurs bataillons de la dernière division étaient revenus de Wick sur Buuren; mais le corps d'Abercrombie ne parut pas, et l'on ignore encore le motif de son retard. Quelques auteurs l'ont attribué à trahison de sa part. Il faut plutôt en chercher la cause dans le désordre et la confusion qui régnaient alors dans l'armée anglaise; l'un et l'autre ne peut se comparer qu'à la crainte qu'inspirait alors à ces troupes la vue des baïonnettes françaises.

Le général anglais reçut ordre de réparer ce contre-temps le 10; déjà les généraux Dundas et Wurmp avaient marché sur Buuren, et poussé des reconnaissances sur Kapel et Avezaat. Abercrombie lui-même était en marche avec une forte colonne, lorsqu'il fut arrêté par la gauche de la division du général Macdonald, vers Linden. Le général ennemi comptait trouver sur ce point les postes hesso-hanovriens. Ne les ayant donc point rencontrés, et peu sûr de la valeur de ses troupes, il se retira sur Rheenen, poursuivi par les Français, et y repassa le Leck.

1795-an III. Hollande. Les généraux Dundas et Wurmb, qui se trouvaient encore le 10 au soir à Buuren, reçurent l'ordre de repasser aussi le Leck pendant la nuit, et ils effectuèrent cette opération sans obstacle. Si les troupes de la division Souham eussent été plus rapprochées, les deux brigades ennemies, placées dans une position difficile, pouvaient être facilement enlevées; mais le général français se borna à occuper toutes les lignes de la Linge.

Ainsi, tandis que les brigades d'avant-garde autrichiennes, hanovriennes et hessoises étaient exposées, sur le canal de Pannerden, à tous les efforts de la droite de l'armée du Nord, le général Abercrombie s'était, par sa faute, trouvé engagé dans un faux mouvement contre la gauche. Les corps de Dundas et Wurmb, compromis, repassaient le Rhin à minuit, vers Renkun, et les deux tiers des forces alliées demeuraient tranquilles dans leurs cantonnemens, derrière le Leck, vers Arnheim.

Cependant la partie du corps autrichien commandé par le général Alvinzy, qui avait eu à soutenir les attaques des Français, avait montré plus de courage que les Anglais. Ils revinrent à la charge plusieurs fois, et toujours avec la même bravoure. Les Français avouèrent, dans leur rapport, que si les Autrichiens eussent été soutenus par les Anglais, l'opération terminée si heureusement eût été beaucoup plus difficile, et vivement disputée.

Pendant ces combats partiels, les divisions Bonneau et Lemaire, formant l'extrême gauche, avaient mis à profit la gelée et la terreur des ennemis pour remporter de leur côté des avantages. Elles avaient enlevé les forts de Lœvestein et de Workum, au second confluent de la Meuse et du Wahal, de manière que Heusden se trouva investi et capitula. Les Français y firent leur entrée le 14 janvier, et trouvèrent dans la place soixante-quinze pièces de canon, cent cinquante milliers

de poudre, de vastes amas d'armes de toute espèce, et un immense magasin de vivres et de fourrages. 1795-an III. Hollande.

Combats sur la Fluvia [1]. — Après la défaite des Espagnols à la montagne Noire, et la prise de Figuières, l'armée française des Pyrénées-Orientales, commandée par le général Pérignon, s'était partagée en deux grandes divisions : l'une, aux ordres du général Augereau, resta aux environs de Figuières pour garder cette conquête ; l'autre, sous la conduite du général en chef Pérignon, s'était ainsi que nous l'avons déjà indiqué, portée sur la ville de Roses, afin d'en former le siége. Tandis que l'armée des Pyrénées-Occidentales, aux ordres du général Moncey, entrait dans ses quartiers d'hiver, et y éprouvait toutes les horreurs d'une épidémie désastreuse, augmentée encore par la famine ; celle de Pérignon, non moins infatigable que les deux armées du Nord et de Sambre-et-Meuse, poursuivait ses opérations militaires, et se couvrait de gloire en s'emparant, avec une bravoure incroyable, de l'importante place de Roses. Mais, avant de nous occuper des détails de ce siége célèbre, nous allons rendre compte des efforts dirigés par les Espagnols contre la division du général Augereau. 16 janvier. (27 nivose.) Espagne.

Le marquis de las Amarillas, commandant en chef de l'armée espagnole, après la mort du comte de la Union, avait donné ordre aux fuyards de se rallier sous les murs de Gironne. Son premier soin fut de mettre cette place à l'abri de toute insulte, et de garnir tous les châteaux qui la dominent. Il porta ensuite ses camps à Costeroche, montagne qui est à deux lieues en avant de Gironne, et plaça un gros corps d'avant-garde à Oriole, poste qui domine la Fluvia. Mais la cour d'Espagne, peu contente de la manière dont le marquis s'était

[1] Journaux du temps, — Tableau historique, — Siéges et batailles, — de Marcillac, — Mémoires et Relations manuscrits, etc.

1795-an III. Espagne. conduit à la bataille de la montagne Noire, jugea à propos de destituer ce général, et le remplaça par le général don Joseph Urrutia, qui, depuis le commencement de la guerre, servait avec distinction dans l'armée de Navarre.

Urrutia établit son quartier-général à Servia, un peu en avant de la rivière du Ter et sur la droite de Gironne. Le poste que las Amarillas avait placé à Costeroche, y resta; le corps d'armée fut campé dans les environs de Saint-Estevan, et l'avant-garde continua d'occuper la position d'Oriole, déjà indiquée. Quelque temps après, Urrutia crut devoir étendre davantage son armée; des corps furent en conséquence jetés sur la droite jusqu'à la Escala, qui est sur le bord de la mer, et la gauche se répandit jusque sur Banolas, Castelsollit et Olot, afin de conserver la communication avec Campredon. Les derniers postes de cette ligne de gauche étaient appuyés à une chaîne de montagnes qui suit le cours du Ter, et dont l'accès très-difficile faisait comme une espèce de retranchement naturel. Les Français étaient toujours cantonnés sous Figuières, et leurs avant-postes s'étendaient sur la rivière de Manol jusqu'à deux lieues de Bascara. Augereau avait en outre établi un camp à Cistella pour couvrir Figuières sur la droite. Tout l'espace intermédiaire resta long-temps sans être occupé ni par un parti ni par l'autre.

La division française resta assez tranquille, dans sa position de Figuières, pendant les derniers mois de 1794. Le général espagnol, secondé par son major-général O'Farril, s'occupa d'abord à réorganiser son armée, et à y établir la confiance, que les dernières défaites lui avaient fait perdre. Mais, à la fin de décembre et au commencement de janvier 1795, il crut devoir, pour ranimer l'ardeur de ses soldats, les faire sortir fréquemment de leurs cantonnemens, et les mener souvent à l'ennemi. Des engagemens partiels eurent lieu journellement entre les avant-postes de l'une et de l'autre

armée, et le poste de Bascara, point intermédiaire entre les deux armées, était tantôt au pouvoir des Français, et tantôt au pouvoir des Espagnols. La petite plaine qui est entre les montagnes d'Oriole et la Fluvia, était le théâtre habituel de ces combats journaliers, mais insignifians pour les deux partis. 1795-an III. Espagne.

Les Français, résolus de rester dans leurs cantonnemens, se tenaient sur la plus exacte défensive, et rarement ils profitaient d'un avantage pour attaquer eux-mêmes les Espagnols. Cette conduite circonspecte enhardit l'ennemi, et bientôt il tenta de plus sérieuses entreprises. Augereau avait un parc d'artillerie de réserve au Pla-del-Coto, entre Figuières et Bellegarde. Le général espagnol forma le dessein de le faire enlever. Un détachement de quatorze cents hommes fut en conséquence réuni sous les ordres du capitaine Pineda. Cet officier réussit d'abord en partie dans son expédition. Il partit dans la nuit du 9 au 10 janvier; il parvint sur le derrière de l'armée française, trompa la vigilance des postes, passa la rivière de la Monga, ayant de l'eau jusqu'à la ceinture, et arriva, sans être découvert, à la vue de Pla-del-Coto. Deux cent cinquante artilleurs campés à droite et à gauche du grand chemin, gardaient ce parc de réserve. Pineda fondit sur eux la baïonnette en avant, en tua cent, au nombre desquels était le commandant. Pineda reçut lui-même le coup mortel au milieu de l'action. Un autre officier lui succéda et ne montra pas moins de bravoure. Quatorze pièces de canon furent enclouées, et les Espagnols se disposaient même à les enlever, lorsqu'ils furent à leur tour forcés de se défendre. Le bruit de la défaite des artilleurs s'était répandu dans le camp français, et y avait jeté l'alarme. La générale, battue de toutes parts, avait averti du danger, et les soldats français s'étaient précipités de leurs retranchemens pour arracher la victoire aux Espagnols. En un moment, ceux-ci sont cernés,

1795-an III. Espagne. vaincus et obligés de chercher leur salut dans la fuite. Ils ne purent l'effectuer qu'en se jetant en désordre dans des chemins escarpés, où les vainqueurs ne pouvaient les suivre sans désavantage. Les Français reprirent une cinquantaine de leurs artilleurs, que les Espagnols avaient faits prisonniers.

Cependant le général Pérignon pressait avec vigueur le siége de Roses. Déjà le fort de la Trinité ou du Bouton était tombé en son pouvoir, et pour l'empêcher de s'emparer de la place, il était instant de porter de prompts secours aux assiégés. Urrutia, ne se voyant pas des forces suffisantes pour tenter de dégager la place en attaquant les lignes de Pérignon, essaya de faire une diversion, et d'attirer les troupes françaises sur un autre point; mais ses efforts furent encore infructueux; les Français surent repousser toutes ses attaques, et restèrent autour de la ville de Roses.

Pour opérer cette diversion projetée, le général espagnol avait ordonné au maréchal-de-camp don Ildefonso Arias de s'avancer avec cinq mille hommes, pris dans l'avant-garde, sur les bords de la Fluvia, de menacer les Français, et de manœuvrer en les inquiétant dans leurs positions; tandis que le marquis de la Romana à la tête de deux mille hommes, se porterait sur leur gauche, et chercherait à surprendre leurs cantonnemens. Le marquis de la Romana eut seul le temps d'exécuter son mouvement. Parti de Bezalu, en prenant le chemin de Figuières, et passant par Crispia, il arriva, le 16 janvier, à la hauteur des postes qu'il devait surprendre, et à peu près à trois cents pas des avant-gardes des Français. La Romana fit aussitôt ses dispositions pour surprendre en même temps deux cantonnemens français; mais l'imprudence d'un caporal espagnol qui répondit au *qui vive* d'une sentinelle française par un coup de fusil, vint heureusement rendre nulles toutes ses dispositions. L'explosion du coup de fusil fit en un moment sortir les Français de leur sécurité, et leur permit de connaître les

dangers qu'ils couraient. Cependant la grand'garde, épouvantée par la vue des Espagnols, avait jeté ses armes pour prendre la fuite ; mais déjà les Français accouraient, des deux camps, à son secours. La Romana ordonne alors à son avant-garde de se replier, afin de se mettre en bataille derrière sa cavalerie.

1795-an III.
Espagne.

Témoins de ce mouvement qu'ils prennent pour une fuite, les Français s'avancent ; mais ils sont reçus vigoureusement par la cavalerie espagnole, et sont obligés, pour en éviter le choc, de se faire uu rempart de leurs baïonnettes. Pendant cette charge, l'infanterie espagnole s'était reformée ; la cavalerie ouvre alors ses rangs, et tandis qu'elle se porte rapidement sur les flancs des Français, l'infanterie se jette sur eux avec tant d'impétuosité qu'ils ne peuvent résister.

Le général la Romana, qui plus tard acquerra une grande célébrité dans la seconde guerre entre la France et l'Espagne, fit, dans cette circonstance, des prodiges de valeur. Le premier, à la tête de la cavalerie, il chargea le flanc droit de la troupe française, et la mit en déroute. Mais déjà le camp établi sous Figuières s'ébranlait pour porter des renforts aux vaincus. La Romana, qui avait eu deux chevaux tués sous lui, fut averti à temps de ce mouvement offensif ; aussitôt il donne l'ordre de cesser la poursuite des fuyards, et, abandonnant à regret le champ de bataille, il se retire en bon ordre sur Bezalu.

Cette tentative des Espagnols pour troubler le siége de Roses fut la seule et la dernière. Pérignon poussa les travaux avec tant d'activité, qu'il ne tarda point à se rendre maître de la place, ainsi que nous le verrons plus tard. On s'étonne avec raison de ce que le général Urrutia, qui avait sous ses ordres des troupes au moins aussi nombreuses que les Français, n'ait pas fait plus d'efforts pour seconder la généreuse et opiniâtre défense de la garnison de la ville de Roses.

1795-an III. 20 janvier. (2 pluviose.) Hollande.

Prise d'Utrecht, de Gorcum, d'Amsterdam, etc., etc.[1] — Désormais la conquête entière de la Hollande était assurée. L'établissement des Français derrière le Wahal et leur position sur la Linge la rendaient certaine. Les alliés n'avaient ni assez de forces dispouibles, ni assez de vigueur et de courage pour s'y opposer. Une bataille rangée et décisive en leur faveur pouvait seule l'empêcher ; mais l'espèce de stupeur dans laquelle ils étaient plongés les empêcha de songer à ce moyen extrême. Cependant l'espoir d'un dégel dont on était menacé, engagea les généraux à faire rester encore quelque temps les troupes dans leur position, derrière le Leck.

Ce dégel, qui maintenant était le seul espoir de salut des Hollandais, commença le 12 janvier, et se manifesta pendant deux jours consécutifs. Autant il occasionait de joie aux alliés, autant il causait d'inquiétude aux Français, à cause des suites funestes qu'il pouvait avoir pour eux. La communication allait être interrompue entre les troupes qui avaient passé le Wahal et celles qui se trouvaient encore en deçà. L'ennemi, profitant de cette circonstance, pouvait fondre alors sur les divisions établies sur la Linge, et les anéantir. Un sentiment général d'anxiété s'était répandu dans toute l'armée, et à l'appréhension des dangers qu'on allait courir, se joignait encore le regret de se voir obligé de renoncer à une entreprise dont on s'était promis tant de gloire et tant d'avantages pour la république. Heureusement, le 14 janvier, le froid reprit tout-à-coup son intensité ; la glace redevint solide, et les Français retrouvant toute leur alégresse, se préparèrent à marcher à l'ennemi et à poursuivre leurs progrès dans le pays envahi. Après s'être emparé de la grande île que forment le

[1] Journaux du temps, — Tabl. histor., — Siéges et batailles, — Jomini, — David, — Galerie militaire, — Histoire de Pichegru, — Lacretelle, — Relations et Mémoires, etc.

Wahal et le Leck avant d'aller se jeter dans la Meuse, et s'être rendu maître de Buuren et de Kuilenburg, Pichegru fit faire une démonstration pour passer le Leck vers Arnheim, au-dessus de la séparation de ce bras du Rhin, et manifesta l'intention de tourner, de cette manière, là position des ennemis. Ce mouvement décida le général Walmoden à faire exécuter le grand changement de front en arrière qui livrait la Hollande aux Français, et qui établissait son armée sur l'Yssel, depuis Arnheim jusque vers Zutphen. 1795-an III. Hollande.

Les opérations de cette armée cessèrent dès-lors d'être militaires. Sa marche rétrograde ne fut plus qu'une déroute continuelle et honteuse par ses résultats. Walmoden se retira derrière l'Ems dans un état déplorable. Les Hessois et les Hanovriens étaient découragés par cent combats journaliers, où ils étaient engagés par postes contre de fortes colonnes, et dont ils avaient payé tous les frais sans jamais avoir pu en retirer aucune gloire. Les Anglais, fatigués de privations et de marches pénibles par des temps affreux, sentaient tout le mauvais emploi qu'on avait fait d'eux depuis la fatale bataille de Tourcoing. Le désordre avait toujours régné depuis dans cette armée; il fut porté à son comble par le découragement et le mécontentement: aussi désormais ce ne sont plus des combats que nous aurons à décrire en faisant le récit de la conquête de la Hollande; c'est la marche triomphale d'une armée à travers un pays qui n'a plus de défenseurs.

Le 15 janvier, l'armée du Nord prit position derrière le Rhin et le Leck. Dans le même temps que la droite de l'armée du Nord effectuait le passage du Wahal, la division du général Bonneau avait quitté les environs de Breda pour s'approcher de Gertruydenberg, et former l'investissement de cette place. Il réussit même à s'emparer de vive force de plusieurs forts qui en dépendaient.

Les Anglais, voyant qu'ils ne pouvaient plus espérer de

1795–an III. Hollande. défendre la Hollande, prirent dès ce moment le parti de l'évacuer. La droite de l'armée aux ordres du général Walmoden, se retira le 15 de la province d'Utrecht; elle évacua Vyk, Duurstede et Rheenen; les Français se mirent aussitôt à la poursuite des Anglais, et, le 16, ils firent leur entrée dans Wageningen. Des députés de la province d'Utrecht vinrent ce jour-là au quartier du général Salm, proposer une capitulation pour cette province. Le général répondit qu'il leur ferait savoir les intentions du général en chef dans Utrecht même qu'il allait occuper.

Cependant Gorcum, cette fameuse forteresse que la bonté de ses ouvrages, et la facilité qu'elle a de se fortifier par les inondations, fait appeler la clef de la Hollande, était encore au pouvoir de l'ennemi. Le quartier-général du prince d'Orange s'y trouvait toujours. Pichegru, désirant s'en emparer, fit investir cette place par deux de ses divisions. Dans des temps ordinaires, Gorcum aurait pu faire une vigoureuse résistance; mais la circonstance des glaces rendait toutes les villes abordables. Le prince d'Orange vit donc qu'il n'était point en son pouvoir de s'opposer aux Français, et qu'il courrait le risque de devenir leur prisonnier, s'il tardait davantage à sortir de Gorcum, et même de la Hollande. Décidé à abandonner les rênes du gouvernement, il se rendit à La Haye, fit ses adieux aux états-généraux en les présidant pour la dernière fois, et partit pour Scheveningen, où il s'embarqua, avec les princes ses fils, pour l'Angleterre. De ce moment la Hollande, abandonnée par son stathouder, parut aller au-devant du joug des Français.

Le 17 janvier, la brigade du général Salm occupa Utrecht [1];

[1] Utrecht est une ville célèbre dans l'histoire de la Hollande. C'est à Utrecht que fut cimentée l'union des Sept-Provinces, en 1679. C'est dans cette ville que se tint le fameux congrès, en 1712 et 1713, qui termina la guerre de la

le général Vandamme entra à Arnheim. L'armée de Sambre-et-Meuse n'ayant plus d'ennemis à combattre, s'étendit sur sa gauche, et releva, dans le pays de Clèves, les troupes de l'armée du Nord. 1795-an III. Hollande.

Le 18, la brigade du général Dewinther prit possession d'Amersfoort; la division du général Macdonald s'établit derrière les lignes du Grebbe, sa droite appuyée sur Rheenen, et sa gauche sur le Zuyderzée. Quelques troupes anglaises qui se trouvaient encore dans cette position avaient voulu faire résistance; Macdonald les avait culbutées sans trop de peine, et s'était emparé de toutes leurs redoutes, où il trouva quatre-vingts canons et vingt caissons. Les Anglais avaient pris la fuite si précipitamment, qu'ils abandonnèrent leurs malades à Rheenen, et furent obligés de les recommander à la générosité française. La division du général Moreau remplaça alors celle de Macdonald sur le Rhin, et appuya sa gauche à Wageningen.

La rapidité de la marche de l'armée française était telle, que les commissaires conventionnels envoyés près d'elle en mission avaient peine à la suivre. La veille de l'occupation d'Utrecht, le général en chef Pichegru avait été obligé d'écrire aux représentans Bellegarde, Lacoste et Joubert, pour presser leur arrivée. « Ne perdez pas un instant, citoyens représentans, leur disait-il, à vous rendre ici (Thiel), pour passer de suite à Utrecht, que nos troupes occuperont demain. » Les représentans y arrivèrent le 19, et le même jour ils y reçurent une députation de la province de Hollande, chargée de traiter avec eux d'une capitulation.

Succession, et rendit la paix à l'Europe. L'armée victorieuse de Louis XIV s'était déjà emparée d'Utrecht, en 1672; mais cette conquête fut la dernière, et le Leck devint alors une barrière insurmontable que les troupes du monarque français ne purent franchir.

1795-an III. Hollande. Le lendemain, 20 janvier, le général Pichegru, accompagné des trois représentans du peuple déjà nommés, fit son entrée dans la ville d'Amsterdam, et en prit possession au nom de la république. Les Français y furent reçus comme des libérateurs, par un peuple qui déjà avait tenté, en 1787, de secouer le joug du stathouder. Aussi, des acclamations universelles, et qui paraissaient franches, accompagnèrent la marche des commissaires de la Convention jusqu'au palais qui leur avait été préparé. Le nom du vainqueur des coalisés, Pichegru, se mêlait aussi aux cris de *vive la liberté! vive la nation française!* qui retentissaient de toutes parts. Mais ce guerrier, qui parut toujours prendre le plus grand soin de se mettre à l'abri des dangers de sa renommée par une modestie, peut-être affectée, se déroba promptement aux applaudissemens, en se retirant avec son état-major [1].

La conquête d'Amsterdam, l'une des plus grandes et des plus riches villes de l'Europe, devenait extrêmement importante pour la république, par les immenses ressources qu'allait y trouver l'armée du Nord. Elle faisait, d'ailleurs, espérer la prompte soumission des autres Provinces-Unies; et la possession de ce pays, auquel le commerce avait donné une si brillante prospérité, allait assurer à la république française une prépondérance désormais certaine dans les affaires politiques de l'Europe. Il n'est donc pas étonnant que la nouvelle de cet événement, si glorieux, sous tous les rapports, pour les armes françaises, ait répandu un si vif enthousiasme dans la Convention nationale. Carnot, au nom du comité de salut

[1] Un fait que l'histoire ne doit point omettre, dit Lacretelle, c'est que le jour même où les Français entrèrent dans Amsterdam, la bourse fut ouverte; toutes les opérations commerciales eurent lieu comme de coutume, les dettes furent acquittées avec la même fidélité. L'observateur, en remarquant cet exemple signalé du flegme et de la bonne foi héréditaires de ces républicains commerçans, pouvait dire ce jour-là même : *la Hollande existe encore*.

public, dont il était toujours membre, proposa de décréter que les armées du Nord et de Sambre-et-Meuse ne cessaient de bien mériter de la patrie. L'assemblée toute entière, par un mouvement spontané, se leva pour sanctionner ce projet de décret. Un représentant du peuple, Blad, trouva même que ce témoignage de reconnaissance n'était point suffisant, et prétendit que ces deux armées avaient usé, par leurs triomphes, ce protocole adopté par la Convention pour récompenser les braves défenseurs de la patrie; il proposa d'adopter pour eux une nouvelle dénomination, et de décréter que les soldats de ces deux armées seraient appelés les *héros du Nord et de Sambre-et-Meuse*. Cette proposition extraordinaire allait être décrétée, lorsque, sur l'observation de Bourdon de l'Oise, on réfléchit que cette dénomination pourrait humilier les autres armées; et la première proposition de Carnot fut seule adoptée. 1795–an III. Hollande.

L'enthousiasme de la Convention augmenta encore quelques jours après. Le 28 janvier, une députation envoyée d'Amsterdam parut à la barre de cette assemblée, et prononça un long discours, dont nous citerons ces passages, qui prouveront avec quelle rapidité les principes de la révolution française s'étaient étendus devant les armées victorieuses : « Dans l'ivresse universelle que font éprouver les événemens glorieux qui immortalisent à jamais les armées françaises, les députés des patriotes bataves, accompagnés des infortunées victimes de la révolution de 1787, s'empressent d'apporter à la représentation nationale l'expression fidèle de leurs vœux et de leur joie.

« Elles sont donc enfin réalisées, ces promesses acquittées aujourd'hui par la bravoure d'un peuple de héros! Le stathouder est en fuite, et l'Anglais pâlit d'épouvante et d'étonnement.

« Elles se réaliseront ces promesses faites depuis si long-

1795-an III. Hollande. temps par les patriotes bataves, de se montrer dignes de recouvrer leur liberté, d'y concourir du moins de tout leur pouvoir!......

« Partout l'insurrection éclate; partout le patriote secoue l'horrible chaîne qui le comprimait; partout le Français libérateur est béni; vos armées marchent aux acclamations d'un peuple reconnaissant; Amsterdam, la populeuse Amsterdam, a fait retentir jusqu'aux nues le bonheur de sa délivrance; elle a invité les Français à entrer dans ses murs; elle les a reçus en amis et en frères.

« Citoyens représentans, si ce tableau est fidèle, s'il n'est que l'exposé des faits, hésiterez-vous à mettre le sceau à vos dispositions généreuses, en remettant à la Hollande, redevenue libre par vos mains, le prix, l'inestimable prix de l'indépendance nationale, le seul moyen de rendre cette brillante conquête réellement utile à la France, et funeste aux despotes, dont les derniers efforts vont sans doute se réunir bientôt pour tenter de vous l'arracher.

« Pour le commun bonheur des deux républiques, pour leur intérêt réciproque, et surtout pour le maintien de ce que vous devez attendre de nos efforts, nous vous demandons, législateurs, nous demandons à la représentation nationale de la France, qu'elle daigne laisser au peuple libre de nos villes et de nos campagnes le choix le plus prompt de ses autorités constituées..... »

Ainsi la Hollande voulait bien tenir sa liberté des Français, mais elle ne voulait pas rester leur conquête : ce sentiment généreux méritait d'être favorisé. Le système d'agrandissement adopté depuis par le gouvernement de la France, n'était point encore adopté; et Barrère, qui présidait alors la Convention, répondit, au nom de cette assemblée, que l'intention de la représentation nationale était de se montrer généreuse et grande à l'égard des Hollandais, et que ceux-ci

pouvaient compter sur toute sa bienveillance. Le gouvernement conventionnel ne tarda pas à prouver la sincérité de cette promesse. 1795-an III. Hollande.

Prise de Dordrecht, Rotterdam, La Haye, etc., et des vaisseaux de guerre hollandais par la cavalerie française; capitulation de la Zeelande[1].—Entre Gertruydenberg et Dordrecht se trouve l'espèce de lac appelé le Bies-Bosch. Ce lac recouvre maintenant, dans sa vaste étendue, soixante-douze villages, disséminés autrefois dans cette partie de la Hollande. Dans l'hiver de 1421, la mer rompit l'une des digues qui contenaient ses efforts, se répandit avec furie par la brèche immense qu'elle s'était formée, et abîma sous ses eaux les soixante-douze villages et leurs malheureux habitans. Cette grande catastrophe est l'un des plus terribles exemples des dangers qui menaceront la Hollande toutes les fois qu'elle n'aura pas un gouvernement incessamment occupé du soin de réparer les remparts qui la préservent des envahissemens de la mer. Elle disparaîtra le jour où la main qui éleva ces digues cessera de veiller à leur conservation. Cette position éminemment critique de la Hollande était si bien connue d'un empereur de Turquie, que, dans un moment d'impatience contre cette nation, il disait : « Si ces marchands me font mettre en colère, j'enverrai chez eux un corps de pionniers pour jeter toutes leurs terres dans la mer. » Cependant le Hollandais vit tranquille sur cette terre qu'il a arrachée au plus furieux des élémens ; et, continuellement environné de périls, il ne songe pas même qu'il en puisse être atteint. 3 février. (15 pluviose.)

Le lac de Bies-Bosch était devenu solide par l'effet de la glace, comme tous les fleuves de la Hollande. La division du général Bonneau, qui venait de s'emparer, le 19, de la ville

[1] Journaux du temps,— Dictionnaire des siéges et batailles, —Tableau historique,— Jomini, — Lacretelle, - Galerie militaire —Histoire de Pichegru.

1795-an III. Hollande. de Gertruydenberg, et d'en faire la garnison prisonnière sur parole, traversa ce lac le lendemain, et vint prendre possession de Dordrecth. Cette ville avait l'un des arsenaux les mieux fournis de la Hollande. Les Français y trouvèrent six cent trente-deux pièces de canon, la plupart en bronze; dix mille fusils neufs, et des magasins de vivres et munitions de guerre pour une armée de trente mille hommes.

Le 22 janvier, les troupes de cette même division qui venait de s'emparer de Dordrecht, se présentèrent devant Rotterdam, et y firent leur entrée. Rotterdam, la plus grande ville de la Hollande, après Amsterdam, est bâtie dans un vaste marais, sur la rive gauche de la Meuse. Sa plus grande rue est fondée sur une digue qui est plus élevée que le reste de la ville, et qui la garantit de l'inondation. L'air qui circule à Rotterdam passe pour malsain, dans un pays où l'insalubrité générale de cet élément si nécessaire à la vie ne rend point les habitans difficiles. Les Français n'y furent pas longtemps sans s'en trouver incommodés, et ils furent obligés d'abandonner le séjour de cette ville marécageuse.

Le 23, le général Bonneau s'avança du côté de La Haye, et en prit possession. La Haye qui, jusqu'à cette époque, n'avait encore porté que le titre de village, était cependant une des villes les plus considérables de la Hollande. Les états-généraux de la république hollandaise y tenaient leurs séances, et les princes d'Orange y avaient un superbe palais, commencé par Guillaume III, qui fut empereur d'Allemagne; ils y faisaient leur résidence habituelle. Le stathouder, en quittant La Haye pour passer en Angleterre, avait lui-même recommandé aux états-généraux de bien recevoir les Français. Ceux-ci furent accueillis en conséquence de ces insinuations, et leur entrée dans la ville fut un triomphe paisible plutôt qu'une prise de possession militaire. Le prince d'Orange avait en outre ordonné à tous les gens de sa maison, qu'il laissait

dans son palais, d'avoir pour le général Pichegru le respect et les égards qu'ils avaient pour lui-même. Le général français, à son arrivée au palais de La Haye, fut en conséquence servi par les domestiques du prince, en livrée de la maison d'Orange, et reçut tous les hommages qu'on eût prodigués au prince lui-même. Mais Pichegru, modeste et simple comme doit être un général républicain, céda le palais du stathouder aux représentans du peuple, aussitôt après leur arrivée à La Haye. Ceux-ci, pour diminuer aux yeux de l'armée française et du peuple hollandais le faste orgueilleux de cettt résidence, qui contrastait singulièrement avec l'austérité républicaine dont ils faisaient parade, firent placer sur le frontispice l'inscription suivante, gravée en lettres d'or : 1795-an III. Hollande.

NOUS VOUDRIONS QUE LA MAISON DES REPRÉSENTANS
DU PEUPLE FUT DE VERRE,
POUR QUE LE PEUPLE PUT ÊTRE LE TÉMOIN
DE TOUTES LEURS ACTIONS.

Le but que s'était proposé le prince d'Orange, en engageant les Hollandais de son parti à se soumettre de bonne grâce au joug des Français, était l'espoir que ceux-ci apporteraient peu de changemens dans les administrations, et laisseraient en place la plupart de ses créatures ; mais les commissaires conventionnels furent loin d'en agir ainsi. Tous ceux qui étaient connus par leur attachement à la maison d'Orange perdirent leurs places ou leurs emplois ; plusieurs membres des Etats-Généraux furent même rayés de la liste, et l'assemblée réformée fut appelée : *les Etats-Généraux régénérés.* Le grand-pensionnaire van der Spiegel fut remplacé par Pierre Paulus, qui avait pris une part active à la révolution de 1787.

Les Etats régénérés expédièrent des ordres pour que tous

1795–an III. Hollande. les commandans des places fortes eussent à les rendre aux Français aussitôt que ceux-ci se présenteraient. Les troupes hollandaises, traitées désormais en alliées de la république, ne furent point désarmées. Les généraux furent seulement tenus de leur faire prêter, et de prêter eux-mêmes, le serment de ne plus porter les armes contre les Français.

Cependant l'armée du Nord, victorieuse des Anglais, des Autrichiens, des Hollandais et des élémens, n'en était pas moins dans une situation déplorable. La misère affreuse dans laquelle elle était plongée à la fin du siége de Nimègue, n'avait fait qu'augmenter pendant les deux mois qui venaient de s'écouler. Ces soldats, qu'un membre de la Convention voulait appeler des héros, et qui méritaient bien, en effet, cette qualification par la rare constance et l'intrépidité dont ils venaient de donner tant de preuves, n'étaient plus, pour la plupart, que des spectres décharnés, chez qui le cœur seul conservait encore quelque vigueur. Il était également indispensable de les vêtir à neuf et de leur fournir une nourriture plus abondante; rien n'était plus facile dans un pays aussi riche que celui dont ils venaient de faire la conquête; mais, fidèles aux rôles d'alliés et d'amis qu'ils avaient annoncés, les mandataires de la Convention ne firent, en leur nom, aucune demande impérative, et se contentèrent de mettre sous les yeux des Etats les besoins pressans de ces soldats français, que le peuple de la Hollande proclamait ses libérateurs. Les Etats firent en conséquence, et répartirent, sans que les Français s'en mêlassent, la réquisition suivante : deux cent mille quintaux de froment, douze cents bœufs, cent cinquante mille paires de souliers, vingt mille paires de bottes, vingt mille habits et vestes de drap, quarante mille culottes tricotées, cent cinquante mille pantalons de toile, deux cent mille chemises, cinquante mille chapeaux, cinq millions de bottes de foin, de quinze livres; deux cent mille bottes de paille, de

dix livres; et cinq millions de mesures d'avoine, aussi de dix livres. Ces réquisitions, qui furent fournies fort exactement, purent suffire aux premiers besoins des Français, et l'armée se remit promptement de ses fatigues. 1795-an III. Hollande.

Cependant la division du général Bonneau, après s'être emparée de Dordrecht, de Rotterdam et de La Haye, s'était portée sur la ville d'Hellevoetsluis. Six cents soldats français étaient prisonniers dans ce port, sous la garde de huit cents Anglais. Bonneau sachant que Stoury, commandant du port, était partisan de la révolution, lui fit passer secrètement l'invitation de faire armer les prisonniers français, promettant d'appuyer lui-même, avec sa division, les efforts qu'il tenterait dans cette circonstance. Stoury s'y prit si adroitement, que les Français furent armés, et les huit cents Anglais faits par eux prisonniers, avant que ceux-ci eussent pu s'en apercevoir. Les vainqueurs ouvrirent les portes de la ville de Hellevoetsluis, et Bonneau y fit son entrée avec sa division. Les princes de Salm-Salm et Hohenlohe, et un aide-de-camp du général Clairfait, qui s'étaient rendus dans ce port pour s'embarquer, tombèrent au pouvoir des Français, et furent envoyés en grande pompe à Paris par les commissaires conventionnels.

D'un autre côté, la division du général Macdonald, après s'être emparée de Woerden, le 21 janvier, avait pris position, la gauche à cette place et la droite à Amersfoort. La division du général Moreau fut placée derrière la ligne de Grebbe, entre Rheenen et Amersfoort. La division de gauche de l'armée de Sambre-et-Meuse occupa Arnheim. Ces différentes positions complétaient une ligne formidable depuis Amersfoort jusqu'à Naarden sur le Zuyderzée.

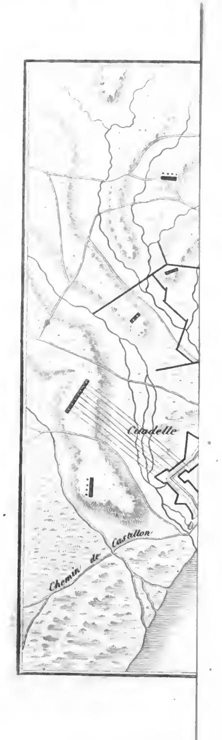
Un nouveau prodige allait signaler cette campagne déjà si étonnante. Pichegru avait envoyé dans la Nord-Hollande des détachemens de cavalerie et d'artillerie légère, avec ordre à la cavalerie de traverser le Texel, de s'approcher des vaisseaux de guerre hollandais qu'il savait y être à l'ancre, et

1795-an III. Hollande.

de s'en emparer. C'était la première fois qu'on parlait de prendre une flotte avec de la cavalerie. Cependant cette manœuvre réussit comme toutes celles qui avaient été commandées. Les Français traversèrent au galop les plaines de glaces, arrivèrent auprès des vaisseaux, les sommèrent de se rendre, et firent, sans combat, prisonnière l'armée navale. N'a-t-on pas eu raison de dire que tout s'était fait par enchantement dans cette campagne?

Pour que les Français fussent maîtres des sept Provinces-Unies, il n'y avait plus à soumettre que celles de Frise, de Groningue, d'Overyssel et de Zeelande. Cette dernière province, composée de six grandes villes et de plusieurs petits îlots successivement formés par les sédimens que l'Escaut a déposés à son embouchure depuis une longue suite de siècles, ou peut-être par une révolution marine, offrait plus de difficultés encore. Les détroits de toutes ces îles n'étaient pas solidement gelés, et il pouvait être très-dangereux de s'y exposer sur la glace. Cependant la conquête de la Zeelande devenait d'autant plus pressante, que sa proximité de l'Angleterre la mettait à même de recevoir promptement les secours qu'on savait être préparés dans les ports de cette puissance. Le général Michaud, chargé par Pichegru de cette importante expédition, voulut tenter la voie de la négociation, avant d'employer la force pour la faire réussir. Son aide-de-camp Commaneaux, envoyé par lui avec plusieurs autres officiers, ne pénétrèrent qu'avec les plus grandes peines jusqu'au siége du gouvernement de cette province. Après avoir été sommés plusieurs fois et plusieurs fois avoir fait mine de vouloir se défendre, les états particuliers de la Zeelande conclurent, le 3 février, une capitulation, portant que la religion dominante aurait son libre exercice, que le général Michaud n'enverrait que le nombre de troupes nécessaire pour la police et la garde des vaisseaux, et de l'île de Walcheren; qu'il n'y aurait point de cours forcé aux assignats, et point de ré-




Citadelle
Chemin de Castillon

quisition sur les biens et sur les individus, etc.; etc. Cette capitulation, qui fut acceptée par les commissaires conventionnels Bellegarde, Frecine, Portiez, Roberjot, Charles Cochon, Alquier et Ramel, excita, lors de sa lecture, de violens débats dans le sein de la Convention. Plusieurs membres, entre autres Duroy, Cygogne, Mathieu, prétendirent qu'elle était injurieuse et attentatoire à la majesté du peuple français, en ce que les capitulans semblaient eux-mêmes avoir imposé des conditions à leurs vainqueurs. Cependant, sur l'observation de Boissy d'Anglas que les débats pourraient irriter les Hollandais, qui en auraient connaissance, il fut décidé que cette capitulation ne serait point discutée dans le sein de la Convention, et que les représentans qui auraient à faire quelques objections, les iraient communiquer au comité de salut public, chargé du soin de ratifier le traité. Cette ratification paraît avoir été faite peu de temps après, et la Zeelande s'empressa d'adhérer à toutes les mesures prises par les Etats-Généraux assemblés à La Haye. 1795-an III. Hollande.

Siége et prise de Roses[1]. — L'armée du Nord n'avait pas seule le privilége d'étonner l'Europe par des prodiges opérés pendant l'un des hivers les plus rigoureux qu'ait signalés l'histoire. Suivant la remarque que nous en avons déjà faite, celle des Pyrénées-Orientales ne montrait pas moins d'intrépidité et ne méritait pas moins de gloire. Les longs et difficiles travaux entrepris par elle pour s'emparer de la ville de Roses, sa constance à braver et à supporter toutes les fatigues, ne la rendaient pas moins digne de toute la reconnaissance nationale. Peut-être même, aux yeux de la postérité, sa gloire paraîtra-t-elle plus éclatante, en ce que, indépendamment des obstacles que présentait à son courage toute l'âpreté de la 3 février. (15 pluviose.) Espagne.

[1] Journaux du temps, — Tableau historique, — Dictionnaire des siéges et batailles, — de Marcillac, — Jomini, — Mém. manuscrits, etc.

1795-an III. Espagne. saison, elle eut encore à vaincre les efforts héroïques de l'ennemi chargé de lui résister. Pichegru chassait devant lui sans combat les Anglais épouvantés. Pérignon, qui commandait l'armée des Pyrénées-Orientales, trouva, dans les Espagnols renfermés dans la place de Roses, des hommes qui surent disputer de valeur avec celle des soldats français, et reculer long-temps l'instant de leur triomphe. C'est donc avec raison que, dans le sein de la Convention, Bourdon de l'Oise s'était opposé à ce qu'on donnât à l'armée du Nord une dénomination particulière pour la récompenser. Les vainqueurs de Roses allaient prouver à la France que tous ses guerriers méritaient également le titre de héros.

Nous avons dit qu'après la bataille de la Montagne Noire, l'armée victorieuse s'était partagée en deux grandes divisions. Augereau, à la tête de la première, était resté sur le champ de bataille et autour de Figuières, dont on s'était emparé. La seconde, commandée par le général en chef en personne, s'était jetée dans le Lampourdan, et avait formé l'investissement de la ville de Roses, dont la possession devenait nécessaire pour assurer les subsistances par la voie de la mer.

Roses est située dans une plaine de la Catalogne, à quatre lieues à l'est de Figuières, et au fond d'un golfe qui porte le même nom. Cette ville s'étend sur une ligne droite au bord de la mer, et sa position, aussi bien que les ouvrages qu'elle renferme, en rendent l'occupation très-difficile. Mais sa principale défense est dans la forteresse et le fort que les Espagnols appellent le fort de *la Trinité*, et les Français *le Bouton de Roses*. La place, la forteresse et le fort du Bouton forment une ligne demi-circulaire qui fait le contour de la baie. Les ouvrages défensifs de la forteresse consistent en un double rang de murailles sans fossés, ni chemin couvert. Le fort du Bouton, à un quart de lieue au sud-est de Roses, est placé sur le sommet d'une montagne escarpée, dont les trois-quarts

déclinent presque perpendiculairement à la mer. L'autre partie fait face à une cordilière qui monte en amphithéâtre, et dont le sommet domine le château, qui de loin ressemble à un vieux manoir en ruines; mais de près on aperçoit trois rangs de plates-formes, couvertes de batteries qui défendent la place de Roses et l'entrée de la baie. Le fort a la forme d'une étoile à quatre pointes. Il est petit, et ne peut guère tenir que deux à trois cents hommes de garnison. Mais le grand avantage qu'il présente pour la défense de la ville, c'est qu'il domine toutes les positions environnantes, et n'est lui-même dominé que par une haute montagne à pic, qui, jusqu'à l'époque de ce siége, passait pour être inaccessible.

1795-an III. Espagne.

Au moment où le général Pérignon commença à former l'investissement de Roses, cinq mille hommes des meilleures troupes de l'Espagne étaient renfermées dans la place, la forteresse, le château et le fort. Cette ville n'avait jamais été prise, sans qu'une flotte ne secondât les troupes assiégeantes, et tînt en même temps son port bloqué. Cependant, à cette époque, Roses n'était point menacée par une escadre française; elle avait, au contraire, dans son port, une flotte espagnole de treize vaisseaux de ligne et de quarante-cinq bombardes, commandée par l'amiral Langara, qui pouvait à chaque instant ravitailler, augmenter ou retirer les troupes chargées de la défense de Roses. Mais Pérignon connaissait toute l'intrépidité des soldats qu'il commandait, et il n'hésita point à entreprendre un siége qui eût paru à d'autres d'une exécution impossible.

C'est à la fin de novembre 1794 qu'il avait commencé à établir ses cantonnemens autour de la place de Roses. Dès le 28, il fit occuper le petit village de Garriga, qu'on trouve sur le grand chemin, avant d'arriver à la forteresse. Deux batteries furent aussitôt établies sur une hauteur voisine du village : l'une, de deux pièces de 24 et un obus; l'autre, de

1795–an III. Espagne. quatre pièces de 24, de deux mortiers et de deux obus. Le lendemain, ces batteries furent en état de foudroyer la forteresse, et leurs décharges furent si bien dirigées, qu'elles démontèrent une pièce de 24 et mirent le feu à un petit magasin à poudre. Les bombardes espagnoles mouillées dans le port tentèrent vainement de faire taire le feu de ces batteries françaises ; elles ne purent y réussir. Ce jour-là, le marquis de las Amarillas, commandant en chef l'armée espagnole de la Catalogne, envoya dans la place don Domingo Yzquierdo, pour en prendre le commandement. La première opération de ce général fut de faire une reconnaissance détaillée de la place, et il s'occupa sans relâche d'en augmenter les moyens de défense.

Le 5 décembre, les Français étaient parvenus à établir une troisième batterie de quatre pièces de 24, trois obus de 8 et deux mortiers, à trois cents toises de la place, dirigée du côté de la mer, et destiné à battre l'escadre espagnole et les chaloupes canonnières. Les assiégés, instruits de l'établissement de cette batterie, par un déserteur, se décidèrent à envoyer, à la nuit tombante, un détachement pour la reconnaître. Cette batterie, établie sur le bord de la mer, était liée, par une tranchée profonde, à un redan garni de quatre pièces dirigées contre la place. Le redan communiquait aussi, par une autre tranchée, à un ravin qui commence à une maison appelée *la Maison des Bergers*, et finit près du village de Garriga. Par cette ligne de circonvallation, les Français ne se trouvaient plus qu'à deux cent quarante toises de la demi-lune, qui est entre le bastion de Saint-Philippe et celui de Saint-Jacques, à l'ouest de la place. Ces différens ouvrages étaient gardés par les assiégeans avec peu de précaution. Les Espagnols, en arrivant, égorgèrent les sentinelles perdues qui s'y trouvaient, et déjà ils travaillaient avec activité à combler la tranchée, lorsque d'autres troupes arrivèrent pour la défen-

dre. Les Espagnols se hâtèrent de se soustraire à leur atteinte, et rentrèrent dans la place sans avoir fait beaucoup de ravages. 1795-an III. Espagne.

Plusieurs mamelons ou hauteurs peu élevés se trouvaient au nord de la place. Dominées par les forts espagnols, elles offraient aux assiégeans de bien faibles avantages. Cependant Pérignon ne négligea point de les faire occuper le 6 décembre. Il y fit établir plusieurs petites batteries, et fit en même temps pousser un boyau de communication vers la place. Vers midi, un corps de trois mille Français se dirigea du grand camp, par la droite de la place, sur le fort de la Trinité.

Le 7, six batteries dirigées contre Roses et contre la flotte espagnole étaient achevées. Elles commencèrent à faire un feu très-vif, auquel celui de la place répondit avec non moins de vigueur.

Sans doute les décharges de l'artillerie française avaient fortement incommodé l'ennemi, car dans la nuit du 8 au 9, les assiégés se décidèrent à faire une sortie pour tenter de détruire les ouvrages des assiégeans. Un détachement de la garnison réussit à surprendre la garde d'une batterie du centre qui n'était point encore garnie de ses canons. Les Espagnols se mirent aussitôt en devoir de la détruire. Mais les Français, avertis par quelques fuyards que les assiégés avaient laissé échapper, accoururent pour défendre leur batterie, se jetèrent avec impétuosité sur le détachement, et le forcèrent de rentrer dans la place en le poursuivant l'épée dans les reins. Le lendemain, les Espagnols firent une nouvelle sortie, et revinrent plus nombreux pour renverser les ouvrages; mais ils furent repoussés comme la veille, sans avoir pu réussir dans leur entreprise.

Cependant Pérignon avait acquis la certitude que les batteries établies jusqu'alors étaient à peu près inutiles. Celles de la place maîtrisaient leur feu avec trop d'avantage pour espérer d'en tirer une ressource réelle. Le général en chef s'était

1795—an II. Espagne. en même temps convaincu qu'avant de songer à prendre la ville, il fallait nécessairement occuper le fort du Bouton, qui, dominant également et la place et les positions des assiégeans, opposerait toujours aux progrès de ceux-ci un obstacle invincible. Nous avons dit que ce fort n'était lui-même dominé que par une hauteur escarpée jugée inaccessible jusqu'à ce moment. Cette hauteur appelée le Puig-Bon avait été reconnue par Pérignon. Elle était élevée de deux mille toises au-dessus du niveau de la mer; mais son sommet était couronné par un plateau, qui parut propre à une batterie capable de faire taire toutes celles du fort du Bouton, et de forcer ce fort à se rendre. Il résolut en conséquence de tout tenter pour y parvenir. Vainement les ingénieurs de l'armée déclarèrent qu'il était impossible d'y monter pour y placer des batteries. « C'est l'impossible que je veux, » répond le général français, et, par ses ordres, les travaux furent aussitôt commencés dans cette intention.

Du 9 au 14 décembre, on ne s'occupa plus que des moyens de répondre aux vœux de Pérignon. Sa noble confiance semblait avoir gagné toute l'armée, et malgré toute l'intempérie des saisons, malgré les fatigues causées par un froid que l'excès du travail ne pouvait pas même dissiper, l'armée entière s'appliqua à prouver que les Français en effet ne connaissaient rien d'*impossible*. En moins de six jours, les audacieux travailleurs réussirent à tailler un chemin de trois lieues de long sur le flanc de la montagne. La terre, durcie par la gelée, ne cédait qu'avec effort aux instrumens les plus tranchans; et quand cette route merveilleuse fut achevée, c'est avec des difficultés non moins pénibles qu'on parvint à conduire sur le plateau l'artillerie nécessaire pour l'armer. Les soldats montaient à la prolonge les canons sur cette hauteur presque perpendiculaire. On ne pouvait considérer cette entreprise hardie sans éprouver un sentiment de surprise, d'admiration et d'effroi. On porta sur cette sommité les projectiles sur

l'arçon de la selle. Les ingénieurs enfin, persuadés qu'avec de l'audace et de la persévérance, tout devient facile à l'homme animé par le patriotisme et l'amour de la gloire, s'occupèrent incontinent d'établir sur le plateau les batteries projetées; trois y furent placées. La première était composée de six canons de 24, et six obus; la deuxième, de quatre canons aussi de 24, de deux obus et de quatre mortiers; la troisième, de deux canons, de quatre obus et de quatre mortiers. 1795-an III. Espagne.

Le 25 décembre, tous ces différens travaux étaient terminés. L'artillerie du Puig-Bon fit toute la journée un feu terrible sur le fort du Bouton-de-Roses et sur l'escadre. Le fort eut quatre de ses pièces démontées, et les bombardes espagnoles, tourmentées en outre par une mer houleuse, furent obligées de cesser leur feu. Le même jour, les Français s'emparèrent par surprise d'une redoute placée à la droite de la place; mais, attaqués à leur tour par des forces supérieures, ils furent contraints de l'évacuer.

Les batteries du Puig-Bon dominant désormais celles des Espagnols, rendaient le feu de l'ennemi moins dangereux, et les assiégeans en profitèrent pour ouvrir la tranchée, et commencer leur parallèle; mais en même temps leur artillerie redoublait encore d'activité, et elle était dirigée et servie avec tant de précision et d'activité, que chaque jour les Espagnols voyaient quelques-unes de leurs pièces démontées. Le 28, une bombe mit le feu à un magasin de paille qui était dans la place.

Le premier janvier 1795, le fort de la Trinité cessa tout-à-coup son feu. Les batteries qui faisaient face au plateau du Puig-Bon étaient toutes démontées. Encouragés par cet indice de leurs progrès, les Français redoublèrent d'efforts. Le 3, la brèche était ouverte de toutes parts en avant du fort, et le commandant se vit obligé d'en donner avis au gouverneur de Roses. Les élémens eux-mêmes semblaient combattre contre les Espagnols. L'un de leurs principaux moyens de défense était leur

1795-an III. Espagne. flotte. La mer fut pendant plusieurs jours agitée par une tempête affreuse. Les chaloupes canonnières ne pouvaient plus approcher du rivage : les assiégeans en profitèrent pour empêcher la communication du fort avec la place par la voie de terre. Dans la nuit du 6, le vaisseau espagnol *le Triomphant* se perdit à la côte; d'autres vaisseaux furent considérablement endommagés. Les bombardes, la plupart avariées, ne pouvaient plus empêcher les Français de faire feu sur la place et sur le fort. Dénués de toute espérance d'être secourus et de tout moyen de défense, les troupes renfermées dans le fort du Bouton se décidèrent enfin à l'évacuer dans la nuit du 6 au 7, et se retirèrent sur la place. La mer s'étant un peu calmée, les chaloupes s'approchèrent de la côte. Les canons furent encloués, les poudres mouillées, et, par des échelles de corde, les troupes descendirent sur le bord de la mer, et s'embarquèrent pour se rendre à Roses. Les Français, ignorant qu'on l'évacuait, continuèrent leur feu sur le fort, et ce ne fut que le 8 au matin qu'ils en prirent possession. Depuis le commencement du siége, ils avaient tiré contre le Bouton deux mille deux cent quatre-vingt-cinq boulets de 24, quarante-trois bombes et une certaine quantité d'obus et de grenades. Le fort leur avait riposté par neuf cent quarante-deux boulets aussi de 24, soixante-seize obus de 4, et quatre-vingt-cinq bombes.

La prise du fort du Bouton était un grand acheminement à celle de Roses. Mais les Français avaient encore de grandes et nombreuses difficultés à vaincre. Chaque jour augmentait les rigueurs de la saison. Elles étaient devenues insupportables, et les Français avaient besoin de l'exemple de leur général pour ne point se décourager et conserver cette confiance qui leur était nécessaire. Le corps de Pérignon semblait s'endurcir contre les privations de tout genre. Toujours actif, on le voyait sans cesse à la tête des travailleurs, et sa présence était le plus grand motif d'émulation qu'il pût leur offrir. Son vi-

sage conservait cette sérénité qui fait braver au soldat les dangers et l'excès de la misère. Assis sur un quartier de rocher, il commandait un jour des manœuvres; une bombe tombe et brûle un pan de son habit, on lui crie de se retirer; il reste immobile au milieu des éclats qui le couvrent de toutes parts. Comment les Français n'auraient-ils pas bravé toutes les fatigues, en voyant dans leur général cette impassibilité et ce froid mépris de la mort? 1795-an III. Espagne.

Le 14 janvier, il survint des brouillards épais qui donnèrent aux assiégeans la facilité de perfectionner leurs ouvrages. De tous les côtés de terre, Roses était entourée de batteries. On foudroyait la place des montagnes, et du fort de la Trinité. Le 15 janvier, la neige couvrait de plus de trois pieds le camp des Français et des Espagnols; une sentinelle fut trouvée gelée à son poste, et l'on fut obligé de relever les postes de demi-heure en demi-heure. Les assiégés se virent dans la nécessité de tracer des chemins à travers la neige, sur les parapets et terre-pleins de la place, afin que la communication active ne fût pas empêchée.

Le 22, les Français, malgré l'excessive intensité du froid, n'avaient pas discontinué leurs travaux, et avaient même profité de quelque relâchement des Espagnols dans leur défense, pour avancer un éperon de cinquante pas en avant de la tranchée. Quatre bombardes espagnoles s'approchèrent de la côte le lendemain, pour empêcher la continuation de cet ouvrage; mais un coup de vent d'ouest les obligea à jeter l'ancre près de la place. Le 24, les Français avaient perfectionné deux nouvelles parallèles. Le 25, les vents sautèrent au nord, et le froid devint si vif, la gelée fut si forte, que, pour la première fois depuis le siége, les assiégeans se virent dans l'impossibilité de continuer leurs travaux de tranchée, à cause de l'extrême dureté de la terre. Ils redoublèrent leur feu sur la place. Onze batteries déjà établies, outre celles du

1795-an III. Espagne. fort de la Trinité, vomissaient nuit et jour les boulets, les bombes et les obus sur la ville. De ces onze batteries, il y en avait une de dix-huit pièces, du calibre de 24 et de 36; elle faisait un ravage épouvantable.

Cependant, la garnison, non moins acharnée à se défendre que les Français à attaquer, ne parlait point de se rendre. Le froid continuait, et les officiers du génie avouèrent leur impuissance pour achever les travaux de siége, si les retranchemens n'étaient emportés. « Qu'on se prépare donc, dit le général Pérignon; je serai demain à la tête des grenadiers. » C'était le 31 janvier. Le lendemain, à cinq heures du matin, la colonne des grenadiers, ayant à leur tête leur digne général en chef, sort de la tranchée. A huit heures, tous les retranchemens en avant de la place étaient enlevés, malgré la plus vive résistance et le feu le plus meurtrier.

Cette action d'éclat, qui donnait la mesure de l'audace des Français, intimida les Espagnols; et les habitans de la ville de Roses purent enfin adresser leurs sollicitations au gouverneur, pour une prochaine évacuation. Pérignon en accéléra encore le moment en faisant plus que jamais foudroyer les derniers remparts de la ville. La brèche était devenue si grande, qu'il résolut de livrer un assaut général, et sur-le-champ il fit venir trois mille échelles de Figuières. Heureusement pour la place, le gouverneur Domingo Yzquierdo fut instruit de cette détermination, et résolut de ne point s'exposer aux hasards d'une attaque de vive force. Il s'embarqua donc dans la nuit du 2 au 3 février, et ne laissa dans la place que trois cents hommes, avec ordre de continuer le feu pendant toute la nuit, et de ne s'embarquer eux-mêmes que lorsque le reste de la garnison aurait filé au large. Tout fut en effet exécuté comme Yzquierdo l'avait ordonné. Mais au moment où les trois cents hommes se préparaient à l'aller joindre, une fausse alarme fit éloigner les bateaux embarcadaires, et ces trois

cents Espagnols, abandonnés dans la ville, furent obligés d'arborer, au matin, le drapeau blanc en signe de capitulation, et furent retenus prisonniers par les Français, enfin maîtres de la place. 1795-an III. Espagne.

Ainsi tomba Roses au pouvoir des Français, après soixante-dix jours d'un des siéges les plus pénibles dont l'histoire fasse mention. Les deux partis avaient rivalisé de zèle, de courage, de dévouement, et ce fait militaire peut être regardé, pour les deux nations, comme l'une des plus éclatans de la guerre. De part et d'autre on vit se signaler tous les genres d'héroïsme.

La place de Roses tira sur les assiégeans, treize mille six cent trente-trois boulets, trois mille six cent deux bombes, douze cent quatre-vingt-dix-sept obus. Les chaloupes canonnières ou bombardes lancèrent quatre mille sept cent soixante-treize boulets, deux mille sept cent trente-six bombes, et deux mille quatre cent quatre-vingt-treize obus ou grenades : ce qui fait un total de vingt-huit mille cinq cent trente-quatre projectiles. On estime à quarante mille les boulets, bombes ou grenades envoyés par les assiégeans. Les bombes lancées par eux tombaient sur la place d'une hauteur de cent quatre-vingt-treize pieds, de manière que les blindages que les Espagnols avaient préparés pour les hôpitaux et les magasins, ne pouvaient résister au choc, et étaient tellement fracassés, que les soldats préféraient rester exposés à toute l'intempérie de l'air et aux dangers des bombes isolées. Cependant, malgré cette immense quantité de projectiles destructeurs envoyés sur leur ville, la quantité des morts et des blessés fut peu considérable : un historien n'évalue les premiers qu'à treize, et les blessés à quatre cent soixante-dix.

A la lecture du rapport du siége de Roses, envoyé par les représentans Delbret et Goupillaud, la Convention, d'après la proposition de Cambacérès, membre du comité de salut pu-

1795–an III. Espagne. blic, décréta que l'armée des Pyrénées-Orientales ne cessait pas de bien mériter de la patrie.

17 février. (29 pluviose.) Vendée. *Pacification de la Jaunais*[1]. — Depuis long-temps nous n'avons point eu à parler de la guerre civile. Charette et Stoflet, qui seuls, de tous les chefs de la première insurrection, étaient restés en armes, l'un dans la Basse, et l'autre dans la Haute-Vendée, semblaient ne plus s'occuper que de leurs vengeances particulières. Dévorés de la soif du commandement, ils oubliaient, dans les excès d'une basse jalousie, le noble but que s'étaient proposé les premiers moteurs de l'insurrection des Vendéens. Plus d'une fois, irrités l'un contre l'autre, ils avaient employé leurs armes à s'entre-détruire, et chacun d'eux aurait voulu traiter son rival comme l'infortuné Marigny, immolé par eux à leur commune ambition. Attentifs à profiter des divisions de leurs ennemis, les républicains ne laissaient plus aucun repos aux Vendéens, qui restaient en armes sous les drapeaux de Charette et de Stoflet. Devenus féroces par leur faiblesse et leurs malheurs, exaspérés par l'exemple de haine que leur donnaient ces chefs imprudens, les royalistes avaient perdu la loyauté naturelle à leur caractère, et la guerre qu'ils faisaient encore aux républicains n'était plus, dans les derniers mois de 1794, et dans les premiers de 1795, qu'un brigandage affreux, auquel Bonchamp, d'Elbée, et surtout le preux Laroche-Jacquelein et son digne ami Lescure, auraient rougi de prêter leur nom. Cette guerre atroce se faisait sans combats; les deux partis allaient comme à la chasse l'un de l'autre, et c'est par des surprises, par des embuscades, qu'ils cherchaient à se nuire; c'est par les supplices, les fusillades, et toute l'horreur des représailles, qu'ils satisfaisaient la haine mutuelle dont ils étaient animés. Six

[1] Beauchamp, — Mad. de Laroche-Jacquelein, — Berthre de Bourniseaux, — Bouvier-Desmortiers, — Lacretelle, etc.

cent mille hommes avaient péri, consumés par cette horrible guerre. La malheureuse Vendée, incessamment fumante de carnage, présentait de toutes parts l'aspect désolant des ruines; des villes brûlées, des villages détruits, les terres restées sans culture, étaient, pour l'œil étonné, autant de monumens des déplorables effets de cette guerre impie. Dans ces contrées, dévastées avec une égale fureur par les royalistes et les républicains, habitait encore une population malheureuse, éparse dans les bois et les bruyères. Réduite au désespoir, aigrie par l'excès de ses misères, cette population avait, toutefois, perdu son énergie. Au lieu de se rassembler en nombreuses colonnes, ainsi qu'ils l'avaient fait autrefois, et de forcer, par leur valeur, les républicains à les laisser en paix, les royalistes, à l'imitation de Charette et de Stofflet, ne songeaient plus qu'à assouvir leurs vengeances personnelles. Quand un Vendéen, caché dans les genêts, parvenait à tuer, ainsi à l'affût, un républicain, il sortait glorieux de son repaire, dépouillait, avec une joie féroce, son ennemi abattu, et croyait avoir fait beaucoup pour sa cause. Mais ces assassinats partiels et sans utilité ne servaient qu'à irriter les républicains, qui, fanatisés eux-mêmes par ce qu'ils appelaient la justice de leur cause, ne voyaient plus que des brigands dans les anciens fauteurs de la guerre vendéenne. Instrumens aveugles de la tyrannie qui pesait alors sur la patrie, les soldats français perdaient tout sentiment de générosité en abordant le sol de la Vendée. Les mêmes guerriers qui avaient noblement refusé de mettre à exécution l'atroce décret de la Convention, qui défendait de faire des prisonniers anglais, devenaient, sans scrupule, les bourreaux et les assassins de leurs compatriotes de l'Ouest. On eût dit que ceux-ci n'étaient plus des hommes, tant ils étaient poursuivis avec rage et cruauté. Répandus dans les différens districts non encore soumis, les républicains chassaient devant eux les Vendéens comme

1795-an III.
Vendée.

1795-an III Vendée. des troupeaux de bêtes sauvages. Le sang et la flamme étaient les signes affreux auxquels on reconnnaissait leur passage. Hommes, femmes, enfans, tous ceux qui ne tombaient point sous le plomb meurtrier, ou qui n'étaient point massacrés par le sabre, étaient saisis, faits prisonniers, et menés comme en holocauste au proconsul Carrier, qui tenait, à Nantes, une cour de carnage. Cet effroyable agent d'une tyrannie sans exemple; ce Carrier, dont la soif pour le sang surpassait, s'il était possible, celle de son maître Robespierre, condamnait sans pitié, sans les entendre, indistinctement et par milliers, les Vendéens amenés devant son terrible tribunal. C'est ce monstre qui, trouvant que la guillotine n'était pas assez expéditive, faisait fusiller en masse ses victimes; c'est lui qui, renouvelant l'invention du parricide Néron, fit construire ces bateaux à soupape, dont le seul nom fait frémir; c'est Carrier qui, dans sa cruauté délirante, mettait nus deux individus d'un sexe différent, les garottait d'indignes liens, et les faisait jeter, ainsi attachés, dans la Loire; c'est ce tigre à face humaine, enfin, qui sembla chercher l'épouvantable gloire de vaincre en férocité ses dignes compagnons Marat, Robespierre, Joseph Lebon et Collot d'Herbois. Ces prodigieux abus du pouvoir, ces miracles du crime, étaient bien peu propres à finir une guerre qui faisait toujours le désespoir de la république.

Mais l'excès même de la tyrannie a toujours un terme. Les Vendéens persécutés trouvèrent des vengeurs dans le sein même de leurs oppressaurs. Une dernière révolution, celle du 9 thermidor, venait de s'opérer dans la Convention, et de rendre à la partie la moins gangrenée de cette assemblée un pouvoir qu'elle n'aurait jamais dû perdre. Le farouche et sombre Robespierre avait eu le sort de tous les tyrans : sa tête était tombée sur ce même échafaud où lui-même avait conduit tant d'innocentes victimes. A sa mort, la justice, si

long-temps outragée, sembla tout-à-coup renaître. Les vingt mille prisons de la France furent ouvertes, et laissèrent sortir en triomphe les milliers de Français qu'elles recélaient pour la sûreté de la tyrannie. La terreur cessa d'étendre sur la patrie son crêpe ensanglanté, et la douce espérance vint enfin sourire à tous les amis de l'ordre et de l'équité. Ce nouveau régime, qui fit long-temps bénir ses auteurs, annonçait qu'on allait adopter d'autres mesures pour mettre fin à la guerre civile. 1795-an III. Vendée.

En effet, l'un des premiers soins du nouveau gouvernement fut de chercher à prouver aux départemens insurgés qu'il voulait être juste à leur égard. La preuve la plus convaincante qu'il pût leur donner de la sincérité de ses intentions, était de mettre en jugement celui qui s'était rendu le boureau des Vendéens, et avait donné à la guerre civile son dernier degré d'atrocité. Carrier, rappelé à Paris, se vit tout-à-coup chargé de tous les crimes qu'il avait cru punir. Cité devant le tribunal qui venait d'envoyer au supplice Robespierre et ses fauteurs, il fut accusé par quatre-vingt-quatorze Nantais qu'il avait lui-même fait arrêter et conduire à Paris. Témoins de la conduite de Carrier, ces habitans de Nantes dévoilèrent des forfaits dont le récit fit frémir d'horreur les jurés. Dans son procès, qui dura près de trois mois, Carrier vit ses collègues eux-mêmes s'élever contre lui. Le boucher Legendre s'écriait, à son sujet, dans la Convention : « Savez-vous quels sont ceux qui ont voulu bouleverser la république? Ce sont ces hommes qui ont rendu l'Océan témoin de leurs crimes, qui ont rougi la mer par le reflux ensanglanté de la Loire. Le navigateur, qui recevait le baptême en passant le tropique, ne voudra plus marquer ainsi cette époque de son voyage, dans la crainte d'être inondé de sang!....... » Cependant Carrier, que soutenait vivement le parti des jacobins, ne perdit rien de son audace. Introduit dans la salle

1795-an III. Vendée. pour faire entendre sa défense, il récusa la copie des pièces à sa charge, et réclama ses ordres en original. Ce fut alors que Tallien demanda qu'on fît venir les bateaux à soupape, et les cadavres des malheureuses victimes précipitées dans le fleuve. « On veut des preuves matérielles, s'écria encore Legendre ; eh bien ! faites refluer la Loire à Paris, elle est encore teinte de sang. » Carrier fut condamné à mort, malgré tous ses efforts et ceux de ses partisans pour le défendre. Le monstre entendit prononcer son arrêt avec fermeté, et dit : « Je meurs victime et innocent ; mon dernier vœu est pour la république et pour le salut de mes concitoyens. » Ainsi le crime empruntait le langage de la vertu ! ainsi l'auteur des noyades osait former des vœux pour une patrie qu'il avait couverte de honte par ses forfaits !

Ce grand exemple de justice nationale était, pour la France, une preuve que la Convention voulait sincèrement la fin de la guerre civile. Elle fit offrir la paix aux Vendéens par ses délégués ; et, sur la proposition de Carnot, membre du comité de salut public, elle décréta qu'il serait adressé aux habitans des départemens de l'Ouest une proclamation pour les engager de rentrer dans le sein de la commune patrie. Dans la crainte de trop blesser le parti royaliste, la Convention, dans son manifeste, exigeait seulement que les Vendéens missent bas les armes, sans oser parler d'amnistie. A ce prix, elle promettait la paix et l'oubli du passé.

« Depuis deux ans, disait-elle, vos contrées sont en proie aux horreurs de la guerre ; ces climats fertiles, que la nature semblait avoir destinés pour être le séjour de la paix, sont devenus des lieux de proscription et de carnage. Le courage des enfans de la patrie s'est tourné contre elle-même ; la flamme a dévoré vos habitations, et la terre, couverte de cyprès, refuse à ceux qui survivent, les subsistances dont elle était prodigue.

« Telles sont les plaies douloureuses qu'ont faites à la patrie l'orgueil et l'imposture. Des fourbes ont abusé de votre inexpérience; c'est au nom du ciel qu'ils armaient vos mains du fer parricide. Que de sang répandu pour quelques hommes qui voulaient dominer! Et vous qu'ils ont entraînés, pourquoi faut-il que vous ayez préféré des maîtres à des frères, et les torches du fanatisme au flambeau de la raison? 1795-an III. Vendée.

« Que vos yeux se dessillent enfin! N'est-il pas temps de mettre un terme à toutes ces calamités? Il vous reste un asile dans la générosité nationale. Oui, le peuple français tout entier veut vous croire plus égarés que coupables; ses bras vous sont tendus, et la Convention nationale vous pardonne en son nom. Si vous posez les armes, si le repentir, si l'amitié sincère vous ramènent à lui, sa parole est sacrée; si d'infidèles délégués ont abusé de sa confiance et de la vôtre, il en sera fait justice.

« C'est ainsi que la république, terrible envers ses ennemis du dedans, comme elle l'est envers ceux du dehors, veut rallier ses enfans égarés. Profitez de sa clémence, hâtez-vous de rentrer au sein de la patrie, et qu'une guerre à mort passe enfin, avec tous ses fléaux, des rives de la Loire sur celles de la Tamise. »

A l'époque où la Convention publiait cette proclamation (c'était à la fin de 1794) les deux partis étaient également las de guerroyer, et si les intentions du gouvernement républicain avaient pu parvenir à la connaissance des Vendéens, peut-être eût-on pu en effet se flatter de voir enfin cesser une guerre qui coûtait à la France plus que toutes les batailles livrées jusqu'alors aux puissances étrangères. Mais un obstacle presque invincible s'opposait à ce que le parti royaliste pût donner sa confiance aux paroles de la Convention. Les malheureux Vendéens, entièrement isolés dans leur pays, n'avaient aucune communication avec l'intérieur de la répu-

1794-an III. Vendée. blique. Ils ignoraient également et les succès des armes républicaines au dehors, et la révolution mémorable qui venait de s'opérer dans le sein de la Convention. Le supplice de Robespierre, de Carrier et des autres grands coupables immolés à la vengeance nationale, était inconnu de la plupart des royalistes. Les chefs de ce parti étaient seuls instruits des événemens politiques qui donnaient à la république une consistance plus formidable que jamais; mais, intéressés personnellement à persuader que leurs rivaux étaient faibles, ils avaient apporté tous leurs soins à laisser dans l'ignorance les peuples qu'ils avaient armés. Les journaux, les manifestes et les proclamations de la Convention nationale pénétraient dans les départemens de l'ouest avec plus de difficulté que dans les pays étrangers ennemis de la république. Un mur d'airain séparait ainsi les provinces royalistes des départemens républicains, et les nouvelles intentions du gouvernement ne pouvaient y pénétrer qu'avec la plus grande peine.

Cependant la Convention, déterminée à employer désormais des mesures conciliatrices pour finir une guerre qui augmentait chaque jour le nombre de ses ennemis dans l'intérieur de la république, avait envoyé dans la Vendée onze commissaires pris dans son sein, et chargés de porter en son nom des paroles et des propositions de paix aux royalistes. Ils étaient arrivés dans les différentes villes qui leur étaient assignées, et le général Canclaux, qui commandait alors l'armée de l'Ouest, et que ses connaissances locales rendaient précieux pour une conciliation, leur fut adjoint, afin de démontrer aux Vendéens, qui paraissaient avoir pour lui de l'estime, que les intentions de la république étaient sincères.

Les délégués conventionnels ne furent pas long-temps sur le théâtre de la guerre sans connaître les dissensions qui existaient entre Charette et Stoflet; elles étaient devenues si vives, que le premier avait, dit-on, fait condamner le second

à mort dans un conseil-général tenu à Beaurepaire. Mais Stoflet, à la tête de ses chasseurs, se trouvait à l'abri des fureurs de son rival. Ruelle et le Prieur de la Marne, qui se trouvaient alors à Nantes avec le général Canclaux, résolurent de tirer parti de ces dissensions violentes entre les deux chefs vendéens pour la réussite de leurs opérations. Ruelle avait fait connaissance dans cette ville avec une dame Gasnier, originaire du Port-au-Prince, qui s'était réfugiée à Nantes à la suite de l'horrible révolution de Saint-Domingue. Cette dame, à laquelle le représentant du peuple communiqua l'objet de sa mission, était liée avec mademoiselle Charette de la Gascherie, sœur du général vendéen, qui se tenait soigneusement cachée dans Nantes. Sûre de la sincérité de Ruelle, madame Gasnier parla au représentant de mademoiselle de la Gascherie comme de la personne la plus propre à faire connaître à Charette les désirs de la Convention. Ruelle, qui voulait s'illustrer en devenant le principal instrument de la pacification de la Vendée, approuva facilement le projet de madame Gasnier, et celle-ci reçut de sa part toutes les assurances qui pouvaient engager mademoiselle Charette à sortir de sa retraite, et à accepter le rôle de conciliatrice entre les deux partis. Néanmoins, sollicitée par Ruelle de se montrer favorable aux projets de la Convention, elle répondit avec noblesse que personne ne désirait plus qu'elle une paix sincère; qu'elle accompagnerait volontiers les envoyés de la république dans la Vendee, pour les garantir de tout danger; mais qu'elle n'engagerait point son frère a faire la paix, parce qu'il était d'un caractère à ne se décider que par lui-même, et à ne consulter que la gloire et l'intérêt de la cause qu'il avait embrassée.

1795-an III. Vendée.

Le projet de s'adresser à Charette de préférence à Stoflet rentrait dans les vues des commissaires conventionnels, qui, sachant la haine profonde dont ces deux chefs étaient animés

1795-an III. Vendée. l'un contre l'autre, voulaient par cette démarche flatter l'orgueil du général vendéen, et irriter celui du chef angevin. Madame Gasnier et mademoiselle de la Gascherie se préparèrent donc à partir; Ruelle leur adjoignit MM. Bureau de la Batardière, émigré, que madame Gasnier lui avait aussi fait connaître, et Blin, médecin, qui furent chargés de pleins-pouvoirs auprès de Charette. Après avoir couru les plus grands dangers, par l'ignorance des Vendéens sur le véritable état des choses, les envoyés de Ruelle parvinrent enfin jusqu'à Belleville, où Charette avait alors son quartier-général.

La conférence entre le chef vendéen et les envoyés de Ruelle eut lieu au château de Laroche-Boulogne. Charette reçut avec égard, mais sans vouloir faire de réponse précise, les ouvertures de paix qui lui étaient faites. Il voulait, disait-il, consulter avant tout le vœu des habitans, des propriétaires et de l'armée. Mais pour prouver à Bureau et à Blin qu'il ne répugnait point à la paix, il conclut avec eux un armistice, et promit d'envoyer sous quelques jours des députés chargés de s'entendre avec les commissaires de la Convention sur la pacification projetée.

Pendant que Bureau et Blin retournaient à Nantes, Charette convoquait à Vieillevigne tous ses chefs de division, et les principaux habitans de la Vendée. La situation de ce malheureux pays était si déplorable, les ressources des royalistes étaient si précaires et si faibles, que le besoin de la paix se fit puissamment sentir à tous les cœurs. Excepté Delaunay, Savin, Lemoine et quelques Vendéens plus opiniâtres que les autres, les membres du conseil déclarèrent, à l'unanimité, qu'il était de l'intérêt général d'écouter les propositions de la Convention, et il fut décidé que, suivant la promesse de Charete, on enverrait à Nantes des commissaires.

Amédée Béjari, attaché à l'armée du centre, et Debrucq qui tenait à une famille de riches négocians de Nantes, furent

chargés par Charette de cette mission importante. Des demandes impérieuses d'un côté, des promesses de l'autre, furent d'abord le seul résultat des premières entrevues. Les envoyés de Charette avaient ordre d'insister fortement, et avant tout, sur le rétablissement du gouvernement monarchique, et sur la délivrance de Louis XVII, toujours retenu prisonnier. Les commissaires pacificateurs firent entendre qu'on ne pouvait en faire mention dans le traité, parce qu'il était nécessaire de disposer les esprits à un événement que la situation politique de l'Europe, le déchirement des partis, le mécontentement de l'armée, et la lassitude générale amèneraient naturellement; mais il fallut céder sur d'autres points qui annonçaient la faiblesse de la Convention, et l'envie qu'elle avait de mettre fin aux troubles de l'Ouest. Ruelle et ses collègues exigeaient que le gouvernement républicain fût explicitement reconnu par Charette et tous ses officiers. Ils promettaient, dans ce cas, des indemnités et le remboursement des frais de la guerre; ils demandaient la rentrée des réfugiés patriotes, l'expulsion des émigrés admis dans l'armée vendéenne, et l'acquisition, au profit de la république, des biens des nobles absens du Poitou. Du reste, ils consentaient à ce qu'il n'y eut, pour l'administration intérieure de la Vendée, ni autorité départementale, ni district, mais une commission centrale, chargée, sous leur surveillance immédiate, de faire respecter le pouvoir de la Convention. Quant à l'armée royaliste, ils offraient de la réorganiser en garde territoriale, sous ses mêmes chefs, à la solde de la république.

1795-an III.
Vendée.

Ces différentes propositions parurent satisfaire Charette, et il consentit à se rendre à la Jaunais, à une entrevue que les commissaires conventionnels lui avaient fait offrir. Les deux autorités royaliste et républicaine s'y trouvèrent ainsi réunies le 15 février 1795. Charette était arrivé au rendez-vous à la tête de tout son état-major; et le général Canclaux, à la

1795-an III. Vendée. tête du sien, avait accompagné les représentans du peuple. C'était un contraste frappant de voir la beauté des chevaux, des équipages, et la bonne tenue des troupes républicaines, et la chétive cavalerie vendéenne, mal équipée, des hommes presque tous de petite taille, vêtus de grosses étoffes de différentes couleurs, avec des cocardes de papier blanc à leurs chapeaux.

Charette, en entrant sous la tente préparée pour la conférence, dit aux commissaires qui y étaient déjà placés : « Citoyens représentans, avant tout, veuillez satisfaire à cette question : Suis-je appelé pour traiter de la paix, ou pour me soumettre à une amnistie? — Nous ne désirons qu'une seule chose, répondit le conventionnel Delaunay d'Angers, c'est de réunir à la grande famille des Français qui n'auraient jamais dû s'en séparer. » Les conférences durèrent trois jours, et le traité de paix définitif fut signé le 17 février.

Il consistait d'une part en cinq articles séparés souscrits par les commissaires; de l'autre, dans une déclaration de Charette, de ses principaux officiers et des chefs de l'armée du centre. Le libre et paisible exercice du culte catholique (qui à cette époque, et en conséquence des rêveries absurdes de Chaumette, d'Hébert et de Robespierre, était aboli dans toute l'étendue de la république); l'établissement de deux mille gardes territoriaux composés d'habitans du pays, et soldés par le trésor public; deux millions accordés pour les frais de la guerre; des indemnités particulières aux Vendéens, qu'on exemptait en outre des impôts, des levées et des réquisitions; la main-levée du séquestre à ceux qui étaient inscrits sur la liste des émigrés, ainsi qu'aux enfans ou héritiers de ceux qui avaient été condamnés par les tribunaux révolutionnaires; le maintien tacite des Vendéens armés : telles sont en partie les clauses patentes du traité de pacification de la Jaunais; car, outre celles-là, il en existait d'autres qui n'ont jamais été bien con-

nues, et qui paraissent avoir contenu la promesse vague du rétablissement prochain de la monarchie en France. 1795-an III. Vendée.

A ces conditions, Charette, tous les officiers de son armée, et les chefs de l'armée du centre, signèrent une déclaration de se soumettre aux lois de la république, de ne jamais porter les armes contre elle, et de remettre le plus tôt possible l'artillerie et les chevaux du train. Après avoir proclamé que leur longue résistance n'était due qu'au despotisme, aux injustices et aux odieuses vexations d'un gouvernement oppressif, ils ajoutaient, en faisant allusion à la chute de Robespierre : « Enfin, ce régime de sang a disparu, et les coryphées de la secte impie qui a couvert la France de deuil ont payé de leur tête tant de crimes. Le représentant Ruelle, ami de l'humanité et des lois, est venu parmi nous apporter des paroles de paix : d'autres représentans lui ont été adjoints; nous leur avons fait connaître à tous nos intentions, et le désir d'une pacification sincère, garantie par l'honneur. Une fois réunis, nous avons encore mieux senti que nous étions Français; que le bien général de notre patrie devait seul nous animer. D'après ces sentimens, nous déclarons solennellement à la Convention et à la France entière, que *nous nous soumettons à la république française, une et indivisible; que nous reconnaissons ses lois, et que nous prenons l'engagement formel de n'y porter aucune atteinte.* » Cette déclaration était signée par Charette, Fleuriot, Couetus, Sapinaud, Cormatin, Solihac, Trepeau, Dieuzi, Aubert et Martin.

Mais, dans ce traité de pacification, les deux partis avaient également cherché à se tromper : les républicains, en laissant entrevoir la possibilité du retour de la monarchie; et les royalistes, en promettant une soumission entière à la république. Mais du moins les républicains paraissaient avoir désiré sincèrement la paix; tandis qu'en traitant avec eux, Charette et les autres chefs regardaient la paix comme une trève, et

1795-an III. Vendée. ne cherchaient qu'un moyen sûr de se procurer quelque repos, et de réorganiser toutes leurs ressources pour une prochaine levée de bouclier. Charette ne fut pas long-temps sans laisser percer ses véritables intentions à cet égard.

Nous avons dit que dès le commencement des pourparlers, Delaunay et quelques autres chefs de la Vendée s'étaient opposés au projet de pacification. Leurs murmures avaient continué pendant la tenue des conférences à la Jaunais. Les conditions du traité ne furent pas plus tôt devenues publiques, que Delaunay, Savin et Lemoine éclatèrent en reproches contre leur chef. « Charettte est un traître, disaient ces royalistes, emportés par l'excès de leur zèle; il s'est laissé corrompre par l'or de la Convention; il s'est fait républicain; vous allez bientôt le voir, à la tête d'une armée de patriotes, marcher contre la Vendée. » Ces paroles excitèrent l'indignation des soldats. Habitués depuis long-temps à toute la licence de la guerre, ils ne voyaient qu'en frémissant le moment où il leur faudrait déposer leurs armes. « Qu'il vienne, répondaient les plus déterminés aux vociférations de Delaunay; que Charette se présente, nous avons su combattre avec lui, nous saurons bien encore nous battre contre lui. Volons à de nouveaux combats, disaient d'autres Vendéens en brandissant leurs armes: réunissons-nous à Stoflet, puisque Charette nous abandonne. »

Le danger était pressant. La sédition allait devenir générale, lorsque Charette, averti à temps de ce désordre, quitte précipitamment la Jaunais, vole à son quartier-général de Belleville, se présente au milieu des rebelles, et, pour les calmer, il leur dévoile son âme toute entière. « Croyez-vous, messieurs, dit-il à ses officiers, que je sois devenu républicain depuis hier? « Confus, ils répondirent: « Général, nous avons toujours en vous la même confiance. — Eh bien! reprit Charette, croyez donc que je n'ai fait la paix que pour

des considérations importantes. Je demanderai à ceux qui prétendent qu'on doit continuer à faire la guerre, ce qu'ils faisaient quand nous combattions tous les jours? Tranquilles dans leurs quartiers, la plupart ne cherchaient dans le sein des plaisirs qu'un honteux repos. Au moment où notre faiblesse et le déploiement de toutes les forces de l'ennemi rendent une plus longue résistance impossible, je trouve dans la paix, ou plutôt dans une trève, les moyens assurés d'atteindre le but que nous ambitionnons tous. Nous avons de nombreux amis : je ne parle pas des Anglais, dont je connais les desseins cachés sur le trône de France, mais de tant de Français fidèles qui, répandus dans l'intérieur et dans la capitale, obtiendront plus par leur influence et par leur zèle, que nous tous par des efforts imprudens. D'un autre côté, je saurai profiter de la réputation que j'ai acquise parmi les républicains, pour me ménager des intelligences utiles...... Au reste, qu'avons-nous à craindre? ne resterons-nous pas armés? Et s'il était vrai qu'on eût voulu nous tendre un piége, ne nous trouverions-nous pas en mesure de combattre encore avec plus d'avantage un ennemi perfide? » Puis s'adressant à ses soldats : « Camarades, leur dit-il, on vous trompe; la paix est faite; retournez dans vos foyers, et restez-y tranquilles et sans inquiétude. »

1795—an III.
Vendée.

Charette exerçait dans la Basse-Vendée un empire si absolu, son ascendant sur les soldats était tel, que cette troupe mutinée, qui l'instant d'auparavant menaçait de l'abandonner, répondit unanimement à ce discours, par les cris de *vive le Roi! vive Charette, notre brave général!* Et tous renouvelèrent entre ses mains le serment d'une fidélité et d'un dévouement à toute épreuve. Savin et Lemoine se jetèrent à ses pieds, en protestant de leur repentir. Charette leur fit grâce; mais il envoya aussitôt ses chasseurs à la poursuite de Delaunay, qui, se croyant déjà général en chef, se

1795-an III. Vendée. tenait au château de la Bouchère avec son état-major. Il faillit être pris, et n'eut que le temps de s'échapper. Delaunay se retira auprès de Stoflet, dont il s'était montré l'ennemi jusqu'alors, mais qui le reçut avec joie, à cause de la commune haine qu'ils portaient à Charette.

Fiers du succès de leurs négociations, les commissaires pacificateurs avaient exigé que Charette ferait son entrée solennelle à Nantes. Le guerrier vendéen, qui espérait que sa présence dans cette ville lui fournirait l'occasion de jeter des semences de division parmi les citoyens, se garda bien de manquer à sa parole. Le 26 février, deux jours après qu'il eut étouffé la sédition de Belleville, il fit son entrée, monté sur un cheval superbe, richement harnaché. C'était pour les Nantais un grand et curieux spectacle, de voir dans leur cité ce Vendéen fameux, resté seul de tous les chefs qu'ils avaient tant de fois combattus. Accompagné de quatre de ses officiers, Charette parut tel qu'il se montrait au milieu des siens dans les champs de la Vendée, avec l'écharpe blanche et le panache blanc à son chapeau. Des officiers républicains suivaient le chef royaliste; le général Canclaux, à la tête de son état-major; celui de Charette, des cavaliers des deux partis, les grenadiers de la garde nationale nantaise, précédés d'une musique militaire; deux voitures surmontées du bonnet de la liberté, dans lesquelles se montraient les commissaires pacificateurs, tel était le nombreux et brillant cortége qui accompagna Charette en triomphe dans les principales rues de la ville, dans les places publiques, et le ramena à l'hôtel des représentans, où madame Gasnier, à laquelle il appartenait, lui donna un logement. Le peuple, qui suivait en foule le héros vendéen, faisait retentir l'air de cris d'alégresse, parmi lesquels on entendait indistinctement ceux de *vive le Roi! vive la république! vive Charette! vivent les représentans du peuple!* Ainsi, dans ce pompeux et bizarre cortége, on

voyait se confondre la cocarde blanche et le panache blanc, avec la cocarde et le plumet tricolores. 1795-an III. Vendée.

Ruelle, qui n'avait cessé de crier *vive la paix! vive l'union!* dont il était le premier auteur, crut avoir remporté une victoire signalée, en faisant assister Charette au club ou société populaire de Nantes. Mais l'apparition des signes du royalisme dans cette assemblée de républicains produisit un effet tout contraire à celui que Ruelle en attendait. A la vue du panache blanc qui ombrageait la tête de Charette, des murmures éclatèrent, et les plus zélés clubistes sortirent de la salle. Ces hommes ardens et toujours ombrageux, pour qui tout encore était un mystère, se demandaient si les royalistes, en prenant ainsi possession de la ville, n'allaient pas y proclamer la royauté? L'esprit de parti se ralluma, et la fermentation fut telle, que, par une délibération, l'administration municipale invita les représentans du peuple à faire cesser le *scandale* que donnait une poignée de royalistes soi-disant soumis, et conservant néanmoins tous les signes de la royauté, dans une cité renommée par son dévouement à la cause républicaine. La crainte d'une émeute força les délégués conventionnels d'interdire aux Vendéens, dans l'enceinte de Nantes, les signes extérieurs du royalisme; et comme alors tout parut s'être calmé, ils crurent avoir opéré la réunion des deux partis, et ils donnèrent des repas et des fêtes brillantes. Mais du moment où Charette fut obligé de quitter les couleurs chères à son cœur, il devint triste et morne; et cette situation lui devenant insupportable, il quitta Nantes le lendemain de son entrée, et se retira à son quartier-général de Belleville, où il adressa aux habitans de la campagne une proclamation, dans laquelle il cherchait à dissiper leurs inquiétudes, et à détruire les impressions défavorables que Stofflet s'efforçait de leur donner sur les motifs et les effets du traité fait avec la république.

1795-an III. Vendée. Ainsi fut terminée la première pacification de la Vendée, connue sous le nom de la Jaunais. Stoflet, invité plusieurs fois par les conventionnels, avait toujours refusé d'y souscrire. Nous verrons plus tard comment la force des circonstances le contraignit enfin d'accepter la paix aux mêmes conditions que son rival Charette.

4 mars. (14 ventose) Hollande. *Conquête entière de la Hollande*[1]. — Les provinces de la Zeelande, de la Gueldre, d'Utrecht et de Hollande, étaient, comme nous l'avons vu, tombées au pouvoir des Français. Celles d'Over-Yssel, de Groningue et de Frise étaient seules encore occupées par les Anglais, et les habitans, irrités des ravages que ces insulaires commettaient en se retirant, paraissaient peu disposés à les soutenir. L'armée française, dont ils hâtaient l'arrivée par tous leurs vœux, était restée pendant plusieurs jours, et pour prendre quelque repos, derrière les lignes du Grebbe, pendant que l'armée anglaise s'était elle-même réfugiée derrière les lignes de l'Yssel. Les Français formaient ainsi un cordon depuis la séparation du Leck et de l'Yssel jusqu'à Naarden; leur avant-garde s'était même avancée jusqu'à Hadewyk.

Plusieurs officiers-généraux, réunis par Pichegru en conseil de guerre, étaient d'avis qu'on gardât cette position et qu'on attendît le printemps pour achever la conquête de la Hollande; mais les événemens subséquens, et plus encore l'ardeur dont l'armée française était animée, et le peu d'assurance que montrait l'ennemi dans ses lignes, firent renoncer à ce projet d'entrer en quartiers d'hiver, et inspira la résolution de ne s'arrêter que lorsqu'il ne resterait plus rien à faire.

Les Anglais, occupant derrière l'Yssel une ligne de re-

[1] Journaux du temps, — Tableau historique, — Dictionnaire des siéges et batailles, — Galerie militaire, — Histoire de Pichegru, — Jomini, — David, — Lacretelle, etc.

tranchemens qui s'étendait depuis Doesburg jusqu'à Kampen, avaient une position qui eût été formidable si les soldats eussent formé la résolution de la défendre. Quand une armée a perdu toute confiance dans ses propres forces, il n'existe plus de bonne position. De leur côté, les Français, qui n'avaient pas craint de franchir la Lys, l'Escaut, la Meuse, le Wahal et le Leck, ne devaient pas regarder l'Yssel comme une barrière qui dût les arrêter; les Anglais en étaient eux-mêmes si persuadés, qu'aussitôt que l'avant-garde de l'armée du Nord eut paru à Harderwyk, ils furent frappés d'une telle terreur qu'ils évacuèrent précipitamment Kampen et Zwolle, abandonnant, dans ce dernier lieu, quatorze cents de leurs malades. Cette terreur panique, qui les faisait fuir avant d'avoir combattu, exalta encore la confiance des Français, et fit suivre le projet de la conquête entière.

Après l'évacuation des deux places de Zwolle et de Kampen, Pichegru, résolu à poursuivre avec activité sa glorieuse entreprise, fit, sans perdre de temps, marcher ses troupes sur l'Yssel. Le 4 février, la division du général Macdonald vint prendre position entre Deventer, Zwolle et Kampen; celle du général Moreau se porta depuis Deventer jusqu'à Zutphen. Les 6 et 7, la division de gauche de l'armée de Sambre-et-Meuse occupa Doesburg, et eut ordre de garder le canal de Drusus, ainsi que celui de Pannerden, où elle avait déjà poussé des reconnaissances.

Cette invasion des places qui bordent la rive droite de l'Yssel mettait l'armée anglaise dans la nécessité de faire une résistance désespérée, ou de fuir lâchement comme elle avait fait jusqu'alors. Elle préféra ce dernier parti, plus conforme à la prudence accoutumée de ses généraux. Elle décampa, abandonnant toutes ses redoutes, et les Français se hâtèrent de la poursuivre, après avoir traversé le fleuve. La terreur était imprimée si profondément dans l'âme de ces fiers Bre-

1795-an III. Hollande. tons, que le seul aspect de quelques soldats français suffisait pour faire fuir des corps entiers.

Un bataillon de grenadiers et deux escadrons de chasseurs de la brigade du général Reynier, qui furent envoyés en reconnaissance sur Goor, Ryssen, Almelo, Ommen et Hardenberg, furent les premiers témoins de cette pusillanimité des Anglais. Ceux qui étaient à Twente, quoique beaucoup plus nombreux que leurs adversaires, n'eurent pas plus tôt aperçu les grenadiers français, qu'ils évacuèrent la place au plus vite et se mirent à fuir. Ils étaient si effrayés que lorsqu'ils apprirent qu'une patrouille française avait paru à Hardenberg, ils abandonnèrent dans le plus grand désordre Koeverden, où ils s'étaient retirés. Le même bataillon de grenadiers s'empara encore de cette place, le 11 février. Cependant le dégel, qui était enfin survenu, avait rendu les chemins presque impraticables; pour arriver, les grenadiers français firent plus de deux lieues ayant de l'eau jusqu'à la ceinture. Avec quel avantage des hommes plus braves que les Anglais ne se seraient-ils pas défendus contre des guerriers fatigués par une marche aussi pénible!

Les provinces de Frise et de Groningue étaient les seules où les Français n'eussent pas de garnison, et l'armée anglaise était encore dans une partie de celle de Groningue. Pour occuper ces deux provinces, on était obligé de diviser beaucoup l'armée, et le dégel avait rendu toutes les communications si difficiles, qu'on exposait cette armée à des revers fâcheux, si des troupes fraîches ou plus courageuses avaient tenté de l'attaquer dans cet état. D'un autre côté, il était également dangereux de laisser ces provinces au pouvoir d'un ennemi qui, d'un moment à l'autre, pouvait recevoir les secours qu'on lui promettait, et s'en servir avec avantage pour organiser une défensive plus hardie que celle qu'il avait montrée jusqu'alors.

Ces raisons politiques déterminèrent donc une troisième fois le général Pichegru à ne pas attendre que la saison devînt plus favorable. Il prit le parti de faire marcher la division du général Macdonald, et de faire approcher une seconde division de l'armee de Sambre-et-Meuse pour en avoir deux de cette armée sur la rive droite du Rhin. Elles furent destinées à s'avancer sur l'extrême frontière, conjointement avec celle du général Moreau, appuyant leur droite sur Emmerick, que les Autrichiens avaient évacué. 1795-an III. Hollande.

Le 19 février, les troupes françaises marchèrent sur Groningue, et s'en emparèrent. Les Anglais, ne concevant pas qu'une armée pût avoir l'audace de s'avancer en masse par des chemins aussi difficiles, crurent qu'il n'y était venu que des partis, et conservèrent le projet de garder les forts qui couvrent cette province du côté de l'Allemagne. Mais le 28, les Français, ayant reçu le renfort de la brigade du général Reynier, firent tout-à-coup cesser leur ignorance et leur sécurité en les attaquant avec vigueur. Le premier choc des assaillans se dirigea principalement sur l'écluse de Bester-Zel, où les Anglais avaient commencé à construire une redoute et une batterie. En vain ils voulurent quelque temps se défendre derrière ces retranchemens imparfaits; ils furent complétement battus et forcés d'avoir recours à la retraite. Le lendemain, ils évacuèrent les postes de Nieuwe-Schans et Oude-Schans, dont les Français prirent possession. Le 2 mars, les brigades des généraux Jardon et Meynier s'emparèrent encore de la forteresse de Bourtanges, que ne purent défendre différens détachemens des légions de Salm et de Rohan, qui y étaient en garnison. Les Français firent à l'ennemi, dans ces deux affaires, trois cents prisonniers, et lui prirent trois pièces de canon, deux caissons et beaucoup de bagages, sans compter ce qu'ils trouvèrent dans les forts.

1795-an III. Hollande. Ces dernières opérations assurèrent aux Français la paisible possession des sept Provinces-Unies. Les Anglais, qui s'étaient enfuis aussi rapidement que les guerriers de l'armée du Nord marchaient à eux, venaient enfin d'évacuer entièrement la province de Frise, et s'étaient retirés en Westphalie, derrière le cordon de troupes que le roi de Prusse venait d'y établir, depuis Wesel jusqu'à Emden. Les Français les poursuivirent jusqu'à l'Ems; mais le dégel et les pluies rendant alors les routes entièrement impraticables, ils s'arrêtèrent sur les bords de cette rivière, et y prirent position.

Cependant le 4 mars, le général Moreau pénétra dans la Westphalie, entra en vainqueur dans la ville de Bentheim, et s'empara du château de ce nom, qu'occupaient encore les Anglais. On fit sur eux huit cents prisonniers, et l'on prit vingt pièces de canon. Mais Pichegru ayant annoncé l'intention de donner enfin quelque repos à ses troupes, Moreau fit un mouvement rétrograde, et se mit en ligne avec le reste de l'armée française.

Les deux divisions de l'armée de Sambre-et-Meuse, qui avaient passé le Rhin et occupaient le comté de Zutphen et une partie de la province d'Over-Yssel, devenant inutiles dans ces contrées septentrionales, repassèrent le fleuve. Elles suivirent les mouvemens que l'armée de Jourdan fit en remontant le Rhin, pour se rassembler particulièrement vers Coblentz, ainsi que nous le dirons plus tard, et remplacer, autour de Luxembourg, l'armée de la Moselle, qui se joignit à l'armée du Rhin devant Mayence.

L'occupation du comté de Bentheim, dit M. le général Jomini, mit fin à cette expédition pénible, hardie, et aussi glorieuse pour les armées françaises, qu'elle le fut peu pour les chefs des armées alliées. Ainsi, après huit mois d'une campagne jusqu'alors sans exemple, par le genre de guerre que l'on

fit, les armées françaises, qui craignaient peu de temps auparavant pour leurs propres frontières, faisaient trembler l'Europe. » Nous ajouterons, que les plus beaux fruits qu'elles retiraient de leurs efforts, étaient de forcer deux grandes puissances à demander la paix à la république, et de lui donner une alliée fidèle dans la nation qu'elle venait de subjuguer. 1795-an III. Hollande.

En effet, le gouvernement républicain tenait à la Hollande les promesses que lui avaient faites ses envoyés. Cette nation généreuse, et qui tant de fois fit des efforts sublimes pour défendre sa liberté, se montra reconnaissante de ce que ses vainqueurs voulaient bien lui laisser son indépendance. Elle organisa son gouvernement sur le modèle de celui de la France, et la république batave fit avec la république française un traité de paix offensif et défensif, qui fut négocié par les deux représentans du peuple, Syeyes et Rewbell, et signé par eux à La Haye, le 16 mai de cette année. Par ce traité la république batave cédait à la France les différentes forteresses dont celle-ci voulait se faire une barrière sur la Meuse, et la France donnait à la Hollande trente-six mille hommes de troupes pour la soutenir contre les tentatives que le prince d'Orange pourrait faire pour renverser sa liberté.

Fin de la guerre avec la Prusse; traité de paix entre cette puissance et la France[1]. — Victorieuse sur tous les points où la guerre lui avait fait porter ses armes, la république française allait enfin tirer des avantages plus solides et moins péniblement achetés, de ses généreux efforts. Parmi les potentats de l'Europe qui s'étaient ligués contre elle, dans le fol espoir de renverser et de faire subir à son territoire un honteux partage, celui qui le premier avait envahi nos frontières 5 avril. (16 germinal) Prusse.

[1] Jomini, — Lacretelle, — Négociations et traités, etc., par Arnold, membre du tribunat, — Mémoires manuscrits, etc.

1795-an III. Hollande. pour l'exécution de ce plan de destruction, et qui le premier aussi avait éprouvé ce que peuvent des hommes qui combattent franchement pour leur indépendance; Frédéric-Guillaume, roi de Prusse, allait le premier encore donner à l'Europe étonnée l'exemple d'un souverain traitant amicalement avec la république française, et déposant ses armes, si longtemps menaçantes, reconnaître solennellement les actes du gouvernement dont il avait juré la perte. La plus glorieuse victoire remportée sur les ennemis de la patrie n'aurait pas causé aux Français républicains plus de joie, et inspiré plus d'orgueil, qu'ils en éprouvèrent en voyant ce premier champion de la ligue européenne demander lui-même la paix, et forcé de souscrire aux conditions proposées par des hommes qu'il avait jusqu'alors considérés comme des rebelles.

C'est aux succès obtenus par Hoche dans la reprise des lignes fameuses de Weissembourg, que la France dut les premiers changemens survenus dans la conduite et dans le système de Frédéric-Guillaume. Jaloux de la puissance autrichienne, il vit avec peine ses armes humiliées, et lui-même réduit, par ses pertes nombreuses, à l'impossibilité d'exercer une grande influence dans l'empire germanique. La désastreuse campagne de Champagne, et celle de 1793, non moins funeste pour lui, quoique ses généraux eussent remporté plusieurs avantages signalés, avait diminué de plus de moitié, et les trésors immenses amassés par son père, et les troupes belliqueuses que lui avait laissées en mourant ce conquérant de la Silésie. L'Autriche, au contraire, avait jusqu'alors fait peu d'efforts en faveur de la coalition. Cette cour prudente, qui dans tous les événemens sait toujours garder une arrière-pensée, n'avait fait avancer contre la France qu'une faible partie des forces militaires dont elle aurait pu disposer. Vainement le roi de Prusse avait demandé quelle fournît un contingent plus considérable : l'Autriche n'avait tenu aucun compte de ses

représentations, et semblait avoir pris part à la coalition, non pour la faire triompher, mais pour partager les avantages qu'on pouvait obtenir. 1795-an III. Prusse.

Frédéric-Guillaume pouvait donc craindre que l'Autriche, en laissant épuiser les moyens de la Prusse, et en ménageant ses forces, n'eût le dessein caché de s'en servir un jour contre lui. Cette pensée, propre à augmenter son mécontentement, tourna au profit de la France et au détriment des alliés. Le roi de Prusse laissa bientôt percer l'intention de se retirer de la coalition, et ne parut plus occupé qu'à en chercher les occasions. Déjà il avait commencé à donner à la France des marques de rapprochement, qui furent rejetées tant que dura le gouvernement décemviral, mais qui furent saisies avec empressement par les hommes qui succédèrent aux montagnards après la révolution du 9 thermidor (27 juillet). Au commencement de 1794, des commissaires français s'étant rendus à Francfort pour conférer avec le général Kalkreuth sur l'échange des prisonniers, furent reçus très-amicalement, et avec une sorte de pompe, par le général prussien. Quelques pourparlers relatifs à l'ancienne alliance entre les deux nations, eurent même lieu; mais le gouvernement de Robespierre voulait et entretenait la guerre; ces pourparlers n'eurent aucune suite.

Peu de temps après, Frédéric-Guillaume, faisant beaucoup valoir ses sacrifices passés et ses embarras présens, écrivit à l'électeur de Mayence qu'il ne pouvait supporter plus longtemps les dépenses d'une guerre si coûteuse; que l'Empire lui devait des indemnités, et qu'il fallait que les cercles se chargeassent de l'entretien de ses forces, parce qu'il serait obligé, si l'on n'y consentait pas, de rappeler ses troupes, et de ne les employer qu'à la défense de ses propres États. Sur le refus des cercles, au mois de mars 1794, le roi déclara qu'il ne fournirait plus que son contingent comme électeur de Brande-

1795-an III. Prusse. bourg. Nous avons vu, en effet, avec quelle mollesse les Prussiens avaient fait la guerre, après que le général Mollendorf eut succédé au duc de Brunswick. Bientôt le roi fit rétrograder son armée jusque sur Cologne, et ne laissa près de Mayence que vingt mille hommes sous le commandement du général Kalkreuth, celui-là même qui avait reçu avec tant d'égards les commissaires français à Francfort. La France, de ce côté, n'avait plus de craintes à concevoir; et, en effet, nous avons vu qu'elle avait profité de cette circonstance pour porter dans la Flandre autrichienne une partie des forces disponibles qu'elle avait sur le Rhin au commencement de la campagne.

L'Angleterre ne tarda pas à s'apercevoir du tort irréparable que faisait à la coalition la retraite du roi de Prusse, et elle essaya de l'y retenir par la voie des subsides. Un traité fut conclu, à cet effet, entre les deux puissances, le 19 avril 1794, par lequel le roi s'obligeait de joindre à la coalition, au mois de mai suivant, une armée de soixante-deux mille hommes, à condition que l'Angleterre lui paierait cinquante-deux millions: cette somme était accordée, suivant les termes du traité, afin de faciliter à la Prusse les moyens d'agir avec vigueur, et conformément au zèle et au dévouement dont elle est animée pour la cause commune.

Le but spécial de ce traité était la protection de la Hollande contre l'invasion des Français, et non-seulement les Provinces-Unies étaient parties contractantes, mais elles s'engagèrent, par une convention du même jour, à fournir dix millions pour leur quote-part de la somme entière à payer à la Prusse. Mais les efforts du gouvernement anglais ne purent obtenir d'autre résultat que ces seules dispositions diplomatiques, qui ne servirent qu'à obérer de plus en plus le trésor britannique, de manière à fournir au parti de l'opposition, pendant la session suivante, un sujet fécond de reproches et de sarcasmes.

Malgré cette espèce de traité, le roi de Prusse était demeuré, pendant toute la campagne de 1794, spectateur inactif de la conquête des Pays-Bas et de la Hollande par les Français. L'invasion de cette dernière contrée, et l'apparition des armées républicaines dans ses États, devinrent même pour lui des motifs de plus pour hâter et conclure une cessation d'hostilités avec la France. Ainsi les subsides donnés par l'Angleterre et le stathouder au roi de Prusse, n'avaient servi réellement qu'à mettre ce monarque à même de réparer en partie les pertes qu'il avait faites en numéraire, et d'entretenir une armée dont les mouvemens se bornaient à couvrir quelques contrées du territoire allemand. 1795–an III. Prusse.

Dans le temps même que l'Angleterre conservait l'espoir de voir le roi de Prusse se rallier à la coalition, ce monarque pensait sérieusement à s'en retirer définitivement, et à faire la paix avec la France. Le comité de salut public, renouvelé après le 9 thermidor, ayant été instruit de ces dispositions pacifiques, et désirant prouver à l'Europe que le peuple français ne faisait la guerre que pour défendre son indépendance, et ne refusait pas de traiter avec des rois, donna ordre à son ambassadeur en Suisse, M. Barthélemy, de faire lui-même des ouvertures positives de rapprochement, en profitant de l'arrivée à Bâle d'un agent prussien, chargé de l'échange des prisonniers.

Le cabinet de Berlin reçut avec plaisir la nouvelle de ces ouvertures, qu'un reste d'orgueil monarchique lui avait empêché de faire le premier jusqu'alors. Il se hâta de répondre que lui-même désirait la paix, et envoya le conseiller Harnier à Paris, pour donner au comité de salut public les assurances les plus précises de son empressement à écarter toutes les difficultés qui pourraient arrêter les négociations. En même temps, pour les commencer sans délai, il fit partir pour la Suisse le comte de Goltz, chargé de ses pleins-pouvoirs, et

1795-an III. Prusse. porteur de l'ordre de ne rien négliger pour s'entendre avec M. Barthélemy, et conclure une paix prochaine.

Conformément au vœu exprimé par la cour de Prusse, la ville de Bâle devint en effet le lieu où se tinrent les négociations. Les conférences y furent ouvertes, et déjà les deux nations pouvaient en tirer les plus heureuses espérances, lorsqu'un événement funeste faillit tout-à-coup les faire évanouir. Le ministre plénipotentiaire de Prusse, le comte de Goltz, mourut tout-à-coup à Bâle, le 5 février 1795. Cette mort, en arrêtant les négociations, donnait le temps à l'Angleterre et à l'Autriche d'opposer de nouveaux obstacles à la paix. Mais le roi de Prusse, qui voyait les Français victorieux s'avancer à travers la Hollande et menacer d'envahir ses États, demeura sourd aux prières et aux menaces des deux puissances, et nomma pour succéder au comte de Goltz, le baron de Hardenberg, ministre dirigeant des margraviats d'Anspach et Bareith. En attendant que ce nouveau ministre plénipotentiaire pût se rendre à Bâle, le conseiller Harnier fut chargé de continuer la négociation du comte de Goltz, et d'après les mêmes instructions. Bientôt le baron de Hardenberg arriva lui-même à sa destination, porteur d'instructions beaucoup plus étendues que celles de son prédécesseur. Les conférences furent aussitôt reprises et suivies avec la plus grande activité; tous les obstacles furent bientôt levés, et la paix fut signée le 5 avril, au nom de la France, par M. Barthélemy, et au nom de la Prusse, par le baron de Hardenberg.

« La France, dit M. Lacretelle, annonça à l'Europe l'étendue de ses prétentions, en retenant ce qu'elle avait conquis dans les possessions prussiennes situées sur la rive gauche du Rhin; mais, par des combinaisons habiles, auxquelles les événemens postérieurs donnèrent une grande force, le roi de Prusse acquit en Allemagne un pouvoir de protection bien propre à rivaliser avec celui de l'empereur. La France s'en-

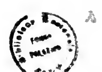
gagea à ne point porter la guerre dans ceux des États germaniques qui sont situés sur la rive droite du Rhin ; Frédéric-Guillaume les engageait avec lui dans la neutralité. Les États catholiques supportèrent tous les fléaux de la guerre, dont les états luthériens furent exempts, si l'on en excepte les faibles contingens qu'ils continuèrent à fournir. Ils prirent plus d'ascendant à la diète, le roi de Prusse en exerça un plus direct sur eux. Ainsi fut préparé un grand changement dans la constitution germanique. La ligue protestante obtint, grâces à une neutralité tardive, plus d'influence en Allemagne que les victoires des héros suédois, et celles de Turenne et de Condé n'avaient pu lui en assurer à l'époque du fameux traité de Westphalie. » 1795-an III. Prusse.

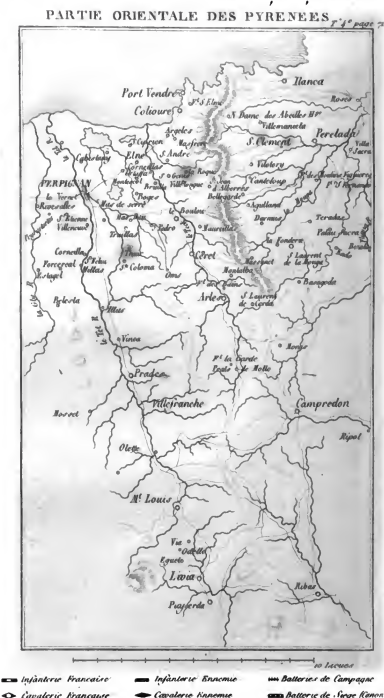
Le cabinet de Berlin, toujours attentif à ses intérêts, avait en outre eu soin, tout en cédant le pays conquis sur la rive gauche du Rhin, d'ajourner la cession définitive de ces provinces jusqu'à la pacification générale entre la France et l'empire germanique. Le motif qui lui faisait imposer cette clause particulière, était qu'il ne voulait pas que l'Autriche, si le sort des armes la rendait victorieuse, pût s'emparer de ce pays comme appartenant à la France.

Indépendamment de la possession des provinces cédées, la France retirait de son traité de paix avec la Prusse, l'avantage immense de pouvoir désormais concentrer ses forces militaires et les diriger en masse contre cette puissance autrichienne, qu'elle eût sans doute abattue ou forcée aussi à demander la paix, si quelques généraux français eussent mis dans la campagne de 1795 le même zèle et le même dévouement que dans la précédente. Mais si, par le moyen de ressorts cachés qui paraissent avoir été justement, dans le temps, attribués à la trahison, cette puissance réussit à lutter contre les armées de la France, et même à remporter sur elle des succès avantageux, elle en fut cruellement punie l'année sui-

1795–an III. Prusse. vante, par ses revers dans cette campagne d'Italie, où tout fut prodige, et où les Français, guidés par un jeune général jusqu'alors sans renommée, surent retrouver leur indomptable énergie.

La nouvelle du traité de paix causa une joie universelle dans le sein de la Convention : elle y fut annoncée par Rewbell, membre du comité de salut public, qui félicita, à cette occasion, l'assemblée sur son retour à des principes plus humains et plus modérés. « Représentans du peuple, dit-il, vous êtes à la veille de recueillir le fruit de vos principes; des puissances, qui paraissaient avoir juré la perte d'une république gouvernée par des tyrans, et tourmentée par des factieux, sont empressées de vous demander la paix depuis que vous avez prouvé à l'univers que la justice et l'humanité seront les seuls guides qui dirigeront tous vos pas pour opérer le bonheur du peuple.... Et toi, peuple français, reste inaccessible à toutes les insinuations perfides......, sois convaincu que c'est celui des peuples de la terre dont la constance sera la plus grande, qui sortira victorieux de cette lutte terrible dans laquelle nous sommes engagés; songe aux malheurs éternels que causerait un seul mouvement d'impatience; prends l'attitude fière et imposante qui convient à l'homme libre; montre toi calme et ferme; compte sur le courage de tes représentans, et tu assureras ton bonheur et celui de ta postérité la plus reculée.....»




PARTIE ORIENTALE DES PYRENEES
Ilanca
Port Vendre
Colioure
Roses
Argeles
Pereladà
S. Clement
Elne
PERPIGNAN
Bellegarde
le Boulou
Ceret
Montalba
Arles
S Laurent de Cerda
Ille
Vinca
Prades
Villefranche
Campredon
Mosset
Ripol
Olette
Mt Louis
Via
Odello
Livia
Puycerda
Ribas
10 Lieues
Infanterie Francaise
Infanterie Ennemie
Batteries de Campagne
Cavalerie Francaise
Cavalerie Ennemie
Batterie de Siege (Canons)
Leurs Lignes de Marches
Leurs Lignes de Marches
Batterie de Siege (Mortiers)

CHAPITRE X.

SUITE DE L'ANNÉE 1795.

Combats de Bezalu, d'Orfans, de Bascara. — Pacification de Saint-Florent. — Ouverture de la campagne aux Pyrénées-Occidentales ; combat de Marquirnechu. — Ouverture de la campagne aux armées des Alpes et d'Italie ; combat du col de Monte. — Opérations des armées du Rhin et de la Moselle sur le Rhin ; blocus de Mayence, etc. — Combat de Calabuix. — Siége et prise de Luxembourg, etc., etc., etc.

Combat de Bezalu, d'Orfans et de Bascara[1]. — Après la prise de Roses, le général Pérignon rappela à son armée la division Augereau, postée, comme nous l'avons dit plus haut, en avant de Figuières. L'intention du général en chef de l'armée des Pyrénées-Orientales était de prendre une vigoureuse offensive sur l'armée espagnole, alors commandée par le général Urrutia, et de tenter l'invasion de la Catalogne, en forçant le général ennemi à abandonner la ligne de défense de cette province. Mais Urrutia, qui venait de laisser assiéger Roses sans rien oser hasarder pour secourir cette place importante, voulut au moins s'opposer aux progrès des Français sur le territoire catalan, et rétablit, en combattant en ligne, la réputation des armes espagnoles entamée par les derniers revers qu'elle venait d'éprouver. Il occupait toujours les mêmes cantonnemens sur les bords de la Fluvia, et cette rivière séparait seule les deux armées. 1795-an III. 28 avril. (9 floréal.) Espagne.

Les forces du général espagnol s'étaient considérablement ac-

[1] Journaux du temps, — Dictionnaire des siéges et batailles, — Jomini, — de Marcillac, — Relations et Mém. manuscrits, etc.

1795-an III. Espagne. ernes après la prise de Roses. Yizquierdo avait conduit dans son camp les quatre mille hommes qui formaient la garnison de la place, au moment de son occupation. La cour d'Espagne, effrayée des succès toujours croissans des Français, s'était empressée d'envoyer des renforts en Catalogne, et quand Pérignon se vit dans le cas d'agir contre elle, l'armée espagnole était forte de trente-cinq mille hommes de troupes réglées, et ses flancs étaient couverts par des corps francs composés de toutes les milices des environs, qui avaient pris les armes. Pérignon ne comptait guère plus de vingt à vingt-cinq mille hommes dans son armée; mais les bonnes dispositions de ses troupes le rassuraient, et, au lieu de songer à leur donner quelque repos en entrant en quartiers d'hiver, il résolut de continuer les hostilités, et de rivaliser d'activité avec les autres armées de la république.

Les premiers efforts se portèrent dans les Hautes-Pyrénées-Orientales. Il s'agissait de forcer tous les postes espagnols établis dans ces montagnes, afin de pouvoir occuper tout le nord de la Catalogne, et s'avancer de front dans l'intérieur de cette province. Le 18 février, Pérignon ordonna une attaque générale sur les postes en avant de Seu de d'Urgèle sur la Segre, afin de prendre en flanc les postes qui couvraient la ville de Campredon.

Cinq colonnes françaises réunies la veille partirent en même temps à la nuit tombante, et arrivèrent à la pointe du jour devant les postes d'Estania, de Bezach, de Bar et d'Aristot. Le poste de Bezach fut le premier attaqué : huit cents Français s'avancèrent à la baïonnette sur les retranchemens espagnols, espérant les emporter par cette agression subite et imprévue; mais les Espagnols, d'abord ébranlés, opposèrent bientôt la plus vive résistance; le succès restait indécis après deux heures d'un combat opiniâtre, lorsque le commandant espagnol reçut des renforts qui lui permirent de prendre une offensive

marquée, et de se porter en avant. Fatigués par le combat précédent, les Français voulurent en vain soutenir le choc des Espagnols; ils furent rompus et obligés de se retirer avec perte sur la Segre, où ils prirent position. 1795-an III. Espagne.

L'attaque sur Bar et sur Estania fut moins infructueuse. Les Français surprirent également les deux détachemens qui y étaient cantonnés, et réussirent à les débusquer sans avoir éprouvé une trop vive résistance. Les vaincus ne furent cependant pas poursuivis, et s'arrêtèrent en arrière du bourg, tandis que les Français s'établissaient à Bar. Mais instruits de la non réussite de l'attaque sur Bezach, et se trouvant par-là à découvert sur leur flanc, les Français, dans la crainte d'une surprise, prirent le parti d'évacuer Bar pendant la nuit, et se retirèrent dans la Cerdagne.

La colonne qui devait attaquer le poste d'Aristot, avait à passer le pont de Bar, avant d'arriver à sa destination. Un fort détachement espagnol occupait ce pont. Attaqué avec vigueur, l'ennemi se défendit de même. Après cinq heures d'un combat où les deux partis firent également une grande perte en tués ou blessés, les Français voyant toute l'inutilité de leurs efforts, et n'écoutant plus que leur impatience, s'élancent dans la rivière, la passent à la nage, et viennent prendre les Espagnols en queue, tandis que le reste de la colonne les combattait de front. Cette manœuvre hardie fut exécutée avec tant de précision, que l'ennemi, craignant de se voir coupé, abandonna le pont de Bar, la position d'Aristot, et se retira en désordre du côté d'Arseguel. Mais, par le même motif qui avait fait abandonner Bar, les Français évacuèrent également Aristot pendant la nuit. Ainsi, dans cette journée, on s'était long-temps battu avec acharnement sans obtenir d'autre résultat qu'un grand nombre de morts.

Cette attaque dans les Hautes-Pyrénées n'ayant point réussi, le général Pérignon renonça au dessein de combattre les Es-

1795–an III. Espagne. pagnols de ce côté, et se décida à les faire attaquer dans leurs positions sur la Fluvia. Dès le 28 février, il fit manœuvrer, sur sa droite, des corps de cavalerie dans l'intention d'inquiéter l'ennemi, et d'attirer toute son attention de ce côté, tandis qu'il dirigerait des forces supérieures du côté opposé. Mais Urrutia devinant le véritable dessein du général français, se contenta de faire éclairer cette partie par un corps de troupes légères, qui avait ordre d'observer seulement les mouvemens des Français, et d'éviter avec eux tout engagement. En même temps il dirigeait sur le côté menacé, des forces suffisantes pour résister avec avantage.

Pérignon, qui ignorait que le général Urrutia eût prévu son intention, fit exécuter l'entreprise projetée. Le 1er mars les Français, au nombre de cinq mille hommes d'infanterie, avec trois cents chevaux, aux ordres du général de brigade Charlet, débouchèrent sur Bezalu à la gauche des Espagnols, tandis que quatre mille hommes d'infanterie et cent cinquante chevaux passaient la Fluvia sous Bascara, centre de la ligne occupée sur les bords de cette rivière par l'armée des Pyrénées-Orientales. Cette dernière colonne, en se déployant, s'étendit trop avant dans la plaine, et le général qui la commandait commit la faute de trop s'éloigner du centre. Emportés par leur ardeur, les Français s'approchèrent à deux cents pas des Espagnols qu'ils supposaient devoir être en trop petit nombre pour leur résister; mais au moment où déjà ils avaient commencé l'engagement avec l'ennemi, une division espagnole toute entière, forte de cinq mille hommes, s'avança tout-à-coup contre eux, et, étendant ses ailes, menaça de les envelopper. Un détachement de cavalerie légère réussit même à dépasser leur flanc gauche, et les chargea avec impétuosité. Reconnaissant alors leur erreur, les Français se retirèrent précipitamment, et plusieurs, victimes de leur imprudence, se noyèrent dans la Fluvia en voulant la passer à la nage.

La colonne qui avait débouché sur Bezalu ignorait cet échec éprouvé par le corps de troupes qui devait la soutenir. Elle marcha rapidement sur Banolas, et se trouva bientôt à la hauteur du centre de l'armée espagnole. Le maréchal-de-camp O'Farril eut ordre d'Urrutia de se diriger sur Banolas avec les troupes de l'avant-garde, augmentée de cent cinquante chevaux. Les Français se trouvaient alors en avant du village de Sernia, occupant une position très-avantageuse, et couverte sur son front par un ravin très-profond. Le général Charlet, à la vue des Espagnols s'avançant en nombre bien immensément supérieur pour le combattre, s'était arrêté et retranché à la hâte dans cette position, où il se trouvait adossé, par son flanc, contre un bois en demi-cercle dont il couvrait le centre. A la vue de cette position formidable, le général espagnol O'Farril hésita, et finit par juger qu'il était impossible d'y forcer cinq mille hommes et trois cents chevaux, et il se mit alors à manœuvrer, afin de les attirer dans un terrain moins desavantageux pour lui. Battant en retraite, son arrière-garde occupait les tirailleurs français. O'Farril cédait pied à pied le terrain, et cependant avait soin de donner à ce mouvement rétrograde toute l'apparence d'une fuite. Le général Charlet, trompé par cette manœuvre, et pressé d'ailleurs par ses soldats qui s'indignaient de laisser échapper les Espagnols sans combattre, permet à son avant-garde de se mettre à leur poursuite, et marche bientôt lui-même à la tête du centre. Mais déjà O'Farril, qui venait de recevoir un renfort de quinze cents hommes, rangea ses troupes en bataille dans la plaine. Les Français ne pouvaient plus reculer, et l'action s'engagea par une fusillade d'autant plus meurtrière, que les deux troupes n'étaient qu'à demi-portée de fusil. Vainement les Français firent des prodiges de valeur; vainement, ils essayèrent de rompre à la baïonnette les rangs serrés des Espagnols: leurs efforts furent infructueux. Le général Charlet, convaincu qu'il était

1795-an III. Espagne.

1795-an III. Espagne. impossible d'entamer les troupes d'O'Farril, et voyant la cavalerie espagnole manœuvrer pour tourner son flanc gauche, donne à sa troupe l'ordre d'effectuer sa retraite. Elle se fit dans les bois de Sernia, et le matin les Français abandonnèrent Bezalu et repassèrent la rivière.

Depuis ce combat, les deux armées restèrent long-temps sans tenter rien d'important l'une sur l'autre. Les Français et les Espagnols, fatigués de combats, passèrent la plus grande partie du mois de mars à se fortifier dans leurs positions respectives. Urrutia, qui paraissait décidé à rester jusqu'à nouvel ordre sur la défensive, acheva d'immenses travaux, entrepris, dès le commencement de l'hiver, pour retrancher le camp établi dans la belle position d'Oriole. Il fit aussi jeter un pont sur pilotis, en avant de Bascara. Son corps d'avant-garde fut renforcé, et l'armée, campée sur le sommet du col d'Oriole, couverte sur son front par la Fluvia, qu'elle dominait, et appuyée, par sa gauche, sur une cordilière d'un accès difficile, et par sa droite, sur le coude que fait la Fluvia avant de se jeter à la mer, était dans une position où elle pouvait braver les attaques des Français.

Cependant Pérignon fit sortir, le 21 mars, du camp établi à Cistella, quatre mille hommes, qui vinrent le lendemain attaquer le village d'Ilorana, poste avancé des Espagnols, au-delà de la Fluvia, et défendu par des paysans de Catalogne, sous les ordres du curé Salgueda. Les Français, méprisant cette masse indisciplinée qui ne marchait au combat qu'en chantant des litanies, se jetèrent sur eux sans même engager de fusillade, la chargèrent à la baïonnette, et la taillèrent en pièces. Le poste d'Ilorana resta au pouvoir des vainqueurs. Mais les troupes de ligne espagnoles s'étant avancées en forces supérieures pour le reprendre, les Français l'évacuèrent et repassèrent la Fluvia.

Pendant que, sur leur gauche, les Français se tenaient tran-

quilles dans leur camp, la division de droite, aux ordres du général Augereau, était journellement aux prises avec les Espagnols, et surtout avec les *soumatens* [1] ou corps francs du côté de Seu de Urgele et de Campredon. Ces corps francs inquiétaient et tenaient saus cesse en mouvement les Français. Il était pour ainsi dire impossible de les joindre, par la facilité avec laquelle ils se dissolvaient et se séparaient à l'aspect du danger. Augereau fut obligé de prendre les précautions les plus sévères pour mettre ses avant-postes à l'abri des insultes de ces paysans enrégimentés. Leurs excursions s'étendaient souvent jusque dans la Cerdagne; et dans cette guerre de partisans, où chaque guerrier cherchait à surprendre et à tuer son homme, l'avantage ne fut pas toujours pour les troupes françaises.

Ainsi, le 27 mars, le chanoine Cuffi, qui commandait une division de ces soumatens, partit de Rocapruna, où il était établi, au nord de Campredon, et chercha à surprendre les Français dans leur camp de Carol. Afin de réussir plus sûrement, il avait commencé par faire occuper les environs du col de Vernadel, qui dominent l'endroit où était établi le camp français; mais, ayant été découvert et voyant les Français s'avancer contre lui, l'audacieux prêtre, au lieu de fuir, prit la résolution de les attendre de pied ferme. Il avait su inspirer à ses troupes une telle fureur, et il se jeta sur eux avec une si grande impétuosité, que les Français, d'abord effrayés par les cris et les chants lugubres de ces paysans fanatisés, prirent le parti de se retirer, après s'être défendus long-temps, et abandonnèrent leur camp de Carol aux soumatens de Cuffi. Mais le lendemain, ayant reçu des renforts au poste de la Costa, où ils s'étaient ralliés, les Français s'avancèrent pour

[1] Les *soumatens* étaient, à cette époque, ce qu'ont été depuis les *guerillas*, et avaient à peu près la même organisation.

1795-an III. Espagne. envelopper les paysans espagnols, et leur couper la retraite Cuffi devina bientôt leur intention, et se hâta d'échapper à la manœuvre dirigée contre lui, en abandonnant la position qu'il occupait. Poursuivi avec chaleur, il défendit assez vigoureusement le défilé du pont de Mont-Falgas, pour parvenir, sans être entamé, jusqu'à Rocaprnna, où les Français le quittèrent.

Après être restée dans l'inaction pendant les vingt premiers jours d'avril, la gauche de l'armée des Pyrénées-Orientales reprit l'offensive. Voyant que les Espagnols ne faisaient aucun mouvement pour quitter leur formidable position d'Oriole, et menacé d'être attaqué lui-même par eux, le général Pérignon chercha à se rapprocher de la Fluvia, afin d'être plus à portée de les observer et de les inquiéter, si quelque chance de succès s'offrait à lui. Le 24 avril, il donna ordre au général de brigade Charlet, de passer la Fluvia du côté d'Orfans, entre Bascara et Bezalu. Charlet, soutenu par des troupes restées en bataille sur la rive gauche, passa sans obstacle la Fluvia, et prit position sur la rive droite. Il se préparait à s'avancer, lorsqu'une division espagnole, descendue du camp d'Oriole, lui barra le passage et engagea le combat. Les Français se défendirent avec leur valeur accoutumée; mais, inférieurs en nombre, ils furent obligés de céder, et Charlet repassa la rivière, non sans avoir été inquiété, dans cette opération, par les troupes espagnoles aux ordres d'Arias.

Pérignon ne fut point découragé par ce faible échec; et le 26 avril, une autre colonne française se présenta devant Bascara, dans l'intention de forcer ce passage. L'ennemi, qui défeudait cette position, fut surpris par les Français, et chassé avant d'avoir pu songer à se défendre. Le général espagnol, imaginant que cette démonstration sur Bascara était une fausse attaque qui couvrait le passage de la rivière sur un autre point, avait lui-même fait passer la Fluvia sur la

gauche de Bascara, et dirigé un bataillon de chasseurs sur l'autre rive, afin d'attaquer les Français sur leurs derrières. Ce bataillon arriva, après trois heures de marche, jusqu'au village de Pontas, et y trouva la colonne française, qui venait de s'emparer de Bascara, établie sur les hauteurs : il se retira alors sans avoir été aperçu. 1795-an III. Espagne.

Le 27 avril, les Français devaient faire une attaque générale sur la ligne espagnole, et les divisions de l'armée avaient ordre de se tenir prêtes pour le passage de la Fluvia ; mais, par un hasard singulier, ils avaient été prévenus par l'ennemi. Le général Urrutia, dans le dessein de reprendre le poste de Bascara, avait ordonné à quatre mille hommes de ses meilleures troupes de se présenter de bonne heure devant cette position, et de la surprendre s'il était possible. Ces quatre mille Espagnols trouvèrent tous les postes, sur la rive gauche de cette rivière, occupés par les Français. Cette occupation les étonna, et cependant ils ne renoncèrent point au projet de passer la rivière. Trois mille d'entre eux y réussirent sur la rive droite de Bascara, et parvinrent même, avec trois cents chevaux, jusqu'au village de Calabuix. Le reste de la colonne espagnole effectuait également le passage sur la gauche de Bascara, en face du village de Parette. Ces deux colonnes ennemies devaient se réunir à quelque distance de Calabuix et de Parette ; mais dans ce moment toute l'armée française était en mouvement pour s'avancer, par Bascara, contre l'armée du général Urrutia. Les quatre mille Espagnols, s'apercevant enfin du danger qu'ils couraient, voulurent se retirer précipitamment ; mais, déjà atteints, dans leur fuite, par l'avant-garde française, ils furent poursuivis avec acharnement. Un grand nombre resta sur la rive droite de la Fluvia, massacrés ou faits prisonniers par les Français ; beaucoup d'autres se noyèrent en repassant la Fluvia. Toutefois, les Français, certains, par ce mouvement des Espagnols, que

1795-an III. Espagne. le général ennemi était en mesure pour se défendre, renoncèrent à leur attaque projetée.

Urrutia ayant vu échouer sa tentative pour reprendre Bascara, la renouvela le 28 avril. Une forte division espagnole, accompagnée de beaucoup de cavalerie, vint attaquer les Français sur les huit heures du matin : ceux-ci se défendirent vigoureusement. Mais, après cinq heures d'un combat meurtrier, se voyant assaillis par des forces très-supérieures, et enveloppés par la cavalerie, ils évacuèrent Bascara, et repassèrent la Fluvia, tandis que les Espagnols, enflés de leurs succès, se précipitaient en foule dans le village. Le 29, des détachemens d'hussards ennemis balayèrent la rive gauche de la rivière, et poussèrent des reconnaissances jusque sur la ligne des Français, et dans les villages de San-Pedro-Pascador, de Tornella, Villajuan et Armadas, situés entre la mer et le grand chemin de Figuières.

2 mai. (13 floréal.) Vendée. *Pacification de Saint-Florent* [1]. — Nous avons dit, en parlant de la première pacification, conclue à la Jaunais entre Charette et les délégués conventionnels, que Stoflet, soit par jalousie de ce que les républicains s'étaient adressés à son rival de préférence à lui, soit qu'en effet il fût plus exclusivement attaché à la cause royale, avait constamment refusé de souscrire aux conditions acceptées par le premier chef vendéen. Il était soutenu, dans son opinion, par le curé de St.-Laud d'Angers [2]. Cet homme, astucieux et éloquent, était

[1] Beauchamp, — Madame de Laroche-Jacquelein, — Berthre de Bourniseaux, — Bouvier-Desmortiers, — Mémoires du comte de *****, — Mémoires et renseignemens, etc.

[2] L'abbé Bernier, dont nous avons déjà parlé dans le second volume de cet ouvrage. Cet abbé, lors du Concordat arrêté entre S. S. le pape Pie VII et Bonaparte, fut nommé par ce dernier évêque d'Orléans, en récompense du zèle qu'il avait apporté dans la pacification de la Vendée, opérée par le général Hédouville. Il est mort en 1806.

parvenu à s'emparer entièrement de la confiance de Stoflet, et celui-ci ne pouvait plus rien faire sans son avis ou son assentiment. Brave à l'excès, Stoflet manquait, d'ailleurs, des qualités essentielles à un chef de parti. Garde-chasse du comte de Maulévrier à l'époque du premier soulèvement des Vendéens, il se ressentait toujours de son défaut d'éducation ; il n'avait dû qu'à son extrême bravoure et à son intrépidité son élévation au grade de général; et ce chef, qui se trouvait à la tête des royalistes de la Haute-Vendée, du Poitou et de l'Anjou, savait à peine lire et écrire. Ayant ainsi besoin de conseil et de secrétaire, il avait accueilli, comme on l'a déjà vu, le curé de Saint-Laud; c'était cet ecclésiastique qui faisait toutes ses proclamations, conseillait toutes ses démarches, et dirigeait, par le fait, les forces royalistes que Stoflet avait rassemblées sous ses ordres. 1795 - an III. Vendée.

Non moins ambitieux que le guerrier angevin, Bernier voyait avec la même envie l'énorme influence que Charette exerçait parmi les partisans de la cause royale. Aussi, s'étant promptement aperçu que le projet d'une paix avait déplu à la masse des Vendéens, il avait, dès la première tentative des républicains, engagé Stoflet à s'opposer de tout son pouvoir aux desseins de Charette. Il espérait, par-là, mettre la division parmi les Vendéens attachés à Charette, et les attirer sous les drapeaux de Stoflet. Les commissaires conventionnels avaient cependant obtenu de ce chef une entrevue au pont de Vihiers, et lui avaient offert les mêmes avantages qu'à Charette. Stoflet ne s'était rendu auprès d'eux que pour sonder leurs dispositions. Quand il eut obtenu les renseignemens qu'il désirait, il rompit l'entrevue, et congédia les envoyés républicains, sous prétexte qu'ils n'étaient point munis des pouvoirs nécessaires au rétablissement des Bourbons sur le trône de la France. Aussitôt Bernier publia, en son nom, la proclamation suivante :

1795-an III. Vendée. « Français égarés ! vous nous annoncez des paroles de paix ; ce vœu est celui de nos cœurs ; mais de quel droit nous offrez-vous un pardon qu'il n'appartient qu'à vous de demander ?

« Teints du sang de nos rois, souillés par le massacre d'un million de victimes, par l'incendie et la dévastation de nos propriétés, quels sont donc vos titres pour inspirer la sécurité et la confiance ?

« Sera-ce le supplice des Robespierre et des Carrier ? Mais la nature indignée s'élevait contre ces monstres ; le cri de la vengeance publique les dévouait à la mort : en les frappant, vous n'avez fait qu'obéir à la nécessité. Mais si une faction a pris la place d'une autre, le même sort ne lui est-il pas réservé ?

» Seraient-ce vos prétendues victoires ? Mais ne savons-nous pas qu'en éprouvant les plus terribles défaites, vous prenez encore, pour en imposer aux peuples, le ton arrogant des vainqueurs de l'Europe ?

« Serait-ce l'élargissement de nos frères emprisonnés ? Mais la justice ne leur devait-elle pas une liberté que la tyrannie seule avait pu leur ravir ? Et quand vous les gardez au milieu de vous, sans défense, ne devons-nous pas craindre que ce piége ne soit tendu pour nous envelopper tous ?....

» Seraient-ce, enfin, vos promesses insidieuses ? Hélas ! si nous pouvions y croire, du sein de leurs tombeaux, nos parens, nos amis égorgés se leveraient pour nous dire : défiez-vous du venin caché sous ces dehors ! c'est en nous promettant le salut et la vie qu'on nous immola : on vous réserve peut-être le même sort.

« Français ! si vos vœux étaient sincères ; si vos cœurs, par un retour inespéré, s'élevaient vers le ciel pour une paix durable, nous vous dirions : Rendez à l'héritier de dernier de nos rois, son sceptre et sa couronne ; à la religion, son culte et ses ministres ; à la noblesse, ses biens et son éclat ; au

royaume entier, son antique constitution : sans ces conditions indispensables, nous mépriserons une amnistie que le crime ne doit jamais offrir à la vertu; nous braverons vos efforts et vos menaces. Aidés de nos fidèles et généreux soldats, nous combattrons jusqu'à la mort, et vous ne régnerez que sur la tombe du dernier d'entre nous. » 1795-an III. Vendée.

Stoflet, pour appuyer cet arrogant manifeste, avait médité une attaque sur le camp retranché de Chiché. Il avait, en conséquence, donné ordre à toutes ses divisions de se rassembler au bourg de Mauzé. Mais une trop longue inaction, et le bruit même de l'armistice conclu avec Charette, avaient énervé le courage des soldats angevins. Déjà l'armée entière, ayant en tête son commandant, était en marche, et sortait de Mauzé pour se rendre à Chiché, lorsque deux cents républicains, venant du camp de Vrinne, près de Thouars, fondent sur l'arrière-garde et la mettent en déroute. En vain Stoflet et ses officiers veulent remédier au désordre et rallier les fuyards; le gros même de l'armée s'épouvante : tous se débandent et se dérobent, par une fuite honteuse, à la poursuite des républicains, étonnés eux-mêmes de leur victoire facile.

Cette défaite humiliante contribua beaucoup à diminuer le nombre des partisans de Stoflet. Plusieurs chefs secondaires, qui servaient sous ses ordres, l'abandonnèrent et signèrent particulièrement le traité de la Jaunais, auquel ils avaient été invités d'accéder, ainsi que leur commandant en chef, par les commissaires conventionnels. Stoflet, menacé d'une défection générale, s'adressa à son conseil Bernier. Celui-ci, convaincu de la difficulté de rester seul en armes dans la Vendée, l'engagea à céder momentanément à la nécessité, et offrit de l'accompagner à la Jaunais. Mais à leur arrivée le traité était signé, et Charette absent. Cette circonstance rend à Stoflet toute sa fureur. Pressé par les conventionnels de signer indivi-

1795-an III. Vendée. duellement la pacification, il refuse, parce que, dit-il, il n'a point été présent aux conférences, quand il n'avait tenu qu'à lui d'y assister; il vomit les imprécations les plus grossières contre Charette et contre la république, et, transporté de rage, il part au galop à la tête de ses chasseurs, en criant : « *Au diable la république! au diable Charette!* »

Stoflet, ne sachant plus à qui s'en prendre, déchargea sa colère sur ceux mêmes de son parti. Un détachement de cavalerie fut envoyé par lui pour arrêter Sapineau, chef de l'armée du centre, qui avait signé le traité, et sur lequel il n'avait aucune autorité. Sapineau, averti à temps, parvint heureusement à s'échapper de Beaurepaire, où il se trouvait; mais ses chevaux, ses armes, son argent, ses effets précieux, tout devint la proie des cavaliers de Stoflet, et un chef vendéen était ainsi pillé par des guerriers vendéens, avec autant d'ardeur que si c'eût été un général républicain. Stoflet marcha lui-même contre Richard, commandant l'ancienne division de Bernard de Marigny, à la Cérisaye. Richard eut aussi le bonheur de se soustraire à la vengeance de ce furieux. Un troisième détachement des chasseurs de Stoflet se mit à la poursuite de Prodhomme, autre chef de l'armée du centre; et de Blin, médecin, que les conventionnels avaient paru accueillir. Tous deux furent arrêtés. Odieux à l'abbé Bernier, Prodhomme fut jugé, condamné à mort, et exécuté; Blin fut acquitté. Ainsi Stoflet, dans l'excès de sa démence, déclarait autant la guerre à ceux de son parti qu'à la république.

En même temps que le chef angevin se déshonorait par cette conduite, le prêtre Bernier multipliait les proclamations, et cherchait à prouver que Charette et les autres signataires du traité étaient des traîtres dignes de l'animadversion et du mépris de tous les vrais royalistes. Dans l'une de ces proclamations, datée du 4 mars, il disait : « Le voile est déchiré, les traîtres sont connus; leur main criminelle a signé sans fré-

mir l'arrêt déshonorant qui détruit la religion, le trône et la noblesse. Sachez que pour séduire et tromper vos chefs, on fit briller à leurs yeux les trésors de la république. S'ils vous ont dit que l'exercice paisible de la religion vous est accordé, c'est une imposture; que la Convention nationale vous indemnisera de vos pertes, n'en croyez rien. Vous rendra-t-elle vos enfans, vos épouses, vos parens, vos amis, barbarement égorgés? Acquittera-t-elle le montant des objets que vous avez fournis pour la guerre? Ce qu'ils ne vous ont pas dit, c'est qu'il faut encore abandonner la monarchie, reconnaître avec la république sept cents tyrans au lieu d'un roi; livrer votre artillerie, vos grains, vos subsistances, et alimenter, au prix de votre sang, la nation et ses défenseurs. Dites-vous à vous-mêmes : pouvons-nous, sans frémir, blasphémer notre Dieu, renoncer à la foi, croire aux sermens des impies, violer les nôtres, trahir un roi malheureux, voler dans les bras de nos tyrans? et, après cela, traitez, si vous l'osez, avec la république. »

1795-an III. Vendee.

Charette, en lisant cette fougueuse proclamation, s'écria avec l'accent du mépris : « Stoflet est un insensé que Bernier perdra. » En effet, les commissaires conventionnels ayant échoué dans toutes leurs tentatives pour l'engager à la paix, avaient donné l'ordre au général Canclaux d'employer la force pour le soumettre. Chalonne et Saint-Floreut lui furent enlevés presque sans résistance. Plusieurs colonnes républicaines se réunirent à Bressuire, pour entrer dans l'Anjou par Châtillon. Le général Legros, à la tête des troupes du camp de Chiché, s'avança du même côté, tandis que l'armée entière, conduite par Canclaux en personne, parcourait les communes de Cérisaye, de Châtillon, Chollet et Maulevrier, sans rencontrer l'ennemi. La colonne du général Caffin fut seule arrêtée au passage du Layon. Les royalistes y opposèrent quelque résistance, et tuèrent même le général

1795-an III. Vendée. Bardou ; mais les républicains, ayant enfin repoussé les Vendéens, effectuèrent le passage et se répandirent jusqu'à Chemillié.

Stoflet fuyait devant un ennemi qu'il ne bravait plus qu'avec des proclamations. Il faisait de vains efforts pour soulever les habitans de l'Anjou. Las de la guerre, ceux-ci restaient paisibles dans leurs foyers. C'est en vain qu'il porta la peine de mort contre quiconque ne répondrait point à son appel. Stoflet ne put réussir qu'à rassembler un corps de six mille hommes, qui, servant presque tous à contre-cœur, ne pouvaient lui être que d'un faible secours. Cependant il vint attaquer le poste de Saint-Florent qu'on venait de lui enlever. Reçus vigoureusement, ses soldats découragés jetèrent bas leurs armes et se dispersèrent. Poursuivi vivement, il n'échappa qu'avec des peines incroyables. Enfin, enveloppé presque entièrement avec sa cavalerie d'élite, il n'obtint son salut que par une ruse audacieuse. Il s'avança à la tête de cent cinquante cavaliers aux avant-postes du château de la Tremblaye, près Mortagne, gardé par la brigade du général Legros. « Qui vive? crient les sentinelles. — Royalistes, » répond Stoflet. Aussitôt les républicains saisissent leurs armes. « Laissez passer, soldats, s'écrie Stoflet; je vais conférer avec les commissaires de la Convention. » Le petit nombre de son escorte accrédite son mensonge. Les rangs s'ouvrent, on lui porte les armes, et Stoflet s'échappe. Au lieu de se rendre auprès des conventionnels, il fuit sans qu'on puisse trouver sa trace.

Pressés du désir de terminer leur mission d'une manière complète, et ennuyés de faire poursuivre un ennemi qui échappait à toutes les recherches, les représentans résolurent de renouer les conférences depuis long-temps interrompues. Sachant quelle influence le curé de Saint-Laud exerçait sur Stofflet, ils prirent le parti de s'adresser directement

à lui. Ils le firent par l'intermédiaire des transfuges Renon, de la ville de Beaugé, Trottouin et Beauvollier, ancien intendant-général de l'armée royale et catholique. Bernier, considérant le peu de ressources qui restaient à Stoflet pour continuer la guerre contre toutes les forces réunies des républicains, l'engagea à accepter enfin les propositions des commissaires conventionnels. Bernier vint lui-même conférer avec eux; et le 2 mai, sur les bords de la Loire, auprès de Saint-Florent, il offrit la soumission de Stoflet aux mêmes conditions que Charette; et les conventionnels ayant accepté, le traité fut signé le même jour à Varades, dans un repas où, suivant les relations contemporaines, *le curé de Saint-Laud joua tout à la fois le rôle de négociateur et celui de général.* Pour se disculper aux yeux de ceux qui auraient pu lui reprocher de s'être décidé si vite, après s'être montré si opposé à la paix, Stoflet publia une nouvelle proclamation, dans laquelle on trouve ce passage: « Animé du désir de la paix, nous n'en avons retardé la conclusion jusqu'à ce jour que pour consulter le vœu du peuple dont les intérêts nous étaient confiés, et celui des chefs de l'armée catholique et royale de Bretagne. Aujourd'hui que ce vœu est prononcé, nous adhérons aux mesures prises par les représentans pour la pacification; et en nous soumettant aux lois de la république, nous promettons de ne jamais porter les armes contre elle. Puisse cette démarche de notre part éteindre le flambeau des discordes civiles, et montrer aux nations étrangères que la France n'offre plus qu'un peuple de frères et d'amis! »

1795-an III. Vendée.

Ainsi la guerre civile se trouvait tout-à-coup terminée par une double pacification. Mais bientôt les brandons de la discorde vont se rallumer, et nous ne tarderons pas à voir les Vendéens pousser de nouveau le cri de guerre et reprendre les armes, dans l'espérance si long-temps déçue d'avoir enfin un Bourbon à leur tête.

1795–an III. 9 mai. (20 floréal.) Espagne.

Ouverture de la campagne aux Pyrénées-Occidentales, et combat de Marquirnechu [1]. — On a vu dans le récit de la dernière campagne, comment les Français, après s'être glorieusement emparés de la vallée de Roncevaux, et avoir vengé sur les lieux mêmes l'antique défaite des preux de Charlemagne, avaient cru devoir évacuer cette conquête, qu'ils regardaient comme trop hasardée, pour entrer dans leurs quartiers d'hiver. Par l'effet de ce mouvement rétrograde, le général Moncey, commandant en chef l'armée des Pyrénées-Occidentales, s'était trouvé à même de concentrer ses forces autour de Toloza, et avait distribué ses quartiers dans les villages d'Aspeitia, Ascoitia et autres sur la petite rivière d'Urola. De leur côté les Espagnols, chargés de défendre la Biscaye, occupaient une longue ligne de retranchemens établis sur les bords de la Deba, rivière qui coule parallèlement à l'Urola, et qui en est à peu de distance.

L'armée française eut à peine pris ses cantonnemens, qu'une maladie épidémique exerça sur elle les plus affreux ravages. Cette épidémie paraît avoir été causée par l'encombrement des hôpitaux. Des bords de la Deba à ceux du Gers, ce fléau destructeur moissonna en peu temps une multitude d'hommes : tous les chemins étaient couverts de charettes découvertes qui, au milieu des neiges, traînaient les malheureuses victimes de cette espèce de typhus : les évacuations se faisaient souvent ainsi, sur une ligne de plus de cent lieues. En un seul jour vingt hôpitaux se trouvaient remplis ; les chirurgiens, les employés, les servans, y succombaient en foule avec les malades.

On peut porter au moins à trente mille le nombre des victimes enlevées, par cette épidémie, à l'armée française et

[1] Journaux du temps, — Dictionnaire des siéges et batailles, — Jomini, — de Marcillac, — Mémoires de B***, — Mémoires manuscrits, etc.

aux pays voisins pendant un espace de trois mois. Des bourgs et des villages furent presque entièrement dépeuplés. Ce fléau durait encore, lorsque la disette vint ajouter à ses horreurs. Dans les villes voisines de l'armée, des pommes de terre étaient la seule nourriture de l'habitant. Dans l'armée, on fut forcé de suspendre la fourniture de pain et de la remplacer par le riz, aliment donné en quantité insuffisante à des hommes qui venaient d'éprouver tant de fatigues. Les soldats français souffrirent ces privations avec la plus rare résignation, et l'on doit citer comme un noble exemple de leur patience, de leur dévouement et de l'excellente discipline qui régnait parmi eux, cette conduite de la garnison de Saint-Sébastien, qui, tourmentée par la faim, sans moyens de l'apaiser, n'attenta jamais à la propriété du vaincu pour qui des pains blancs et de la plus grande beauté étaient établis chaque jour sur les places et dans toutes les boutiques [1].

L'extrême affaiblissement où ces deux fléaux réunis de la famine et de l'épidémie avaient jeté l'armée, faisait, avec raison, appréhender que l'ennemi ne cherchât à en profiter. Du côté d'Aspeitia surtout, où l'élite des soldats était en proie aux maladies, et où les positions étaient très-exposées et la retraite très-difficile, on s'attendait tous les jours à une attaque dont les résultats eussent été funestes. Mais les Espagnols se défièrent trop de leurs forces et n'osèrent rien entreprendre.

Cependant, tandis que le nombre des soldats français diminuait d'une manière effrayante, les Espagnols, pleins de

[1] Cette retenue extraordinaire et si rare dans des hommes de guerre est attestée par M. B***, dans ses Mémoires, et il prend à témoins tous les hommes présens à l'armée. Il ajoute d'ailleurs, en note, qu'on avait alors de grands ménagemens pour les habitans du pays conquis, et que les généraux étaient de la dernière sevérité sur cet article.

1795—an II. Espagne. vie et de santé dans leurs quartiers; recevaient encore des renforts. Leur gouvernement, instruit des projets des républicains sur la Biscaye, et sentant la nécessité de couvrir la Castille, s'était fait un devoir d'augmenter l'actif de son armée de Navarre. En même temps, il ôtait au comte de Colomera le commandement en chef de cette armée, pour le remettre entre les mains du prince de Castel-Franco, qui avait dirigé jusque là l'armée d'Arragon, et paraissait plus propre que le premier à conduire les Espagnols à la victoire.

Le printemps succéda enfin au rude et long hiver qu'on venait d'éprouver, et son influence bienfaisante arrêta les progrès de l'épidémie. Avec la renaissance des beaux jours, l'humeur entreprenante des Français parut se réveiller. Les corps d'armée peu nombreux mais fondus entre eux pour les compléter, reprirent de la vigueur et de l'audace, et bientôt ils manœuvrèrent dans l'intention de forcer les passages de la Deba, défendus par des retranchemens et de fortes batteries.

Le 21 mars, Moncey forma le dessein d'enlever le corps franc espagnol d'Ubeda, posté auprès d'Ascarate. Une colonne sous les ordres du général de brigade Merle, partit de Toloza le 21 au soir, se dirigeant sur Villa-Franca, et de là sur Ascarate; tandis que le général Roucher, avec une seconde colonne, se portait sur la même position par Gatzelu et Lizarza. Merle enleva d'abord quelques avant-postes; mais sa colonne, s'étant engagée trop avant sans être soutenue par celle de Roucher, fut culbutée et poursuivie par les Espagnols. Roucher ne fut point inquiété dans sa retraite. Le chef du premier bataillon de la cinquième demi-brigade d'infanterie légère, Durand, deux capitaines, six sous-officiers et plusieurs volontaires furent faits prisonniers dans cette action, que trop de précipitation fit échouer.

A cette époque, les Français établirent deux camps retranchés, l'un de trois bataillons, à Yziar, non loin de l'embou-

chure de la Deba, et en face de Sasiola, village qui a un pont sur cette rivière; et l'autre de deux bataillons, à Aldava, pour protéger la communication de Toloza avec Aspeitia.

Quelque temps après, le 11 avril, les Français essayèrent de nouveau de se mesurer avec les Espagnols. Trois colonnes attaquèrent en même temps les postes de Sasiola, d'Elgoybar, et de Pagochoeta, qui composaient la division de gauche de l'ennemi, commandée par le général Crespo. L'attaque sur Pagochoeta n'avait pour but que de contenir les troupes qui occupaient Bergara.

La colonne qui marcha sur Elgoybar, s'empara d'abord des hauteurs qui dominent Ascarate, et par suite, du village et du port de ce nom. Elgoybar allait être enlevé, lorsque le commandant de ce poste, ayant reçu des renforts, sortit lui-même à la rencontre des Français, les chargea vigoureusement, et, après un feu de sept heures, parvint non-seulement à les repousser, mais aussi à leur reprendre les postes dont ils s'étaient emparés en marchant à lui. L'attaque sur Sasiola eut encore un plus mauvais succès. Les Français éprouvèrent une résistance si opiniâtre dès le premier choc, qu'ils furent obligés de se retirer avec perte, laissant deux généraux de brigade au pouvoir de l'ennemi.

La fausse attaque sur Pagochoeta réussit d'abord en partie. Les troupes qui en étaient chargées s'emparèrent, à la baïonnette, des hauteurs d'Oloetagana, et d'une de celles qui entourent Pagochoeta. Mais dans ce moment quatre cents paysans insurgés arrivèrent sous la conduite du curé de Lezanca. Ce renfort, qui s'avançait en récitant à haute voix les litanies de la Sainte-Vierge, exalta l'imagination des Espagnols, et ranima tout-à-coup leur courage prêt à céder. Ralliés sous l'étendard de la mère de Dieu, ils retournèrent au combat, opposèrent aux Français une défense égale à la vigueur de l'attaque, et finirent par les forcer à la retraite.

1795–an III. Espagne. Ces deux premiers essais des Français contre les Espagnols n'étaient point encourageans. Cependant, le 9 mai, le général Marbot exécuta avec succès une entreprise contre un camp que l'ennemi avait établi sur la montagne de Marquirnechu, entre Elosna et Elgoybar. Tandis que le général Raoul, avec les troupes du camp d'Yziar, inquiétait l'ennemi sur les bords de la Deba, deux colonnes sorties d'Aspeitia, attaquèrent le camp à cinq heures du matin. Une brume épaisse, qui dérangea la combinaison des mouvemens, sauva une partie des ennemis, dont cependant un bon nombre fut tué ou fait prisonnier. Les tentes et les autres effets de campement tombèrent au pouvoir des Français. Le général Schild, qui commandait une des deux colonnes, et qui s'était égaré dans sa marche, à cause du brouillard, tomba dans le poste espagnol d'Elgoybar, croyant arriver à Ascoitia : il fit des prodiges de valeur pour se dégager, et rentra dans ses quartiers sans avoir éprouvé une grande perte.

Le soir de ce même jour, le général espagnol commanda deux bataillons d'infanterie et cent cinquante volontaires biscayens pour reprendre le poste de Marquirnechu, à la faveur du même brouillard qui, le matin, avait failli devenir fatal aux Français. Les Espagnols parvinrent à plus de moitié de la montagne sans être aperçus; mais ayant enfin été découverts, ils reçurent à bout portant une décharge de mousqueterie si bien nourrie, qu'ils furent obligés de redescendre la montagne en toute hâte, et d'échapper, par une prompte retraite, aux suites de cette attaque imprudente.

Presque immédiatement après cette dernière action militaire, des bruits de paix se répandirent tout-à-coup dans l'armée. La présence du marquis d'Iranda, arrivé à Saint-Sébastien, sous le prétexte d'affaires particulières, semblait autoriser toutes les conjectures à cet égard, d'autant plus que, dans le même temps, le général Servan, envoyé à Bayonne

avec le titre pompeux d'inspecteur-général de l'armée, charge qu'il n'exerçait point, s'abouchait fréquemment avec le marquis espagnol. Cependant le général Moncey, dans un ordre général à l'armée, crut devoir avertir de ne pas ajouter foi à cette conciliation prochaine, et une escadre espagnole, qui parut sur les côtes du Guipuscoa, ayant enlevé plusieurs navires caboteurs français, les bruits de paix s'évanouirent [1]. 1795-an III. Espagne.

Ouverture de la campagne aux armées des Alpes et d'Italie; combat du col de Monte [2]. — Nos lecteurs ont déjà pu remarquer que le gouvernement conventionnel, par suite des troubles civils survenus dans l'Est et le Midi de la France, n'attachait qu'une importance secondaire aux progrès des armées françaises vers ces parties de la frontière de la république, et se bornait à maintenir ses armées sur le territoire que le premier élan des troupes et la propagation des principes révolutionnaires avaient conquis. Si de plus grands efforts avaient été dirigés aux Pyrénées, il faut les attribuer à la crainte qu'avaient inspirée les succès momentanés des Espagnols, et à la nécessité de garantir le sol français d'une invasion d'autant plus dangereuse, qu'elle pouvait réveiller l'énergie des partisans de la royauté, dans des provinces où ces derniers étaient nombreux, et n'attendaient peut-être qu'une occasion favorable pour se montrer et donner la main aux émigrés qui servaient dans les armées d'Espagne. 12 mai. (23 floréal.) Piémont.

Toutefois, ainsi qu'on a pu le voir dans le précédent paragraphe, les mesures prises par le gouvernement français

[1] Toutefois ces négociations pour la paix étaient réelles. Elles précédèrent celles plus sérieuses qui eurent lieu à Bâle, et se terminèrent, ainsi que nous le verrons, par amener la paix entre la république française et la monarchie espagnole.

[2] Journaux du temps, — Guerres d'Italie, par Servan et Jubé, — Guerres d'Italie, par Desjardins, — Siéges et batailles, — Jomini, — Lacretelle, — Mémoires manuscrits du maréchal Kellermann, — Mém. communiqués, etc.

1795-an III. Piémont. ne furent pas en proportion avec l'activité que mettait le gouvernement espagnol à recruter ses armées et réparer leurs revers. Sans le zèle infatigable des généraux, et sans l'intrépidité des soldats, qui souvent suppléa à leur petit nombre, il eût été bien difficile au comité de salut public d'amener le roi d'Espagne à entrer en négociation avec la république, et de conclure avec ce monarque une paix aussi honorable qu'avantageuse.

Dans les Alpes, les opérations de la dernière campagne avaient été bornées, depuis les frontières de la Savoie jusqu'à la rivière de Gênes, à garder ou à enlever des gorges et des postes : ce genre de guerre, qui forme de bons soldats, n'exige pas l'emploi de forces considérables; aussi le gouvernement conventionnel se contentait-il d'entretenir ses armées des Alpes et d'Italie dans l'état strictement nécessaire pour garantir ce côté des frontières de l'irruption des troupes austro-sardes: Ce système défensif fut encore adopté pour la campagne de 1795. Mais si les armées des Alpes et d'Italie, réunies alors sous le commandement d'un seul général en chef, n'inspirent point encore cet étonnement dont on est saisi en lisant les exploits des armées qui combattaient au Nord avec tant de bonheur et de gloire, on ne pourra leur refuser les justes éloges auxquels elles ont droit, pour leur patience admirable, leur valeur froide qui se maintint sans l'enthousiasme des brillans succès, au milieu des privations de tout genre, et dans l'abandon, pour ainsi dire, où on les laisse. Elles seront une école austère où continueront de se former, presque en silence, ces généraux que nous verrons briller plus tard avec tout l'éclat d'un météore inattendu; et ces soldats qui franchiront bientôt les Alpes avec la rapidité miraculeuse et le courage exercé des vieilles bandes d'Annibal.

Le comité de salut public n'était cependant pas sans quel-

que inquiétude sur la situation de ses armées en Savoie et dans le comté de Nice. L'Autriche et la cour de Turin travaillaient activement, de concert avec les Anglais, à seconder les tentatives des mécontens dans l'intérieur. Les alliés espéraient que le défaut de renforts et le manque de fonds, qui compromettait tous les services, les mettraient incessamment dans le cas de pénétrer, par plusieurs points à la fois, dans les départemens qui bordent les Alpes. Ils espéraient alors être accueillis par tous ceux qui avaient, en 1793, pris part aux mouvemens insurrectionnels de Lyon et de la Provence, et qui déjà s'organisaient en bandes réactionnaires, sous la dénomination de compagnies de *Jésus* et du *Soleil*. Déjà l'empereur d'Allemagne avait dirigé contre les deux armées affaiblies, des forces presque doubles, choisies dans les meilleures troupes des états héréditaires, auxquelles allaient bientôt se joindre les nombreuses levées que faisaient dans leurs provinces les rois de Sardaigne et de Naples; tandis que les Anglais entretenaient dans la Méditerranée une escadre considérable, pour contrarier les opérations de l'armée française dans la rivière de Gênes, et intercepter les convois qui pouvaient lui être expédiés par mer.

Dans l'impossibilité où le gouvernement conventionnel se trouvait de pouvoir augmenter la force numérique des armées des Alpes et d'Italie, il crut devoir leur donner au moins plus de consistance, en réunissant les deux armées sous le commandement du général Kellermann, qui avait déjà donné à la république des gages de sa valeur, de son expérience et de son dévouement, et qui parut propre, dans ces circonstances difficiles, à contrebalancer la réputation dont jouissait le général autrichien Dewins.

Kellermann se trouva investi de ce commandement important, dans un moment où il fallait, avec des moyens presque nuls, tromper l'attente des coalisés au dehors; déjouer les

1795-an III. Piémont. projets et les tentatives des ennemis de la républiques au dedans; faire avorter un plan dont la réussite eût peut-être entraîné la destruction de l'armée française, la marche du roi de Sardaigne sur Lyon, l'envahissement du comté de Nice, et, par suite, de la Provence, par l'armée austro-sarde.

Entourés de dangers aussi imminens, dans une position aussi critique, Kellermann, les généraux et les troupes sous ses ordres, développèrent, dans une défensive difficile, autant de fermeté, de patience et de courage, que les autres guerriers de la république en avaient montré ailleurs, dans une offensive dont les succès avaient été si brillans.

Au moment où le nouveau général en chef se rendit à son poste, dans le courant d'avril, le général Moulins [1], qui commandait l'armée des Alpes, n'avait sous ses ordres que quinze mille hommes tout au plus, avec lesquels il devait garder une ligne qui s'étendait depuis le Mont-Saint-Bernard jusqu'au camp de Tournoux, dans un espace de plus de trente lieues. Il avait devant lui un corps d'environ trente mille Piémontais.

La faiblesse de cette armée, l'impossibilité où elle se trouvait d'entreprendre quelque opération qui pût amener une diversion utile pour l'armée d'Italie, enfin, le danger que l'on aurait couru, si, en la faisant agir offensivement sur un point, elle eût éprouvé un échec qui pouvait livrer un passage à l'ennemi, toutes ces considérations décidèrent le général Kellermann à se renfermer, pour cette partie, dans la défensive la plus absolue, jusqu'au moment où des circonstances plus opportunes lui permettraient de reprendre l'offensive.

[1] C'est le même qui depuis fut membre du directoire exécutif, vers l'époque du 18 brumaire an VIII. Il est frère du général Moulins dont nous avons rapporté la mort dans la Vendée (*Voyez* tome II, page 212). Ce général est aujourd'hui en retraite.

Après avoir donné des ordres en conséquence au général Moulins, qui fut continué dans son commandement, Kellermann se rendit à Nice avec les représentans du peuple Réal et Dumas, et le général Berthier, chef de l'état-major des deux armées; mais en passant à Toulon, il se concerta avec le vice-amiral Martin pour les opérations respectives de terre et de mer pendant la campagne. 1795-an III. Piémont.

En arrivant, le général trouva toutes les administrations dans un état de délabrement fait pour donner les plus grandes inquiétudes, d'autant plus que la campagne allait s'ouvrir, et que l'ennemi, deux fois plus nombreux, très-bien pourvu et prêt à attaquer, menaçait surtout la division de droite, sur laquelle il dirigeait ses principales forces. Il n'y avait donc pas un instant à perdre; et tandis que le représentant Beffroy se rendait à Gênes, à travers bien des périls, pour tâcher d'y rassembler des fonds, dont on avait le plus pressant besoin, Kellermann alla visiter la tête de l'armée, et se concerter avec les généraux qui la commandaient, sur les moyens les plus propres à la faire sortir de cet état précaire et d'inertie.

Voici les positions hasardées qu'elle occupait, et dont Kellermann s'empressa de rendre compte au comité de salut public, pour l'engager à la renforcer. La division de droite, commandée par les généraux Masséna et Serrurier, était forte de dix-neuf mille hommes; elle s'appuyait, par sa droite, à Vado, et occupait les hauteurs en avant, en s'étendant par celles de San-Giacomo, Corbua, San-Pantaleone, Melogno, Bardinetto, San-Bernardo et le plateau de la Planète, sur lequel Kellermann ordonna la construction d'une redoute; elle descendait ensuite sur Garesio, en dedans de la ligne; sur le Tanaro, vers Intrapa, en avant d'Ormea, et remontait sur les cols de Linferno et de Terme, Viosena et Carlino.

La division du centre, aux ordres du général Macquart, était forte d'environ sept mille hommes; sa droite s'appuyait

1795-an III Piémont. au Mont-Saint-Bernard, et tenait les cols de Tanarello et de Toxe; son centre occupait le col de Tende, et sa gauche celui de Sabion.

La division de gauche, forte de quatre mille hommes, couvrait les cols de Rauss et de Finestra, passant par San-Martin de Lantiesca, près des sources de la Vesubia; San-Dalmatio, Tibiano, San-Salvador, Isola, sur la rivière de Tinea, et San-Stephano, extrémité de la gauche de toute l'armée. Cette division était commandée par le général Garnier.

L'armée des Alpes était ainsi disposée au moment de l'ouverture de la campagne. La division de droite, commandée par le général Vaubois, était placée au camp de Tournoux, et occupait par sa droite la vallée de Fours, s'étendant jusqu'à San-Dalmatio, où elle se liait avec l'armée d'Italie, et assurait la communication des deux armées. La vallée de l'Arche était occupée par les principales forces du camp de Tournoux, qui lui-même se trouvait dans un état de défense très-respectable. Il était garni de vingt pièces de canon, et protégé par les hauteurs qui l'entouraient, et que le génerel Moulins avait fait occuper, ainsi que le bois de Sylve, déjà fortifié, en 1793, par le général Kellermann, après avoir reconnu, avec le général du génie Lapeyrouse, que de l'occupation de cette position dépendait en grande partie la sûreté du camp de Tournoux. Cette division de droite de l'armée des Alpes s'étendait, par son extrême gauche, jusqu'à Queyras inclusivement.

La division du centre, qui se liait à celle de droite par les cols de Roux et de Servière, occupait le Mont-Genèvre, et s'étendait, par sa gauche, sur les cols de Roue et de Fréjus, vers le Mont-Cénis, où commençait la division de gauche, qui tenait le Mont-Cénis, la vallée de Tignes, le Saint-Bernard et l'Allée Blanche, où se terminait l'extrémité de gauche des deux armées.

Ainsi, d'après ces détails, l'armée d'Italie, en forces disponibles, y compris ce qu'il y avait sur la rivière de Gènes pour la sûreté des magasins, et dans les points intermédiaires, contre les barbets, pour assurer les communications, pouvait compter à peu près trente-un mille hommes, et celle des Alpes quinze mille, ainsi que nous l'avons déjà dit; tandis que l'armée réunie de l'empereur et des rois de Naples et de Sardaigne se montait à cent cinquante-un mille hommes, dont quarante-cinq mille Autrichiens, six mille Napolitains et cent mille Piémontais, y compris les barbets et les bataillons de milice, dont la plupart tenaient garnison. Le feld-maréchal Dewins commandait en chef cette masse énorme de forces ennemies.

La plus grande partie de l'armée autrichienne, jointe aux Napolitains, occupait, en face de la droite des Français, un camp établi en avant de Cairo, où se trouvait le quartier-général du feld-maréchal Dewins. Les Piémontais, aux ordres du général Colli, campés en avant de Ceva, s'étendaient jusqu'aux environs de Coni, où se trouvait placée toute leur cavalerie. La vallée de la Stura était occupée par un corps de huit mille hommes; le duc d'Aoste en commandait un autre de quinze mille dans les vallées de Suze et de Houlx; le duc de Montferra, un autre de neuf mille dans la vallée d'Aoste. L'ennemi avait placé une forte réserve au bourg de San-Dalmatio, près de Coni, et un corps de huit mille hommes sur les hauteurs, vis-à-vis le col de Tende.

Des partisans, terribles par la guerre cruelle qu'ils faisaient aux Français, les barbets, étaient disséminés au milieu des postes occupés par les deux armées d'Italie et des Alpes, principalement dans les divisions du centre et de gauche de l'armée d'Italie : c'étaient, pour la plupart, des habitans des campagnes occupées par ces deux divisions, et que l'on avait conquises sur le roi de Sardaigne. Ces hommes, répandus au

1795–an III. Piémont. milieu des troupes françaises, et que l'histoire de tous les temps représente comme des assassins et des voleurs de profession, faisaient, en détail, à l'armée plus de mal que les troupes régulières. Les militaires et les employés qui voyageaient isolément, les détachemens trop faibles, les convois qui n'étaient pas suffisamment escortés, leur échappaient rarement. Pour se garantir de cet ennemi, pour ainsi dire domestique, il fallait réserver sur les derrières une force beaucoup trop considérable, destinée à servir d'escorte, et qui eût été bien plus nécessaire aux avant-postes.

Cependant, tandis que le général en chef Kellermann était occupé à organiser les différens services de l'armée d'Italie, la campagne avait été ouverte, et le général Moulins, d'après les ordres que le premier lui avait transmis, avait tenté, le 17 avril, avec dix-huit compagnies, divisées en trois colonnes, l'attaque du col *de Monte* ou *de Grisanche*. Ce poste, dans le cas de l'offensive, ouvrait un débouché important dans la vallée d'Aoste, par la vallée de Grisanche; et dans la défensive, son occupation, qui couvrait le bourg de Saint-Maurice et protégeait la communication avec le Mont-Cénis, était indispensable à la sûreté de ce point; mais la neige, qui tomba alors avec abondance, opposa aux troupes des difficultés qui rendirent infructueuse cette première tentative. Les dix-huit compagnies employées à cette attaque furent forcées, par l'ennemi, à une retraite, qu'elles opérèrent sans être poursuivies, et dans le meilleur ordre possible.

La saison ayant rendu les communications plus favorables, le général Moulins reprit son projet d'attaque, et ordonna au géneral de brigade Voillot, commandant de la Tarentaise, de faire ses dispositions en conséquence. L'adjudant-général Almeyras fut particulièrement chargé de l'expédition. Le 12 mai, deux mille deux cents hommes partirent de leurs can-

tonnemens de Moulin, Miroir, les Masures et Sainte-Foy, et furent divisés en trois colonnes : la colonne de gauche, forte de huits cents hommes, devait suivre la route du col de la Salière, descendre à la Chapelle, y laisser un détachement de deux cents hommes en observation, afin d'empêcher l'ennemi d'avancer au village de Fournel; le corps principal devait pénétrer par le col, et seconder les autres attaques; mais il fut arrêté dans sa marche par une tourmente affreuse, et obligé de rétrograder. Le chef de bataillon commandant la colonne, un capitaine et plusieurs soldats, périrent dans les neiges. 1794--an III. Piémont.

La colonne de droite, forte de quatre cents hommes, devait tourner les sommités, auxquelles s'appuyait la gauche des retranchemens du col de Monte, et tâcher de pénétrer, à travers des glaciers, sur un baracon de l'ennemi. Cette colonne ne put pénétrer sur le flanc des retranchemens; mais elle traversa les crêtes des montagnes, et arriva à sa destination dans le moment où la colonne du centre emportait les dernières redoutes.

Cette colonne, forte de mille hommes, devait faire les principaux efforts; elle fut favorisée, dans sa marche, par un vent impétueux du nord-ouest, portant dans les yeux des ennemis la neige, qui, tombant à gros flocons, les aveuglait et les tenait dans une entière sécurité. Après avoir traversé dans le plus grand silence les premiers retranchemens, qui n'étaient pas occupés, les Français arrivent à demi-portée de pistolet d'une redoute, sans répondre au feu de l'ennemi. En moins d'une demi-heure, tous les retranchemens sont enlevés à la baïonnette; deux cents dix Piémontais, parmi lesquels plusieurs officiers, et le commandant du poste, le comte Viallard, sont faits prisonniers : les Français s'emparent des magasins et de toute l'artillerie. Le reste des troupes enne-

1795–an III. Piémont. mies s'échappa, ainsi que celles qui étaient cantonnées au Baracon de la Croix, où elles mirent le feu en se retirant.

Les Français, pendant cette attaque, avaient montré une patience et une constance incroyables. Ils marchèrent pendant dix heures au milieu des neiges, et luttant contre une tourmente épouvantable. Le froid était tellement excessif, que l'eau-de-vie et le vin qui leur avaient été distribués, étaient gelés dans leurs bidons. Le général Kellermann, dans son rapport sur cette affaire, cite avec éloge l'adjudant-général Almeyras [1], chargé de l'expédition, pour la manière habile et courageuse dont il s'en était acquitté.

Plusieurs des Français employés à cette attaque, s'y distinguèrent particulièrement par des actes de valeur et d'humanité. Le capitaine Brune, voyant un officier ennemi qui avait eu l'épaule cassée, en danger de se noyer, se jette à la rivière, le charge sur ses épaules, et le porte dans une maison voisine. Presque en même temps, l'adjoint aux adjudans-généraux, Siaud, entend les cris d'un volontaire français blessé, qui se trouvait près de tomber entre les mains des Piémontais; le généreux guerrier se jette aussi à la nage, traverse la rivière, emporte le soldat blessé, et revient, sous le feu le plus violent, déposer son intéressant fardeau sur l'autre rive. De pareils traits sont communs et fréquens dans nos annales militaires : nous l'avons déjà dit, et nous ne craignons pas de le répéter, c'est surtout chez les Français que l'humanité est la compagne inséparable du véritable courage.

Comme la possession du col *de Monte* pouvait faciliter aux Français les moyens d'attaquer les retranchemens du prince Thomas, et leur ouvrir l'accès de la vallée d'Aoste, l'ennemi, pour faire une diversion et engager les Français à

[1] Aujourd'hui lieutenant-général.

abandonner leur conquête, tenta, dans la nuit suivante, une attaque sur le Mont-Saint-Bernard. Cinq bataillons commandés par le colonel piémontais Vercelli, furent employes à cette expédition; mais, repoussé au premier choc par les Français qui se tenaient sur leurs gardes, Vercelli fut obligé d'opérer sa retraite après avoir éprouvé une perte considérable en hommes tués ou faits prisonniers. 1795–an III. Piémont.

La prise du col *de Monte* fut d'autant plus importante pour l'armée des Alpes, dont les forces étaient si peu nombreuses, qu'elle procura l'avantage incalculable de tenir en échec, pendant la campagne, avec trois cent cinquante hommes, trois mille Piémontais, que l'ennemi fut obligé d'opposer aux Français pour les empêcher de se trouver, par une simple marche, au centre de la vallée d'Aoste et derrière les retranchemens du prince Thomas. Pendant tout le reste de la campagne, l'ennemi témoigna l'intention de reprendre ce poste. Plusieurs fois il renouvela ses tentatives; mais la valeur des Français chargés de garder ce point important, les rendit chaque fois infructueuses.

Opérations des armées du Rhin et de la Moselle sur le Rhin; blocus de Mayence, etc [1]. — Depuis long-temps nous n'avons pas eu occasion de nous reporter sur les bords du Rhin, ce théâtre fameux de notre gloire militaire, et que tant d'exploits avaient encore illustré pendant le cours des campagnes de 1793 et 1794. Cependant l'ordre chronologique, adopté pour cet ouvrage, et qui nous a forcés de nous occuper exclusivement du soin de décrire les opérations des armées des Alpes et des Pyrénées, nous met à même de faire reparaître, aux yeux de nos lecteurs, ces deux grandes armées du Nord et de Sambre-et-Meuse, sur lesquelles la France se reposait 22 mai. (3 prairial.) Allemagne.

[1] Journaux du temps, — Jomini, — Précis historique des armées du Rhin et Moselle, de Dedon, — Lacretelle, — Mémoires et Notes manuscrits, etc.

1795-an III. Allemagne. dans les deux campagnes précédentes, et qui firent de si généreux efforts pour répondre à la confiance de la patrie. Mais, par le concours de mille causes différentes, bien difficiles à démêler aujourd'hui, ces deux armées qui avaient dissous la coalition, conquis la Hollande et la Belgique, reculé les frontières de la république jusqu'au Rhin, obligé les Anglais de se rembarquer, pour porter sur d'autres points leurs troupes et leurs intrigues, et forcé la Prusse de faire un traité de paix avec le même gouvernement qu'elle avait juré de renverser; ces deux belliqueuses armées, qui semblaient fixer l'attention de l'Europe entière, se sont arrêtées dans leur marche triomphale, et la campagne de 1795 se terminera sans qu'elles aient gagné un seul pouce de terrain sur l'Autriche, seul ennemi qu'elles auront désormais à combattre.

A l'inaction complète dans laquelle ces deux armées passèrent les cinq mois entiers qui suivirent la conquête de la Hollande, on aurait pu croire qu'elles avaient été dissoutes, ou qu'un grand désastre les avait anéanties. Cependant Jourdan et Pichegru étaient encore à leur tête, et les mêmes généraux commandaient, sous les ordres de ces deux chefs, ces mêmes légions si long-temps victorieuses. La même ardeur les animait, et les mêmes prodiges opérés par elle pouvaient encore être renouvelés; mais les circonstances où elles s'étaient trouvées n'étaient plus semblables. La révolution du 9 thermidor (27 juillet) avait apporté des changemens immenses dans la position morale et politique des Français du dedans et du dehors. Au gouvernement terrible, mais entreprenant et hardi du comité de salut public, institué avant cette grande époque, avait succédé insensiblement une autorité plus douce, plus libérale, mais par cela même moins susceptible d'enfanter de grandes choses.

Du moment où ils cessèrent d'être comprimés par la terreur, les partis se réveillèrent et ne songèrent plus qu'à travailler

pour leurs avantages personnels. Libres enfin de penser et d'agir, la plupart des Français oublièrent que le fatal instrument de supplice qui les avait décimés, pouvait reprendre sa permanence; ou plutôt, exaltés par cette crainte même, tous ensemble, et comme de concert, parurent se réunir contre un gouvernement qu'ils avaient si long-temps laissé subsister. On vit donc tout-à-coup se ranimer cette foule nombreuse de factions que la révolution avait fait naître, et qu'un despotisme, effrayant dans ses vengeances, avait bien pu étouffer, mais non détruire. Les résultats de ce changement opéré dans les esprits, et autorisé par la marche nouvelle du gouvernement, furent immenses; et si jamais la république naissante courut risque d'être renversée, c'est à ce moment où l'espérance parut sourire à tous les désirs, et où chacun des Français put se flatter de voir enfin triompher la cause qu'il n'avait jusqu'alors servie que dans le secret de son cœur. 1795-an III. Allemagne.

Cependant le mouvement imprimé par le gouvernement détruit, se conserva assez bien pendant les derniers mois de 1794 et les premiers de 1795; mais quand la Convention elle-même eut montré combien cette assemblée avait perdu de son énergie, en laissant les factions se déchirer dans son propre sein, alors le signal fut donné, et, d'un bout de la France à l'autre, le mépris pour son autorité circula dans tous les cœurs, et bientôt des forces, différentes dans leur but, semblables dans leurs vœux, se trouvèrent de toutes parts organisées, et travaillèrent comme de concert à renverser la république.

Parmi ces partis nombreux qui, réunis contre le gouvernement subsistant, semblaient cependant se menacer entre eux avec les torches de la guerre civiles, on remarquait alors les royalistes, les constitutionels de 91, les fédéralistes ou les restes de ces malheureux girondins, victimes de la révolution du 31 mai, et les montagnards, ou jacobins, impurs débris de l'odieuse faction de Robespierre. Dissé-

1795-an III. Allemagne. minés sur tous les points des départemens, ces hommes méditaient des soulèvemens universels, et, dans leur aveugle fureur, brûlaient du désir d'en venir aux mains, et de vider dans le sang des uns des autres leurs anciennes querelles. Les seuls membres du gouvernement semblaient encore être attachés à la cause de la république; mais privés de la puissance de l'opinion, comment auraient-ils montré de la force et de l'énergie dans ce moment d'effervescence générale?

De tous les partis qui tenaient alors divisée l'universalité des Français, celui qui avait une consistance plus réelle et propre à lui faire obtenir des succès, était certainement le parti de la royauté. A aucune époque de la révolution, on n'avait vu un si grand nombre de Français témoigner si ouvertement leur désir de revoir la famille des Bourbons réoccuper le trône de l'antique monarchie. Les provinces mêmes qui s'étaient signalées par un zèle outré pour les maximes révolutionnaires, dégoûtées maintenant de la liberté par les horreurs qu'elles avaient vu commettre en son nom, soupiraient après un changement, et renfermaient de nombreux partisans de la famille royale. Aussi, de toutes parts, les royalistes s'agitaient et se flattaient d'une prochaine réussite. Nous verrons plus tard la Vendée renaître de ses cendres, et Charette, ainsi que les autres chefs, reprendre les couleurs blanches au mépris des deux traités de la Jaunais et de Saint-Florent.

Seul entre tous les hommes qui jouaient un rôle politique ou militaire à cette époque, le général Hoche montrera quelque énergie, et son activité, bien plus que les mesures ordonnées par le comité de salut public, réussira à détruire les forces considérables amoncelées à Quiberon. Malgré tout le désastre de cette funeste catastrophe, le parti des royalistes aurait pu encore se relever, si la même faute commise en 1793 ne se fût renouvelée en cette occasion.

Afin de réunir les élémens épars de la royauté, et de les faire concourir unanimement au même but, il eût fallu voir paraître dans les provinces insurgées un homme devant lequel toutes les autorités partielles fussent venues se briser et obéir. Quel effet n'eût point produit sur les esprits l'aspect d'un prince de la maison de Bourbon, d'un fils de Henri IV venant, à l'exemple de son aïeul, conquérir, à la tête des Français, la couronne de ses pères! Mais, soit par le défaut d'intervention de la part de l'Angleterre, ou par des causes qu'il ne nous est pas permis de rechercher aujourd'hui, S. A. R. le comte d'Artois, venu avec une flotte anglaise, jusqu'à l'île Dieu, à la vue des côtes de la Vendée, n'opéra point son débarquement, et, si l'on doit en croire Charette lui-même, l'espoir des royalistes de ces contrées s'évanouit dès ce moment.

Cependant l'arrivée du comte d'Artois en France, ou de tout autre prince de sa famille, eût été d'autant plus favorable à la cause de la royauté, qu'instruites des grands préparatifs faits par l'Angleterre pour cette expédition, les autres provinces de France étaient dans l'attente de l'insurrection: la nouvelle du débarquement du prince en eût été le signal. Les royalistes du Midi devaient se joindre à ceux de l'Ouest par le point central de Bordeaux. Apprenant le retour du prince en Angleterre, les chefs de cette confédération secrète n'osèrent seconder le soulèvement général. Il eut lieu cependant; mais, excité ou favorisé par des hommes obscurs ou sans talent, il se fit sans ensemble, et, malgré l'extrême faiblesse du gouvernement, et les mesures impuissantes qui furent prises pour l'arrêter, il ne put obtenir aucun résultat satisfaisant. Bientôt même, irrités de la nullité de leurs efforts, les royalistes oublièrent que la justice et la modération sont les plus fermes appuis d'un parti quelconque, et donnèrent à la France un nouvel exemple que l'impuissance

1795-an III. Allemagne. des hommes les rend presque toujours cruels et féroces. Trop souvent nous avons été forcés de faire cette remarque en parlant de la guerre civile de l'Ouest. Les Vendéens ne devinrent sanguinaires et ne se livrèrent aux excès de la vengeance que lorsque la victoire eut abandonné leurs drapeaux. Les royalistes du Midi, qui n'avaient pu suivre l'exemple des Vendéens dans leurs triomphes, imitèrent la conduite qu'ils avaient tenue dans leurs revers, et déshonorèrent par leurs excès la cause sacrée qu'ils prétendaient défendre. Organisés en bandes éparses, connues sous le nom de *Compagnies de Jésus* ou du *Soleil*, et presque invisibles, parce qu'ils n'agissaient que dans l'ombre, ils firent succéder, dans les départemens méridionaux de la France, la terreur de leur nom à celle qui avait si long-temps agité ces contrées malheureuses au nom des suppôts de Robespierre. Le poignard était leur arme, les assassinats leurs exploits, le mystère leur force et leur refuge. Mêlés au milieu des citoyens paisibles, circulant librement dans les villes et les campagnes, sûrs de trouver des protecteurs et des appuis dans tous les lieux où les portait leur rage, ils commettaient impunément leurs brigandages, et se reconnaissaient entre eux à certains signes convenus qui avaient du rapport avec ceux qui sont en usage parmi les francs-maçons. Nul individu désigné à leur vengeance ne pouvait échapper : vainement il aurait essayé de se dérober à leurs coups ; souvent, surpris dans le sein même de leur famille, les hommes désignés à la mort tombaient percés du fer meurtrier avant d'avoir aperçu l'assassin. Ces indignes fauteurs d'un parti qui devait chercher à réunir tous les Français, regardaient tous ceux qui n'étaient point de leur opinion comme des terroristes ; et, parce que les terroristes avaient couvert de sang la France, ils voulaient à leur tour répandre des flots de sang pour prouver la haine qu'ils portaient à ces anciens soutiens de la puissance décemvirale. Cette horrible

réaction dura long-temps dans les départemens du Midi. Les hommes qui l'effectuaient ainsi dans l'ombre et avec les précautions des assassins de profession, auraient peut-être à leur tour élevé des échafauds, si, soutenus comme ils l'espéraient par l'arrivée des troupes sardes et autrichiennes qui menaçaient le Mont-Blanc, ils avaient trouvé dans cet appui le moyen d'exercer ostensiblement leur vengeance. Mais, ainsi que nous l'avons déjà dit, le général Kellermann réussit à contenir les armées austro-sardes; et, sans qu'on sache comment, sans presque l'intervention du gouvernement républicain, les *compagnies de Jésus* et *du Soleil* se dissipèrent d'elles-mêmes, et cessèrent leurs assassinats lorsqu'elles perdirent l'espoir d'être appuyées par les puissances qui faisaient la guerre à la république. 1795-an III. Allemagne.

Étrange effet des révolutions sur l'esprit des hommes! Dans cet affreux brigandage qui s'exerçait dans le Midi, on remarquait la monstreuse aggrégation de Français qui se disaient royalistes, avec ceux que leur conduite passée et les différens rôles qu'ils avaient joués faisaient connaître pour d'anciens habitués de clubs, et des partisans des principes de la terreur. Les uns et les autres tendaient au même but, qui était d'assouvir leurs passions haineuses en les couvrant du prétexte de la vindicte publique, vindicte qui, dans aucun cas, ne pouvait être excusable, hors des formes légales, et exercée par de pareils agens.

Mais tandis que ces brigands couvraient de deuil les départemens du Midi, et épouvantaient par leurs massacres les villes de Lyon, d'Aix, de Marseille, de Toulon, etc., etc., tous les partis réunis travaillaient plus efficacement, à Paris, à renverser la Convention, objet commun de leur haine et de leur jalousie. Cette assemblée, naguère si puissante, maintenant tombée dans le mépris qu'inspire toujours la faiblesse, était comme un vaisseau que viennent assaillir des tempêtes

1795-an III. Allemagne. incessamment renaissantes. Chaque mois voyait éclore des conspirations ou des émeutes nouvelles. La populace des sections de Paris se portait en tumulte sur l'assemblée, pénétrait dans le lieu de ses séances, en demandant du pain, ou la constitution de 1793. Plus d'une fois il avait fallu se servir de la force armée pour dissiper ces rassemblemens séditieux; et, sans le courage de quelques membres qui surent se dévouer pour le salut de la chose publique, on eût vu peut-être la guerre civile allumée à Paris, et la nombreuse population de cette immense cité s'entre-détruire pour des partis qui la faisaient tour-à-tour servir d'instrument à leurs projets. Nous donnerons plus tard des détails plus circonstanciés sur ces horribles événemens, en parlant de la catastrophe ou insurrection du 13 vendémiaire.

Ainsi placé au milieu du choc des partis, maîtrisé tantôt par l'un, tantôt par l'autre, trompé et menacé par tous, le comité de salut public, composé d'hommes qui n'avaient pas le génie assez vaste pour résister à la fois à tant de causes de destruction, ne savait quelle route tenir, et s'égarait lui-même dans toutes les mesures contradictoires qu'il était obligé de prendre. Le danger du moment lui paraissant le plus pressant, il apportait tous ses soins à maîtriser les événemens de l'intérieur, et à retenir dans l'obéissance passive ce nombre considérable de Français toujours prêts à s'armer pour sa subversion. L'année 1795 n'offre, pour ainsi dire, que l'histoire de cette lutte continuelle entre le pouvoir mal affermi et les passions s'agitant contre lui de tant de manières, que les agens de l'autorité se trouvaient sans cesse en défaut. On ne doit donc pas s'étonner si le comité de salut public, à qui seul appartenait l'exercice du pouvoir exécutif, tomba tout-à-coup, cette année, dans une espèce d'inertie politique, et parut oublier que c'était du comité auquel il avait succédé, que les armées françaises avaient reçu cette grande et généreuse im-

pulsion qui avait sauvé la patrie en annulant les efforts des puissances alliées contre elle. Occupé continuellement au dedans, influencé dans ses opinions et dans ses décisions par les partis mêmes qu'il cherchait à réprimer, il ne donna qu'une attention passagère et peu encourageante aux événemens du dehors. Les armées françaises devaient donc nécessairement se ressentir de cette inertie du gouvernement; et si les guerriers des Alpes et des Pyrénées ne cessèrent de soutenir, par leurs exploits, la gloire du nom français, c'est qu'éloignés davantage du foyer des factions, ils avaient pu conserver plu long-temps l'impulsion donnée par l'ancien comité de salut public, et continuer à se conduire d'après elle. Les armées du Nord, de Sambre-et-Meuse, du Rhin et de la Moselle, se trouvant plus rapprochées de ce même foyer, durent, au contraire, participer à tous les mouvemens que recevait l'opinion publique; et lorsque des victoires multipliées au dehors ont commencé à ralentir l'énergie qu'inspire la défense du sol de la patrie; quand des soldats veulent prendre part aux débats politiques, et cesser d'être les instrumens aveugles du pouvoir qui les met en action, il est rare qu'ils puissent concilier leur nouvelle manière d'envisager les choses avec cette obéissance passive qui est la base de la discipline, et le principal moyen du succès des armes.

1795-an III.
Allemagne.

Le système actif du gouvernement républicain, institué après la chute de la monarchie, avait d'ailleurs fait place à des plans de modération qui auraient causé la perte de la république, si les puissances alliées avaient su s'apercevoir et profiter de ce changement. L'ancien comité de salut public avait cherché sa force dans les exploits guerriers, et c'est en sachant employer le penchant des Français pour les vertus militaires, qu'il avait réussi à établir et à conserver sa puissance. Le nouveau gouvernement, croyant plaire à la majorité des Français, négligea l'appui des armes et chercha son sou-

1795-an III. tien dans les transactions politiques. Il ne voyait pas qu'un
Allemagne. gouvernement naissant, quel qu'il soit, ne peut se maintenir que par la guerre, moyen toujours facile et certain de se débarrasser des hommes qui lui sont contraires, en les tenant au dehors dans une agitation perpétuelle, en donnant le change à leurs passions, et en leur faisant consentir le sacrifice de leurs opinions personnelles, pour l'appât trompeur d'un peu de gloire. Quoi qu'il en soit, le pouvoir établi par les vainqueurs des montagnards négligea cette précaution, et par cela seul qu'il s'exerçait avec plus de justice, il crut qu'il serait plus aimé. Ne cherchant plus à s'illustrer par les combinaisons guerrières, comme l'avait fait l'ancien comité de salut public, il recourut à la gloire des négociations, et crut avoir assez fait en forçant trois grandes puissances à traiter avec la république. Mais la paix, qui vivifie les gouvernemens régulièrement établis, sape dans leurs bases les gouvernemens révolutionnaires : la Convention ne tarda pas à en faire l'expérience. C'est peu de temps après la paix conclue avec la Prusse et l'Espagne, que, dominée par toutes les factions dirigées contre elle, elle fut contrainte de travailler elle-même à sa dissolution, et fut remplacée par les conseils des Anciens et des Cinq-Cents, et par un Directoire exécutif.

En effet, à peine la terreur avait vu briser son sceptre de fer, que les partis s'étaient, comme nous l'avons dit, ranimés sur toute l'étendue de la France. Cette foule de Français que la crainte de la persécution avait poussés à chercher un asile dans les armées, se voyant libres de rentrer dans leurs foyers, revinrent habiter le sol qui les avait vus naître; un très-grand nombre se trouvaient dans les rangs de ces guerriers qui avaient combattu si glorieusement sur les bords du Rhin, et leur retour causa un grand et dangereux affaiblissement dans les différentes armées dont ils avaient fait partie. Les victoires auxquelles ils avaient concouru, avaient, chez eux, fait taire leurs

opinions particulières, et, combattant sans cesse au nom de la patrie, ils avaient perdu de vue les hommes qui la déchiraient. Mais bientôt l'influence de leurs proches et de leurs amis, leur contact avec des hommes qui depuis long-temps ne s'occupaient plus que de politique, firent renaître en eux cette haine première que la persécution leur avait inspirée. Fiers de la gloire qu'ils avaient acquise, et méprisant les restes du gouvernement qui ne s'en était servi que pour mieux tyranniser leurs concitoyens, ils devinrent les plus dangereux ennemis de la Convention. 1795-an III. Allemagne.

Parmi les hommes qui, dans l'éclat de leur gloire militaire, avaient puisé une haine profonde contre le gouvernement conventionnel, on remarquait Pichegru, le conquérant de la Hollande, et, de tous les guerriers de la France, celui peut-être qui semblait posséder au plus haut degré les vertus républicaines. Sobre et frugal dans sa vie intérieure, sévère et farouche dans ses rapports avec ses subordonnés, modeste et modéré dans toutes ses actions, peu communicatif avec ceux qui l'entouraient, il avait fait la guerre sans prétention, et paraissait plutôt s'être appliqué à cacher ses exploits qu'à les faire valoir. Les rapports qu'il envoyait au comité de salut public ont rarement servi à nous fournir des renseignemens sur ses expéditions. Il se contentait de dire qu'il avait vaincu l'ennemi, et ne donnait jamais les détails qui auraient pu faire ressortir son mérite et ses talens militaires. On eût dit un guerrier romain croyant s'acquitter du premier devoir d'un citoyen, celui de servir la patrie, et ne pensant pas qu'on lui dût de la reconnaissance pour ce qu'il faisait pour elle. Aussi, par cette conduite toute républicaine, avait-il obtenu la confiance entière d'un gouvernement ombrageux, qui l'accordait si difficilement. Seul d'entre tous les généraux de cette époque, il n'éveilla jamais les soupçons; et quand ses rivaux de gloire, Jourdan et Hoche,

1795-an III. Allemagne. étaient destitués après avoir sauvé la France, Pichegru était nommé pour les remplacer; et c'était sur sa fidélité, qu'il croyait inaltérable, que le comité de salut public fonda tout son espoir de succès lors de la grande campagne de 1794. On conserva si bien cette opinion qu'on avait de lui, que lorsque Jourdan, reconnu innocent des inculpations qu'on lui avait faites, fut de nouveau nommé pour commander en chef, ce général, dont la franchise et le dévouement étaient bien plus réels, se vit comme subordonné à Pichegru, et presque obligé d'attendre de lui des ordres. Mais, constant dans son système de modération, Pichegru lui fit rarement sentir le désagrément de cette subordination, se mêla peu de diriger ses entreprises, parut au contraire vouloir toujours se séparer de lui, et la gloire acquise par l'armée de Sambre-et-Meuse appartient toute entière au vainqueur de Fleurus.

Cependant ces vertus républicaines qu'affectait Pichegru, et ce dévouement que lui supposait le gouvernement, étaient loin de se trouver dans son cœur. Dévoré secrètement d'une immense ambition, il nourrissait depuis long-temps dans son âme un projet vaste, qui ne tendait à rien moins qu'au renversement de cette république dont on le croyait le plus ferme appui. Elevé dès son enfance dans les principes monarchiques, sous-officier d'artillerie avant la révolution, il n'avait embrassé le parti de la liberté que parce que le défaut de fortune l'avait empêché d'émigrer; mais du moment où ses talens lui procurèrent l'avantage d'être investi d'une grande puissance militaire, il revint à ses premiers sentimens, osa concevoir l'espérance de réussir dans un projet où les Dumouriez, les d'Elbée, les Bonchamp, les Laroche-Jacquelein avaient échoué, et ambitionna la gloire de jouer en France le rôle dont Monck s'était acquitté si heureusement en Angleterre [1].

[1] La conduite de Pichegru dans cette circonstance fut, à ce qu'il paraît, l'ori-

Toute la conduite de Pichegru, depuis la conquête de la Hollande, paraît démontrer que tel était en effet son dessein. On prétend même qu'il l'avait conçu dès le temps où, de concert avec Hoche, il tenait tête aux Prussiens dans les fameuses lignes de Weissembourg, et que tel fut le motif qui l'empêcha de seconder plus puissamment les efforts de ce premier général pour chasser l'ennemi du territoire français. Mais, dans toutes ses actions, Pichegru mit toujours une dissimulation si profonde, qu'il est aujourd'hui encore impossible d'indiquer d'une manière certaine la marche qu'il a suivie pour tenter de mettre à exécution le projet qu'il avait conçu. On sait seulement qu'il profita du relâchement du gouvernement républicain en 1795, pour faire part de ses dispositions à ceux qui étaient intéressés à en profiter; on sait que de longs pourparlers eurent lieu, à ce sujet, entre lui Pichegru, le prince de Condé, les agens de S. M. Louis XVIII, et ceux de l'Angleterre et de l'Autriche, sur les bords du Rhin, pendant le blocus de Mayence; on sait enfin qu'il se faisait fort de faire proclamer la royauté par son armée; mais ce projet n'ayant point été mis à exécution, on ignore encore les détails qui jetteraient quelque jour sur une entreprise dont la réussite eût épargné sans doute bien du sang et des larmes à la France, en la privant d'une gloire achetée trop cher.

Quoi qu'il en soit, les honneurs accordés depuis à la mémoire de Pichegru, et surtout cette haine profonde que lui

gine de cette haine profonde que lui porta depuis Bonaparte, et dont le vainqueur de la Hollande fut une si déplorable victime. Dans le prétendu manuscrit venu de l'île Sainte-Hélène, et que l'on attribue sans preuves à Napoléon, on trouve un mot qui rappelle cette haine, et le mépris affecté que l'ex-empereur portait à Pichegru. Bonaparte, qui est censé l'auteur de cet ouvrage, dit, en parlant des projets de Pichegru : « Il voulut jouer le rôle de Monck : ce rôle allait parfaitement à sa taille. »

1795-an III. Allemagne. portait Bonaparte, ne permettent point de douter que le projet de rétablir la monarchie en France n'ait en effet été conçu par ce général en chef. Les tentatives faites pour le mettre à exécution eurent l'influence la plus marquée sur les événemens militaires de la campagne de 1795, et c'est ce qui nous a engagés à en parler, quoique d'ailleurs le défaut de renseignemens certains nous ait empêchés de le faire d'une manière satisfaisante. Pichegru inspirait une confiance si entière au gouvernement républicain, qu'il ne doit point paraître étonnant s'il contribua beaucoup à faire rester dans l'inaction les armées françaises sur le Rhin. Occupé de négocier avec les agens du royalisme, il persuada facilement à des hommes qui désiraient la paix plus que la guerre, que l'Autriche elle-même n'était pas éloignée d'imiter la conduite de l'Espagne et de la Prusse, et que, pour entretenir ces bonnes dispositions et en profiter, il ne fallait pas presser les opérations militaires contre cette puissance. Telles sont du moins les causes qui nous ont paru avoir occasioné l'inaction des deux grandes armées du Nord et de Sambre-et-Meuse pendant toute la première période de 1795. Elles nous serviront en outre à expliquer les revers qui depuis signalèrent la fin de cette campagne peu glorieuse pour les armes de la France.

Cependant l'Autriche profitait habilement du répit qui lui était accordé, pour réparer ses pertes et donner à ses armées une force capable de lutter avec celles qu'on pourrait lui opposer. L'espèce d'engourdissement dans lequel paraissait plongé le gouvernement républicain, réveilla l'ardeur du peuple de la domination impériale, et tandis que l'absence des dangers et l'éloignement de leurs frontières éteignaient chez les Français cet élan d'enthousiasme et cet amour de la patrie, qui avaient électrisé tous les cœurs à l'aspect de leur indépendauce menacée, les Allemands couraient aux

armes, s'animaient entre eux par les causes contraires, et jurajent à leur tour de mourir pour défendre leur patrie, dont la présence des armées républicaines sur la rive gauche du Rhin continuait toujours à compromettre la sûreté. Il ne fut donc point difficile à l'Autriche de rassembler des forces considérables : elle n'eut besoin que de savoir tirer parti du mouvement général imprimé à la nation allemande. Les guerriers se présentèrent en foule ; et, si elle eût pu mettre à leur tête un général capable de diriger d'une manière habile ces troupes réunies en corps d'armée, elle eût pu se promettre de grands succès, et peut-être renouer les liens d'une coalition que la crainte avait seule dissoute. 1795-an III. Allemagne.

Ainsi, pendant que l'Autriche, désormais la seule puissance formidable que la France eût à combattre sur le continent, rassemblait toutes ses ressources, et profitait d'une apparence de négociation, pour organiser tous ses moyens de défense ou d'agression, le gouvernement républicain, trompé par une fausse sécurité, négligeait ce grand principe de politique, que, pour obtenir la paix, il faut se montrer prêt pour la guerre. Toute son attention paraissait être absorbée dans l'intérieur, et à peine si, dans le conseil, il était question des armées destinées à agir sur le Rhin. Pichegru, tout entier à ses projets, s'applaudissait d'une indifférence qui les servait si bien ; mais Jourdan, qui ne voyait que l'intérêt de la cause au nom de laquelle il avait combattu, s'indignait du repos qu'on lui commandait, et se désespérait de l'espèce de désorganisation qui commençait à s'introduire dans l'armée sous ses ordres. Tandis que celle de l'Autriche s'augmentait en nombre, une désertion presque universelle affaiblissait continuellement les armées de Sambre-et-Meuse et du Nord ; le recrutement dans l'intérieur n'avait point lieu. Les soldats, réduits à une misère affreuse, sans habits, mourant de faim, étaient dans le même état qu'avant le siége de

1795-an III. Allemagne. Nimègue, et pour vivre étaient obligés de piller et de mettre à contribution les pays dans lesquels ils étaient cantonnés. Un découragement général s'était emparé de tous ces esprits naguère si fiers et si belliqueux..... Enfin, tout paraissait préparé pour des défaites prochaines, lorsque le comité de salut public se décida pourtant à donner les ordres de recommencer les hostilités. Mais, avant d'entrer dans le récit des événemens de cette campagne, nous sommes obligés de revenir sur nos pas, de remonter encore jusqu'à l'année 1794, et de parler du blocus de Mayence, origine et cause des désastres qui suivront les premiers succès obtenus par Jourdan.

Nous avons vu qu'après avoir presque miraculeusement échappé aux forces réunies des Prussiens et des Autrichiens, que commandaient le maréchal de Moëllendorf et les généraux Mélas et Nauendorf, les deux armées du Rhin et de la Moselle s'étaient répandues sur les bords du fleuve, et avaient long-temps encore obtenu des succès sur cette partie des nouvelles frontières de la France. Enfin, l'armée prussienne s'étant portée sur le Bas-Rhin, à la fin de l'année 1794, pour tirer un cordon vers Wesel et couvrir les provinces de Westphalie, les généraux Moreaux et Michaud, l'un commandant en chef de l'armée de la Moselle, et l'autre de celle du Rhin, réunirent leurs forces, attaquèrent la tête du pont du Rhin devant Manheim, et l'emportèrent sans trop éprouver de résistance. Cet événement, arrivé dans les derniers jours de 1794, avait terminé la campagne pour ces deux armées.

Il faisait un froid excessif, et le passage du Rhin était impossible à effectuer, malgré l'exemple donné par les troupes de Pichegru dans la Hollande. Les soldats français, excédés de fatigue, demandaient à grands cris qu'on cessât les opérations militaires, et qu'on les fît entrer dans les quartiers d'hiver. Mais, à cette époque, le gouvernement républicain

n'avait pas encore renoncé à son système de guerre, et, voulant mettre à profit d'une manière quelconque les mois d'hiver, il ordonna au général Moreaux d'employer les troupes de l'armée de la Moselle à former le blocus de Luxembourg, et au général Michaud de cantonner celles du Rhin autour de Mayence, afin d'en commencer l'investissement. Ces deux places étaient, ainsi que nous l'avons déjà indiqué, les seules possessions qui restassent encore aux alliés sur la rive gauche du Rhin, et leur occupation devenait extrêmement intéressante pour la suite des opérations militaires.

1795-an III. Allemagne.

Ainsi, tandis que le général Moreaux allait commencer le blocus de Luxembourg, l'armée du Rhin, renforcée de deux divisions de l'armée de la Moselle, jugées inutiles au premier siége, établit ses cantonnemens sur la rive gauche, autour de Mayence, et s'occupa de tous les travaux nécessaires au blocus et au siége de cette place, que les travaux successifs des Français et des Prussiens, depuis 1792, avaient rendue l'une des plus fortes de l'Europe. Au moment où le général Michaud se présenta devant Mayence, les Autrichiens, abandonnés des Prussiens, venaient d'accourir à son secours, et les quinze à vingt mille hommes qui formaient sa garnison campaient en partie sur ses glacis. L'âpreté de cet hiver, célèbre dans les annales météorologiques, les difficultés de toute espèce, et l'aspect même de l'ennemi rangé en bataille pour le recevoir, n'épouvantèrent point le général Michaud, et ne le firent point renoncer à l'entreprise qui lui était ordonnée. Il sut, malgré tous les efforts des Autrichiens pour l'en empêcher, s'établir autour de la place, et faire exécuter des ouvrages qui devaient avoir le double but de servir au siége de Mayence et de mettre ses troupes à l'abri des injures de la saison. Les soldats français, encouragés par son exemple, oublièrent avec quelle instance ils avaient demandé des quartiers d'hiver plus commodes, et ne pensèrent plus qu'à seconder, par leur zèle

1795-an III. Allemagne et leur dévouement, les opérations de leur général. Tantôt guerriers et tantôt travailleurs, ils repoussaient d'une main les Autrichiens, et tenaient de l'autre les instrumens propres à élever leurs ouvrages. Avec de tels hommes, ils devaient bientôt être terminés.

Les travaux commencés par l'armée du Rhin, et qu'achevèrent ensuite les deux armées du Rhin et de Sambre-et-Meuse, quand elles furent employées au blocus de Mayence, eurent, dès leur origine, un développement immense. Ils consistaient en une double ligne de circonvallation, qui s'étendait depuis le village de Laubenheim, au-dessus du Rhin, jusqu'à celui de Monbach, au-dessous. Cette ligne se courbait en forme d'arc, et le fleuve en faisait la corde. Elle embrassait plusieurs villages, et Mayence se trouvait au centre.

Mais les précautions prises par le général français étaient pour ainsi dire rendues inutiles par l'impossibilité où on était de passer le Rhin et de s'établir sur la rive droite. Aussi Michaud ne regardait que comme préparatoires ces travaux, qu'il poussait avec la plus grande activité. Il n'ignorait pas que le blocus de Mayence sur une seule rive ne pouvait empêcher les Autrichiens de ravitailler la place, et d'en renforcer continuellement la garnison; mais il espérait qu'au printemps les Français pourraient franchir le fleuve, battre l'ennemi, le pousser loin de Mayence, et qu'alors on n'aurait plus à investir cette ville que sur la rive droite. Tout portait à croire que les espérances du général Michaud étaient bien fondées; elles échouèrent cependant, ainsi que nous le verrons, et par la faute du gouvernement, et surtout par celle du général Pichegru.

Ces travaux, commencés par l'armée du Rhin, avaient été poussés avec tant d'ardeur, qu'ils étaient à peu près terminés à la fin de janvier, et les troupes se trouvaient enfin dédom-

magées de leurs fatigues et de leur persévérance par des logemens commodes, où elles pouvaient braver et la rigueur du froid et les attaques continuelles des Autrichiens. Ceux-ci s'étaient eux-mêmes baraqués en avant de Mayence, et les deux partis formaient ainsi deux camps retranchés, dont chacun disputait de là les postes intermédiaires. Il se livrait entre ces lignes des combats journaliers, avec des succès divers, mais toujours glorieux pour les Français : car la garnison de Mayence était sans cesse renouvelée, et c'était toujours contre des troupes fraîches que les Français avaient à combattre, avantage qui n'empêchait pas les ennemis d'être fort souvent vaincus; c'était au point que, quoique supérieurs en nombre, et n'ayant affaire qu'à des soldats harassés de fatigue, les Autrichiens osaient rarement attaquer les premiers, et ne s'y hasardaient jamais que lorsque leur grande supériorité numérique leur donnait l'espoir d'accabler les Français.

Le blocus de Mayence resta dans cet état jusqu'au mois de mars, et quoique le général Michaud eût, à différentes reprises, demandé des secours au gouvernement, on était resté sourd à ses représentations; et, faute de forces nécessaires, l'armée du Rhin avait fini par se trouver elle-même comme assiégée par les troupes ennemies. Cependant, dans sa séance du 2 mars, la Convention nationale, sur le rapport de Dubois-Crancé, membre du comité de salut public, parut un moment s'occuper des moyens de pousser enfin avec quelque vigueur le siége de Mayence. Elle rendit un décret portant que les deux armées du Rhin et de la Moselle seraient réunies sous le commandement de Pichegru, et sous le nom d'armée du Rhin-et-Moselle, et que les divisions de l'armée du Nord, inutiles à la garde de la Hollande, iraient renforcer les lignes autour de Mayence. Mais ce décret resta longtemps sans exécution. Les divisions de l'armée du Nord ne rejoignirent l'armée du Rhin que plus de deux mois après,

1795-an III. Allemagne. et Pichegru, au lieu d'aller prendre son nouveau commandement, se rendit à Paris. Le général Michaud resta seul encore pour diriger les opérations.

Ce général s'appliqua du moins à rendre sa présence utile devant la place, en augmentant chaque jour les ouvrages et les moyens d'attaque et de défense. Les Autrichiens avaient élevé sur la rive droite du Rhin plusieurs fortes batteries destinées à balayer la rive gauche. Michaud, dont cette artillerie incommodait singulièrement les mouvemens, ayant enfin obtenu les canons qu'il sollicitait depuis le commencement du blocus, fit lui-même construire, sur la rive opposée, des batteries pour répondre avec avantage à celles de l'ennemi. Armées de canons de gros calibre, ces batteries, qui portaient à une distance énorme, forcèrent les Autrichiens d'éloigner les leurs, et parvinrent même à en démonter plusieurs. Cet échange perpétuel de coups de canon n'empêchait pas les combats d'avant-postes d'avoir lieu tous les jours.

Ainsi le 20 mars, les Autrichiens, qui depuis deux jours avaient réussi à construire un pont de bateaux sur le Rhin jusqu'à une petite île qui se trouvait plus près de la rive gauche que de la rive droite, se mirent en devoir d'établir sur le terrain de cette île une batterie dirigée contre la ville de Coblentz, qu'occupaient les Français. Le général Michaud, qui sentait de quelle importance était pour lui la prise de l'île, fit sur-le-champ des dispositions pour y attaquer les Autrichiens. Protégés par leurs batteries avancées, les Français traversèrent le bras du fleuve dans de petits batelets rassemblés à la hâte, et se présentèrent pour attaquer l'ennemi. Le choc fut terrible. Les Autrichiens, dans leur défense, montrèrent une valeur égale à celle des Français dans leur attaque; mais enfin, repoussés à la baïonnette, ils furent obligés d'abandonner l'île et de repasser le Rhin. Ce ne fut pas pour long-temps. Les Français, foudroyés par les batte-

ries établies à la tête du pont de bateaux, ne purent tenter de le détruire; et le 22, les Autrichiens, étant revenus en plus grand nombre, chassèrent à leur tour les Français, relevèrent leurs batteries, et se mirent à lancer de nouveau des boulets et des bombes dans la ville de Coblentz. Les ravages occasionés par la chute de ces projectiles commençaient à répandre l'alarme parmi les habitans, lorsque le général Michaud réussit dans une seconde attaque contre l'île, en chassa les Autrichiens, et cette fois parvint à mettre le feu au pont de bateaux. L'ennemi renonça à la possession de ce poste.

Les Autrichiens cherchèrent à se venger de cet échec par une attaque générale, effectuée sur toute la ligne de l'armée française. Le 26 mars, les troupes de la garnison de Mayence, réunies à celles qui étaient campées sur les glacis, s'avancèrent à la pointe du jour, et tentèrent de surprendre nos avant-postes. Leur entreprise réussit sur plusieurs points, et les sentinelles furent égorgées; mais les coups de fusil tirés par d'autres, qui se trouvèrent en mesure, ayant répandu l'alarme, la générale battit aussitôt dans les camps, et les Français se précipitèrent sur les lieux attaqués pour les défendre. Ils eurent besoin des plus grands efforts pour y réussir. Déjà la cavalerie ennemie avait enfoncé plusieurs points de la ligne, et d'abord elle dissipa les premiers Français qui s'étaient présentés; mais, au bruit du tumulte causé par les deux partis, le général Michaud accourut lui-même, et, bientôt ralliés autour de lui, les soldats français firent des prodiges de valeur pour reprendre l'avantage. L'ennemi résista long-temps. Au milieu de la mêlée, le général Michaud, qui combattait avec la bravoure d'un soldat, eut la jambe fracturée d'un coup de biscaïen, et fut forcé de se retirer. Furieux de l'accident survenu à leur général, les Français redoublent d'intrépidité. Ils se précipitent, la baïonnette en avant, sur les bataillons autrichiens, sèment parmi eux le carnage et la mort, et par-

1795-an III. Allemagne. viennent enfin à les repousser hors des lignes. L'ennemi, ne se croyant pas encore vaincu, tente de se reformer à quelque distance; mais les Français ne leur en laissent pas le temps : ils poursuivent les Autrichiens, rompent de nouveau leurs rangs, les mettent dans une déroute complète, et les forcent de rentrer dans la place. Six canons, un grand nombre de prisonniers, parmi lesquels plusieurs officiers, et le champ de bataille couvert de morts et de blessés, tels furent pour les Français les résultats d'une surprise qui avait failli leur devenir fatale.

Cependant les renforts promis par le comité de salut public commençaient à arriver devant Mayence. Les deux divisions des généraux Marceau et Poncet, après avoir séjourné quelque temps à Coblentz, entrèrent en ligne, et cantonnèrent elles-mêmes autour de la place. A la fin d'avril, elles furent jointes par deux autres divisions, et le général Michaud, qui, dans l'absence de Pichegru, continuait à garder le commandement de l'armée du Rhin-et-Moselle, se trouvait enfin à la tête de forces imposantes. De leur côté, les Autrichiens augmentaient le nombre des troupes destinées à défendre Mayence, à mesure qu'ils apprenaient que celles des assiégeans se renforçaient. Deux armées considérables se formaient ainsi autour de la place, et toutes les deux ne semblaient attendre que le signal pour mesurer leurs forces et disputer la victoire. Mais le moment n'était pas encore venu pour les Français d'ouvrir la campagne, et le général Michaud, n'ayant point l'ordre d'agir offensivement, se contentait de continuer le blocus et d'employer les nouvelles divisions à augmenter encore les ouvrages immenses déjà commencés autour de la place. En peu de temps, les Français eurent achevé une troisième ligne de circonvallation qui, à partir du Rhin, passait par devant Hechtsheim, jusqu'à la maison de la chaussée de Marienborn, et se prolongeait au-dessous de Bretzenheim,

jusqu'à Gonsenheim. Elle était pourvue de batteries formidables, près de Bretzenheim ; et un nouveau camp, composé des divisions nouvellement arrivées, fut établi sur la rivière de Naehe.

Les troupes de siége venaient de terminer une grande redoute, sur un terrain appelé le Junden Sand, lorsque, le 22 mai, le général Clairfait, qui commandait les troupes autrichiennes, voulut tenter de nouveau une attaque générale, dont les principaux efforts devaient être dirigés contre cette redoute de Junden Sand, contre le poste du bois de Monbach, et contre celui de Hardenberg. Cette attaque combinée comprenait ainsi toute cette partie de la ligne qui s'étend depuis Bretzenheim jusqu'au bois de Monbach. Heureusement le général français avait été averti la veille, par un déserteur, du dessein de l'ennemi, et de l'heure a laquelle il devait l'exécuter ; de sorte qu'au moment où les Autrichiens se présentèrent pour attaquer, les troupes françaises étaient sous les armes, et prêtes à opposer une vigoureuse résistance. L'ennemi, voyant qu'il était prévenu, hésita s'il commencerait l'attaque. Pendant plus de quatre heures, les deux partis se canonnèrent avec une violence égale. Cependant, sur les dix heures du matin, l'ennemi se décida à envoyer en avant les troupes légères de son armée, connues sous le nom de *manteaux-rouges*, et levées nouvellement dans la Servie et dans la Dalmatie. Ces bandes indisciplinées se portent avec fureur sur les retranchemens du bois de Monbach, et s'emparent d'une redoute avancée, armée de deux canons. Un instant de terreur, causée par la vue de ces troupes auxquelles les Français n'étaient point accoutumés, et qui marchaient au combat en poussant des hurlemens épouvantables, avait occasioné cet échec. Mais les soldats républicains ne tardèrent point à se rallier ; et, fondant eux-mêmes sur les manteaux-rouges, ils les eurent bientôt délogés et taillés en pièces. Ils réussi-

1795-an III. rent même à reprendre les deux pièces de canon avant qu'elles
Allemagne. eussent été enclouées. Mettant à profit ce premier avantage, les vainqueurs se précipitent à la poursuite de l'ennemi. Les Dalmates et les Serviens deviennent furieux. Ils s'arrêtent, et recommencent un combat corps à corps, où le sang ruisselle de toutes parts; mais comme la valeur indisciplinée résiste difficilement à la bravoure régulière, les manteaux-rouges sont tout-à-coup tournés et cernés. Ils allaient être hachés par les Français, lorsqu'une prompte fuite leur permit de se dérober à leurs coups. Ils ne s'arrêtèrent que sous le feu des remparts de Mayence, et les vainqueurs rentrèrent dans leurs positions.

Mais tandis que les Français réussissaient à repousser l'attaque du poste de Monbach, les divisions chargées de la défense de la redoute de Junden Sand et du poste de Hardenberg, éprouvaient d'abord des revers. Les Autrichiens avaient dirigé sur ces deux points des forces si considérables, et leur attaque était combinée avec tant d'art, que, malgré toute leur valeur, les Français furent obligés de céder et d'abandonner les postes attaqués. L'ennemi resta en possession du Hardenberg et de Junden Sand jusqu'à quatre heures après midi. La perte du Hardenberg était d'autant plus fâcheuse pour les Français, que cette position dominait toute la gauche de leurs ouvrages. Il fut donc résolu de tenter les plus grands efforts pour la reprendre, aussi bien que la redoute de Junden Sand, qui avait coûté des peines inouïes à établir. Quand les divisions victorieuses des manteaux-rouges furent de retour au camp, on forma une attaque combinée de plusieurs colonnes, et l'ennemi se vit tout-à-coup assailli au moment où il croyait les Français plongés dans l'abattement de leur défaite. Mais les Autrichiens avaient déjà disposé une artillerie formidable dans les deux postes dont ils venaient de s'emparer. Au premier choc des Français, ils

firent sur eux une si terrible décharge à mitraille, que les premiers rangs en furent criblés. Plusieurs officiers, dont l'officier du génie Fayau faisait partie, tombèrent percés de coups. Cependant cette mitraillade ne put effrayer les Français. Les généraux Schaal et Renaud, qui commandaient les deux premières colonnes de l'attaque de gauche et du centre (celle de Junden Sand), firent battre la charge, s'élancèrent à la tête de leurs troupes, et, par cette conduite intrépide, causèrent tout le succès de l'entreprise. Les Français marchèrent la baïonnette en avant sur les Autrichiens, qui voulurent en vain résister. En un moment ils furent culbutés, chassés des deux postes qu'ils avaient conquis, et conduits, l'épée dans les reins, jusque sous le canon de Mayence. Les Français rentrèrent dans leurs positions.

1795-an III. Allemagne.

De tous les combats livrés jusqu'ici pendant le blocus de Mayence, celui du 22 mai est le seul dont le rapport ait été fait dans le sein de la Convention. Cette assemblée, naguère si fière des exploits des guerriers français, était devenue indifférente au récit des expéditions de ses armées. Cependant elle consentit à écouter les détails que lui donna sur ce dernier combat le conventionnel Féraud, qui avait été lui-même présent à l'action, en qualité de commissaire, et avait partagé tous les dangers des soldats républicains. Voici comment il s'exprime à ce sujet : « Soldats, officiers et généraux, tous ont mérité des éloges : on en doit à l'officier de génie Fayau, qui a été tué sous mes yeux dans les travaux, à la reprise de Monbach, et qui est mort en continuant de faire des vœux pour le triomphe de la république. Cet intéressant officier mérite d'autant plus les regrets de sa patrie, qu'à beaucoup de courage et d'intelligence il joignait les vertus filiales ; il nourrissait avec ses appointemens sa mère et sa famille, qui sont dans le besoin, et que je vous recommande particulièrement. De mon côté, je dois également quelques larmes à mon

1795-an III. Allemagne. ami Demersin, hussard au septième régiment, qui m'avait suivi dans toute cette campagne, et qui a été tué à côté de moi d'un coup de fusil; je vous recommande sa famille. Je vous recommande également les citoyens Fournier, Roche et Parme, aussi hussards au septième régiment, qui ont aussi toujours été avec moi dans cette action, où ils ont couru les plus grands dangers.... »

C'est quelques jours après le combat du 22 mai que le général Michaud, dangereusement malade des suites de la blessure qu'il avait reçue dans le combat du 26 mars, se vit obligé de quitter l'armée et d'en remettre le commandement au général Kléber, pendant l'absence du général en chef Pichegru. Il annonça lui-même cet événement à ses troupes, par une adresse touchante, qui fait autant d'honneur au général qu'aux soldats dont il fait un si bel éloge. Nous en citerons ce passage : « Mes camarades....., l'arrivée d'un successeur me cause une joie d'autant plus vive, qu'elle sera pour vous le signal de nouvelles victoires, et qu'aux jours de fatigues et de privations que vous avez supportées avec une patience héroïque, vont succéder des jours de triomphe et de gloire. Si, en quittant le commandement, j'ai un souhait à former, c'est celui d'être guéri promptement, afin d'être à même de combattre avec vous les ennemis de notre patrie. Il me reste un regret, c'est celui de ne pouvoir exprimer avec assez de force, à tous les soldats et aux chefs de l'armée, les sentimens d'estime et de reconnaissance qu'ils m'ont inspirés. Leur bravoure, leur patience et leurs talens, ainsi que la confiance et l'amitié dont ils m'ont honoré, ont considérablement allégé le pesant fardeau qui m'accablait, et le souvenir de ces témoignages d'affection ne cessera de faire la joie et le bonheur de ma vie. »

Le départ du général Michaud termina les opérations du blocus de Mayence. Le général Kléber, qui prenait le com-

mandement de l'armée de Rhin-et-Moselle, en attendant l'arrivée du général en chef Pichegru, suivit en partie les dispositions arrêtées par le général Michaud, et, n'étant point attaqué dans ses lignes, il ne crut pas également devoir attaquer l'ennemi avant d'en avoir reçu l'ordre. Les troupes françaises restèrent donc encore une fois dans l'inaction, et la campagne de 1795 ne fut véritablement ouverte qu'au moment où le général Jourdan, envoyé lui-même sur le Rhin pour concourir aux projets sur Mayence, effectua le passage du Rhin avec sa bravoure ordinaire. Les plus grands succès eussent sans doute été la suite de ses premiers efforts, si, mieux secondé par Pichegru....... Mais n'anticipons point sur les événemens : nous reviendrons au blocus de Mayence, quand nous aurons à parler des opérations de l'armée de Sambre-et-Meuse sur le Rhin, et nous donnerons les détails de ses divers mouvemens jusqu'à l'époque où Kléber vint remplacer le général Michaud autour de Mayence. 1795-an III. Allemagne.

Combats de Calabuix [1]. — L'armée des Pyrénées-Occidentales venait de commencer depuis peu la troisième campagne contre l'Espagne, et celle des Pyrénées-Orientales, commandée par le général Pérignon, n'avait point cessé d'être en activité et de se battre avec un ennemi qui savait rivaliser avec elle de zèle et de courage. Peut-être doit-on attribuer à l'état d'activité dans laquelle Pérignon avait été obligé de tenir son armée, la santé florissante et la vigueur dont jouissaient ses soldats. Tandis que Moncey voyait périr les siens par milliers, moissonnés par une épidémie qui ne cédait à aucun moyen curatif, l'armée des Pyrénées-Orientales n'était affectée par aucune maladie de ce genre, et si quelques-uns des braves qui la composaient avaient perdu la vie, c'était glorieusement, sur le 26 mai. (7 prairial.) Espagne.

[1] Journaux du temps, — Dictionnaire des siéges et batailles, — Jomini, — de Marcillac, — Galerie militaire, etc.

1795-an III. Espagne. champ d'honneur, et non dans les hôpitaux, où la mort pour un guerrier paraît doublement hideuse, puisqu'elle n'est point déguisée par l'espoir de laisser après soi quelque gloire. Les cantonnemens trop rapprochés ont les inconvéniens des siéges. L'air vicié par le contact d'hommes rassemblés long-temps sur le même espace, donne naissance aux mêmes maladies qui ravagent les garnisons dans les places assiégées. Et si dans les camps les soldats ont moins de fatigues, ils ont souvent aussi une santé moins vigoureuse que dans le cours d'une campagne active. L'exercice est un principe conservateur de la vie de l'homme, et l'on voit aussi qu'en général les soldats, fidèles enfans de la nature, préfèrent presque toujours les périlleuses fatigues de la guerre à la tranquille inaction des garnisons.

Quoi qu'il en soit, l'armée du général Pérignon était toujours aussi nombreuse qu'à la fin de 1794, et elle était plus aguerrie encore. Elle était, il est vrai, de beaucoup inférieure en nombre à l'armée rivale, commandée par le général espagnol Urrutia, et cependant nous avons vu que, depuis la prise de Roses, elle avait su conserver sa gloire et lutter avec avantage contre les forces redoutables réunies dans la Catalogne par la cour d'Espagne. Elle n'a point remporté de victoire signalée, elle n'en remportera plus jusqu'à la paix; mais vingt-cinq mille hommes qui conservaient leurs positions, attaquées par une armée de plus du double, ne méritent-ils pas également la reconnaissance de la patrie, et le général qui les commande n'a-t-il pas droit à quelque gloire?

Cependant, telle était l'ingratitude des hommes qui se trouvaient alors à la tête du gouvernement républicain, que le vainqueur de la Montagne-Noire et de la ville de Roses, le général Pérignon, avait été privé de son commandement dans les premiers jours de mai. Partageant ainsi le sort du

premier héros de la révolution, il vit l'injustice flétrir ses lauriers, et fut remplacé par le général Schérer. Pérignon partit, emportant l'estime et les regrets de tous ses compagnons d'armes, et pleuré par les soldats, qui l'adoraient et l'appelaient leur père. Une ambassade en Espagne que lui confia le comité de salut public, parut à cet illustre guerrier un exil, où cependant il sut encore rendre de nouveaux et signalés services à sa patrie. 1795-an III. Espagne.

Le général Urrutia n'apprit pas sans plaisir ce grand changement survenu dans l'armée française. L'absence de Pérignon lui parut en avoir diminué les forces de moitié; il résolut d'en profiter et d'attaquer les Français avant que le général Schérer, dont la renommée était loin d'égaler celle de Pérignon, n'eût pris une connaissance entière de la situation des deux armées.

Le 7 mai, divers détachemens de troupes légères furent en conséquence envoyés sur tout le front de l'armée française pour en bien reconnaître toutes les positions, la force et tous les moyens de défense et d'attaque. Schérer voulut s'opposer autant qu'il était en lui à cette reconnaissance, dont il devinait le but; mais les officiers envoyés par Urrutia évitèrent avec soin tout engagement, et se contentèrent de suivre les instructions de leur général en chef.

Le 9 mai fut fixé par Urrutia pour une attaque dirigée sur tout le front de la ligne occupée, sur la Fluvia, par l'armée française. Le maréchal-de-camp Vivès, chargé d'attaquer la gauche de Schérer, se porta sur le camp de Cistella, culbuta ceux qui voulurent faire résistance, et les poursuivit jusqu'à Avignonet, tandis qu'on brûlait les tentes et autres effets de campement. Cependant, le général Schérer, averti de ce désastre, s'était hâté d'envoyer du renfort aux fuyards. Trois mille hommes, détachés des camps de Liere et de Sierra-Blanca, et commandés par le général

1795-an III. Espagne. Lomet, arrêtèrent les Français de Cistella et les rallièrent. Les Espagnols s'étant abandonnés avec trop d'ardeur à la poursuite des vaincus, furent alors attaqués avec avantage par ces troupes fraîches et animées par l'espoir de prendre une éclatante revanche. Dispersées dans la campagne, elles ne purent se réunir, et le général Vivès, entraîné dans leur fuite, se vit arracher la victoire avec autant de facilité qu'il l'avait remportée. Une compagnie de grenadiers et un bataillon du régiment de Valence s'arrêtèrent à Cistella et tentèrent inutilement d'y faire une défense désespérée. Après un combat où ces braves périrent presque tous, Vivès, qui les commandait en personne, fut obligé de se retirer. Les Français rentrèrent dans leur position de Cistella.

L'attaque sur le centre ne fut pas aussi malheureuse pour les Espagnols, mais elle échoua également. Arias, qui en était chargé, ayant passé la Fluvia, se porta sur les hauteurs de Pontas et d'Armoïdas. Son artillerie tenait le milieu de sa colonne et suivait le grand chemin. Les Français, prévenus de leur arrivée, ne voulurent point attendre les Espagnols dans leurs retranchemens. Excités par le désir de se mesurer avec eux, ils sortirent du camp et marchèrent à leur rencontre. Les deux partis se trouvèrent en présence à peu près à moitié chemin du camp. Le combat commença aussitôt. Il fut terrible, et le succès était encore indécis, lorsque les gardes wallonnes, envoyées sur le flanc droit des Français pendant qu'ils combattaient de front, décidèrent la victoire en faveur des Espagnols. Les Français craignant d'être débordés, cédèrent le champ de bataille et se retirèrent dans leurs retranchemens. Mais ils s'étaient si bien battus, que le général espagnol Arias n'osa point les attaquer dans leur camp, et, au lieu de les poursuivre, il ordonna lui-même la retraite de ses troupes.

Le général O'Farril, chargé de l'attaque de droite, ne fut

pas plus heureux. Parvenu en présence du camp français, il fut arrêté par la grand'garde et la fit attaquer par ses tirailleurs. Trop faible pour résister long-temps, la grand'garde, après avoir fait preuve de courage, se replia sur les retranchemens. O'Farril la fit poursuivre et poussa même sa reconnaissance jusque sous les redoutes des Français; mais, à la vue de ceux-ci abandonnant les redoutes pour marcher à sa rencontre, le général espagnol crut qu'il était prudent pour lui de ne point les attendre, et se hâta de se soustraire à leur attaque par une prompte retraite. 1795-an III. Espagne.

Ces différens combats avaient augmenté le courage des Français, et le soir de cette journée les soldats, dans leurs cantonnemens, demandaient à grands cris à leurs chefs qu'on les menât le lendemain au combat. Schérer, qui lui-même cherchait à signaler son commandement par quelque action d'éclat, fut bien aise de cet empressement général, et feignit de s'y rendre, pour augmenter encore le dévouement de ses troupes en les rendant comme responsables de l'événement.

Le 10 mai au point du jour, Schérer mit en mouvement son armée sur toute l'étendue de sa ligne sur la Fluvia, dans le dessein de se porter à son tour sur les positions des Espagnols. Le général de division Charlet, chargé de l'attaque du centre, partit le matin à la tête de cinq mille hommes d'infanterie et de six cents chevaux. Secondées par une batterie volante qui marchait avec elles, les troupes françaises passèrent la Fluvia à la droite et à la gauche de Bascara; une des colonnes se dirigea, après le passage, sur Calabuix, et l'autre sur Bascara. Les avant-postes espagnols placés dans ces deux endroits avaient ordre de ne point tenir: en conséquence, à la vue des Français, ils se replièrent précipitamment sur le gros de leur armée. Les deux colonnes s'avancèrent alors et se rangèrent en bataille, appuyant leur gauche à Calabuix; l'ennemi ne paraissant point accepter le

1795-an III. Espagne. combat, elles se reformèrent en colonnes, débouchèrent dans la plaine, et cernèrent une partie de l'avant-poste de Bascara, qui, au lieu de se retirer avec vivacité, s'était amusé à tirailler. Mais l'avant-garde espagnole postée au col d'Oriote était sous les armes, et la cavalerie au bas des coteaux, sous la protection des batteries du camp. Cette cavalerie, sous les ordres du comte de Saint-Hilaire, se mit en mouvement dès qu'elle eut vu les Français s'approcher, et, par une charge très-brillante, elle les força de se replier sur Bascara. Cependant le général Charlet, qui avait une artillerie bien servie et nombreuse, marcha une seconde fois en avant pour attaquer les Espagnols. Le général Urrutia, témoin de ce mouvement, fit alors descendre dans la plaine le régiment des volontaires de la couronne, qui prit une position avantageuse sur la gauche de Bascara, pendant qu'un corps d'infanterie forçait les Français d'évacuer Calabuix. Charlet voyant alors qu'il ne pouvait plus manœuvrer en avant sans compromettre éminemment son flanc, se décida, après quelque échange de coups de canon, à repasser la rivière.

Quatre mille hommes d'infanterie et six cents chevaux aux ordres du général Lomet, chargés d'attaquer la droite des Espagnols, s'étaient, pendant ce temps, portés sur Vilamacalum et San-Pedro-Pescador. Arrivés à la hauteur de ce dernier village, ils se rangèrent en bataille, ayant leur droite appuyée sur la Fluvia et leur cavalerie à leur gauche. Mais déjà un escadron de hussards espagnols avait passé la rivière en avant d'Armentera, et attendait les Français, appuyé par sa droite à San-Pedro-Pescador. Les Français allaient le faire attaquer par leur cavalerie, lorsque le général Lomet, s'apercevant qu'un autre détachement de hussards passait la Fluvia à Cornella, ordonna un changement de front sur son centre, afin d'empêcher ce détachement d'arriver sur ses derrières. Cette manœuvre lui donna la facilité

de prendre une position très-avantageuse entre la Fluvia et Vilamacalum. Cette position, en avant d'un bois, offrait à l'infanterie, placée dans des champs entourés de murailles en terre, un abri contre les hussards espagnols. Charlet donna ordre à sa cavalerie de commencer le combat : trois fois elle chargea, de la manière la plus brillante, celle du colonel Aguirre, et trois fois celui-ci résista avec une égale valeur et sans être entamé. Aguirre, à la troisième, reçut un renfort de deux escadrons; et, après cinq heures de manœuvres et de combats, les Français, accablés par cette cavalerie, trois fois plus nombreuse que la leur, se voyant réduits à une défensive difficile, se décidèrent à abandonner le champ de bataille pour se retirer dans leur camp. Aguirre les laissa opérer cette évolution rétrograde, et repassa aussi la rivière, laissant ses avant-postes à Torruella et sur les bords de la rive droite de la Fluvia.

1795–an III. Espagne.

Les attaques des Français dans cette journée, n'avaient pas, comme on le voit, jusqu'ici plus de succès que celles des Espagnols dans la précédente. Leur extrême valeur pouvait seule compenser chez eux le désavantage du nombre, qui donnait à l'ennemi tant de moyens pour être victorieux. La troisième attaque dirigée par les Français contre la gauche de l'ennemi, n'avait pas eu un résultat plus satisfaisant que celles du centre et de la droite. Elle avait eu lieu par trois mille hommes d'infanterie soutenus par deux cent cinquante chevaux qui, après avoir pris position sur les hauteurs de Crispia, menaçaient de forcer le pont d'Esponnella. Le général espagnol Vivès avait fait occuper les hauteurs de ce village par ses troupes légères, prolongeant sa droite jusqu'au village de Visert, et mettant sa cavalerie tout à sa gauche, dans la plaine qui se trouve en avant du village d'Esponnella. Trop faibles pour se hasarder à passer la rivière devant des forces aussi supérieures, et qui avaient en outre

1795-au III. Espagne. l'avantage d'une excellente position, les Français se contentèrent de leur envoyer, pendant quatre heures, des bordées de leur artillerie de position. Vivès alors résolut de prendre l'offensive, et ordonna aux troupes qui étaient postées à Bezalu, d'attaquer la droite des Français. Mais ceux-ci, le voyant s'avancer lui-même pour les attaquer de front, se déterminèrent à effectuer leur retraite. Ils furent troublés dans ce mouvement par les troupes parties de Visert, sous la conduite du marquis de la Romana, qui, s'étant jeté sur leur gauche, y répandit la confusion et les força de se retirer avec une précipitation qui ressemblait beaucoup à une déroute.

Chacune des attaques effectuées depuis le commencement d'avril par les Français sur les bords de la Fluvia, avait été soutenue par le concert de la division établie dans les environs de Figuières, sous le commandement du général Augereau. Mais cette division, encore plus faible en proportion que le corps d'armée principal, avait presqu'à chaque fois éprouvé des revers, quoiqu'elle n'eût affaire qu'aux soumatens ou corps francs de la Catalogne. Ces corps francs s'étaient aguerris par les combats journaliers, et, forts de leur nombre et même de leur bravoure, ils avaient combattu quelquefois avec avantage. Ainsi, le 26 avril, ils avaient repoussé les attaques dirigées par Augereau contre la cense d'Urgèle et contre Campredon. Le 1er et le 2 mai, ces mêmes paysans, que commandaient presque toujours des prêtres, qui oubliaient que l'église abhorre le sang, avaient à leur tour attaqué les Français à la tour de Bin, près le col de Plalaniel et dans le village de Nefol. Ce dernier poste fut enlevé par eux avec beaucoup de valeur. Ils bravèrent audacieusement la mitraille et la mousqueterie des Français, qui ne pouvaient s'imaginer qu'ils eussent affaire à de simples paysans. Le 9 et le 10, ces soumatens montrèrent la même valeur en forçant les postes d'Olia et de Nas, en avant de Belver et en

reprenant Doria sur les Français qui le leur avaient d'abord enlevé. Ces paysans catalans occupaient exclusivement la division d'Augereau. 1795-an III. Espagne.

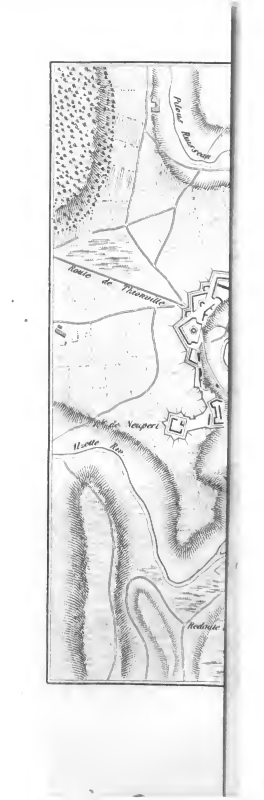
Cependant une nouvelle attaque générale était projetée par les Français contre les postes espagnols. Dans la soirée du 25 mai, deux vaisseaux et trois frégates espagnoles mouillèrent dans la baie de Roses, et, protégées par cette escadre, seize chaloupes canonnières ou bombardes firent feu sur les bâtimens de guerre et de transport français qui étaient à l'ancre. Le général Schérer, persuadé que cette attaque par mer était combinée avec une attaque générale projetée par les Espagnols, résolut de la prévenir en se portant lui-même avec toutes ses forces contre l'ennemi.

Le 26 mai, l'armée se mit en mouvement, comme à chacune des attaques précédentes, sur trois colonnes principales, dirigées contre la droite, le centre et la gauche des Espagnols. La première, qui devait agir sur la droite, était forte de huit mille hommes d'infanterie et de mille chevaux. Partie dans la nuit, cette colonne arriva le matin aux gués qui sont en avant d'Armentera et de Vallveralla. Trois régimens d'infanterie espagnole et quatre escadrons de cavalerie, avec deux pièces d'artillerie volante, l'attendaient dans cette dernière position pour lui disputer le passage, tandis que trois compagnies d'infanterie, deux escadrons d'hussards et deux autres pièces d'artillerie volante, se disposaient à passer la rivière à Armentera, pour prendre les Français en flanc. Les Français commirent la faute de se laisser prévenir par les Espagnols. Au lieu de passer rapidement la rivière, ils s'amusèrent à canonner l'infanterie espagnole, tandis que la cavalerie profitait des gués pour passer la rivière. Ils furent aussitôt chargés par elle, et l'infanterie ennemie ayant elle-même effectué le passage de la rivière, malgré le feu de l'artillerie française, le combat commença bientôt sur l'autre

1795-an III. Espagne. rive avec toute la valeur habituelle des deux partis. Après plusieurs charges brillantes, après une résistance long-temps prolongée, les Français abandonnèrent le champ de bataille et se retirèrent dans leur camp. Les Espagnols repassèrent la Fluvia et restèrent en bataille jusqu'à ce que les Français fussent hors de vue.

Les attaques du centre et de la gauche furent confondues dans l'exécution, et ne méritent point d'être distinguées. Elles n'eurent pas plus de succès que celle sur la droite. Une forte division s'était portée sur Bascara, tandis qu'une colonne de deux mille hommes se portait sur les hauteurs, en avant de Pontos, et que quatre mille hommes d'infanterie avec six cents chevaux se déployaient dans la plaine, qui est dominée par l'ermitage Sainte-Anne. Une batterie ennemie, établie à cet ermitage, battait sur Bascara et Calabuix. Voyant les Français s'avancer dans la plaine, le commandant de l'avant garde espagnole fit avancer une seconde batterie de pièces de position, soutenue par deux régimens d'infanterie et une division de cavalerie. Il se porta en même temps, avec plusieurs autres régimens et de l'artillerie volante, sur la Fluvia, dans le dessein de passer cette rivière au gué d'Arenys, et de déborder ainsi la gauche du centre des Français; mais ceux-ci, refusant aussitôt cette gauche, se présentèrent en bataille, occupant les hauteurs de Pontas et d'Armada, qui forment une chaîne de mamelons en ligne droite, séparée par le grand chemin de Figuières. Cette manœuvre, qui laissait la plaine aux Espagnols, était exécutée dans la vue de les attirer dans les bois qui garnissent et entourent les hauteurs, et que les Français avaient eu soin de faire remplir par leurs troupes. Mais cette ruse était trop évidente pour que le général espagnol s'y laissât tromper. Il donna ordre au général O'Farril de passer la rivière dans les environs de Calabuix, et d'entretenir le feu sur le front, afin de maintenir





Pilous Ruisseau
Route de Thionville
de Neupert
Alzette Riv.
Redoute

les Français dans leur position. Vivès et la Romana, qui commandaient les divisions de la gauche, eurent ordre en même temps de tourner la droite des Français, tandis que la cavalerie de l'avant-garde devait charger la gauche. Ces mouvemens furent exécutés avec précision, et les Français, s'apercevant de tout le danger de leur position, furent forcés de l'abandonner précipitamment pour ne point être enveloppés par l'armée espagnole. Ils laissèrent cependant deux mille hommes sur les hauteurs d'Armada, et se retirèrent dans leurs retranchemens. Les troupes laissées sur les hauteurs d'Armada furent seules attaquées par les Espagnols. Chargées du salut de l'armée, elles se défendirent long temps avec la plus rare intrépidité, et ne se décidèrent à la retraite que lorsqu'elles surent que l'armée entière était en sûreté. Les Espagnols les poursuivirent pendant plus de deux lieues. Le vice des dispositions prises par le général Schérer avait beaucoup contribué à faire échouer cette dernière attaque générale contre l'armée espagnole.

1795-an III. Espagne.

Siége et prise de Luxembourg[1]. — Voulant concilier l'ordre chronologique auquel nous nous sommes astreints, avec l'ensemble d'une même opération, nous sommes obligés de rapporter à une date très-éloignée un événement qui avait commencé dans les derniers jours de l'année 1794. Le blocus, le siége et la prise de Luxembourg embrassent un espace de près de six mois; et, pour rendre compte de cette conquête si importante pour la république, nous devons avant tout remonter à l'époque où les Français commencèrent à former l'investissement de cette forteresse. Nous dirons ensuite quels en furent les résultats, et nous les ferons remarquer avec d'autant plus de complaisance, que, tandis

7 juin. (19 prairial.) Allemagne.

[1] Journaux du temps, — Siéges et batailles, — Galerie militaire, — Jomini, — Mémoires manuscrits du général ***, etc., etc., etc.

1795–an III. Allemagne. que les armées des Pyrénées, des Alpes et d'Italie continuaient à soutenir l'honneur du nom français, la conquête du Luxembourg fut presque le seul événement favorable qui arriva pendant le cours de la campagne de 1795, sur cet ancien théâtre du Nord, illustré par les derniers succès des deux armées de Pichegru et de Jourdan..

La prise du fort de Rheinfels, que nous avons rapportée à la date du 2 novembre 1794, avait rendu les Français entièrement maîtres de la rive gauche du Rhin, à l'exception des deux places de Luxembourg et de Mayence. Le comité de salut public avait aussitôt ordonné de former le siége de ces deux villes; et, dans le même temps que le général Michaud, à la tête de l'armée du Rhin, commençait l'investissement de Mayence, le général Moreaux, commandant en chef l'armée de la Moselle, eut ordre de s'approcher de Luxembourg, et de s'occuper sans délai des moyens de la faire passer sous la domination de la république. Indépendamment de son importance réelle, Luxembourg devenait une conquête d'autant plus précieuse pour les républicains, que depuis long-temps cette forteresse était le grand dépôt des armées autrichiennes, et le pivot de toutes leurs opérations sur cette partie de la frontière. En s'en emparant, les Français étaient certains d'y rencontrer d'immenses approvisionnemens de guerre et de bouche que l'ennemi y avait accumulés avec ses soins et sa prévoyance ordinaires. Tous les corps autrichiens ayant été, en grande partie, rejetés au-delà du Rhin, par suite des événemens militaires précédens, les Français devaient peu craindre de se voir inquiétés dans leur opération de siége.

En conséquence de la détermination prise par le comité de salut public, et des ordres qui lui avaient été transmis, le général Moreaux fit marcher la division du général Debrun sur Luxembourg, à l'effet de se réunir aux forces qui se trou-

vaient déjà dans cette partie, et de commencer l'investissement 1795-an III. Allemagne.
de la place. Le 19 novembre, cette division arriva environ à trois lieues de sa destination, et le lendemain, son avant-garde poussa une reconnaissance dans la direction de Luxembourg à Liége. Elle rencontra, après une heure de marche, un détachement ennemi fort d'à peu près quinze cents hommes d'infanterie et quatre cents de cavalerie. Un combat assez vif s'engagea entre la cavalerie autrichienne et celle du général Debrun, qui n'était composée que de deux compagnies de dragons du cinquième régiment. Malgré le désavantage du nombre, les dragons français chargèrent avec tant d'impétuosité la cavalerie autrichienne, qu'elle fut culbutée et obligée de se retirer après avoir éprouvé une perte assez forte en hommes tués, blessés ou prisonniers. Les capitaines Rouvillois et Fortier, qui commandaient les dragons, s'étaient conduits avec une valeur et un sang-froid qui leur firent le plus grand honneur.

Ce premier succès donna au général français la facilité de réunir sa division aux troupes qui, suivant les ordres de Moreaux, devaient se trouver à sa disposition. Renforcé par cette jonction, il marcha, le 21 octobre, pour venir prendre position devant la forteresse. Il longea la forêt de Grumen-Wald, où l'ennemi, retranché derrière des abattis considérables, avait quatre cents hommes d'infanterie, trois cents hussards, et six pièces d'artillerie. Debrun, arrivé vis-à-vis des redoutes autrichiennes, donna aussitôt l'ordre d'attaquer. Le combat commença par un feu très-meurtrier de part et d'autre; mais les Français, avec leur audace accoutumée, s'élancèrent à la baïonnette contre les redoutes ennemies; et, malgré tout l'avantage de leur position, les Autrichiens, frappés de terreur, évacuèrent à la hâte leurs retranchemens et les abandonnèrent aux Français. Quatre canons et leurs caissons restèrent au pouvoir du vainqueur. La brigade aux ordres du

1795. — an III. Allemagne. général Péduchelle se porta à la poursuite de l'ennemi, avec une telle vigueur, qu'il ne put se rallier que sous le canon de Luxembourg, où il arriva en désordre, et ayant essuyé une perte considérable en morts ou blessés, et surtout en prisonniers.

Cette action, qui fut très-chaude de part et d'autre, avait duré depuis onze heures et demie du matin jusqu'à la nuit. Attirée par le bruit du canon, la garnison de Luxembourg était sortie au secours du camp de Grumen-Wald, à l'exception de deux bataillons restés seuls dans la forteresse; mais vainement elle venait dans l'espoir de disputer la victoire : elle fut repoussée sur tous les points. Les Français étaient animés d'une ardeur si bouillante, que, dans plusieurs endroits, les chasseurs se jetèrent en tirailleurs jusqu'aux palissades des ouvrages avancés de Luxembourg.

Le général Moreaux, qui devait commander en chef les travaux du siége, arriva le lendemain de cette affaire, et fit occuper toutes les positions qui pouvaient présenter quelque avantage autour de la place, à la distance de douze à seize cents toises des murailles. Le blocus fut formé, et les trois divisions de l'armée de la Moselle, qui y étaient employées, furent placées, savoir : celle commandée par le général Tapponnier, sur la route de Trèves, la droite se prolongeant jusqu'au-delà du village de Dameldunge, près la route de Liége; le quartier-général était à Sandweiller. La division du général Debrun fut établie sur la route d'Arlon, la droite appuyée à celle de Longwy, et la gauche à celle de Liége. Enfin la troisième fut placée à Rheux, sur la route de Thionville, ayant son quartier-général au village d'Esperange. Celui du général en chef était à Weiler-la-Tour. Le parc de réserve resta à Frisange, village situé à deux lieues et demie environ de la place. L'artillerie était commandée par le général de brigade de Dieudel; et le génie, par le chef de bataillon Bizot.

La place de Luxembourg, d'après sa position, ses approches, la nature du terrain qui l'environne, et ses belles et nombreuses fortifications, est susceptible d'une très-longue résistance. Elle doit être considérée sous deux aspects distincts, celui de la plaine et celui des vallons. Sous le premier aspect sont comprises les parties du nord au sud-ouest, depuis le fort Saint-Charles jusqu'à Rhienvernie. Sous le second, les parties de la place baignées par les eaux de l'Alzette et du Pitous. Du sud-ouest à l'est, et de l'est au nord, les forts de Notre-Dame et de Méol sont les seuls qui soient attaquables en suivant les procédés ordinaires. Mais il s'en faut qu'il soit facile de les mettre en œuvre; car les glacis et les parties adjacentes, à cinquante toises et plus, sont d'un roc vif et pelé. Ajoutez à cette difficulté (outre que l'enceinte des fortifications est parfaitement soignée) une seconde enveloppe formée de bastions détachés, ayant à leurs gorges des réduits casematés, dont plusieurs sont à feu de revers, et un système de mine dont les branches et ramifications s'étendent au loin. Les autres parties de la place n'offrent point à l'assiégeant des obstacles moins réels; car l'enceinte, du côté du vallon, est fermée de trois lignes courbes, dont les extrémités sont les angles saillans du château de Saint-Esprit, et qui croisent et flanquent les angles rentrans intermédiaires. Cette heureuse disposition de la nature des lieux, dont l'art a su tirer un parti si favorable, met presque les assiégés à l'abri de toute entreprise.

1795-an III Allemagne.

Cependant, malgré toutes ces difficultés, le général Moreaux ne désespérait point devenir à bout de l'entreprise qui lui était confiée. Bientôt il rapprocha davantage encore les lignes occupées par son armée, en ayant soin toutefois de les tracer hors de la portée du canon de Luxembourg. Les troupes s'y établirent dans des baraques en terre. Des redoutes élevées de distance en distance et garnies de pièces de

1795-an III. Allemagne. campagne, et de plusieurs pièces de gros calibre, tirées de Metz et de Thionville, fortifièrent les lignes de contrevallation. L'ennemi tenta dans les premiers jours quelques sorties partielles, qui furent toutes repoussées. Mais, pour éloigner les Français du point d'où l'on domine le plus près les ouvrages importans du Grundt du Pfaffenthal, les Autrichiens construisirent à la hâte, sur les hauteurs de Fetschenhoff, une batterie de canons et d'obusiers, dont le feu, bien dirigé et bien nourri, obligea une brigade, placée sur la route de Trèves, de porter plus en arrière sa ligne de campement.

La place, armée de plus de cinq cents bouches à feu, canons, obusiers et mortiers, faisait incessamment un feu terrible sur tout ce qui se présentait à portée de ses pièces; mais les ouvrages qui tiraient le plus constamment étaient la redoute de Neuperg, dans la direction de la redoute de Thionville; celle de Tiegnen, sur la route de Longwy; le cavalier du fort Notre-Dame, sur le plateau d'Arlon; le fort Saint-Charles, dans le vallon de l'Alzette; enfin la redoute de Fetschenhoff, dans la direction déjà indiquée de la route de Trèves.

Luxembourg avait pour gouverneur le feld-maréchal baron de Bender, fameux par la conquête facile et rapide du Brabant, en 1787; le commandant de la place était le feld-maréchal-lieutenant de Schroder. Le général Sabothendorf et deux autres généraux-majors se trouvaient aussi employés à la défense de cette forteresse, qui avait une garnison forte de plus de quinze mille hommes, et, comme nous l'avons déjà dit, un immense approvisionnement de munitions de guerre et de bouche.

L'armée française était loin de jouir de cette abondance de moyens de défense et de subsistances: tout lui manquait; et pendant cet hiver rigoureux, dont nous avons déjà signalé l'âpreté en parlant de la conquête de la Hollande, elle avait

également à souffrir et du froid et de la faim. L'administration des vivres n'avait que des moyens très-bornés; les farines ne pouvaient arriver au camp, faute de moyens de transport, ou par la difficulté des chemins; la manutention du pain était établie à Grevenmacheren, petite ville sur la rive gauche de la Moselle, et distante d'environ quatre lieues de Luxembourg: le pain de munition se transportait de là dans les cantonnemens; mais le soldat affamé, auquel on était forcé de ne distribuer ordinairement que la demi-ration, se portait au-devant des convois, les pillait à main armée, et, de cette manière, les plus audacieux étaient les seuls qui eussent abondamment des subsistances. Il en résultait ce dangereux abus, que le soldat paisible ou celui qui se trouvait retenu au camp pour le service, était souvent privé même de sa demi-ration. Les jours où les convois n'étaient pas attendus, ces malheureux, pressés par le besoin le plus impérieux, la faim, se répandaient dans les villages circonvoisins, et y enlevaient tout ce qu'ils rencontraient en farines, pommes de terre et autres comestibles, et, malgré les ordres les plus précis, et toute la surveillance des chefs, il ne se trouvait pas quelquefois au camp la moitié des troupes de siége. Cependant, l'officier était peut-être plus malheureux encore : ne pouvant, par honneur, employer les mêmes moyens que le soldat, il était obligé d'envoyer au loin chercher un supplément nécessaire de subsistances; à cette pénurie extraordinaire se joignait encore la difficulté de se procurer les choses indispensables à la vie avec un papier-monnaie dont la dépréciation devenait chaque jour plus considérable, et qui réduisait aux neuf dixièmes le traitement des officiers. Enfin, il n'est pas facile de se faire une idée juste de ce qu'a eu à souffrir cette brave armée pendant les sept mois qu'elle resta cantonnée autour de Luxembourg.

Dans les derniers jours du mois de janvier 1795, le géné-

1795-an III. Allemagne. ral Moreaux, qui déjà était parvenu à empêcher toute espèce de communication entre la place et l'extérieur, envoya proposer au feld-maréchal Bender une capitulation honorable. Il lui faisait observer, suivant le protocole ordinaire, que l'impossibilité absolue où il était de recevoir des secours, le désir d'éviter l'effusion du sang, et surtout les malheurs dont étaient menacés les habitans, devaient le décider à accepter ses propositions, et à remettre la place entre les mains des assiégeans. La réponse du gouverneur renfermait les témoignages de la plus profonde estime pour le général français; mais elle contenait le refus positif d'accéder à la sommation qui lui était faite.

Depuis cette réponse, les assiégeans songèrent à augmenter leurs moyens d'attaque, et établirent, sur les hauteurs d'Hesperanges, une nouvelle batterie de pièces de gros calibre, et sur celles de Donnerswald des obusiers, dont les décharges fréquentes et bien dirigées ne laissèrent pas de causer un dommage assez visible dans la place. Un boulet de vingt-quatre, entrant par une croisée au moment où l'on était à table chez le gouverneur, frappa à mort une abbesse qui se trouvait assise en face du feld-maréchal Bender.

Quelques jours après, les Français apprirent, par un déserteur d'un régiment wallon, que le bois commençait à devenir rare dans la place, et que les médicamens, dans les hôpitaux, étaient sur le point de manquer.

Cependant le gouvernement républicain ayant pris la résolution de pousser avec vigueur le blocus de Mayence, déjà commencé depuis long-temps, donna ordre aux trois divisions de l'armée de la Moselle employées à l'investissement de Luxembourg, d'aller se réunir aux troupes de siége cantonnées autour de la première place, et fit avancer pour les remplacer deux divisions de l'armée de Sambre-et-Meuse. Ce mouvement s'exécuta le 20 mars, et les trois divisions de

l'armée de la Moselle prirent la route de Mayence, sous le commandement du général de division Ambert. Le même jour, les deux divisions de l'armée de Sambre-et-Meuse, aux ordres des généraux Desjardins et Chapsal, s'établirent dans les positions qu'occupaient les premières autour de Luxembourg. La division Chapsal, commandée, en l'absence de celui-ci, par le général de brigade Friant, fut placée sur la route de Trèves, sa droite se prolongeant jusqu'à celle de Liége, et son quartier-général se trouvant à Sandweiller. La division du général Desjardins fut établie sur le front d'Hesperanges. Le général de division Hatry prit le commandement en chef de cette nouvelle armée de siége, et le général de division Bollemont prit celui de l'artillerie. Le grand quartier général fut établi à Itzig, village situé à trois quarts de lieue de Luxembourg.

Le jour même où s'opéra ce changement de dispositions, la garnison de la place, témoin des grands mouvemens qui s'exécutaient dans le camp français, s'imagina que les assiégeans, dégoûtés de la longueur du blocus, effectuaient leur retraite. Cette fausse opinion engagea le gouverneur à ordonner plusieurs sorties, dans l'intention d'inquiéter et de harceler la queue des colonnes françaises, et de mettre ainsi un obstacle au mouvement rétrograde des assiégeans. Mais dans toutes ces sorties, qui eurent lieu en effet sur plusieurs points, les Autrichiens furent repoussés partout, et perdirent promptement l'espoir qu'ils avaient conçu de voir lever le siége.

Dans les derniers jours d'avril, le général Hatry, averti par plusieurs déserteurs que les assiégés commençaient à souffrir beaucoup dans la place, se décida à renouveler au gouverneur la sommation que lui avait déjà faite le général Moreaux. Mais, sur la réponse également négative du feld-maréchal Bender, le général français ordonna aussitôt de

1795-an III. Allemagne. mettre à exécution les menaces qu'il avait faites de brûler la place. En conséquence, il donna les ordres nécessaires pour qu'il fût construit sur une hauteur boisée, située vis-à-vis et à une petite distance du fort Saint-Charles, une batterie blindée, qui devait être armée d'un grand nombre de mortiers.

On mit à la construction de cette batterie une telle activité, que peu de jours suffirent pour qu'elle fût en état de foudroyer la place. Le feld-maréchal Bender ayant appris, vers le 14 mai, que les Français espéraient pouvoir s'en servir avant peu, résolut de tout tenter pour la détruire. Il ordonna, en conséquence, pour la nuit du 15 au 16, une sortie presque générale des troupes de sa garnison, qui, se dirigeant par le vallon de l'Alzette, sous la protection des canons du fort Saint-Charles, devaient arriver aux ouvrages des assiégeans et les renverser, en même temps que des sorties partielles tiendraient en échec les troupes françaises sur les autres parties de la ligne, et, en les coupant, les empêcheraient de se porter à temps sur le point menacé. Mais la principale colonne autrichienne, celle qui devait agir contre la batterie, éprouva une vigoureuse résistance de la part des troupes postées en avant du village de Dumeldange. A côté, et sur la droite de ce village, une batterie de trois pièces de 4, dirigée par le capitaine d'artillerie Charbonnel, et faisant partie de la division d'artillerie que commandait cet officier, fit sur les attaquans un feu tellement vif et meurtrier, que l'ennemi, qui avait déjà beaucoup souffert dans son engagement avec les troupes de Dumeldange, se vit contraint de rétrograder sans avoir pu remplir son but, laissant sur le champ de bataille un grand nombre de morts et de blessés. La batterie dont le capitaine Charbonnel venait de faire un si bon usage, était, avant cette affaire, désignée sous le nom de *la Modeste*;

mais le général en chef Hatry avait été tellement satisfait du service qu'elle avait rendu, qu'il voulut que désormais elle fût appelée *la Victorieuse*. 1795–an III. Allemagne.

Le gouverneur de Luxembourg, convaincu que la valeur française paralyserait tous les efforts qu'il ferait pour détruire les ouvrages des assiégeans, renonça à l'espoir de faire des sorties inutiles, et se borna à donner des ordres pour que l'on tirât sans relâche sur tous les points de la ligne de circonvallation, et particulièrement sur les travailleurs des deux batteries de mortiers que l'on achevait. Ce feu terrible de presque tous les ouvrages de la place dura douze jours sans interruption. Mais déjà les batteries françaises étaient en état, et pouvaient riposter avec avantage. Le premier essai qui en fut fait, par ordre du général Hatry, causa dans la place un dommage considérable.

Les habitans, effrayés et craignant déjà de voir leurs maisons réduites en cendres, et eux-mêmes écrasés sous leurs débris, s'assemblèrent tumultuairement autour du gouvernement, et demandèrent à grands cris qu'on épargnât à leur ville les horreurs d'un bombardement, en consentant une capitulation. Le feld-maréchal Bender, gagné enfin par leurs sollicitations, et d'ailleurs désespérant plus que jamais de se voir délivré par l'arrivée de quelques secours, se décida à capituler. Le premier juin, il envoya au général Hatry un parlementaire chargé de lui demander à entrer en accommodement; et, par une circonstance qui nous paraît digne d'être remarquée, c'était aussi le premier juin 1684 que cette même place de Luxembourg, assiégée par le maréchal de Créqui, demanda aussi à entrer en capitulation.

Aussitôt que le général Hatry fut instruit des dispositions du gouverneur, il envoya un courrier au représentant du peuple Talot et au général Jourdan, pour les inviter à se rendre eux-mêmes au camp devant Luxembourg, désirant

1795-an III. Allemagne. s'entendre avec eux pour les articles de la capitulation à accorder à la garnison. Jourdan et Talot se rendirent effectivement au camp; et, le 7 juin, les articles de la capitulation furent définitivement arrêtés entre le feld-maréchal Bender, d'une part, et le général de division Hatry de l'autre.

Cette capitulation portait que la garnison aurait entièrement évacué la place le sixième jour après la signature du traité; qu'elle sortirait avec les honneurs de la guerre, c'est-à-dire, avec armes, bagages, chevaux, tambours battans, mèches allumées, drapeaux déployés, et deux pièces de canon par bataillon; qu'elle sortirait en trois colonnes les 10, 11 et 12 juin; que, lorsqu'elle serait arrivée sur les glacis du front de Trêves, elle déposerait ses armes, canons, caissons, drapeaux, chevaux, et prêterait le serment de ne point servir contre la France, ou ses alliés, avant d'avoir été échangée; qu'elle serait ensuite dirigée sur le Rhin, dont le passage s'effectuerait à Coblentz; que les officiers emmèneraient les chevaux et équipages à eux appartenans, et qu'il serait fourni aux malades et aux blessés tous moyens de transport qui seraient jugés nécessaires; qu'enfin, aussitôt après la signature de la capitulation, les postes du front Notre-Dame, et le fort saint-Charles, seraient remis aux troupes françaises.

En conséquence de cette capitulation, la garnison autrichienne, forte de douze mille trois cent quatre-vingt-seize hommes, infanterie, cavalerie et artillerie, dans le meilleur état possible, mit bas les armes devant onze mille Français environ, dont plus de la moitié étaient des soldats de nouvelles recrues, maigres, exténués de fatigues et de faim, et presque nus. La plus grande partie de la dernière colonne autrichienne était composée de Belges Wallons, qui, arrivés sur les glacis de la place, rompirent leurs rangs, jetèrent bas leurs armes, et se refusèrent à suivre les Autrichiens. Ces

soldats wallons demandèrent à servir avec les Français et formèrent deux régimens. 1795-an III. Allemagne.

La nouvelle de la prise de Luxembourg fut portée au comité de salut public par l'ajudant-général Alix, qui avait fait depuis le commencement du blocus les fonctions de chef de brigade. Le général de division Hatry rendait compte de son importante conquête, dans une lettre datée de son quartier-général d'Itzig, le 13 juin. Il disait : « Enfin, elle est à la république, cette première forteresse de l'Europe, et la dernière colonne autrichienne l'a évacuée hier, 12, à cinq heures du matin : je vous envoie vingt-quatre drapeaux et un étendard, que l'adjudant-général Charpentier vous remettra. Je ne puis assez faire l'éloge des troupes dont le commandement m'est confié : officiers et soldats, tous y ont mis le plus grand dévouement; et, malgré le feu continuel des plus vifs et de toute espèce, que la place faisait jour et nuit, soit sur les travailleurs, soit sur les différens camps, jamais les travaux n'ont été ralentis un seul instant, etc..... »

Les représentans du peuple en mission auprès des armées écrivaient de leur côté au comité de salut public : « On doit les plus grands éloges aux généraux et officiers de tous grades, et aux soldats de l'armée, non-seulement pour la direction et construction des travaux militaires, et leur courage à supporter toutes les fatigues et les privations de tout genre, mais aussi pour le sang-froid avec lequel l'armée bravait la canonnade, les boulets et les obus que l'ennemi faisait pleuvoir pendant le blocus, pour empêcher l'achèvement de nos redoutes et batteries. L'on d'oit aussi rendre la justice la plus éclatante à la brave armée de la Moselle, qui a eu la plus grande part aux superbes et immenses travaux qui forment notre ligne de circonvallation.... Nous ne ferons pas le détail de toutes les circonstances glorieuses qui ont accompagné ce mémorable blocus, nous ne donnerons pas non plus

1795-an III. Allemagne. les noms de tous les militaires qui se sont signalés pendant sa durée; mais nous ne pouvons nous dispenser de demander le grade de chef de brigade pour le chef de bataillon du génie Bizot, qui a conduit les travaux, et qui a mis dans cette partie toute l'intelligence et l'activité possibles. Nous vous invitons également à continuer dans son grade l'adjudant-général Alix, qui a fait depuis le commencement du blocus les fonctions de chef d'état-major de l'artillerie : c'est un acte de justice qu'il mérite. »

La Convention nationale, sur le rapport de Cambacérès, rendit, à la lecture de ces lettres, un décret portant : que les troupes de la république française qui ont fait la conquête de Luxembourg, et l'armée de la Moselle qui l'avait préparée, n'ont point cessé de bien mériter de la patrie, et que le comité de salut public serait chargé de pourvoir à l'avancement des citoyens Alix et Bizot, recommandés par le représentant du peuple en mission.

La conquête de la forteresse de Luxembourg était en effet un événement très-favorable à la république : elle rendait la France maîtresse absolue du beau pays conquis l'année précédente. La seule ville de Mayence restait encore à conquérir sur la rive gauche du Rhin; et si, comme il semble permis de le conjecturer, l'un des généraux employés au siége de cette place fameuse n'eût entravé les opérations par un changement d'opinion politique, entourée d'armées victorieuses, et n'ayant plus que la seule Autriche pour la défendre, Mayence serait, ainsi que Luxembourg, devenue une possession française. Nous verrons comment, après avoir eu les plus beaux commencemens, le blocus de Mayence fut suivi par de si déplorables désastres.

Nous avons déjà dit qu'indépendamment des avantages qu'offrait à la république l'occupation de Luxembourg, la prise de cette place lui était encore extrêmement favorable,

par l'immense quantité d'objets de guerre et d'approvisionnemens qui y furent trouvés. En effet, d'après l'inventaire des bouches à feu et munitions, qui fut fait par les officiers d'artillerie envoyés dans la place par le général en chef Hatry, on trouve qu'il existait à Luxembourg : 1795-an III. Allemagne.

Huit cent dix-neuf bouches à feu, dont trois cent soixante-seize canons, dix-huit obusiers, soixante-sept mortiers, six pierriers en bronze, et trois cent cinquante-deux pièces en fer, de diverses espèces et de divers calibres; quatorze mille neuf cent quatre-vingt-onze fusils d'infanterie, trois cent quatre-vingt-treize fusils de remparts, trois cent quatre-vingt-dix-huit mousquetons pour la cavalerie, vingt-quatre pour les hussards, quatre cent trente-huit paires de pistolets, formant un total de seize mille deux cent quarante-quatre armes portatives à feu et quatre mille cinq cents sabres; trois cent trente-six mille huit cent cinquante-sept boulets de tous calibres, quarante-sept mille huit cent une bombes et cent quatorze mille sept cent quatre grenades; un million trente-trois mille cent cinquante-trois livres de poudre à canon et à fusil, et neuf mille cinq cent quatorze livres de poudre avariée; deux cent deux mille quatre cent quatre-vingt-sept livres de bronze, quatre cent huit mille vingt-cinq livres de plomb; vingt-huit mille sept cent quarante outils de toute espèce, tant à pionniers que tranchans; un immense approvisionnement en artifices de guerre; enfin, dans des magasins à l'abri de la bombe, une énorme quantité de riz et de viandes salées.

Combats de Spinardo, de Murseco, de Vado et de Melogno [1]. — Le corps de troupes aux ordres du général 27 juin. (9 messidor.) Piémont.

[1] Journaux du temps, — Jomini, — Lacretelle, — Servan et Jubé, — Desjardins, — Mémoires manuscrits du maréchal Kellermann, — Mémoires particuliers et notes du général ***, etc.

1795-an III. Piémont. Moulins, et auquel nous conserverons la dénomination d'armée des Alpes, avait ouvert la campagne par un avantage remporté sur l'armée austro-sarde. L'armée d'Italie, qui n'avait point cessé de combattre avec succès des forces plus nombreuses et plus opiniâtres encore que celles opposées au général Moulins, devait répondre à cet appel fait à sa valeur constante : elle ne trompa point l'attente de son nouveau général en chef.

Après la prise du col *del Monte*, le général Kellermann s'étant aperçu que l'intention des Austro-Sardes était d'attaquer la droite de l'armée d'Italie, avait ordonné plusieurs reconnaissances en avant du col de Spinardo; la dernière se fit le 22 juin jusqu'à Murseco, en avant de Garessio. Attaqués dans l'une et l'autre de ces deux reconnaissances par un nombre d'ennemis infiniment supérieurs, les grenadiers français dédaignant de tirailler avec l'ennemi, avaient marché sur lui à la baïonnette, et l'avaient mis en fuite, non sans lui faire éprouver une perte considérable en tués, blessés ou prisonniers.

Le 23, le général de brigade Laharpe, commandant à Vado, ayant été instruit que les Autrichiens se dirigeaient sur Savone, avait envoyé la vingt-unième demi-brigade sur les glacis de cette place; mais il fut bientôt informé que cette demi-brigade se trouvait cernée sous les murs de Savone, par les Autrichiens réunis sur les hauteurs qui entourent cette ville. Pressés vivement, les Français opposèrent d'abord une résistance proportionnée à l'imminence du danger qu'ils couraient; mais se voyant sur le point d'être écrasés par les Autrichiens, et n'ayant d'autre voie de salut que de se jeter sous le canon de Savone, ils se réfugièrent jusque dans le chemin couvert de la forteresse. Poursuivis par l'ennemi, ils allaient être obligés de recommencer un combat inégal, lorsque le commandant de Savone se décida à tirer sur les Autrichiens

quelques coups de canon, pour les engager à respecter un territoire qui ne devait servir d'asile qu'à la faiblesse. Obligés de rétrograder, les Autrichiens n'en tinrent pas moins la vingt-unième demi-brigade bloquée, en prenant position sur les hauteurs. Il était à craindre qu'elle fût obligée de se rendre, lorsque les Autrichiens se décidèrent à attaquer le lendemain tous les postes français qui se trouvaient à proximité. 1795-an III. Piémont.

Le 24 juin, dix mille hommes de leurs troupes se mirent donc en marche sur trois colonnes : la première fila le long de la mer; celle du centre se dirigea sur le pont de la rivière qui se jette à Vado; et la troisième sur la *Madona del Monte*. Au premier coup de fusil, le général Laharpe se porta aux retranchemens de Vado. L'ennemi ayant emporté la redoute *del Monte* qu'on ne crut pas devoir défendre avec ténacité, ne tarda pas à s'emparer du pont et à se mettre en bataille au pied de Tersanno, sur la rivière de Cagliano; mais les Français ayant marché à lui la baïonnette en avant, et soutenus par le feu d'une pièce de douze et de deux obusiers habilement dirigés par le colonel d'artillerie Monfort, reprirent le pont et mirent les Autrichiens dans une déroute complète. Le combat avait duré sept heures, dont cinq avec un feu de la plus grande vivacité. Le camp français de Bersamo, commandé par le général de division Freitag, avait lui-même contribué à la victoire, en faisant jouer son artillerie sur l'ennemi qui combattait au pied de ses retranchemens.

La perte des Autrichiens fut évaluée à douze cents hommes, tués, blessés ou faits prisonniers. Parmi les blessés se trouvèrent le général Butkavina et deux lieutenans-colonels. Le général Wallis ne dut son salut qu'à la vitesse de son cheval.

Les Français, qui combattaient autant pour la défense de leurs retranchemens, que pour la délivrance de leurs camarades bloqués sous la forteresse de Savone, montrèrent une

1795-an III. Piémont. ardeur et une intrépidité bien nécessaires pour suppléer à l'énorme infériorité du nombre; car le général Laharpe n'avait à sa disposition que le troisième et le sixième bataillon de grenadiers, et les carabiniers des Hautes-Alpes. Ainsi, dix-huit cents hommes environ en avaient mis dix mille en fuite. Le général Kellermann cita dans son rapport ce trait d'audace d'un de ces braves : Jean Guitard, grenadier du sixième bataillon, aperçoit cinq Autrichiens qui fuyaient isolément; il les poursuit, tue le premier d'un coup de mousquet; et, mettant aussitôt le sabre à la main, il force les quatre autres de déposer leurs armes et de se rendre prisonniers.

L'attaque générale de la ligne occupée par la droite de l'armée française ne tarda pas à être effectuée par l'ennemi, ainsi que le général Kellermann l'avait prévu. Trente mille Autrichiens, commandés en personne par le généralissime de l'armée alliée Dewins, furent employés à cette opération. Le 25 juin, une partie attaqua les cols de *Linferno* et de *Terme;* mais, repoussés avec vigueur sur ces deux points par les chefs de bataillon Larivoire, de la quarante-sixième demi-brigade, et Dallons, de la cent soixante-sixième, ils furent obligés de se retirer avec perte.

Dans le même moment, l'ennemi formait sur un autre point une attaque plus considérable. A trois heures du matin, un corps de douze mille hommes se porta sur les huit postes des hauteurs de San-Giacomo, centre de la division française de droite, en même temps qu'une autre colonne à peu près d'égale force, attaquait le camp de Vado. Le général Laharpe tint ferme et repoussa les assaillans; mais il n'en fut pas de même du poste plus important de San-Giacomo. Les Autrichiens, qui avaient employé à cette attaque leurs principales forces, s'en emparèrent après sept heures du combat le plus opiniâtre.

Les troupes françaises, obligées d'abandonner cette posi-

tion, se retirèrent sur celles de la Rocca-Biancha et de Corbuo, où elles se défendirent avec ténacité, pendant que le général autrichien Argenteau, à la tête de cinq mille hommes, emportait le poste et la redoute de *Melogno*, défendus seulement par deux bataillons.

Le but de ces différentes attaques de la part de l'ennemi était de percer la ligne française par San-Giacomo et Melogno, et de couper ainsi l'extrémité de la droite de l'armée de celle du centre, sur lequel les Autrichiens avaient depuis longtemps dirigé leurs principales forces.

Le général en chef Kellermann, qui sentait tous les inconvéniens qu'allait occasioner la rupture de sa ligne, avait envoyé le général Masséna sur Melogno pour prévenir ce revers inattendu; il avait donné ordre et fait les dispositions les plus favorables pour se mettre dans le cas de replier l'extrémité de sa droite sur Finale; mais Masséna ayant appris pendant sa marche que Melogno venait d'être enlevé, courut à San-Pantaleone avec un bataillon, pour soutenir les troupes qui s'étaient repliées entre ce poste et Melogno. Toutefois cette dernière position, dominée par celle dont les Austro-Sardes s'étaient emparés, n'était pas tenable, et il devenait de plus en plus important de chasser l'ennemi de Melogno, à quelque prix que ce fût. Le général Massena, convaincu de cette vérité, réunit en conséquence quatre bataillons, qui composaient toutes les troupes employées à la défense de cette partie. Un brouillard très-épais s'étant élevé, le général Masséna voulant en profiter pour cacher à l'ennemi la trop grande infériorité de ses moyens, part aussitôt à la tête de ses quatre bataillons, dont il a eu soin d'exalter encore le courage, en leur représentant cette expédition comme devant sauver l'armée et la patrie. Il arrive à sept heures du soir à la vue des retranchemens enlevés par l'ennemi : à cet aspect, l'enthousiasme des troupes redouble; l'attaque est or-

1795-an III. Piémont. donnée. Les quatre bataillons, divisés en colonnes, se mettent en mouvement aux cris accoutumés de *vive la république! vive la liberté!* Les Français, animés par un même sentiment, tombent tous ensemble, la baïonnette en avant, sur l'ennemi qui, surpris, effrayé de cette brusque attaque, tenta vainement de se défendre, abandonna le retranchement avec précipitation, et se hâta de chercher son salut dans une prompte fuite. Le général Masséna donna, dans cette circonstance critique, l'exemple de la valeur unie à une grande habileté militaire.

Ainsi, malgré les plus favorables moyens de défense, et le feu d'une artillerie nombreuse et bien servie, quinze cents Français environ mirent en fuite les cinq mille Autrichiens commandés par le général Argenteau, dont les troupes se retirèrent dans le plus grand désordre. Les vainqueurs firent trois cents prisonniers, et s'emparèrent de cinq à six cents fusils que les fuyards abandonnèrent pour s'échapper plus vite; mais le grand et important résultat de cette action d'éclat fut de rétablir la ligne française. L'ennemi, épouvanté de la manière dont les soldats de Masséna avaient combattu, ne se crut point en sûreté dans sa conquête de San-Giacomo, et se hâta d'abandonner cette position ainsi que les huit postes qui l'entouraient, et dont l'occupation lui avait coûté sept heures de combat et plus de cinq cents hommes tués ou blessés.

Les Français ne pouvaient point avoir remporté un avantage aussi décisif avec si peu de moyens, sans avoir eux-mêmes éprouvé une perte considérable. Les officiers s'étaient exposés au danger comme les simples soldats; plusieurs d'entre eux furent tués ou dangereusement blessés dans cette journée. Au nombre de ces derniers était l'adjudant-général La Serre, faisant les fonctions de général de brigade, et commandant les troupes à Melogno, sous les ordres du général

Masséna. Ses blessures étaient si graves, qu'il mourut quelques jours après, emportant avec lui les regrets de toute l'armée, dont il avait mérité l'estime par son extrême bravoure. 1795-an III. Piémont.

Dans la nuit qui suivit cette journée, trois colonnes autrichiennes, fortes chacune de huit à neuf cents hommes, descendirent par les châtaigniers, au-dessus de Spinardo, pour se porter à San-Bernardo, où elles s'embusquèrent, pendant qu'il se détacha deux cents hommes, chargés d'aller attaquer le camp de San-Bernardo, en chargeant et feignant de se replier tour à tour; mais le général Gouvion, qui y commandait, et qui s'aperçut que l'ennemi ne faisait ces attaques simulées que pour l'attirer hors de ses retranchemens, et fondre dessus avec des forces supérieures, sut retenir à propos l'ardeur de ses soldats, et demeura tranquille dans son camp.

Le commandant des trois colonnes autrichiennes voyant enfin que sa ruse ne réussissait pas, se décida à sortir de son embuscade pour essayer d'employer la force contre les Français. A une heure après midi, il se mit en marche et rangea ses troupes en bataille devant leurs retranchemens; mais elles furent reçues avec tant de vivacité, qu'après un feu assez violent de part et d'autre, elles furent obligées d'abandonner leur entreprise, n'ayant obtenu d'autre résultat que de laisser sur le terrain un grand nombre de tués et de blessés.

Pendant que ces différentes attaques avaient lieu, et toujours le 25 juin, le général Garnier, qui commandait la division de gauche de l'armée d'Italie, avait manœuvré contre l'ennemi. Le général en chef Kellermann, averti que l'intention de l'ennemi était de se porter en forces supérieures sur sa droite, avait donné ordre à ce général de faire de son côté une diversion propre à inquiéter les Autrichiens et à les forcer de reporter des troupes de leur gauche à leur droite. Garnier, suivant ses instructions, attaqua et emporta de vive force le

1795-an III. Piémont. poste de Saint-Barnouil. Il se réunit ensuite dans le village dei Bagni dei Vinadia, avec les troupes qui étaient parties de Santa-Anna. Renforcé par cette jonction, il se porta sur le village dei Bagni, en chassa l'ennemi, après lui avoir livré un combat dont le succès resta long-temps incertain. Le but que s'était proposé Kellermann se trouvait dès-lors parfaitement rempli. Les Autrichiens, sur le bruit de ces attaques, se hâtèrent de tirer plusieurs bataillons de leur gauche pour couvrir la vallée de la Stura. Le général Garnier, ayant ainsi exécuté habilement le mouvement ordonné, et n'ayant point d'instructions ultérieures, fit rentrer ses troupes dans leurs premières positions.

Le 26 juin, le général autrichien Dewins fit faire de nouveaux efforts pour s'emparer du pont en avant de Vado, prendre en flanc les troupes françaises sur la rivière ou torrent de Cagliano, et tourner celles des retranchemens, tandis qu'une colonne particulière les attaquerait de front; mais ils furent repoussés avec non moins de succès que la première fois, ainsi que dans une seconde attaque qu'ils firent, vers les six heures du soir, sur la gauche des mêmes postes. Cette inexécution des projets de l'ennemi était due aux excellentes dispositions du général Laharpe, qui commandait à Vado, et au courage de l'adjudant-général Frontin et du général de brigade Dupuy, qui commandaient, sous les ordres de Laharpe, des troupes dont la bravoure, la bonne volonté et la confiance ne se rebutèrent jamais, quoiqu'elles fussent six fois moins nombreuses que celles qui les attaquaient.

Le 27, à la pointe du jour, le général Dallemagne, instruit, par ses espions, que l'ennemi avait projeté de s'emparer du camp de Sabion, pour descendre ensuite à Tende, avait envoyé l'adjudant-général Gardanne [1] au pied des neiges, afin

[1] Mort général de division, en 1807, à Breslaw.

de suivre le mouvement des colonnes menaçantes, et avait en même temps renforcé son camp de droite de quelques compagnies de grenadiers. Le général Dallemagne s'était porté lui-même au pied des neiges; mais, favorisé par un brouillard très-épais, l'ennemi parvint à le tourner sans qu'il s'en aperçût, et coupa par ce mouvement la ligne française. La nécessité d'attaquer les Piémontais pour les faire rétrograder devenait instante. L'adjudant-général Gardanne fut chargé de diriger cette opération : il partit avec un bataillon de tirailleurs et un détachement de la cent soixante-cinquième demi-brigade, franchit avec intrépidité des précipices affreux, chargea l'ennemi et le culbuta avant même qu'il eût eu le temps de se reconnaître. Les Piémontais éprouvèrent une grande perte dans cette brusque attaque. Le chevalier Saint-Victor, capitaine des grenadiers d'Oneille, s'était fait tuer dans la mêlée.

1795-an III. Piémont.

Pendant qu'on se battait ainsi à la gauche, quelques compagnies de grenadiers du quatrième bataillon, et un détachement du bataillon de Mont-Ferme avaient reçu l'ordre de couper la retraite à l'ennemi. Ils suivirent les Piémontais jusqu'aux derniers retranchemens placés sur la crête au-dessus de Limone, hauteur de Larpiolle, les forcèrent de les abandonner, brulèrent leurs baraques et leur enlevèrent leurs vivres et leurs munitions. Ce dernier succès avait lieu tandis que trois cents hommes de la troisième demi-brigade, deux compagnies de grenadiers et soixante sapeurs repoussaient à la droite quinze cents Piémontais.

Cependant, quoique dans les différentes attaques tentées par l'ennemi, il eût été repoussé sur tous les points, depuis Vado jusqu'au col de Tende, et qu'il eût éprouvé une perte de trois cents hommes mis hors de combat, il conservait encore la redoute principale de Melogno, qui gênait singulièrement le dessein qu'avait formé le général Kellermann d'oc-

1795-an III. Piémont. cuper la position de Finale : outre l'avantage de sa force particulière, elle avait celui de resserrer la ligne française; car la position de Vado n'étant plus tenable contre les forces supérieures qui la menaçaient incessamment, Kellermann était presque décidé à l'abandonner. Afin donc de se mettre à même de se replier avec avantage, il se détermina à tenter un second effort pour reprendre la redoute de Melogno et se rendre maître de Finale, et chargea le général Masséna de cette attaque. Elle se fit sur trois colonnes : celle de droite avait ordre de diriger sa marche en arrière, et sur le flanc gauche de la redoute occupée par l'ennemi; tandis que celle de gauche dirigeait la sienne en arrière également, mais sur le flanc droit, de manière à tourner le poste au moment où la troisième colonne, formant celle du centre, l'attaquerait de front.

Les troupes se mirent en marche le 27 à quatre heures après midi; mais il s'éleva, presque aussitôt après leur départ, un brouillard si épais, que les colonnes de droite et de gauche, n'apercevant point les routes qui leur étaient indiquées, se fourvoyèrent et vinrent se joindre à celle du centre. Forcé de changer ses dispositions, Masséna n'en commanda pas moins l'attaque. Elle se fit de concert et de front par les trois colonnes réunies. Les retranchemens étaient défendus par quatre mille Autrichiens, protégés par une nombreuse et formidable artillerie. Le feu fut d'abord très-vif de part et d'autre; mais, malgré la bonne volonté des troupes, les attaques de flanc n'ayant pas eu lieu, les Français perdirent leur principale chance de succès. L'ennemi était si supérieur en nombre, et dans une position si avantageuse, qu'il fallut renoncer à l'espoir d'obtenir les résultats qu'on s'était promis. Masséna opéra sa retraite avec tout l'ordre désirable, et rentra dans ses positions sans que les Autrichiens eussent osé se mettre à sa poursuite.

Le même jour, pendant qu'on tentait vainement de reprendre la redoute de Melogno, douze mille Autrichiens attaquaient de nouveau le col de Spinardo, San-Bernardo et Bardinetto : heureusement le général en chef avait eu la sage précaution de faire construire à la Planète une forte redoute, défendue par de l'artillerie de position, qui contribua puissamment à la défense de ce point. L'ennemi chercha vainement à vouloir s'en emparer. Repoussé à chacune de ses attaques, il fut obligé d'y renoncer. Le seul résultat avantageux qu'il retira de ce combat opiniâtre, qui dura depuis le jour jusqu'à la nuit, et où il perdit plus de six cents hommes, fut d'occuper la position de Spinardo, dont il avait réussi à repousser l'avant-garde française qui y avait pris poste. Le général Gouvion, qui commandait les positions, attaqua, et développa dans cette circonstance beaucoup de présence d'esprit et de talent militaire. 1795-an III. Piémont.

Les Autrichiens ne furent pas plus heureux dans d'autres attaques qu'ils dirigeaient le même jour contre les postes de Garrezio, de Viosena et de Carlino. Après un combat très-vif, qui dura quatre heures, ils furent repoussés de toutes parts, et obligés de se retirer dans leurs positions.

Combats de San-Bernardo, de Viosena et du col de Terme[1]. — Nous venons de dire qu'après avoir été repoussé sur presque tous les points, dans ses attaques des 25, 26 et 27 juin, l'ennemi avait cependant réussi à conserver la redoute de Melogno et à occuper Spinardo. La possession de ces deux postes lui donnait des avantages tels, que le général Kellermann jugea avec raison qu'il allait en profiter pour attaquer de nouveau, et avec des forces toujours supérieures, les points les plus importans de la ligne française. Il sentait 5 juillet. (17 messidor)

[1] Jomini, — Desjardins, — Jubé et Servan, — Mémoires manuscrits du maréchal Kellermann, — Dictionnaire des siéges batailles.

1795-an III. Piémont. en outre l'impossibilité de tenter lui-même une nouvelle attaque sur la pointe de Melogno, avec des troupes harassées de fatigue et dont le nombre avait encore diminué dans les combats précédens : d'ailleurs, cette occupation de Melogno par les Autrichiens rendait la redoute de la Planète difficile à garder, et son secours presque nul.

Ces circonstances concouraient à faire sentir toujours davantage au général en chef la nécessité de resserrer la ligne de l'armée d'Italie, en repliant l'extrémité de la droite, de manière à rassembler les forces qui occupaient un front trop étendu pour leur petit nombre, afin de rendre la défensive plus sûre et plus imposante; cette mesure devait en même temps assurer la conservation de Loano et d'Oneille, sans compromettre l'armée et les frontières.

Kellermann fit faire, en conséquence, plusieurs reconnaissances, qui lui démontrèrent qu'en plaçant l'extrémité de sa droite à Borghetto, il n'avait besoin que de faire replier les première et seconde subdivisions, qui prendraient la position de Borghetto jusqu'aux hauteurs de l'Alpi, où la jonction s'opérait avec la gauche de la division. Quelque nombreux que fût l'ennemi, la force de cette position mettait les Français dans le cas, malgré leur infériorité numérique, de résister avec avantage, et, s'ils étaient obligés de l'abandonner, de ne le faire qu'après avoir fait essuyer aux assaillans une perte très-considérable. Cependant, pour ne rien précipiter, et afin de se replier en bon ordre jusqu'à Borghetto, en y évacuant tout avec sûreté, Kellermann jugea à propos de prendre d'abord une première position, dont la droite et la gauche étaient en arrière de Melogno.

Ce mouvement rétrograde fut exécuté par les Français sur Final, avec une grande précaution, et sans obstacle de la part de l'ennemi, dans les journées des 28, 29 et 30 juin. Pendant ce temps, le général Laharpe, chargé par Keller-

mann de faire une diversion, avait attaqué et battu l'ennemi entre Savone et Vado; ce qui avait beaucoup facilité la retraite des Français sur leur droite. Dans la nouvelle position qu'elle venait ainsi d'occuper, l'armée, plus rassemblée, assurait les moyens d'évacuer sans danger Finale et Loano, et de s'occuper de son approvisionnement, en rétablissant des magasins à Oneille, destinés à fournir ceux qui avaient été placés provisoirement à Albenga et à Allassio. 1795-an III. Piémont.

La crainte d'être attaqué dans sa marche avait été pour le général une nouvelle raison de s'arrêter d'abord à Finale, afin d'assurer son évacuation, et il eut à se féliciter de cette sage mesure : car, le 2 juillet, l'ennemi attaqua effectivement le camp de San-Bernardo. Le feu dura presque toute la journée, et ce ne fut que le soir que l'ennemi se décida enfin à opérer sa retraite; mais, le lendemain, il revint à la charge. Étant descendu pendant la nuit dans les châtaigniers de droite et de gauche, il attaqua la redoute de la Planète. Sa force était d'environ six mille hommes divisés en trois colonnes. Les assaillans mirent d'abord beaucoup d'impétuosité dans leur attaque : après avoir soutenu pendant une demi-heure le feu de deux pièces de canon de la redoute avec assez de courage, leur ardeur se refroidit et ils prirent la fuite, laissant sur la route un grand nombre des leurs tués ou blessés. Une attaque semblable eut lieu à Viosena. Mais l'ennemi, repoussé après un combat assez vif, fut obligé d'y renoncer et de se replier sur le gros de l'armée.

Le 5 juillet, les avant-postes de l'armée française aperçurent, au point du jour, les ennemis sortant de leur camp sur plusieurs colonnes, pour s'emparer d'Ormea : les uns se divisèrent sur la montagne, en face de la gauche du col de Terme; les autres, sur la gauche de la montagne de Linferno, par conséquent à la droite du col de Terme. Un combat meurtrier s'engagea presque aussitôt entre les deux partis.

1795-an III. Piémont. Mais, malgré toute leur valeur, les Français furent repoussés de leurs avant-postes. Avant de se retirer, les soldats eurent soin d'abattre tous leurs retranchemens. Les ennemis, profitant de cet abandon, se dirigèrent de manière à ce que tous les points fussent attaqués en même temps. Le chef de bataillon Dallons, qui commandait la gauche, eut à combattre quinze cents hommes au moins, dont dix compagnies de grenadiers; les premiers coups de fusil se tirèrent à demi-portée; long-temps, de part et d'autre, on montra une opiniâtreté égale dans l'attaque et dans la défense; mais enfin la bravoure des Français l'emporta sur le nombre. Le huitième bataillon de la quarante-sixième demi-brigade, qui était celui que commandait Dallons, repoussa les quinze cents Piémontais. Mis en déroute, les vaincus laissèrent sur le champ de bataille un grand nombre de morts et de blessés, parmi lesquels étaient deux officiers de marque.

Cependant, l'ennemi ayant réussi à traverser le passage qui conduit au col de Linferno, avait fait filer deux mille hommes sur les rochers, à droite du col de Terme. Douze cents d'entre eux étaient descendus jusque dans le camp que les Français occupaient en arrière du col de Terme, encore couvert de neige, et fusillaient de cette position tous les Français qui se présentaient sur ce passage; ils s'étaient établis en même temps sur le plateau de Corsini, et arrêtaient, par l'effet de leur mousqueterie, tout ce qui sortait de ce village. Cette position ôtait toute espèce de retraite aux troupes françaises, si elles eussent été repoussées. Le général Pelletier, commandant au camp de Terme, s'aperçut du danger, et fit avancer contre cette colonne deux pièces de canon, soutenues seulement par un corps de deux cents hommes, dont il enflamma le courage, en l'appelant son intrépide réserve. Commandée par le chef de bataillon Mallin la Rivoire, cette petite troupe, avec une audace qui tient du merveilleux,

marcha à l'ennemi, l'attaqua, en commençant le combat par la décharge de ses deux pièces d'artillerie, parvint à repousser les deux mille Piémontais, et les contraignit à repasser à la hâte la gorge de Linferno. 1795–an III. Piemont.

Le général Serrurier commandait en chef dans cette journée. Le général Pelletier avait fait preuve du plus grand talent. Tourné de tous côtés par un ennemi supérieur, il avait fait face de toutes parts, avait tout prévu et pensé à tout avec ce sang-froid qui caractérise le vrai général. Les chefs de bataillon Dallons, Mallin la Rivoire, et Jeannet, commandant le centre, où il avait également repoussé l'ennemi, montrèrent une grande intrépidité pendant l'action, où tous les soldats combattirent avec une valeur qui devait nécessairement assurer le succès.

Combats dans la Biscaye; Prise de Vittoria et de Bilbao. L'armée des Pyrénées-Occidentales apprend que la paix est conclue [1]. — Affaiblie considérablement par le fléau de l'épidémie auquel elle avait été en proie pendant les trois mois d'hiver, l'armée des Pyrénées-Occidentales tenait la campagne avec une prudente réserve, et n'était plus assez forte pour tenter ces entreprises hasardeuses qui font la gloire des chefs et des soldats. Nous avons vu qu'elle avait éprouvé des échecs dès l'ouverture de la campagne, et, comme si le gouvernement républicain avait voulu diminuer encore sa confiance morale, elle s'était vue privée de plusieurs généraux qui possédaient son estime. Le 9 juin, un arrêté des représentans du peuple avait en effet prononcé la destitution des généraux Frégeville, Marbot, Laroche, Boucher, Pinet, de l'adjudant-général Mutelé, et de Gros, chef du septième bataillon du Gers. Cette destitution, prononcée sans cause ap- 19 juillet. (1 thermidor) Espagne.

[1] Journaux du temps, — Dictionnaire des siéges et batailles, — Jomini, — de Marcillac, — Mémoires de B***, — Mémoires manuscrits, etc.

1795-an III. Espagne. parente, affligea beaucoup l'armée. La plupart de ces braves officiers laissèrent, en quittant les rangs où ils avaient combattu, une mémoire honorable, et emportèrent avec eux les regrets de leurs frères d'armes.

A la fin de juin, l'armée espagnole était toujours dans ses mêmes positions. L'aile gauche, commandée par Crespo, était, ainsi que nous l'avons déjà indiqué, établie dans de forts retranchemens garnis de batteries de canons, sur les bords de la Deba, et occupait les villages de Bergara et d'Elosna. L'aile droite, aux ordres du général Filanghiery, protégeait la Navarre, et avait pris position à Lecumbery, sur le grand chemin qui conduit à Pampelune. Cette division de l'armée espagnole s'était également couverte de retranchemens considérables, avait crénelé plusieurs maisons et défendu tous les passages, surtout celui d'Arraiz, par des abatis. Les Français, de leur côté, avaient porté des camps sur les hauteurs de Dona-Maria et de Gastelès, en avant de la Bidassoa, et en face de Saint-Estevan. De ces différentes positions, ils menaçaient la vallée d'Ulzama.

Plusieurs mouvemens avaient eu lieu de la part de ces derniers, tendant tous à s'établir en avant de la montagne de Marquirnechu, et dans le dessein de se mettre à même d'effectuer avec avantage une attaque générale qu'ils méditaient contre la gauche de l'armée ennemie. Le 28 juin, cinq bataillons et quatre compagnies sous les ordres du général Raoul, se mirent en marche du camp d'Yziar sur quatre colonnes. Le chef de brigade Monroux, à la tête de la première, s'engagea dans un gué, d'où il fut forcé de rétrograder, les soldats ayant de l'eau jusqu'au cou. Deux cent cinquante chasseurs trouvèrent un passage moins difficile à la gauche, et y passèrent les premiers. Suivis bientôt par le reste des troupes, ils s'emparèrent du pont de Madariaga, sur lequel on fit filer de l'artillerie, jetèrent l'épouvante parmi les Espagnols, et

les forcèrent d'abandonner leurs redoutes avec précipitation. 1795-an III.
Neuf pièces de canon et un drapeau furent les trophées de Espagne.
cette journée. Les Français avaient passé la rivière sous le feu de la mitraille ennemie, et cependant ils n'eurent qu'un officier et une trentaine de soldats tués ou blessés.

Cette colonne occupa alors les hauteurs de Motrico, sur les bords de la mer, et, le lendemain, s'étant avancée vers Marpuina, Verriatua, et sur les hauteurs de Urreagui, elle dépassa la position de Crespo sur sa gauche. En même temps, le général de brigade Willot, avec dix bataillons, fit un mouvement sur le front et sur la droite des Espagnols à Elosna; une troisième colonne de trois mille hommes se porta de Toloza sur Villaréal, pour couper sa retraite.

Ce mouvement, qui fut très-bien exécuté, avait pour but d'enlever le corps ennemi posté à Elosna; mais le général Crespo avait été prévenu à temps de la marche des Français, et avait fait toutes ses dispositions pour effectuer sa retraite avant l'arrivée simultanée des trois colonnes d'attaque. Tandis qu'une partie de la division menacée faisait, par son ordre, une résistance désespérée sur les hauteurs du port de Descarga, Crespo évacua son poste d'Elosna, et fit un mouvement en arrière jusqu'à Bergara, où il prit position, pour donner le temps aux troupes qui se battaient à Descarga de le rejoindre. Il établit alors sa gauche sur les hauteurs des monts Insorsa, de l'Asunian et d'Elguetta, position qui lui assurait de faciles débouchés sur la Biscaye; sa droite occupa les postes de Satul et de Bellerant, entre les villages de Legazpia et Onale, couvrant la communication avec la Navarre; son quartier-général et son centre furent établis sur Mondragon.

Le 3 juillet, les Français devaient faire un mouvement semblable pour envelopper la droite de l'armée espagnole commandée par Filanghiery, et dont la destination était, comme nous l'avons dit, de couvrir la Navarre. La retraite

1795-an III. Espagne. forcée du général Crespo à la gauche rendait la position de Filanghiery fort critique. Déjà les Français établis à St.-Estevan, le flanquaient sur sa droite. Moncey, en ordonnant ce mouvement qui devait se faire sur quatre côtés à la fois, pouvait donc se flatter d'un succès à peu près certain.

Dès le 1er juillet, la colonne du général Willot s'était mise en marche, et le 2 au soir, elle vint se former en avant de Toloza. Le même jour, une colonne de six bataillons conduite par le général de brigade Merle, défila de Toloza sur Lecumbery par le grand chemin, tandis qu'une autre colonne de cinq bataillons, aux ordres du général de brigade Morand, se dirigeait par Goriti avec la même destination; enfin, la quatrième colonne, partie de St.-Estevan, sous le commandement du général Digonnet, se rendit le même soir à Venueta, à travers le pays ennemi.

Le 3, au lever du soleil, presque au même moment, les quatre colonnes débouchèrent sur Lecumbery : celles de Willot et de Morand aux deux flancs, celle de Merle de front, et celle de Digonnet par derrière, tournant le village d'Arraiz. Mais, de même que Crespo, le général Filanghiery, averti à temps de l'approche des Français, avait évacué Lecumbery pendant la nuit, et s'était replié, par les villages d'Erize et d'Ozquia, sur sa seconde ligne, établie sur les hauteurs d'Irurzun.

Cette position était très-forte naturellement, et elle avait l'avantage de conserver la communication libre entre les deux grandes divisions de l'armée ennemie. L'avant-garde des Espagnols occupait Irurzun et ses environs ; leur gauche était appuyée aux bois d'Ozquia ; le centre fermait le grand chemin, et leur droite s'étendait sur les hauteurs, jusqu'à Berrioplano.

Le 6 juillet, dans la nuit, trois colonnes françaises partirent de Lecumbery, et se mirent en marche à la file l'une de

l'autre, sur le grand chemin. Au village de Latassa, elles se séparèrent : la première, de trois bataillons, sous les ordres du général de brigade Merle, gravit la haute montagne qui est à droite du grand chemin, et déboucha sur Irurzun, comme si elle fût arrivée de Vittoria. La deuxième colonne, de trois bataillons et trois compagnies de carabiniers, commandée par le chef de brigade Harispe, passa par la montagne de la Trinité, et se dirigea sur Aizcorbe. La troisième colonne, de deux bataillons et cent cinquante cavaliers, avec deux pièces de canon, suivit le grand chemin sous les ordres du général de brigade Willot, commandant en chef l'expédition. Enfin une quatrième colonne était composée de cinq bataillons, et avait à sa tête le général Digonnet. Son mouvement, étendu à la gauche de Gulina et d'Aizcorbe, avait le double but de tourner l'avant-garde espagnole et de lui fermer le secours du grand corps d'armée; elle devait aussi assurer la retraite, en cas de besoin. 1795-an III. Espagne.

A l'approche des Français, les Espagnols abandonnèrent Irurzun et ses environs; les troupes légères, sous Harispe, débusquèrent un corps de Catalans d'un mamelon qu'il occupait entre Irurzun et Aizcorbe. Vainement ils voulurent faire de la résistance; les Français les attaquèrent avec vigueur, et les chasseurs basques, à la tête desquels le chef de bataillon Harriet fut grièvement blessé au pied, se portèrent sur eux avec tant de furie, que les Catalans furent en un moment chassés d'Aizcorbe, et poursuivis l'épée dans les reins. Cette chaleur dans la poursuite faillit même être funeste aux vainqueurs; car, emportés par une trop grande vivacité, ils restèrent à découvert, et n'étaient plus soutenus que par un bataillon de grenadiers de la brigade du général Digonnet.

Quelques carabiniers basques s'étant jetés sur deux pièces d'artillerie que les Espagnols faisaient avancer sur le grand

1795–an III. Espagne.

chemin, trois escadrons ennemis parurent tout-à-coup et les forcèrent de se répandre dans les bois qui bordent ce grand chemin. Ce mouvement étonne Digonnet. Au lieu d'appuyer Harispe avec le reste de sa colonne, il lui envoie l'ordre de rétrogader. Dans ce moment, l'infanterie espagnole entière, soutenue par les grenadiers provinciaux de la Vieille-Castille, s'ébranle, et se montre de toutes parts pour inquiéter cette retraite, qui s'effectuait avec assez de désordre. La colonne française allait être coupée, lorsque le bataillon de grenadiers s'élance la baïonnette en avant, et vient s'opposer à la furie espagnole. En vain l'ennemi, fort de l'immense supériorité de son nombre, enveloppe presque entièrement ces braves grenadiers et s'efforce de les rompre; en vain le général espagnol Filanghiery et le major-général don Ventura Escalante viennent eux-mêmes sur le terrain animer, de leur exemple et de leur voix, leurs soldats; un feu terrible et continuel leur défend d'approcher. Cependant la cavalerie espagnole arrivait au galop sur le grand chemin pour achever d'envelopper les grenadiers, et couper la retraite au général Harispe. Mais Willot, que l'importance de l'affaire avait appelé sur les lieux, se précipite au-devant de la cavalerie ennemie, à la tête d'un second bataillon de grenadiers; sa contenance fière et hardie en impose à l'ennemi, qui hésite et rétrograde. Une seconde tentative est funeste aux Espagnols; car, tandis que Willot et ses braves grenadiers, la baïonnette au bout du fusil, les défient au combat, les chasseurs basques, réfugiés dans les bois des deux côtés du chemin, tuent ou blessent un grand nombre d'hommes dans leurs rangs. Enfin Harispe ayant, à la faveur de la résistance de Willot et des deux bataillons de grenadiers, rallié entièrement les chasseurs basques, se jette à son tour sur les Espagnols, et les force à la retraite. Ils se replièrent de toutes parts sur leurs positions, et, à trois heures, Harispe rentra dans Aizcorbe.

La cavalerie française, jetée sur la gauche, ne combattit point. On prétend qu'un employé des vivres, se disant porteur des ordres de Willot, avait entraîné cette cavalerie à la poursuite de quelques chasseurs d'Ubeda, compagnie formée toute entière de contrebandiers. 1795--an III. Espagne.

Les Français établirent leur centre à Irurzun, leur droite au pied du col d'Araguil, et leur gauche à Aizcorbe et sur les hauteurs qui environnent ce village. Cette position des Français séparait la division de Crespo d'avec l'armée de Navarre, qui venait de combattre. Ce général, après l'abandon des bords de la Deba, avait lui-même pris position à Salinas de Guipuzcoa; et, pour éviter d'être enveloppé, il avait fait occuper les hauteurs d'Elgueta, jusqu'au mont Santo-Antonio, et les points de Satul et de Bellerant, qui semblaient lui assurer les communications de la Biscaye et de la Navarre. Mais l'occupation d'Irurzun par les Français ayant tout-à-coup fermé ce débouché, le projet fut formé par Moncey d'environner l'armée de Crespo, ou du moins de la forcer d'abandonner ses dernières positions.

Une division des troupes d'Aspeytia, réunie à celles qui avaient passé la Deba, et formant ensemble un corps de quatre mille cinq cents hommes, aux ordres du général de division Dessein, partit d'Elgoybar, le 12 juillet [1]. Le lendemain, à une heure de marche d'Elgoybar, où elle avait couché, cette division rencontra la gauche de l'armée de Crespo, qui défendait l'approche du village d'Ermea; le passage fut ouvert sans trop éprouver de résistance, et les Français s'emparèrent de toute l'artillerie ennemie, composée de treize pièces de canon.

Dans la nuit du 13 au 14 juillet, la division prit position à Durango, où étaient déposés les approvisionnemens de

[1] Cette colonne n'avait d'autre artillerie que deux petits canons, appelés, par les soldats, *les Républicains*. Vingt cavaliers seulement les suivaient.

1795-an III. Espagne. l'armée de Crespo. On y trouva, entre autres objets, douze pièces de canon et seize milliers de poudre. Tout ce qui ne put être emporté fut détruit ou jeté dans la rivière. Le 15, Dessein arriva à Villa-Real d'Alava; le 16, à dix heures du matin, une partie de l'armée de Crespo parut sur une montagne, à la gauche d'Urbina. Une vive fusillade s'engagea; mais quelques tirailleurs ayant gagné le flanc gauche de l'ennemi, tandis qu'un bataillon posté dans un bois attaquait sa droite, Crespo se vit obligé d'opérer sa retraite. Il la fit en gagnant les montagnes à l'ouest, et les montagnes d'Urbina en arrière des Salinas. Le général Dessein fit enlever, le soir, le village d'Ayorrabe, où il s'établit, ainsi qu'à Mendibil, en attendant l'arrivée de la division du général Willot.

Cependant Crespo, forcé de fuir, au lieu de se retirer sur Pancorbo, voulut sauver ce boulevard de la Castille, en détournant les vainqueurs et les appelant sur un autre point. Il se porta sur Bilbao à marches forcées; mais déjà les généraux français étaient à sa poursuite. Dès le soir de la journée du 16, Dessein avait détaché sur Vittoria son avant-garde, aux ordres du général de brigade Schilt, et, le 17, il entra dans cette ville avec toute sa division. Dès le lendemain, il se mit en marche; et, le 19, après avoir effectué sa jonction avec le général Willot, qui lui-même s'était avancé par les villages de Salinas et d'Ullibarri-Gamboa, il gagna Orduna, et le lendemain Miravalles.

Crespo n'avait pas attendu les Français. Voyant que l'invasion s'étendait rapidement, et craignant alors pour Pancorbo, il gagna cette forteresse en suivant la chaîne de montagnes qui ferme la Vieille-Castille au nord. Le 19 juillet, les Français prirent possession de Bilbao, et se rendirent entièrement maîtres de la province de Biscaye. Ils trouvèrent dans Bilbao des magasins immenses en tous genres. Ceux de vivres leur étaient d'autant plus utiles, que jusque-là ils

avaient toujours souffert des suites de la famine éprouvée à la fin de l'hiver. 1795-an III. Espagne.

Tandis que la division de droite soumettait ainsi les provinces de Biscaye et d'Alava, celle d'Irurzun ne faisait pas de moins glorieux progrès.

Nous avons dit que l'armée espagnole, commandée par Filanghiery, s'était retirée du côté d'Ozquia. Elle occupait la forte position d'Eriée, défendue par le col d'Ollareguy, et qui ne pouvait être forcée qu'en tournant ou emportant ce dernier poste. Une compagnie à pied d'Ubeda, et un bataillon des volontaires de Navarre, étaient établis sur le sommet de ce col d'Ollareguy. Deux bataillons du régiment d'Africa occupaient le poste de la Meseta, sur le revers de la montagne, au point où le col se resserre, et devaient, en cas d'attaque, soutenir les troupes qui en défendaient le sommet.

Le 30 juillet, à la pointe du jour, un bataillon de grenadiers, et un autre de chasseurs des montagnes, sous les ordres du général de brigade Digounet, attaquèrent le col d'Ollareguy avec la plus grande valeur. La compagnie d'Ubeda, et les volontaires navarrois, furent culbutés malgré leur vive résistance, et le sommet du col fut aussitôt occupé. Mais en descendant de l'autre côté de la montagne, les vainqueurs furent tout-à-coup arrêtés par les bataillons d'Africa, qui accouraient pour soutenir le poste déjà enlevé. Le combat s'engagea à l'arme blanche : jamais les deux partis n'avaient montré une plus grande opiniâtreté. Le colonel d'Africa, don Augustin Gayeneta, eut le corps traversé de deux balles; le lieutenant-colonel, Joseph Gonzalez d'Acugna, fut blessé et pris; le sergent-major [1], don Juan d'Aguierre, blessé d'un coup de baïonnette, tua le grenadier qui l'avait frappé. Cependant les Espagnols cédaient peu à

[1] Le sergent-major est le troisième chef dans les régimens espagnols.

1795-an III. Espagne. peu le terrain, et ils étaient déjà chassés jusqu'au village d'Ilzarbe, lorsque les Français, voyant arriver quatre bataillons de renfort à l'ennemi, furent forcés de remonter au sommet du col, dont ils restèrent maîtres.

Le roi d'Espagne fut si satisfait de la conduite du régiment d'Africa, dans cette rencontre, qu'il lui donna la permission de porter sur ses drapeaux l'écusson d'honneur, et aux soldats des deux bataillons qui avaient combattu dans cette journée, le droit de porter le même écusson d'honneur sur l'avant-bras gauche, marque distinctive et honorifique qui ne s'accorde que pour des faits d'armes du plus haut éclat.

Les opérations militaires, après la prise du col d'Ollareguy et de celle de la ville de Bilbao, n'offrent presque plus d'importance, et méritent peu d'être décrites. Elles deviennent d'autant plus insignifiantes, que l'époque approchait où la paix allait faire déposer les armes aux deux partis. Après l'occupation de Vittoria, le général de brigade Miollis avait été envoyé avec quatre bataillons et cent hommes de cavalerie, vers Miranda de l'Ebro, pour surveiller les Espagnols de ce côté. Le 24 juillet, cette colonne traversa l'Ebro sur le pont de Miranda, et s'empara de la ville et château de ce nom. Ce succès inspira trop de confiance aux troupes, qui, méprisant un ennemi aussi facile à vaincre, négligèrent de se tenir sur leurs gardes. Les Espagnols, encouragés par l'approche de Crespo, qui faisait son mouvement sur Pancorbo, revinrent sur leurs pas, et le soir même attaquèrent les Français, qui ne pensaient qu'à se réjouir de leur victoire. Deux escadrons de cavalerie ennemie les repoussèrent rapidement jusqu'au-delà de l'Ebro; mais, n'étant pas soutenus, les Espagnols s'arrêtèrent sur les bords de cette rivière. Outre quelques blessés et prisonniers, les Français perdirent le brave Mauras, chef de la demi-brigade des chasseurs des montagnes.

Le 25 juillet, une brigade, sous les ordres du général Schilt, quitta Bilbao. Elle fut bientôt suivie par le reste de l'armée, sous les ordres du général Willot, et toutes ces troupes vinrent prendre position à Miranda. Déjà un camp était établi au-dessus de Puebla, lorsque la nouvelle de la paix arriva le 5 août à quatre heures du soir. 1795-an III. Espagne.

Il paraît que l'intention du général en chef Moncey était de feindre le passage de l'Ebro à Miranda, tandis que les troupes se seraient portées sur Puente-la-Reyna pour former l'investissement de Pampelune. L'occupation du col d'Ollareguy avait eu lieu dans la même vue, et ce qui le démontre encore davantage, c'est que déjà le commandant du génie Marescot était arrivé depuis plusieurs jours à Bayonne, avec d'autres officiers du même corps, pour conduire les opérations du siége.

Afin de terminer l'historique des opérations de l'armée des Pyrénées-Occidentales, nous allons rapidement faire le tableau des mouvemens de la division de Saint-Jean-Pied-de-Port.

A l'ouverture de la troisième campagne, dans le mois d'avril, cette division était commandée par le général Mauco, et composée de la demi-brigade des chasseurs basques, de la quarantième, de la cent trente-quatrième de ligne, et du bataillon du Jura. Le 26 avril, les six bataillons de campagne et un bataillon de grenadiers, formant environ trois mille cinq cents hommes, furent campés sur le col de Lindous, entre Burguète et les Aldudes, à gauche du col d'Ibagnet, et à l'entrée du bois de Roncevaux. Le bataillon de réserve des chasseurs basques fut cantonné à Baygorry, et tenait un fort détachement à Berdaritz; les bataillons de réserve des quarantième et cent trente-quatrième demi-brigades, et celui du Jura, formant au plus quinze cents hommes, demeurèrent aux environs de Saint-Jean-Pied-de-Port. Dix jours après, ce camp fut levé, à raison surtout de son insalubrité. La cent trente-

1795–an III. Espagne. quatrieme demi-brigade se replia sur Saint-Jean-Pied-de-Port, et s'établit en arrière et à côté de la redoute de la Liberté, sur la route d'Orisson. La quarantième, les chasseurs basques et les grenadiers, furent campés à la gauche des Aldudes, en avant et à côté de Berdaritz. Le poste important d'Arola, entre Saint-Jean-Pied-de-Port et les Aldudes, était occupé tour-à-tour par des détachemens des quarantième et cent trente-quatrième demi-brigades.

Telle fut, pendant un mois, la position des troupes de la division de Saint-Jean-Pied-de-Port. Elles n'eurent à lutter que contre les fatigues d'un service journalier et pénible, l'ennemi ayant porté ses forces sur la gauche. Depuis la destruction des fonderies d'Orbaïcet et d'Eguy, les Espagnols avaient entièrement abandonné leurs frontières de ce côté: Lahescoa n'avait pour défenseurs que ses habitans, formés en compagnies franches; les Aldudiens, et deux ou trois compagnies réglées étaient cantonnés dans la vallée d'Erro.

Le bataillon des grenadiers, et deux bataillons des chasseurs basques, se détachèrent de la division, le 29 mai, pour aller concourir à l'expédition qui eut lieu sur la droite. Alors, le deuxième bataillon de la cent trente-quatrième demi-brigade reçut l'ordre de se rendre aux Aldudes, et fut campé sur la montagne d'Ourisca, en arrière de Berdaritz, d'où la vue plongeait et sur la gorge des Aldudes et sur la vallée de Bastan.

Le 3 juin, de forts détachemens de ces troupes se portèrent sur le sommet des plus hautes montagnes des Aldudes, du côté de la vallée d'Erro. Cette expédition se borna à quelques légères escarmouches entre l'avant-garde française et deux ou trois cents Aldudiens et soldats espagnols: elle servit du moins à donner la certitude que l'ennemi portait toute son attention sur la gauche, et qu'il estimait sa droite suffisamment protégée par cinq lieues de montagnes. Cette

partie de l'armée demeura d'ailleurs constamment sur la défensive. 1795-an III. Espagne.

Vers le 28 juin, après l'affaire de Lecumbery, une nouvelle reconnaissance fut exécutée du côté de Zubiri, avec la même facilité que la précédente. Les propriétés espagnoles furent scrupuleusement respectées; les habitans des pays laissés sans défense eurent recours à la générosité française, et s'en trouvèrent bien : leurs envoyés furent accueillis avec bienveillance, et leurs nombreux troupeaux mis à l'abri de toute insulte. L'annonce de la paix vint tout-à-coup mettre fin à ces cantonnemens pénibles au milieu des montagnes. La quarantième demi-brigade et les Basques abandonnèrent le sommet des Aldudes, et la cent trente-quatrième les suivit bientôt après ; mais ces troupes, avant de se retirer, détruisirent de fond en comble les beaux ouvrages de retranchemens élevés à Berdaritz.

Nous abandonnons à regret, pour quelques instans, les champs où les Français déployaient si valeureusement leur noble et légitime énergie, pour nous reporter sur un théâtre où des scènes affligeantes et moins glorieuses pour la nation, mais peut-être aussi plus éminemment dramatiques, réclament d'autant mieux l'attention de nos lecteurs, que nous nous sommes efforcés de réunir dans un seul tableau les faits les mieux constatés, épars dans un grand nombre de relations et d'écrits contradictoires.

CHAPITRE VI.

SUITE DE L'ANNÉE 1795.

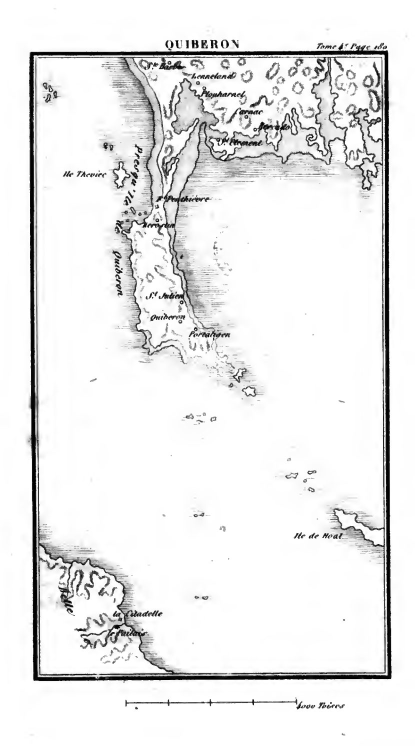
Origine et exposé de la guerre des chouans. Catastrophe de Quiberon. — Combats sur la Fluvia; traité de paix entre la France et l'Espagne. — Combats dans les Alpes. — Combats du col de Tende, de Tuirano, de Lemonet, de Saint-Barnouil et d'Allasio. — Combats et prise du mont Genèvre, de Saint-Barnouil, etc., etc., etc.

1795-an III. 20 juillet. (9 thermidor) Bretagne.

Origine et exposé de la guerre des chouans; catastrophe de Quiberon[1]. — Tandis que sur toute l'étendue du territoire français s'agitaient, ainsi que les flots de la mer pendant la tempête, les différens partis qui tenaient divisés les habitans de cette belle contrée; alors, surtout, que les royalistes se voyaient protégés par des membres du gouvernemtnt, et trouvaient un appui jusque dans l'armée républicaine[2], il devenait naturel que les Français qui avaient fui le sol de la patrie pour s'attacher aux héritiers du trône renversé, fissent aussi leurs efforts pour le relever, et s'occupassent, de leur côté, à réaliser la grande espérance du rétablissement de la monarchie. Du midi au nord, les émigrés répandus dans tous les États de l'Europe, se mirent en mouvement et se dis-

[1] Journaux et Mémoires du temps, — Beauchamp, — Madame de Larochejacquelein, — Le Bouvier-Desmortiers, — Berthre de Bourniseaux, — Vie du général Hoche, — Lacretelle, — Histoire de France, — Mémoires du comte de ***, — Mémoires manuscrits, etc.

[2] Pichegru.


QUIBERON
Tome 4e Page 180
Lenneland
Plouharnel
Carnac
Ile Theviec
Presqu'ile de Quiberon
St Julien
Quiberon
Portaligen
Ile de Hoat
la Citadelle
le Palais
4000 Toises



posèrent, en réunissant tous leurs moyens, à prêter la main aux royalistes de l'intérieur. Bientôt on les vit, abandonnant la terre de l'exil, accourir au lieu désigné pour l'embarquement, monter, avec l'ivresse de la joie et de l'espérance, sur les vaisseaux préparés par l'Angleterre. Pleins de confiance dans le secours puissant, qu'après de si longues promesses le ministère britannique accorde enfin à la cause royale, ils ne doutent plus d'un succès dont les malheureux Vendéens ont déjà désespéré : déjà ils voient, dans leur douce illusion, l'étendard du lis flotter sur toutes les cités de leur chère patrie, qu'ils vont retrouver enfin après une longue et pénible absence; et le jeune rejeton de la tige bourbonienne, s'élever, par leurs soins, sur l'antique trône de ses aïeux. Dans le cœur de ces loyaux et fidèles serviteurs de la monarchie, ce dernier sentiment est encore plus fort que le désir de revoir le foyer paternel, et ils consentiraient volontiers à retourner dans leur exil, pourvu que les nobles fils de Henri IV fussent rétablis dans leurs droits légitimes..... Mais combien peu d'entre ces Français jouiront de ce bonheur tardif, et pourquoi faut-il que nous soyons forcés de retracer la grande catastrophe qui fit évanouir une si flatteuse espérance!....

1795–an III. Bretagne.

Cependant, avant de reproduire les différens actes de la déplorable tragédie de Quiberon, il convient de donner ici quelques détails sur la guerre dite *des chouans*, dont le peu d'importance et les événemens trop peu saillans ne nous ont pas encore permis de nous occuper. Ce furent les chouans qui provoquèrent le débarquement des royalistes de l'extérieur; ce furent les communications des chefs de ces partisans qui déterminèrent le gouvernement anglais à tenter la funeste expédition de Quiberon. Il importe donc de faire connaître les uns et les autres, et nous férons précéder le récit de l'expédition par l'histoire de la chouannerie, qui l'occasiona.

1795-an III. Bretagne.

Le nom de chouan fut long-temps une injure en France : il était le synonyme de brigand ; et il est vrai de dire que la conduite de plusieurs des hommes qui portèrent ce nom justifiait un peu cette synonymie. Mais les mêmes effets se reproduisent dans toutes les guerres civiles ; et si les partis espagnols, connus sous le nom de *guerillas*, ont été traités de brigands par un grand nombre de leurs concitoyens (nous ne parlons pas ici des Français, qui ne pouvaient donner une autre dénomination à des troupes plus qu'irrégulières) ; s'ensuit-il que tous les Espagnols qui ont si valeureusement soutenu leur indépendance nationale, aient été des voleurs et des assassins ? Un parti, quel qu'il soit, prend des auxiliaires partout où il les trouve. Les chouans royalistes avouent encore aujourd'hui qu'il s'est trouvé dans leurs rangs des contrebandiers, des voleurs de grands chemins, des pillards de diligences, des assassins de profession. Mais ces vils instrumens n'ont pu échapper, plus tard, au glaive de la justice, et les véritables chouans n'ont pas été plus déshonoré, par le contact de ces hommes, que les républicains de bonne foi, les amis de la patrie, ne le furent par celui des incendiaires, des massacreurs, des brise-scellés, des voleurs et des bourreaux de la révolution.

Quatre frères, nommés *Cottereau*, passent pour être les fondateurs de la chouannerie. Contrebandiers avant la révolution, ils habitaient le village de Saint-Ouen-des-Toits, près de Laval ; et, pour exercer ce métier, ils avaient l'habitude de ne sortir que la nuit, afin d'échapper plus sûrement à la surveillance des agens du fisc. On dit qu'afin de se reconnaître dans le silence et dans l'obscurité des bois où ils déposaient des marchandises prohibées, et pour s'avertir, en cas de surprise, ils contrefaisaient le cri lugubre de l'oiseau nocturne appelé *chouette* ou *chat-huant*. Il paraît même que déjà, avant la révolution, on ne les désignait dans les lieux

qu'ils fréquentaient, que sous le nom de *chouans*, qui est la prononciation angevine et bretonne du mot *chat-huant*. Quoi qu'il en soit de cette étymologie, les frères Cottereau, se voyant ruinés, à l'époque de la révolution, par l'abolition de toutes les lois fiscales antérieures, et par la liberté rendue au commerce, devinrent les ennemis du nouveau régime, et embrassèrent la cause d'un gouvernement qui les aurait fait pendre pendant son existence, s'ils fussent tombés entre les mains de la justice. Ils formèrent, en 1793, près de Laval et de la Gravelle, un rassemblement, composé d'abord de tous les hommes de leur métier, auxquels se joignirent bientôt les mécontens des contrées voisines. Jean Cottereau, *dit Chouan*, l'aîné des quatre frères, fut choisi par ces bandes pour leur chef, et tous ensemble prirent la dénomination générique de *chouans*, qui fut donnée depuis aux royalistes de la Bretagne et d'une partie de la Normandie. 1795-AN III. Bretagne.

Toutefois ces premiers chouans étendirent peu leurs excursions, et ne s'éloignèrent guère des forêts du Pertre et de la Guerche. Mais, dans le même temps, différens partis se formaient dans la Normandie, le Maine et la Bretagne. Un jeune homme, nommé Duboigny, âgé de dix-sept ans, proscrit avec toute sa famille, qui appartenait à l'ordre de la noblesse, organisa un rassemblement dans les environs de la forêt de Fougères. Bernard de Villeneuve, ancien ami du premier chef de l'insurrection royaliste, le célèbre la Rouarie, s'était également mis à la tête des royalistes du département des Côtes-du-Nord. Boishardy, officier au régiment de Royale-Marine, avant la révolution, avait organisé plusieurs bandes dans quelques-uns des départemens qui divisent l'ancienne province de Bretagne. Ce chef avait sur l'esprit des Bas-Bretons un ascendant d'autant plus fort, qu'ils le croyaient doué du don de prédire l'avenir. Le Morbihan était, de tous ces départemens de la Bretagne, celui où l'insurrection avait un

1795-an III. Bretagne. caractère plus prononcé. Trois gentilshommes bas-bretons, le comte de la Bourdonnaye, ancien capitaine de cavalerie, le chevalier de Silz et le comte de Boulainvilliers, se disputaient le commandement suprême de cette contrée.

Telle était la situation de la chouannerie, à la fin de 1793. Lorsque les Vendéens, vaincus à Chollet, traversèrent la Loire pour porter le théâtre de la guerre dans la Normandie et dans la Bretagne, on a vu que les chouans parurent d'abord vouloir se joindre à eux; mais, dispersés avec les troupes du brave Laroche-Jacquelein, dans les journées du Mans et de Savenay, ils se retirèrent dans leurs forêts, et reprirent leurs précédentes habitudes de guerre avec la république, en arrêtant les courriers, les convois, en pillant les voitures qui portaient l'argent du fisc, et en ravageant les propriétés de ceux qui étaient connus pour leur attachement à la révolution.

Pour conduire ces rassemblemens partiels et désordonnés vers un but utile à la cause royale, un chef était nécessaire. Il fallait en trouver un qui fût capable de leur donner, par une bonne organisation, la consistance qui leur manquait. Le comte Joseph de Puisaye, né dans le Perche, de la famille Lacoudrelle, député de la noblesse de la province aux états-généraux, se présenta pour cette tâche difficile : il fut agréé.

Cet homme, qui ourdit tant d'intrigues sans en terminer aucune, qui joua tant de rôles sans aptitude pour un seul, qui n'eut pour lui que les dehors d'une belle représentation sans posséder le génie du capitaine ni le courage du soldat; qui, par sa pusillanimité, perdit toutes les affaires qu'il voulut diriger; cet homme, disons-nous, s'était d'abord montré partisan zélé des innovations révolutionnaires; mais l'aveugle ambition qui le tourmenta toute sa vie, avait égaré ses opinions. Ne trouvant rien à gagner à la révolution, il se

montra royaliste en 1793. Commandant à cette époque la garde nationale d'Évreux, son génie turbulent lui suggéra le projet d'organiser une insurrection, dont prudemment il réservait le commandement à Félix Wimpfen, avec lequel il était lié. Ce projet n'ayant pu réussir, il se jeta dans le parti du fédéralisme après le 31 mai, forma des rassemblemens, et fut vaincu à Pacy-sur-Eure, comme nous l'avons déjà rapporté, avec Wimpfen, qui commandait les fédéralistes du Calvados. 1795-an III. Bretagne.

Proscrit par la Convention, Puisaye se retira en Bretagne, après sa défaite, avec un nommé Focard, qui, de son chirurgien, était devenu son ami et son conseil, et un certain colonel fédéraliste appelé Leroy. Des manières aisées, une jactance propre à séduire des gens simples, l'annonce des grands projets dont il paraissait incessamment occupé, acquirent bientôt à cet ambitieux la bienveillance, l'estime, et même le dévouement des paysans bretons, au milieu desquels il crut devoir se cacher. Sa réputation s'étendit bientôt en Bretagne, et prit un tel accroissement, que les chouans de ce pays, et les débris de cette malheureuse troupe vendéenne, détruite à Savenay, lui envoyèrent, dans le même temps, une députation pour le presser de se mettre à leur tête.

Puisaye, qui se faisait appeler par les chouans le comte Joseph, habitait alors une caverne de la forêt du Pertre, qui servait aussi de refuge à un ancien officier de cavalerie nommé Delegge, et à un prêtre, frère de ce dernier, tous les deux proscrits. C'est dans cette retraite qu'il reçut les députés des chouans. Presque dans le même temps, il y fut rejoint par un certain *Prigent*, qui leur servait d'émissaire pour communiquer avec les Anglais. La proposition des chouans ne pouvait pas manquer d'être accueillie, et le nouveau chef établit son quartier-général dans cette même ca-

1795-an III. Bretagne. verne des Delegge, et s'occupa de suite de nommer son état-major; mais pendant qu'il préparait l'organisation des royalistes, il faillit être enlevé par les républicains, ainsi que tous ceux qui habitaient la forêt. Les autorités locales avaient été informées du rassemblement qui s'organisait sous les auspices et par les soins de Puisaye. Un détachement des gardes nationales des environs vint un matin entourer le quartier-général de la nouvelle insurrection. Deux officiers de l'état-major de Puisaye, le Hachois et la Massue, sont surpris au moment où ils sortent de la caverne. Le premier parvient à se dégager avec son sabre, la Massue tombe percé d'une balle. Au bruit de la fusillade, Puisaye cherche ses armes; Focard, plus prompt et plus intrépide, se présente à l'entrée du souterrain, et ne craint pas de soutenir l'attaque des gardes nationaux, dont il renverse trois des plus avancés. « Chargeons, s'écrie le vaillant chirurgien. » Puisaye et ses compagnons le suivent; ils parviennent à se faire jour à travers les baïonnettes des républicains, qui, frappés de l'audace de Focard, et saisis d'une terreur panique, se croient enveloppés eux-mêmes par une troupe de chouans. Puisaye et sa petite troupe s'échappent à travers la forêt, avant d'avoir donné au détachement ennemi le temps de se reconnaître.

Le général Beaufort, qui commandait à Rennes, fit fouiller le lendemain la forêt du Pertre. Les troupes républicaines se répandirent autour de la forêt, et traquèrent les chouans comme des bêtes fauves. Six à sept cents d'entre eux furent tués ou pris dans cette exploration, et c'est alors que périt Jean Cottereau, l'aîné des quatre frères dont nous avons parlé, et qui avait été déclaré, comme on l'a vu, chef de la première insurrection. Cerné par les républicains, il s'était retranché dans un hallier, et se défendait avec toute la fureur du désespoir. Quatre soldats tombent morts à ses pieds. Enfin, un grenadier d'un bataillon de la Manche le couche en joue, et

lui perce le corps de deux balles. La tête de Cottereau, placée au bout d'une baïonnette, fut portée en triomphe à la Gravelle. La caverne de Puisaye avait été fouillée la veille, et les républicains y trouvèrent des documens précieux sur les relations de ce chef avec l'Angleterre, et le plan d'organisation qu'il se proposait de donner à la chouannerie. Ces événemens se passaient à la fin de janvier 1794. 1795-an III. Bretagne.

Cependant Puisaye ne se laissa point abattre par ce revers momentané. Les dangers qu'il venait de courir, dans cette dernière circonstance, en le rendant plus intéressant aux yeux des Bretons insurgés, lui assurèrent plus d'ascendant que jamais sur l'esprit de ces paysans simples et crédules; bientôt il donna à la chouannerie une extension qu'elle n'avait point eue jusqu'alors. Il profita habilement de l'hospitalité accordée à plusieurs chefs secondaires de la grande Vendée, pour les engager à servir sous ses ordres, et à l'aider dans l'organisation définitive qu'il voulait donner à son parti. Forestier, qui avait commandé en second la cavalerie vendéenne, et que l'on a vu figurer au siége de Granville; Chantereau, Diamand du Peret, Guignard, Duponchet, Bréchard, le comte de Bellevue, le chevalier de Caquerey, Fabré, Jarry, et Tuffin d'Ussy, proche parent de la Rouarie, se joignirent à Puisaye de cette manière, reconnurent son autorité, et reçurent de lui du commandement. Gardant auprès de lui Bréchard, dont il appréciait l'activité, le général des chouans se fixa aux environs de Rennes, comme point central et principal.

Le nombre de ses partisans s'accrut bientôt assez pour qu'il osât former le dessein de s'emparer de Rennes par surprise. Les ordres furent expédiés, en conséquence, aux différens chefs de chouans, pour se rassembler, à un jour fixé, dans la forêt du Pertre; mais un transfuge révéla tout le projet au commandant de la ville menacée. Celui-ci prit aussitôt des

1795-an III. Bretagne. mesures efficaces pour repousser le danger, et la veille du jour fixé pour le rassemblement de tous les siens, Puisaye se vit tout-à-coup attaqué par la garnison de Rennes, à laquelle s'était jointe une grande partie de la garde nationale de cette ville. Les chouans, furieux d'être prévenus dans leur dessein, n'en firent pas moins bonne contenance, et tinrent quelque temps en échec les forces républicaines ; mais le prudent Puisaye crut devoir se retirer, et se dirigea sur Buignon, dans le département du Morbihan.

Sa présence électrisa les royalistes de ce département. Ils accoururent en foule sous les drapeaux de celui qu'ils regardaient comme le dernier soutien de leur cause. Obéissant à ses ordres, les chefs de ce pays forment en toute hâte, dans la forêt de Manlacé, un rassemblement de sept à huit mille hommes. Cette mesure était urgente, car le jour même du combat livré dans la forêt du Pertre, le tocsin républicain avait sonné dans toutes les communes qui environnent la ville de Rennes. Le général Beaufort avait réussi à rassembler trois mille hommes et quatre-vingts chevaux. Il se mit sans retard à la poursuite de Puisaye, et l'atteignit dans la plaine qui se trouve entre Plelan et Baignon. Les chouans, quoique bien supérieurs en nombre, ne purent résister à l'attaque des républicains. Ils se débandèrent, et Puisaye, obligé de fuir une seconde fois, se retira en donnant encore aux chouans la forêt du Pertre pour point de ralliement. Les royalistes s'étaient dispersés avec tant de rapidité, qu'il devint impossible aux républicains de les poursuivre, et le général Beaufort revint à Rennes, ignorant encore la route que Puisaye avait prise. Il ne tarda pas à être informé que la forêt du Pertre servait encore d'asile à ce chef. Le général rassemble de nouveau les troupes, et fait entourer la forêt. Il rencontre au bourg de Liffré, entre Rennes et Fougères, son adversaire, occupant ce poste avec environ sept cents chouans. Ces der-

niers furent défaits à la première attaque. Environnés de tous les côtés, la plupart furent masacrés. Le chevalier de Troroux, Tuffin d'Ussy, du Ponchet et Fabré furent criblés de blessures, et perdirent la vie dans cette sanglante mêlée. Puisaye parvint encore, avec quelques autres officiers, à s'échapper de cette boucherie. Il s'était jeté à bas de son cheval, quand il aperçut la déroute de ses chouans, et il se sauva à travers les bois, les broussailles et les ravins, jusque dans un petit vallon, où, fort heureusement pour lui, il trouva un détachement de quatre cents hommes, que le chef Jarry amenait à son secours. Au moyen de cette escorte, il lui fut facile de gagner Rhedon, où vinrent le joindre les chefs qu'il avait envoyés dans la Bretagne, et qui lui apprirent que les rassemblemens ordonnés par lui dans ces contrées, se régulariseraient et présenteraient bientôt une masse de résistance imposante.

1795-an III. Bretagne.

Ce fut à cette époque que le gouvernement britannique, excité par les rapports de Puisaye, qui paraissait jouir de quelque crédit auprès des ministres anglais, et encouragé d'ailleurs par le spectacle des divisions auxquelles la république était en proie, parut prendre enfin la résolution de tenter un dernier effort, pour donner à la guerre civile une consistance propre à renverser promptement le nouvel ordre des choses, et à rétablir le gouvernement des Bourbons. Le premier avril 1794, Pitt avait informé la chambre des communes, que le gouvernement jugeait convenable de prendre à sa solde un corps d'émigrés français, et le lendemain le *bill* passa après une légère opposition. Le ministre donna aussitôt des ordres pour la formation de quatre régimens d'émigrés, de deux bataillons chaque, formant, par régiment, un total de seize cent cinquante-un hommes. Ces troupes devaient se réunir à Jersey.

Cette mesure, qui annonçait enfin la détermination de servir utilement la cause royale en France, engagea les princes

1795-an III. Bretagne. de la maison de Bourbon à seconder, de tous les moyens qui étaient en leur pouvoir, le dévouement des royalistes de l'intérieur. S. A. R. le comte d'Artois, qui se trouvait en Angleterre, nomma le marquis Dudresnay, ancien officier des chevau-légers de la maison du roi, pour aller en son nom commander en chef en Bretagne. Cette disposition du prince était peut-être imprudente dans l'état où se trouvait l'insurrection de la Bretagne. Puisaye, qui l'avait organisée, devait nécessairement se trouver mécontent d'une mesure qui lui enlevait le prix de ses travaux, et son mécontentement pouvait avoir de l'influence dans le pays insurgé. Aux yeux de beaucoup de chefs de chouans, le choix du prince paraissait d'autant plus impolitique, que Dudresnay passait pour un courtisan sans énergie, faible, bien plus ambitieux qu'habile, et incapable, sous plus d'un rapport, de diriger un parti considérable. Puisaye s'aperçut bien vite qu'un tel rival était peu à redouter ; mais, pour mieux réussir à le perdre, et sur l'avis du chevalier de Tinteniac, qui était venu auprès des insurgés, en qualité d'envoyé particulier du lieutenant-général du royaume, Puisaye se décida à passer lui-même en Angleterre.

Cependant, avant de partir, le comte continua à prendre les mesures qu'il crut convenables pour assurer le succès de l'insurrection générale de la Bretagne. Déjà le Morbihan se trouvait soulevé presque en entier. Douze partis pouvant former un total de quatorze mille hommes armés régulièrement, et vingt mille paysans étaient déjà organisés sous les ordres du chevalier de Silz, du comte de Boulainvilliers, des deux Lantivy, de Guillemot, Bonfils, Jeanjean, Berthelot, Robinot de Saint-Régent, d'Allègre de Saint-Tronc, Georges Cadoudal, et Lemercier, dit *La Vendée*. Ces deux derniers devaient bientôt commander seuls dans le Morbihan.

Puisaye chargea le comte de Bellevue de surveiller, pen-

dant son absence, la conduite et les mouvemens de ces différens chefs. Boishardy, et Tristan l'Hermite, compatriotes de Puisaye, reçurent une commission semblable ; le premier, dans le département des Côtes-du-Nord, et le second, dans le Bas-Maine. Le vicomte de Scépeaux, élève et ami du héros vendéen Bonchamp, fut envoyé pour présider à l'insurrection dirigée par Dieusec, Moulins et Coquereau, sur divers points de l'Anjou, et dans cette partie de la Bretagne qui se trouve bornée au sud par la Loire, et à l'ouest par la Vilaine. Après avoir pris ces dispositions, Puisaye publia, le 26 juillet 1794, une proclamation signée de quarante-cinq généraux et officiers supérieurs royalistes, dans laquelle il vouait à la mort tous les Français qui resteraient neutres dans cette grande querelle entre la monarchie et la république, et déclarait rebelles à la France et au Roi tous ceux qui abandonneraient les villes, bourgs ou villages à l'approche des républicains, au lieu de se défendre contre eux jusqu'à la dernière extrémité. Il faisait défense, sous les peines et les châtimens les plus sévères, à tous les receveurs des deniers publics, de verser leurs fonds ailleurs que dans les caisses des armées royales. Puisaye s'occupa ensuite de la nomination d'un conseil-général d'administration et de guerre. Il le composa de cinq membres : Desoteux ; Cormatin, Charles Boishardy, Chantereau, Jarry, et l'ex-constituant Boutidoux. Cormatin, déjà revêtu du titre de major-général de l'armée des chouans, fut choisi pour présider ce conseil et diriger les mouvemens militaires pendant l'absence de Puisaye. Celui-ci quitta alors l'armée, et, après avoir couru les plus grands dangers, avant de parvenir à la côte, il réussit à s'embarquer avec son fidèle émissaire Prigent, et aborda en Angleterre.

1795–an III. Bretagne.

Ce Cormatin, qui était appelé ainsi par Puisaye à exercer la suprême influence sur les opérations de l'armée *chouanne*, était un aventurier étranger au pays insurgé. Il était loin

1795–an III. Bretagne.

d'avoir la grande habitude de l'intrigue, la souplesse et l'expérience des hommes, que possédait son patron. Après le départ de ce dernier, les autres chefs, qui paraissaient avoir eux-mêmes sollicité la nomination de Cormatin, s'indignèrent d'obéir à un homme presque inconnu et qui n'avait aucun titre à cette distinction. La division se mit parmi eux, les esprits s'aigrirent, et la guerre, que Puisaye avait voulu faire en grand, à la manière des Vendéens sous Bonchamp, d'Elbée et Laroche-Jacquelein, prit tout-à-coup un autre caractère. De même que l'on a vu dans la Vendée Charette et Stoflet rivaliser, avec certains agens républicains, de rigueur et d'atrocité dans leurs mesures, nous pourrions présenter aussi, si nous ne répugnions point à tracer encore de pareils tableaux, les chouans, sous le commandement anarchique de Cormatin, se livrant à tous les excès et à toutes les horreurs dont les guerres civiles sont malheureusement presque toujours souillées. Malgré la prétendue régularité apportée dans l'organisation des différens partis ou rassemblemens, auxquels on donnait le nom de divisions de l'armée royale, la perfidie et la cruauté remplacèrent la loyauté qu'on devait naturellement attendre de ceux qui s'annonçaient comme agissant, au nom d'un dieu de paix, pour un roi et des princes dont on ne pouvait pas soupçonner les intentions généreuses. En voyant les chouans piller et ravager les contrées où ils étaient en armes, les paysans bretons montrèrent tout-à-coup beaucoup de répugnance à prendre parti avec des hommes quelquefois plus à craindre pour eux que les républicains ou les *bleus,* surnom que donnaient aux soldats de la république les Vendéens et les chouans. Par cette nouvelle disposition des esprits, menacé d'être abandonné et de voir ses partis se dissoudre, faute de moyens de recrutement, Cormatin publia un arrêté qui condamnait à mort tout individu qui ne se déclarerait pas pour ou contre lui. Cette mesure, qui rappelait

la loi d'Athènes déclarant traître à la patrie tout citoyen qui ne prendrait point parti dans une émeute, fut pour les chouans comme le signal des violences les plus odieuses, du pillage, du meurtre et de l'incendie. Les républicains répondirent à ces excès par des excès semblables, et les deux partis, dans cette lutte effroyable, répandirent la misère et la désolation dans les contrées où ils se trouvaient journellement aux prises.

1795-an III. Bretagne.

Cependant le général Hoche, que la révolution du 9 thermidor (27 juillet 1794) avait tiré des cachots de la Conciergerie, où l'avait fait jeter le décemvir Saint-Just, venait de succéder aux généraux Rossignol et Moulins dans le commandement de l'armée républicaine des côtes de Brest et de Cherbourg. Ce jeune héros, que dévorait un ardent amour de la patrie, et qui l'avait sauvée en chassant, à la fin de 1793, les Prussiens et les Autrichiens des fameuses lignes de Weissenbourg, apporta dans la nouvelle guerre dont il était chargé l'expérience de son génie, et cette infatigable activité qui lui avait fait surmonter tant d'obstacles dans sa célèbre campagne du Rhin. Destiné à agir contre les chouans, il renonça d'abord au système suivi jusqu'alors, et adopta celui des camps retranchés, dont l'établissement dans la Vendée prouvait déjà l'utilité; mais, témoin des horreurs qui accompagnent nécessairement les guerres civiles, son âme généreuse soupira de n'être pas employée sur un théâtre plus honorable. Ce ne fut qu'avec la plus extrême répugnance qu'il se vit contraint de combattre contre des Français, et de faire verser le sang de ses concitoyens. On entendit souvent ce noble guerrier s'écrier, à la suite d'un engagement avec les chouans : « Oh qu'heureux sont ceux qui n'ont à combattre que des étrangers! » Il éprouvait une espèce d'humiliation à descendre au métier de partisan, et la gloire de ses premiers compagnons d'armes lui rendant encore plus insupportable le rôle se-

1795–an III. Bretagne. condaire qu'on lui faisait jouer, troublait son sommeil, et lui faisait éprouver les regrets d'une noble rivalité [1].

Le spectacle des assassinats commis chaque jour par les Français des deux partis, en lui causant une profonde douleur, lui inspira en même temps le dessein de fermer la plaie de la guerre civile. Convaincu par sa propre expérience que la rigueur était inutile pour réduire des hommes qu'il était difficile d'atteindre et de forcer à combattre, il résolut d'essayer si la générosité n'aurait pas plus de pouvoir sur ces cœurs farouches et indomptés. La discipline la plus sévère fut introduite dans ses camps; les soldats eurent ordre d'avoir pour les chouans tous les égards que permettait la fierté républicaine. Hoche défendit les voies de fait et les représailles, qui ne faisaient qu'irriter les esprits en leur inspirant le désespoir. Il commanda de ne traiter en ennemis que les chouans rencontrés les armes à la main, et s'étudia à gagner la confiance de tous ceux qui devenaient ses prisonniers, en leur prouvant qu'il ne voyait en eux que des Français. Le premier, enfin, Hoche eut l'honneur de présenter au gouvernement républicain les mesures qui amenèrent la première pacification de la Vendée, et qui réussirent au moins à faire tomber momentanément des mains des Français ces armes parricides dont ils se frappaient avec un mutuel acharnement. Dans toutes ses communications avec le comité de salut pu-

[1] On a cité dans plusieurs relations ce passage d'une lettre familière de Hoche à l'un de ses amis, qui servait dans l'armée de Sambre-et-Meuse : « Je fais, écrivait-il à cet ami, ce qu'on appelle la guerre des chouans. Les drôles de gens! on ne les voit jamais. Continuez, mes amis, d'enlever les villes d'assaut, de forcer des places inexpugnables, de gagner de grandes et importantes batailles. Et toi, continue de m'envoyer le premier les immortels détails de ces actions : de mon côté, lorsque nous aurons pris un chouan, je m'empresserai de te transmettre cette grande nouvelle. »

Cette lettre est en même temps un monument de la gaîté naturelle du général, et de la guerre singulière à laquelle il était obligé, malgré lui, de prendre part.

blic, Hoche répétait : « Que quelques proclamations où se- 1795-an III
rait la promesse d'oublier de bonne foi le passé, feraient plus Bretagne.
que des pièces de 16. »

La conduite pacifique tenue par Hoche dans la Bretagne, conduite si opposée à celle de l'intrigant Cormatin, produisit l'effet qu'en espérait le général républicain. Du moment où la saine partie des Bas-Bretons s'aperçurent qu'ils trouvaient aide, protection et justice auprès des officiers républicains, tandis qu'auprès des chouans ils éprouvaient souvent persécution et violence, ils renoncèrent à s'armer pour leur opinion, et prirent la détermination de rester dans leurs foyers, devenus paisibles depuis que Hoche avait ordonné à ses troupes de les respecter. Cormatin et plusieurs autres chefs se virent en peu de temps abandonnés par la plus grande partie des paysans ou cultivateurs qui faisaient la principale force de ces rassemblemens. Cet abandon, et plus encore l'exemple de Charette et de Stoflet, décidèrent le général des chouans, malgré l'expresse défense faite par Puisaye d'entrer jamais en aucun accommodement, à prendre part aux conférences qui eurent lieu entre les délégués conventionnels et les différens chefs royalistes. On a vu plus haut qu'en effet le gouvernement républicain, convaincu sans doute par les raisonnemens du général Hoche, et voulant d'ailleurs se faire un mérite, aux yeux de la nation, de sa conduite modérée, avait lui-même proposé la paix à tous les fauteurs de la guerre civile. Hoche fut d'abord nommé pour suivre les conférences qui se tenaient à la Mabillais, près de Rennes. Mais Cormatin, qui ne cherchait, à l'exemple de Charette et de Stoflet, qu'une suspension d'armes dans la paix proposée par le gouvernement républicain, et de nouveaux moyens d'organiser les forces de son parti, Cormatin craignit la franchise et la perspicacité du général. Il fit solliciter son exclusion des conférences; et cette pacification, dont Hoche avait été le moteur, et qu'il eût voulu asseoir sur des bases solides, fut conclue

1795-an III. Bretagne. et signée sans sa participation. Les conditions du traité avec les chouans furent à peu près les mêmes que celles qui avaient été accordées à Charette et à Stoflet.

La tranquillité que les trois traités de la Jaunais, de Saint-Florent et de la Mabillais auraient dû assurer, sembla régner quelque temps dans les pays insurgés ; mais, comme nous venons de le dire, les royalistes n'avaient voulu qu'une trêve : elle ne tarda pas à être rompue. La modération subite de cette Convention, naguère si terrible, n'avait servi qu'à augmenter le nombre de ses ennemis ; et bientôt arriva le moment où ceux-ci purent mieux que jamais se flatter de triompher. Puisaye, qui était passé en Angleterre dans le seul dessein d'engager cette puissance à seconder, d'une manière efficace, les efforts de son parti, venait d'obtenir d'elle ce que, jusqu'alors, ni les princes, ni les émigrés, n'avaient pu lui faire entreprendre. L'astucieux chef des chouans avait persuadé au cabinet de Saint-James que les royalistes de la Bretagne, disséminés en bandes dans ce vaste pays, méritaient mieux l'appui du gouvernement que les troupes plus régulières de Charette et de Stoflet. Cette erreur, dans laquelle les ministres anglais se laissèrent entraîner, prouverait dans le comte de Puisaye un grand talent pour l'intrigue, si d'ailleurs on ne savait pas qu'il importait peu à l'Angleterre de quels hommes elle se servît, pourvu qu'elle pût réussir dans son dessein de rallumer plus que jamais la guerre civile en France. Les traités conclus récemment avec la Hollande, la Prusse et l'Espagne, inspiraient aux Anglais la crainte de voir la république prendre enfin une consistance politique, et tourner contre les îles britanniques ses armes victorieuses. Ainsi cette même puissance, qui avait hésité si long-temps à porter des secours aux Vendéens dans le temps de leurs succès, cédait tout-à-coup à l'éloquence d'un aventurier, et se décidait à faire les frais d'une expédition gigantesque pour soutenir un parti qui n'avait encore éprouvé que des défaites, dans un

moment où la répuplique, en paix avec une partie de l'Europe, se trouvait avoir une prépondérance et des moyens plus puissans que jamais. 1795-an III. Bretagne.

Le bruit de la nouvelle détermination de l'Angleterre, et la certitude qu'elle se décidait enfin à faire pour les fils de Louis XIV ce que ce roi avait tenté pour le fils des Stuarts, firent accourir le comte d'Artois des bords de la Néva, où il avait été visiter l'impératrice Catherine. Armé par les propres mains de cette célèbre souveraine, et après avoir reçu d'elle l'assurance de secours encore plus considérables que ceux qu'annonçait l'Angleterre, Charles-Philippe se rendit de Saint Pétersbourg à Londres, avec le noble espoir de contribuer lui-même à replacer sur la tête de son neveu l'antique couronne de Hugues Capet. Le comte d'Artois se fit communiquer par Puisaye tous les plans que ce dernier avait dressés pour la réussite de cette grande entreprise, et c'est avec lui qu'il se concerta sur les nouvelles mesures à prendre dans cette circonstance solennelle. Louis de Frotté fut envoyé pour aller insurger la Normandie, ayant sous ses ordres Dutrésor, nommé d'avance colonel de la cavalerie normande qu'on espérait lever ; Tinteniac partit pour aller commander, comme maréchal-de-camp, dans le département des Côtes-du Nord ; Dallègre de Saint-Tronc passa dans le Morbihan, pour en prendre le commandement au nom du prince; Duboigny se rendit pour le même but dans l'Ile-et-Vilaine, plusieurs autres chefs reçurent aussi diverses destinations. Afin de faciliter la correspondance, le prince de Bouillon s'établit dans l'île de Jersey, avec ordre de ne communiquer au comte d'Artois que les rapports qui pourraient l'intéresser.

Avec le prince, et sur la seule annonce que l'Angleterre armait enfin pour seconder efficacement les royalistes de l'intérieur de la France, étaient aussi accourus tous les Fran-

1795-an III Bretagne. çais que l'exil commençait à fatiguer, et qui brûlaient du désir de revoir une patrie sur laquelle leurs yeux avaient été constamment fixés. Ils abordaient en foule en Angleterre, et sollicitaient, comme une faveur, de faire partie des régimens d'émigrés déjà à la solde du gouvernement britannique, ou d'en composer de nouveaux. Leur demande ne pouvait manquer d'être accueillie; tous furent employés ou classés. Un grand nombre d'entre eux étaient des officiers de l'ancienne marine royale de France. Obligés de quitter leur patrie, dans le temps que le système de n'employer que des hommes nouveaux avait été adopté par l'ancien comité de salut public, presque tous s'étaient noblement refusés à prendre du service dans la marine anglaise, et avaient mieux aimé s'exposer à toutes les misères de l'exil, que de contribuer aux succès d'une puissance que la marine française avait quelquefois humiliée. Appelés par un prince français, ils vinrent tous se ranger autour de lui, et furent incorporés dans les régimens d'infanterie qui devaient composer l'expédition méditée. Cette fatale mesure, qui, par l'événement, priva la France des officiers qui pouvaient un jour rétablir la splendeur de sa marine, fut attribuée à des vues cruellement machiavéliques, de la part d'une puissance dont la conduite politique a quelquefois donné prise à des soupçons aussi injurieux. L'opinion s'accrédita dans le temps, et subsiste peut-être encore aujourd'hui, que l'Angleterre adopta cette idée, dans le but de faire disparaître des hommes dont elle redoutait les talens et la valeur.

Cependant de nombreux émissaires envoyés par le prince et Puisaye, se répandirent dans le Poitou, la Bretagne, l'Anjou, la Normandie et le Maine, et soufflèrent dans les cœurs royalistes le désir de reprendre les armes; mais la première ardeur pour une cause trop souvent vaincue s'était affaiblie. Les douceurs de la paix, et la modération que les républicains affectaient envers les paysans et la classe labo-

rieuse du peuple, avaient fait perdre à ceux-ci le souvenir de leur première haine. Peu d'entre eux prêtèrent l'oreille aux insinuations qu'on leur fit, et se décidèrent à quitter un repos qui leur était profitable, pour recommencer une guerre dont les maux commençaient à se réparer. Les chefs seuls montrèrent de l'enthousiasme, et firent de nouvelles tentatives pour donner à l'insurrection une force qu'elle ne pouvait plus atteindre. Dans la Vendée proprement dite, seulement, les esprits parurent répondre dignement à l'appel qui était fait au courage. Cette contrée, premier foyer de la guerre civile, renfermait encore des hommes auxquels les noms de religion et de roi pouvaient faire tout entreprendre; mais, malgré les ordres positifs du prince, Charette et Stoflet restaient divisés par une haine implacable, qu'aucune considération, pas même celle de la cause qu'ils servaient, ne pouvait éteindre : unis, ils auraient pu faire une grande et utile diversion en faveur de l'expédition ; désunis, ils avancèrent sa perte, en la privant des secours propres à la favoriser. Nous verrons plus tard, en parlant de l'expédition de l'Ile-Dieu, quelle fut la conduite de ces deux chefs dans cette solennelle circonstance.

1795-an III. Bretagne.

De son côté, Cormatin, qui possédait toujours la confiance de Puisaye, et qui n'agissait que d'après les instructions de ce dernier, n'oublia aucun moyen d'augmenter la force de l'insurrection dans les contrées restées sous son commandement. Corrigé par l'expérience, il avait regagné la confiance des chefs secondaires, et, par leur secours, il travaillait à augmenter le nombre des chouans. L'or de l'Angleterre à la main, il s'appliquait surtout, et souvent avec succès, à exciter les soldats français à la désertion. Il excellait tellement dans le talent d'embaucher, qu'il recruta jusque sous la tente de Hoche, dont un des domestiques, et le maréchal-des-logis des guides du quartier-général passèrent un matin au service de la chouannerie organisée. Les menées de Cormatin n'étaient cependant pas si secrètes qu'elles pussent échapper à

1795–an III. Bretagne. la vigilance toujours active du général républicain. Les desseins cachés des chouans, traitant cauteleusement à la Mabillais, lui étaient connus. Il dissimulait aussi comme eux, et n'attendait que les ordres du comité de gouvernement pour agir légalement. Il obtient l'autorisation nécessaire, et il tombe tout-à-coup, comme la foudre, sur le parti qui croyait l'avoir trompé. Cormatin, Solihac, Jarry et plusieurs autres, sont arrêtés aux environs de Rennes, au moment où, sous le prétexte d'aller à une foire, ils se rendaient, à la tête d'un rassemblement de chouans, au bourg de Cisay, pour s'emparer, par surprise, d'un parc d'artillerie qui s'y trouvait.

La nouvelle de cette arrestation se répandit rapidement dans tout le pays royaliste. Elle fut pour les chefs le signal de reprendre les armes. Ainsi Hoche, qui avait fermé dans ces contrées le temple de Janus, fut contraint d'en rouvrir les portes. Mais l'acte d'hostilité forcé qu'il venait de faire n'avait devancé que de quelques jours la nouvelle levée de bouclier préparée contre les républicains. On courut aux armes dans les deux partis. Charette et Stoflet reparurent à la tête de leurs troupes, et les chouans, conduits par les chefs qui avaient succédé à ceux qui venaient d'être arrêtés, s'organisèrent de nouveau en bandes, et recommencèrent leurs ravages. Différens engagemens, dans l'un desquels le chevalier de Silz, que nous avons déjà signalé, fut fait prisonnier, avaient eu lieu entre les chouans, les Vendéens et les républicains, lorsqu'on apprit que l'expédition projetée avait enfin quitté les ports d'Angleterre, et faisait voile pour la France.

L'armement préparé contre la république était un des plus considérables qu'on eût faits dans ces derniers siècles. Il avait coûté des sommes énormes à l'Angleterre, qui croyait ne pas payer assez cher l'espoir de faire battre des Français les uns contre les autres. Outre les émigrés, que le désir de rentrer vainqueurs dans leur patrie avait fait accourir en foule, l'Angleterre avait employé tous les genres de séduction pour

engager les Français, que le sort de la guerre avait mis entre ses mains, à prendre parti pour la cause royale. Ces malheureux, qui périssaient de faim et de misère sur ces mêmes pontons où depuis ont expiré tant d'individus de la même nation, victimes de la froide barbarie d'un peuple qui ose se vanter de son humanité; ces prisonniers placés entre un trépas presque certain et des chances moins terribles et moins instantes, saisirent ce moyen de retourner dans une patrie qu'ils croyaient à jamais fermée pour eux. L'Angleterre se persuada que tous ces hommes oublieraient facilement la cause qui les avait rendus prisonniers, et qu'ils combattraient franchement dans les rangs des royalistes. Nous verrons combien cette erreur, ou plutôt cette perfidie, devint funeste au succès de l'expédition. Quoi qu'il en soit, au moyen de ce recrutement extraordinaire, on était parvenu à former dix régimens ou légions, dont voici les noms: *Royal-Louis, Loyal-Émigrant, Royal-Artillerie*, commandé par le comte de Rotalier, les légions d'*Hector* et de *Dudresnay*, les régimens de *Béon*, de *Damas*, de *Salm*, de *Rohan* et de *Périgord*. Ces troupes, qui formaient la première division de l'expédition, pouvaient monter à dix mille hommes. La seconde division, aux ordres du comte Charles de Sombreuil, était forte de trois à quatre mille hommes, et se composait des régimens levés en 1794, en Allemagne, pour le compte de l'Angleterre. Le comte d'Hervilly, ancien colonel du régiment de *Rohan-Soubise*, commandait la première division. Le comte de Puisaye, le marquis de Conflans, le comte de Botherel, le duc de Levis, le marquis de Contades, le comte Joseph de Broglie, le comte de Vauban, Dubois-Berthelot, le chevalier de Tinteniac, et une foule d'autres chefs qui se trouvaient, soit à la tête, soit dans les rangs des divers régimens, avaient tous été commissionnés par le comte d'Artois, et ce prince avait également nommé le comte d'Hervilly,

1795-an III.
Bretagne.

1795-an III. Bretagne. général en chef de l'armée expéditionnaire. René de Herré, évêque de Dol, qui avait prêché à Londres cette espèce de croisade royaliste, son grand-vicaire, et plus de soixante ecclésiastiques bretons, faisaient également partie de l'expédition, et devaient, par leurs prières, attirer sur elle la bénédiction céleste. Des munitions immenses, des armes pour quatre-vingt mille hommes, des habits pour soixante mille, des canons, et autres pièces d'artillerie de tout calibre, des provisions de bouche en abondance, deux millions en or, et plusieurs milliards de faux assignats fabriqués à Londres, chargeaient plus de cent bâtimens de transport. L'amiral Waren devait escorter ce convoi avec deux vaisseaux de 74, quatre frégates, deux corvettes, deux cutters, et quatre chaloupes canonnières : tandis qu'une escadre anglaise, forte de quinze vaisseaux de ligne, dont trois à trois ponts, devait croiser sur les côtes pour protéger l'expédition.

Cependant une flotte républicaine, composée de seize vaisseaux de ligne, dont un à trois ponts, croisait elle-même dans l'Océan, moitié à la hauteur de Belle-Isle, et l'autre moitié devant Brest. La frégate anglaise *la Galathée*, qui marchait en avant du convoi, aperçut, le 24 juin, la partie de la flotte française stationnée devant Belle-Isle, et courut en donner avis à l'amiral Bridport, commandant l'escadre anglaise. Celui-ci fait aussitôt force de voiles, dans le dessein d'attaquer les républicains. Il réussit, par une habile manœuvre, à percer la ligne française, et la dispersa en lâchant toutes ses bordées. Dans le même temps s'opérait un premier débarquement d'armes et de munitions sur la côte de Bretagne. L'amiral Villaret-Joyeuse, qui se trouvait à bord de l'escadre qui croisait devant Brest, avait mis à la voile aussitôt qu'il s'était douté du dessein de lord Bridport. Il rallia la division de Belle-Isle, et, se trouvant à la tête de toutes les forces républicaines, il courut sur l'ennemi pour lui

donner la chasse. L'Anglais, ne se sentant point supérieur, force de voiles et évita le combat; mais, tout en fuyant, il manœuvra pour se joindre à une autre division anglaise. S'apercevant du dessein de l'ennemi, et témoin de la jonction qui vient de s'opérer, l'amiral Villaret vire de bord à son tour, et fait les plus grands efforts pour courir sur la terre et se mettre en sûreté sous la protection des batteries de la rade de Brest; mais un coup de vent, qu'il ne peut maîtriser, l'éloigne tout-à-coup de la côte, et le ramène au sud, dans les eaux de Belle-Isle. En vain il manœuvre pour regagner la terre et éviter le combat; il est joint dans la soirée, et forcé d'accepter l'engagement. La mer était devenue calme, et les deux escadres purent long-temps se canonner, non-seulement à boulets, mais même à mitraille. L'avantage restait indécis, et Villaret soutenait glorieusement l'honneur du pavillon français, quand Bridport, fatigué d'échanger sans résultat des coups de canon, profite d'une brise qui s'élève, fond sur l'escadre républicaine, malgré le feu terrible des batteries, la sépare en deux, et paralyse, par ce moyen, la partie qui ne peut plus apercevoir les signaux de l'amiral. Cette partie de la flotte reste immobile, et ne prend plus qu'une part inactive au combat. Villaret, après quatre heures d'une action opiniâtre, est forcé de prendre la fuite. Il se retire du côté de Lorient et du fort Louis; mais, dans sa retraite, il perd trois vaisseaux, *le Formidable*, *le Tigre* et *l'Alexandre*.

1795-an III. Bretagne.

Cette action rendait les Anglais maîtres de la mer et des côtes du Morbihan. L'amiral Waren s'approcha de Belle-Isle, et somma le commandant Boncret de lui remettre la forteresse, et de reconnaître S. M. Louis XVII. Boncret, républicain enthousiaste, répond qu'il ne veut pas de roi, qu'il restera fidèle à son gouvernement, et qu'il s'ensevelira sous les ruines de la place, plutôt que de la rendre à des transfuges ou à des Anglais. Waren ne se crut point en me-

1795-an III. Bretagne. sure d'insister, et, ne voulant point perdre un temps précieux à canonner Belle-Isle, il s'éloigna pour venir à la côte du Morbihan, qu'il savait être dépourvue de troupes. Le 27 juin, au point du jour, le comte d'Hervilly, à la tête de quinze cents hommes, saute dans les chaloupes, aborde, sans être inquiété, dans la baie de Quiberon, et prend possession de ce sol de la royauté, au nom d'un malheureux enfant que le gouvernement républicain tenait prisonnier dans la tour du Temple, et dont cette funeste expédition devait hâter bientôt la fin déplorable. Pendant que d'Hervilly, et ses quinze cents compagnons d'armes, enivrés du plaisir de revoir la terre natale, s'avançaient en bon ordre sur la plage de Carnac, entre la presqu'île de Quiberon et le golfe du Morbihan; Georges Cadoudal et Lemercier, dit *la Vendée*, étaient accourus, à la tête des chouans de cette contrée, pour recevoir les émigrés. D'Hervilly opéra avec eux sa jonction, et se porta de suite sur la petite ville de Carnac. La garnison républicaine, trop faible pour résister long-temps, est massacrée. Les batteries sont enlevées, et les royalistes arborent le drapeau blanc sur les remparts.

Au premier avis de l'apparition de la flotte anglaise, l'adjudant-général Romans, commandant à Auray, s'était porté sur la côte avec deux cent cinquante hommes. Il avait rencontré quelques chouans épars, et avait fait faire feu sur quelques bateaux de débarquement; mais, trop faible pour penser même à s'opposer à cette entreprise, il prit le parti de se retirer, et tomba dans un rassemblement assez considérable de chouans. Il ne parvint à se dégager qu'en se faisant jour à la baïonnette. Dans ce moment (il était onze heures du matin), la division d'Hervilly avait entièrement terminé son débarquement aux cris répétés mille fois de *vive le Roi!* Les bagages et les munitions de bouche et de guerre furent mis à terre à deux heures, et déjà les chouans

venaient en foule recevoir des armes et des vêtemens. Parmi des caisses remplies d'armes ou d'uniformes rouges, on voyait du biscuit, des viandes salées, des bariques de vin, d'eau-de-vie, et tout l'attirail nécessaire à une troupe débarquée sur une plage déserte ou stérile. Précautions superflues, et qui devaient tourner au profit des républicains! 1795-an III. Bretagne.

Maîtres de Carnac, de la presqu'île, et du fort de Quiberon, les émigrés et les chouans réunis voulurent s'avancer dans le pays, et profiter de la surprise des républicains, pour s'emparer de tous les postes voisins. D'Hervilly envoya Tinteniac sur Landernau, tandis que Dubois-Berthelot devait s'emparer d'Auray. Tinteniac réussit d'abord dans son entreprise; mais bientôt attaqué par les républicains qui s'étaient ralliés et renforcés, il est défait et obligé de se replier sur la presqu'île. Le comte de Vauban, instruit de son danger, marche aussitôt à son secours. En même temps il envoie au marquis de Saint-Aulaire l'ordre d'appuyer son mouvement : le porteur de cet ordre était un paysan des environs. En passant devant sa maison, cet émissaire trouve sa vieille mère, sa sœur, sa femme et deux enfans, égorgés par des soldats républicains. A ce spectacle affreux, la fureur le transporte : « Heureusement j'ai des armes, s'écrie-t-il; courons venger ces victimes. » Le marquis de Saint-Aulaire se met en marche. Ses troupes, guidées par le paysan breton, passent devant la maison de cet infortuné. Ils voient les cadavres qu'il a exprès exposés devant la porte, et cette vue horrible ajoute encore aux sentimens qui animent les soldats du marquis. Ceux-ci se précipitent avec fureur sur les républicains, qui poursuivaient par petits pelotons le chevalier de Tinteniac. Quinze cents sont massacrés, un grand nombre blessés, et le reste prend la fuite. Dubois-Berthelot avait réussi à s'emparer d'Auray, et la possession de cette ville ouvrait tout le pays aux royalistes.

1795-an III. Bretagne. Le débarquement des Anglais et des émigrés à Quiberon, et surtout leurs progrès sur les terres de Bretagne, avaient répandu parmi les républicains une terreur qui donne la juste mesure du parti royaliste dans ces contrées. Elle était telle, à cette époque, que toutes les autorités civiles s'étaient hâtées de fuir et de se réfugier à Rennes. La Convention elle-même, à la nouvelle de cette invasion, partagea le mouvement de terreur générale. Ces fiers législateurs, qui s'énorgueillissaient naguère de faire trembler l'Europe, tremblaient à leur tour. Dix mille Français débarqués sur une plage lointaine leur paraissaient plus redoutables que n'avaient été en d'autres temps les armées victorieuses de l'Autriche et de la Prusse. Sentiment toutefois glorieux encore pour la France, puisqu'il prouvait que des Français seuls pouvaient inspirer de la crainte à des Français! La Convention assemblée, le jour où elle apprit le débarquement des émigrés, occupa sa séance presque entière en discussions et en déclamations oiseuses et superflues, indices certains du trouble qui l'agitait. Enfin l'homme du 9 thermidor, Tallien, qu'une faction accusait alors de pencher vers le royalisme, et qui se justifiera bientôt d'une manière terrible, Tallien s'offrit pour aller s'opposer à ces ennemis de la république, et promit de rapporter la nouvelle de la victoire. Son collègue, Blad, demande à partager le danger. Ces deux conventionnels, qui, dans cette grande crise, montraient seuls quelque énergie, partirent investis de la toute-puissance du gouvernement.

Mais déjà ils avaient été devancés par un guerrier que les dangers ne pouvaient effrayer, et qui savait les surmonter. Hoche, que le comité de salut public avait successivement privé de la plus grande partie de ses troupes pour renforcer l'armée des Côtes-de-l'Ouest, se trouva, dans le premier moment de l'invasion, trop faible pour essayer de résister aux troupes réunies des émigrés et des chouans. En prudent

général, il avait pris le parti de faire évacuer la côte depuis la Vilaine jusqu'à Lorient. Dans tous les postes qu'il abandonnait, il fit jeter les poudres à la mer et enclouer les canons. Il donna l'ordre à toutes les troupes éparses de se replier sur Rennes, où son intention était de concentrer ses forces, pour les réunir et manœuvrer ensuite avec plus d'avantage. Le général Chabot reçut l'ordre de rester à Lorient pour protéger cette ville. Le général Chérin, fils du généalogiste de ce nom, ami de Hoche, reçut de lui la commission de parcourir tout le pays, d'y rassembler tous les soldats qu'il y trouverait, et de tâcher d'en former, dans le plus court délai, un corps de six mille hommes, qu'il devait lui amener à Rennes avec douze obusiers et six pièces de canon. Ces dispositions étaient faites au moment où Tallien et Blad arrivèrent au quartier-général de Hoche; et, dès cet instant, celui-ci était si rempli de confiance dans le plan qu'il venait d'arrêter, que Tallien reçut de lui l'assurance de pouvoir, sous peu de jours, remplir la promesse que ce dernier avait faite à la Convention. 1795—an III. Bretagne.

Par cette inconcevable fatalité qui présida long-temps aux opérations des royalistes, les émigrés semblaient travailler eux-mêmes à leur destruction. D'après le plan arrêté à Londres, entre le comte d'Artois et Puisaye, d'Hervilly devait, aussitôt après son débarquement, s'occuper d'envahir la Basse-Bretagne, tandis que le prince lui-même, avec dix mille hommes de troupes anglaises, commandées par lord Moira, chercherait à surprendre Saint-Malo. Maîtres de la péninsule, les émigrés et les Anglais, après s'être réunis, auraient opéré leur jonction avec Charette et Stoflet, pour marcher tous ensemble sur Paris. Il est vrai de dire, cependant, que la seconde partie de ce plan avait été abandonnée. Les dix mille Anglais n'avaient point été embarqués, et le comte d'Artois avait été retenu en Angleterre pour des

1795-an III. Bretagne. causes d'un intérêt sans doute très-grave, puisqu'elles l'avaient empêché de suivre le premier élan de son cœur, celui de présider à une entreprise dont le salut de sa famille et celui de la France dépendaient. Mais si les émigrés et les chouans eussent montré plus d'activité ; s'ils eussent surtout cherché à profiter de cet instant de terreur qui avait d'abord frappé les républicains, pour étendre leur invasion, ils auraient pu facilement donner la main aux Vendéens, et faire coïncider leurs opérations avec celles de ces derniers. Loin de chercher à obtenir ce résultat, d'Hervilly et Puisaye perdent un temps précieux en vaines disputes de préséance et de rang. Au lieu de se porter rapidement en avant, les émigrés s'arrêtent à prendre le fort Penthièvre dans la presqu'île de Quiberon. Quand toute cette presqu'île fut en leur pouvoir, Puisaye demanda que, suivant le plan arrêté en Angleterre, on s'avançât dans le pays pour commencer l'occupation de la Basse-Bretagne. Mais d'Hervilly, qui détestait Puisaye, s'obstina à ne pas s'éloigner des vaisseaux, alléguant pour motifs la nécessité de s'assurer d'une base d'opérations militaires, et le besoin d'aguerrir et de discipliner la milice chouanne. Il employa à se fortifier dans la presqu'île, à former un camp retranché, propre à le recevoir en cas d'échec, un temps précieux, dont les républicains surent habilement profiter pour réunir contre lui leurs forces et leurs moyens. La conduite de d'Hervilly eût été louable, sans doute, dans une guerre ordinaire, et quand il est difficile de pouvoir compter sur les dispositions des habitans du pays qu'on se dispose à envahir ; mais ici les circonstances n'étaient pas les mêmes, il fallait tenter un coup de main que la disposition des esprits en Bretagne aurait rendu moins audacieux qu'on ne le pensait.

Le général Hoche, après être resté quelque temps à Rennes, s'était rapproché des émigrés. Le 3 juillet, il fit filer un convoi d'armes et de munitions sur la route d'Auray et

d'Hennebon, dont les royalistes étaient maîtres. Deux colonnes de chouans, commandées par Georges Cadoudal et Lemercier, accoururent pour s'en emparer ; mais les soldats républicains avaient repris toute leur confiance, et repoussèrent l'attaque des chouans avec beaucoup de sang-froid. Tandis que le général Josnet Laviolais se présentait à la tête d'une colonne de mille hommes devant Rumelson, Hoche attaquait Auray avec le gros de son armée. Les chouans qui occupaient cette ville, se voyant pris entre deux feux, se retirèrent en désordre, et furent poursuivis, par le général Mermet[1], jusqu'à Landernau, dont l'occupation eut lieu par les troupes de ce général, après une faible résistance de la part des chouans, qui furent entièrement culbutés et mis en déroute. Pressé par les chefs de son parti, d'Hervilly s'était, sur ces entrefaites, déterminé à envoyer du côté de Vannes le chevalier de Tinteniac, avec le corps de chouans de Cadoudal et de Lemercier. Cette mesure, un peu tardive, devenait encore plus nécessaire par le manque de vivres, qui commençait à se faire sentir dans le camp des émigrés. Les chouans s'y étaient présentés en foule, et d'Hervilly avait plus de trente mille bouches à nourrir. Tinteniac eut alors ordre de faire une pointe pour essayer de donner la main à Charette ou à Stoflet, qui promettaient de faire une puissante diversion.

1795 - an III. Bretagne.

Tinteniac obtint d'abord quelques succès. Son corps de troupes, désigné sous le nom d'*armée rouge*, parce que les paysans qui le composaient avaient tous endossé l'uniforme anglais, mit en fuite quelques détachemens républicains, se porta dans la forêt de Mollac, et attaqua la ville de Josselin. La garnison et la garde nationale de cette ville voulurent opposer de la résistance ; mais Josselin fut emporté après un com-

[1] Aujourd'hui lieutenant-général.

1795-an III. Bretagne. bat qui dura cinq heures. Tinteniac, ne pouvant espérer de garder cette ville, mit le feu aux faubourgs, et poussa en avant, pour traverser la forêt de Lorge et pénétrer dans le département des Côtes-du-Nord. Mais le général Hoche ne fut pas plutôt instruit de la marche des chouans, qu'il envoya des troupes à leur poursuite. Tinteniac, en débouchant de la forêt à la tête de son avant-garde, fut attaqué par un bataillon. Le combat s'engagea auprès du château de Coëtlogon. Tinteniac chargea les républicains avec impétuosité, et, se trouvant en nombre supérieur, il enveloppa le bataillon avant que celui-ci pût être secouru, et le massacra presque en entier; mais, soldat plus intrépide qu'officier prudent, il se laissa emporter par le désir de joindre ceux qui lui avaient échappé. Un grenadier, qu'il poursuivait ainsi dans l'avenue du château de Coëtlogon, se voyant près d'être atteint, fait volte-face, ajuste le chevalier, et l'étend à ses pieds. Les royalistes accourent sur les pas de leur chef, mais trop tard : Tinteniac avait perdu la vie, et le grenadier s'était soustrait à leur vengeance par une prompte fuite. L'armée rouge resta alors sous le commandement de Cadoudal et son digne compagnon Lemercier; mais, menacée par la division envoyée contre elle, elle ne put exécuter le mouvement dont Tinteniac était chargé.

Cet échec rendit la position des émigrés plus embarrassante. Hoche, qui les tenait comme bloqués, faisait des progrès bien propres à leur causer une vive inquiétude. Il venait d'établir, sur la falaise étroite qui conduit à Quiberon, un camp retranché, d'où il menaçait sans cesse les avant-postes royalistes. Placé à une lieue et demie du fort Penthièvre, en avant du village de Sainte-Barbe, ce camp se trouvait avoir à sa gauche la flotte anglaise, et à sa droite les chaloupes canonnières et tous les bâtimens de transport. Hoche fit construire des fourneaux pour chauffer à boulets rouges l'escadre

anglaise, et la forcer de s'éloigner de la côte. Le général Meunier, placé avec une division vers Ploermel, couvrait les derrières de l'amée républicaine. La gauche était gardée par la brigade du général Josnet Laviolais, qui occupait le château de Kercado, la position de Saint-Clément, et le bourg de Carnac, repris depuis peu sur les royalistes. Il arrivait incessamment des troupes envoyées par les généraux Cherrin et Canclaux; elles étaient réparties sur tous les points de la côte qui n'avaient pas encore été mis en état de défense. Tous ces soins ne faisaient point perdre de vue au général en chef les royalistes de l'intérieur. Des généraux étaient chargés de les poursuivre sans relâche, de mettre en mouvement des colonnes mobiles, de faire rentrer tous les grains, de dissiper tous les rassemblemens, en empêchant surtout qu'ils ne s'approchassent de la côte. « Je réponds, disait Hoche dans ses missives à ces mêmes généraux, des émigrés et des chouans amoncelés à Quiberon; j'en rendrai bon compte. » La confiance du général s'était répandue dans toute son armée. Ses soldats, dispos et bien nourris, animés d'une ardeur guerrière, indice de leurs prochains succès, attendaient impatiemment l'heure du combat, et ne se plaignaient que de ce que leur général la retardait encore.

1795-an III. Bretagne.

Les émigrés étaient loin de montrer la même confiance. Les travaux auxquels ils se livraient annonçaient chez eux la crainte. Trente mille hommes armés, qui naguère auraient pu faire la conquête de la Bretagne entière, étaient réduits à se fortifier dans l'étroit espace où les avait confinés leur général en chef. Les retranchemens se multipliaient dans leur camp. Tout espoir ne semblait plus dépendre que de la diversion promise par Charette et Stoflet : on faisait des vœux ardens pour l'arrivée des Anglais et de la seconde division royale, commandée par le comte de Sombreuil. Les avant-postes du fort Penthièvre n'étant défendus que par une haie de palis-

1795–an III. Bretagne. sades faciles à franchir, on y ajouta un ouvrage avancé ; l'artillerie du fort fut considérablement augmentée. Au-delà se trouvait le camp de Kerostiu, également fortifié par des redans et des palissades. Tous ces préparatifs étaient loin de fortifier l'espérance qu'on avait conçue de cette invasion. Les chouans, qu'on employait aux travaux du camp, murmuraient et regrettaient la liberté de leurs campagnes. La discipline sévère des troupes émigrées les rebutait. Ils ne pouvaient s'habituer à une défensive si différente de leur manière de combattre. La mésintelligence s'introduisit parmi les officiers supérieurs. On reprochait amèrement à d'Hervilly de n'avoir pas su profiter des premiers succès ponr avancer dans l'intérieur de la Bretagne ; on alla même jusqu'à l'accuser de s'être arrêté dans la presqu'île, dans le dessein de conserver le commandement en chef, qu'il craignait, disait-on, de perdre en rejoignant l'armée royale et catholique de l'Anjou et du Poitou.

Tant de murmures, et les conseils de tous les officiers qui servaient sous ses ordres, décidèrent enfin le général des royalistes à sortir de cette inaction. Il ordonna plusieurs reconnaissances, qui, n'étant point appuyées, restèrent sans résultat. Toutefois deux régimens d'émigrés, précédés d'un grand nombre de tirailleurs, et suivis d'un corps de chouans, s'avancèrent, le 11 juillet, jusqu'à la vue du camp des républicains. Hoche, informé de tous les mouvemens des royalistes, par les prisonniers enrôlés en Angleterre, et qui désertaient en foule dans son camp, fit replier ses avant-postes, dans l'intention d'attirer son ennemi plus avant, pour engager le combat. Mais d'Hervilly, qui ne se sentait point en force, se borna à faire tirer quelques coups de canon, auxquels les républicains répondirent. Hoche, ennuyé de cet échange inutile de boulets, mit alors en mouvement quelques bataillons ; mais les royalistes se replièrent presque aussitôt,

et vinrent chercher un abri sous le feu du fort Penthièvre. 1795-an III. Bretagne.

L'armée de Hoche s'était considérablement grossie; les renforts qu'il avait reçus en hommes et en artillerie, lui permettaient de faire occuper tous les postes et toutes les positions voisines de la presqu'île. A cette époque, Hoche écrivait à la Convention : « qu'il tenait les royalistes enfermés dans une souricière. » Les soldats étaient dans l'abondance de toutes choses, tandis que le camp des émigrés, encombré de paysans qu'il fallait nourrir, commençait déjà à éprouver les maux de la disette. Il devenait urgent de sortir de cette cruelle situation, pour éviter l'alternative d'être pris par famine, ou d'éprouver la honte de se rembarquer. D'Hervilly prit donc la résolution de faire une attaque générale sur le camp des républicains. Cette attaque fut fixée au 16 juillet.

Ce n'était point l'avis des comtes de Puisaye, de Vauban, et de plusieurs autres officiers-généraux de l'armée royale: la dernière reconnaissance avait fait connaître les moyens de résistance de Hoche. Ces messieurs voulaient qu'on se bornât à faire une fausse attaque sur le camp, tandis que le gros de l'armée ferait avec les chouans une trouée pour se répandre dans le pays. En supposant la nécessité d'une attaque générale, ces mêmes officiers désiraient qu'on attendît le débarquement de la seconde division, aux ordres du comte de Sombreuil, qui était encore sur les bâtimens de transport; mais d'Hervilly, naturellement altier et impérieux, ne prenait conseil que de lui-même : ses altercations avec Puisaye lui rendaient suspect tout avis de la part de ce dernier; et, voulant d'ailleurs obtenir seul l'honneur de la journée qu'il préparait, il s'obstina à vouloir combattre sans attendre le secours de la division Sombreuil.

Il ne tarda point à être châtié de son présomptueux entêtement. Le 16 juillet, à minuit, sa division toute entière

1795-an III. Bretagne. s'ébranle et se met en marche en colonne serrée par bataillon, ayant huit pièces de canon au centre, et deux compagnies de chasseurs en éclaireurs. Les troupes s'avancèrent avec ordre et dans le plus grand silence; quinze cents chouans conduits par le comte de Vauban devaient protéger l'attaque en se portant par mer sur la côte de Carnac; mais le général Lemoine[1], qui occupait cette position, averti par deux transfuges, fit avorter l'expédition. Campé sur les hauteurs de Sainte-Barbe, garnies d'artillerie, il laissa Vauban opérer son débarquement sans l'inquiéter; mais quand les chouans voulurent s'avancer après s'être formés, Lemoine les accueillit par un feu si bien dirigé, que Vauban, pour l'éviter, fut contraint de remonter en toute hâte sur ses chaloupes et de gagner le large.

Sur ces entrefaites, d'Hervilly, impatient d'agir, s'avançait toujours sur la falaise. Les républicains, déjà prévenus de l'attaque, se trouvaient en bataille derrière leurs lignes. Au point du jour, ils aperçurent les royalistes marchant à eux dans le plus bel ordre. Le général Humbert[2], commandant l'avant-garde républicaine, exécute dans ce moment les instructions qu'il avait reçues du général Hoche; il se replie vers le camp avec une précipitation étudiée. Les royalistes, qui prennent ce mouvement pour de la terreur, s'avancent avec fierté, et l'arme au bras, se disposant à forcer les retranchemens: mais à peine sont-ils à la portée du pistolet, qu'un feu terrible de mousqueterie et de canons chargés à mitraille part à la fois de toute la ligne républicaine. Les rangs des royalistes sont en un moment criblés; « et, dit un témoin oculaire, si ce feu eût été aussi bien dirigé qu'il était nourri avec activité, pas un seul homme n'eût été sauvé des deux

[1] Aujourd'hui lieutenant-général.

[2] C'est le même qui a pris parti chez les insurgés du Mexique.

régimens qui avaient commencé l'attaque. » Ceux qui échappent à cette décharge meurtrière se jettent en désordre entre la colonne de gauche et la mer, et ce mouvement répand la confusion parmi les royalistes qui n'ont point encore combattu. D'Hervilly fait avancer sa gauche, et renouvelle avec vigueur l'attaque des retranchemens; mais il est repoussé sur tous les points avec tant de vivacité, que, bientôt étourdi par le désordre affreux qui règne autour de lui, ce général perd la tête et donne à sa droite l'ordre de la retraite, pendant qu'à la gauche il commande de battre la charge. 1795-an III. Bretagne.

Cependant les émigrés se battaient avec une intrépidité que les républicains pouvaient seuls égaler. Deux fois, malgré la mitraille et la fusillade continuelles, ils s'élancent sur les retranchemens la baïonnette en avant; autant de fois ils sont obligés de reculer avec une perte immense. D'Hervilly, malgré son trouble, combattait à la tête des troupes, et donnait aux siens l'exemple de la plus rare bravoure. Un troisième effort allait être tenté, lorsque, atteint d'un biscaïen, le général de l'armée royale tombe sur un monceau de morts et de mourans. Il n'avait pas perdu la vie, mais sa blessure était grave : on l'enleva du champ de bataille. Ce spectacle affaiblit l'ardeur des émigrés : aucun chef ne voulait se charger de remplacer d'Hervilly. Les républicains profitent de cet instant; ils se précipitent hors des retranchemens, et fondent sur les royalistes en poussant des cris de victoire. Alors commence une déroute épouvantable. De dix-huit canons, quinze sont enlevés; sur soixante-douze officiers, le régiment de la Marine en a cinquante-trois tués ou blessés; celui de Dudresnay éprouve une perte au moins égale, et son colonel en second, le marquis de Talhouet, est tué d'un coup de canon. Les républicains poursuivent les vaincus avec chaleur. Le comte de Boissieux, capitaine de grenadiers dans le régiment d'Hervilly, essaye en vain de rallier quelques braves

déclarer ouvertement pour la cause des Bourbons. L'honneur d'une part, la générosité de l'autre, ces deux sentimens innés dans les cœurs français, empêchèrent les émigrés de recourir au seul moyen d'éviter la terrible catastrophe dont ils étaient menacés : il fut donc décidé qu'on n'abandonnerait pas la presqu'île, et qu'on attendrait les secours que l'Angleterre devait envoyer. 1795-an III. Bretagne.

Dans ces circonstances difficiles, Puisaye, resté chef de l'expédition, au refus des autres officiers-généraux, prit d'une main mal assurée les rênes du commandement ; il manquait également de résolution et des talens qui auraient pu donner aux affaires une tournure moins déplorable. Cependant il commença par faire débarquer la division du comte de Sombreuil; Puisaye espérait que ce renfort rendrait aux royalistes déjà débarqués la confiance qu'ils avaient perdue. Sombreuil mit pied à terre, le 17 juillet, aux acclamations de tous ses camarades, et alla cantonner au village de Saint-Julien, situé au milieu de la péninsule; mais la présence du jeune guerrier et de ses troupes fut impuissante pour dissiper l'inquiétude dont tous les esprits étaient agités. Du 17 au 20 juillet, le nombre des combattans diminua sensiblement par la désertion. La plupart des prisonniers que l'Angleterre avait armés dans le vain espoir qu'ils serviraient une cause opposée à leur opinion, s'empressaient à l'envi de joindre les républicains. Cette désertion devint si fréquente, que le général Hoche, qui espérait tirer de ces soldats un plus grand parti que celui de les incorporer parmi les siens, leur fit insinuer, dit-on, de rester jusqu'à nouvel ordre parmi les émigrés.

Deux d'entre ces hommes, les nommés Nicolas Lette et Antoine Mausage, sergens-majors dans le quarante-unième régiment, faits prisonniers pendant la dernière campagne de Hollande, avaient formé le projet de livrer le fort Penthièvre

1795-an III. Bretagne. aux républicains. Ils se rendent auprès du général Hoche, et lui donnent connaissance de leur complot. « La forteresse, lui disent-ils, ne ferme pas tellement l'isthme, que l'on ne puisse la tourner à marée basse et à la faveur de la nuit. Nous avons découvert à travers les rochers qui défendent les flancs de la redoute, un sentier par lequel nous conduirons les troupes, et tandis que nous escaladerons le fort, nos amis qui y sont renfermés égorgeront les canonniers sur leurs pièces. » Ainsi, la trahison allait encore se joindre aux autres causes de destruction qui entouraient les malheureux émigrés.

Hoche hésita d'abord à adopter un projet aussi hardi et qui ne lui était garanti que par deux transfuges. Il les questionna de nouveau; mais ceux-ci entrèrent dans tant de détails, et parurent si dévoués à la cause républicaine, qu'ils n'avaient abandonnée, disaient-ils, que pour sortir d'esclavage, que le général crut devoir leur accorder quelque confiance. Toutefois il assemble un conseil de guerre, auquel assistent les commissaires conventionnels. Les officiers du génie regardent l'assaut projeté comme une témérité fatale aux troupes qui en seront chargées; ils sont d'avis qu'on ne peut s'emparer du fort qu'en ouvrant la tranchée. Hoche répond que les règles de l'art doivent être négligées dans cette circonstance extraordinaire; qu'il convient d'employer l'audace. « D'ailleurs, ajoute-t-il, l'armée est dans l'impatience de combattre. Profiter de son ardeur, n'est-ce pas la meilleure tactique? Laisserons-nous aux ennemis intérieurs de la république le temps de se rassembler et de venir fondre sur nos derrières, tandis que nous combattrons de front ceux du dehors? Vous avez vu avec quel empressement les Bas-Bretons ont couru au-devant des émigrés : ceux-ci ne sont-ils pas sur une terre hospitalière? Jamais la haine aveugle des habitans de la Bretagne contre les défenseurs de la république ne s'est montrée

avec tant de fureur ; les émigrés attendent que l'Angleterre vomisse encore sur le sol français les hordes à sa solde. Attendrons-nous nous-mêmes leur arrivée ? Non, combattre, voilà pour des républicains le moyen d'assurer la victoire. Je déclare d'ailleurs que si l'ennemi reçoit des renforts, je ne réponds plus du salut de l'armée. » Tallien parla dans le même sens ; l'attaque fut résolue, et fixée au lendemain 20 juin. Le soir même, un troisième transfuge devait apporter le mot d'ordre des émigrés, suivant la promesse qu'en avaient donnée Lette et Mausage.

1795-an III. Bretagne.

Le temps était favorable pour la surprise que l'on méditait. Un ciel orageux et une brume épaisse en dérobèrent les préparatifs aux royalistes. La mer était grosse et houleuse. De violens coups de vent forcèrent les chaloupes canonnières qui protégeaient le camp émigré à tenir le large. Hoche employa le reste de la journée du 19 à faire ses dispositions. Elles furent combinées de manière que, favorisées par l'état de l'atmosphère et par la connivence des soldats républicains encore présens dans les rangs royalistes, il était impossible qu'elles n'eussent pas un succès complet. Le général forma de l'élite de ses troupes trois détachemens d'environ mille hommes chacun. Tous les généraux reçurent de Hoche les instructions les plus précises, avec ordre de ne s'en écarter qu'autant qu'ils y seraient forcés par les circonstances. Le brave Humbert, en qui Hoche avait une entière confiance, devait, à la tête de cinq cents hommes marchant sur deux files, suivre par sa gauche la laisse de basse-mer, et tourner à la fois le fort Penthièvre et le village de Kérustin. Le but de cette manœuvre était de s'opposer à tout mouvement que pourraient faire les émigrés cantonnés dans la presqu'île ; et, dans le cas où la surprise réussirait, Humbert avait ordre de se porter rapidement sur le fort, et d'égorger tout soldat qui ne se joindrait pas à lui. Cette opération auda-

1795-an III. Bretagne. cieuse; et dont l'exécution exigeait autant d'habileté que de courage, devait être soutenue par le reste de l'avant-garde, aux ordres du général de brigade Botta. L'adjudant-général Ménage, à la tête de trois cents grenadiers, devait en même temps s'avancer le long de la mer, culbuter les grand'gardes royalistes, filer jusqu'au pied du fort, l'escalader, et passer à la baïonnette tout ce qui opposerait de la résistance. La colonne du centre, aux ordres du général Valletaux, était chargée de soutenir Ménage en attaquant, au moment même de l'escalade, le camp des émigrés. Enfin, Hoche confiait la garde du camp républicain au général Lemoine, qui devait soutenir au besoin, avec un corps de réserve, les troupes engagées. Les soldats avaient ordre de commencer chacune des attaques aux cris de *vive la république ! bas les armes ! à nous les patriotes !* C'était le signal convenu pour avertir les transfuges de massacrer les canonniers du fort.

Le 19, à huit heures du soir, le mot d'ordre de l'armée royale est livré au général Hoche par le déserteur dont Lette et Mausage avaient, comme nous l'avons rapporté plus haut, annoncé l'arrivée. A onze heures, le départ est ordonné. Les colonnes se mettent en marche dans le plus grand silence. A peine sont-elles sorties du camp, qu'une tempête éclate sur leur tête, et dissimule encore le bruit de la marche. La pluie succède au tonnerre, et tombe par torrens. Un vent violent la pousse au visage des soldats. Errantes sur une vaste mer de sable, dans l'obscurité la plus profonde, et sans aucun signe qui puisse les guider, les colonnes se heurtent, se rompent, se confondent. La voix des officiers n'est plus entendue, et ceux-ci font de vains efforts pour rétablir l'ordre de marche. Ils courent de tous les côtés, supplient, conjurent, menacent : tout est inutile. Hoche seul a conservé le pouvoir de se faire entendre. Au milieu des plus épaisses ténèbres, il reconnaît les généraux, distingue les corps, excite,

encourage, presse les soldats, et parvient enfin, après les plus grandes peines, à rallier les colonnes, et à les remettre en marche régulière. 1795-an III. Bretagne.

A deux heures du matin, le 20 juillet, le ciel reprend sa sérénité. Déjà le crépuscule fait découvrir aux troupes le terme de leur fatigue. Bientôt elles sont en présence du fort Penthièvre. La colonne du général Valletaux arrive la première au pied du retranchement des royalistes, et commence aussitôt l'attaque. Les chouans qui gardaient les avant-postes sont surpris et égorgés. L'alarme se répand sur la ligne et autour du fort. Les canonniers émigrés sont à leurs pièces et font feu sur les républicains, qui n'ont point d'artillerie à opposer à celle de leurs ennemis. L'humidité a d'ailleurs rendu leurs fusils inutiles; la baïonnette seule leur reste pour combattre. Mais comment atteindre un ennemi retranché dans des ouvrages d'un difficile accès? Le général Valletaux donne l'exemple, et s'élance sur les retranchemens. Il est repoussé, ainsi que tous ceux qui l'ont suivi. La colonne du général Humbert s'avance avec une égale intrépidité sur les points qui lui ont été désignés; mais, doublement foudroyés par l'artillerie des émigrés et par les chaloupes anglaises, qui se sont rapprochées de la côte, les républicains sont ébranlés, oublient leur audace accoutumée, et rétrogradent. Le vigilant Hoche accourt pour remédier au désordre. Lui-même se porte en avant avec quelques braves; mais il reconnaît l'impossibilité de franchir les obstacles qui lui sont opposés. Le général Botta est blessé mortellement d'un coup de biscaïen. Son escorte épouvantée fuit en désordre. Tout semblait perdu. Le général Hoche, frémissant de rage et croyant avoir donné dans un piége, se disposait à ordonner la retraite, lorsqu'un bruit sourd et confus se fait entendre tout-à-coup. Les soldats, qui ont souvent le merveilleux instinct du moment, s'écrient : « Ce sont les nôtres qui ont

1795-an III. Bretagne. pénétré dans le fort. » Hoche et les conventionnels Blad et Tallien, qui avaient suivi ce général jusque sous le feu des batteries, élèvent leurs regards sur le fort, alors éclairé par les premiers rayons du soleil. Quelle est leur surprise! l'étendard tricolore a remplacé le drapeau blanc. Le cri de *victoire!* vole aussitôt de bouche en bouche. Il est répété par les républicains, qui paroissent dans cet instant sur les remparts du fort.

L'adjudant-général Ménage, à la tête de ses trois cents braves, avait filé le long de la côte, ayant de l'eau au-dessus de la ceinture; et, trompant les premières sentinelles, à la faveur du mot d'ordre, il s'était glissé, de rochers en rochers, jusqu'au pied de la forteresse. Aidé et guidé par les transfuges, il avait gravi les remparts, sous le feu le plus vif des chaloupes anglaises. Aux premiers cris d'alarme, les canonniers et les officiers émigrés étaient accourus à leur poste; mais il n'était plus temps : assaillis par des hommes qui portaient le même uniforme qu'eux, ils sont impitoyablement égorgés sur ces pièces, désormais inutiles pour les défendre. En vain ils crient à la trahison, la trahison devient bientôt presque générale. La première compagnie des grenadiers du régiment d'Hervilly se présente pour soutenir les royalistes fidèles, elle est détruite. Excitée par les républicains, qui crient aux grenadiers : « Camarades, venez à nous! vous serez bien traités, » la seconde compagnie passe dans les rangs ennemis, malgré tous les efforts de son capitaine, le comte de Grammont, et du lieutenant marquis de Saint-Didier. Deux autres compagnies imitent ce funeste exemple, et, tournant leurs armes contre les émigrés, elles deviennent leurs ennemis les plus acharnés. Un grand nombre de ces déserteurs ne rougissent pas de se faire un mérite, aux yeux des républicains, de leur cruauté envers leurs propres camarades.

Le plus épouvantable désordre régnait dans le fort. Ménage, auquel on venait d'ouvrir l'une des portes, s'était précipité dans l'intérieur, et, le sabre à la main, il abattait tout ce qui voulait s'opposer à son passage. Quelques canonniers, échappés dix-neuf mois auparavant aux désastres de Toulon, étaient restés fermes à leur poste, et, se faisant un rempart des corps de leurs camarades tués à leurs côtés, ils continuaient de tirer avec intrépidité sur les colonnes républicaines qui manœuvraient sur la plage. Mais Ménage parvient jusqu'à eux; ils se font tuer sur leurs pièces, et l'artillerie du fort est tournée toute entière contre les royalistes. Elle riposte avec avantage au feu continuel que les Anglais dirigent sur les autres colonnes d'attaque. 1795-an III. Bretagne.

Hoche venait en effet de rallier ses troupes, et les faisait avancer de nouveau sur le rivage pour attaquer de front les royalistes. Le général se réunit à Ménage, qui vient de lui ouvrir les portes du fort, et donne à ce courageux officier la juste récompense due à son action intrépide, en le nommant général de brigade sur le lieu même où il vient de s'illustrer. Après avoir laissé deux bataillons à la garde du fort, le général en chef forme trois colonnes pour attaquer le camp des émigrés, profiter du premier moment de terreur, et balayer la presqu'île, où bientôt les royalistes n'auront plus d'asile.

Ceux-ci, au premier bruit de l'attaque du fort, s'étaient mis en devoir de le secourir. Leurs régimens s'étaient rassemblés à la hâte. Béon et Damas se mirent en bataille derrière le village de Saint-Julien. La légion de Rohan arriva au pas de charge dans le meilleur ordre. Tous les officiers, résolus de vendre chèrement leur vie, cherchaient, par tous les moyens qui dépendaient d'eux, à animer leurs soldats, pour leur faire dignement disputer la victoire. Puisaye seul, le pusillanime Puisaye, au lieu de partager l'ardeur et le dévouement de ses officiers, au lieu de s'occuper du salut de

1795-an III. Bretagne. l'armée, ne songe qu'à sauver sa correspondance avec le cabinet anglais et le comte d'Artois. Effrayé des dangers qui le menacent, trop peu brave pour les affronter et chercher à les éloigner, il court s'embarquer à bord de l'amiral Waren, abandonnant, de la manière la plus indigne et la plus déloyale, une armée qu'il semblait n'avoir amenée sur le sol breton que pour la sacrifier. Un cri de mépris et d'indignation s'élève au milieu des braves royalistes si lâchement trahis. Mais le preux Sombreuil, dont la valeur était le moindre mérite, et que sa jeunesse et ses nobles qualités rendaient cher à l'armée; Sombreuil, que Puisaye, en fuyant, avait investi du commandement, maîtrise la fureur des émigrés, et cherche à la diriger contre leurs ennemis.

Il a parlé, et ses braves compagnons d'armes ont volé vers le fort Penthièvre; mais les républicains étaient en mesure pour les arrêter. Par une manœuvre habile, ils avaient fait tourner et emporter toutes les redoutes et les batteries qui couvraient le camp des royalistes. Débusqués des avant-postes, les chouans mettaient bas les armes, en poussant des cris de désespoir. Vauban, Saint-Pierre, et d'Haire, major du régiment de Royal-Emigrant, espéraient tirer quelques secours du parc d'artillerie; mais ce parc, qui, par une inconcevable négligence, se trouvait placé à l'avant-garde, était tombé au pouvoir des républicains. Privés de canons, n'ayant plus de cartouches, les émigrés se replient sur le camp, sous la conduite du marquis de Contades. Ces troupes humiliées, abandonnées par une partie des chouans, rencontrent les royalistes du camp, qui venaient trop tard pour les soutenir, et répandent parmi eux le désordre, en leur faisant partager la terreur dont ils sont saisis.

Toutefois Sombreuil parvient à les rallier. Instruit que le drapeau tricolore est arboré sur le fort Penthièvre : « Ce n'est pas, dit-il aux troupes de sa division, ce n'est pas à des

braves tels que vous qu'il faut dissimuler la vérité. Le fort Penthièvre est pris. Il ne nous reste qu'à le reprendre, ou à mourir sous ses murs. » Les soldats de Béon, Damas et Rohan mettent aussitôt la baïonnette au bout du fusil. « Marchons, disent les émigrés, il faut reprendre le fort ou mourir. » Et la colonne s'ébranle aux cris de *vive le Roi!* en se dirigeant vers le point de la presqu'île appelé le *Mât de-Pavillon*. 1795-an III. Bretagne.

Mais l'aspect du danger a bientôt ralenti ce premier élan d'une valeur désormais impuissante. Dans ce moment, les colonnes républicaines de droite et de gauche longeaient les deux rivages de la péninsule, pendant que Hoche, à la tête de la troisième, et précédé d'une nuée de tirailleurs, s'avançait contre le centre des émigrés. Dans leur marche, les républicains poussaient devant eux une foule de paysans bretons, de femmes et d'enfans. Les premiers étaient venus chercher des armes, et les autres un asile dans la péninsule. Le désordre, les cris de ces malheureux jettent l'effroi dans l'âme des émigrés commandés par Sombreuil.

Déjà l'aile gauche des royalistes est presque entièrement tournée par les républicains; déjà, malgré une vive fusillade engagée par les premiers, et soutenue par eux avec intrépidité, malgré la belle et héroïque défense du régiment de la Châtre, dont les vétérans périssent tous à leur rang, la ligne du centre est coupée; il ne reste plus aux émigrés d'autre espoir de salut qu'un prompt embarquement, devenu presque impossible par le mouvement de leurs ennemis. Sombreuil se porte presque seul à l'endroit du plus grand danger. Son cheval est tué sous lui par un boulet, et il est obligé de revenir à pied à la tête de sa division. Toutefois, ses tirailleurs avaient réussi à faire plier ceux des républicains. Ce moment de succès rendait quelque confiance aux émigrés; mais la cavalerie de Hoche, ramenant au combat les tirail-

1795-an III. Bretagne. leurs dispersés, dissipa elle-même les chasseurs royaux, qui furent pris ou tués.

Cependant, la colonne républicaine de droite marchait, la baïonnette en avant et au pas de charge, sur les régimens Loyal-Émigrant et Dudresnay, qui formaient l'aile gauche de l'armée royale. Ces deux corps opposèrent une faible résistance, les officiers seuls montrèrent de la bravoure et du dévouement. Les transfuges, et les prisonniers enrôlés en Angleterre, renversaient la crosse de leurs fusils et passaient en masse du côté des républicains, en s'écriant : « Nous aussi nous sommes patriotes. » D'autres poignardaient leurs officiers, et déchargeaient leurs fusils sur le parti qu'ils abandonnaient. Ce fut alors, surtout, qu'on put se convaincre combien était funeste et perfide la mesure prise par l'Angleterre, de mêler dans les rangs des royalistes les soldats qui avaient servi sous les bannières du républicanisme. La division d'Hervilly perdit la moitié de ses combattans par cette défection. Les soldats qui ne passaient pas dans les rangs républicains s'éparpillaient et cherchaient à se rembarquer. Le régiment de Royal-Artillerie, commandé par M. de Rotalier, passa tout entier sur la flotte anglaise. Les blessés, les malades se pressaient sur le rivage, dans l'espoir d'entrer aussi dans les chaloupes. Les paysans bretons, les femmes, les enfans inondaient la plage dans le même but. Forcé de céder à l'imminence des dangers qui l'entouraient, le comte de Sombreuil fit sa retraite sous le feu du fort Neuf, avec sa division et les faibles débris de Loyal-Émigrant, de la Marine, de Dudresnay et d'Hervilly. Suivi de près par les soldats de Hoche, il est bientôt forcé dans cette nouvelle position, et les royalistes se replient encore sur le fort Portaligen, qui se trouve sur le bord de la mer. Ce fort, ou plutôt ce retranchement, sans enceinte et sans parapets, n'avait été construit que pour défendre la côte, et n'offrait aucune protection du

côté de terre. Cependant les royalistes s'y précipitaient en foule, dans l'espoir d'y trouver un asile, à l'abri duquel ils pussent au moins défendre leur vie avec quelque avantage; mais à peine la dixième partie des émigrés put y pénétrer. Le reste de ces malheureuses victimes de leur opinion politique et de la guerre civile, poussant des cris de désespoir, errait aux environs du fort, et n'attendait plus que la mort. Alors, la désertion devint générale. Les républicains criaient à ces infortunés : « Rendez-vous, mettez bas les armes, on ne vous fera pas de mal. » Et tous ceux qui tenaient encore à l'existence, profitant de l'amnistie qui leur était offerte, s'empressaient de se rendre prisonniers. 1795–an III. Bretagne.

La situation des royalistes était effrayante, et nous-mêmes, en retraçant aujourd'hui ce hideux tableau, nous éprouvons encore un sentiment d'horreur et de pitié, et nous ne trouvons pas des couleurs assez fortes pour peindre ces terribles scènes. Foudroyés par la mitraille des républicains, les émigrés étaient encore exposés au feu non moins meurtrier des chaloupes anglaises qui, cherchant à atteindre les soldats de Hoche, tiraient indistinctement sur tout ce qui se trouvait sur le rivage. On a dit et répété, et nous nous refusons à le croire, que, dans cet affreux désordre, les Anglais, frémissant d'une joie féroce de voir des Français s'entre-égorgeant avec fureur, reçurent l'ordre de tirer sur les deux partis. On ajoute, sans doute avec la même invraisemblance, que le but atroce de cette mesure était de détruire les restes de la marine française, dont les meilleurs officiers faisaient partie de l'expédition. Pour l'honneur de l'humanité et de la civilisation, pour celui de la nation anglaise, que les émigrés eux-mêmes ont pris soin de défendre, nous croirons toujours que le hasard seul ou une mauvaise direction portaient les boulets dans les rangs des royalistes. Il n'est d'ailleurs que trop vrai que le plus grand nombre de ces derniers périt

1795-an III. Bretagne. par le feu des bâtimens qui auraient dû les protéger et les recevoir.....

Ce dernier mouvement rétrograde, opéré par le comte de Sombreuil, décidait la victoire des républicains. La côte de Quiberon offrait alors le même spectacle déchirant que le port de Toulon en 1793; et cette fois, comme à l'autre époque, des milliers de Français périrent pour avoir eu trop de confiance dans les promesses des Anglais. Une foule immense bordait la côte, et, levant vers le ciel des mains suppliantes, implorait le secours de la divinité, au défaut de celui que les hommes lui refusaient. Hommes, femmes, enfans, vieillards, soldats, tous pressés, confondus ensemble, attendaient que les chaloupes et les embarcations anglaises s'approchassent pour les soustraire au glaive des républicains; mais la marée était basse, et la côte, hérissée d'écueils, ne pouvait être abordée. Les royalistes se jetaient dans l'eau jusqu'à la poitrine, et gagnaient les rescifs et les rochers les plus voisins du rivage. D'autres, plus hardis, s'élançaient à la nage, et s'efforçaient de joindre les canots anglais. Les matelots étaient obligés de repousser, à coups de sabre ou d'aviron, ceux qui, pour s'échapper, s'accrochaient aux embarcations. La mer, devenue houleuse, était couverte de dépouilles, de débris d'armes, d'équipemens. Ses vagues écumeuses vomissaient sur la plage les corps de ceux qu'elle avait engloutis. Le bruit du canon, le mugissement des vagues, les éclats du tonnerre, ajoutaient encore à l'horreur de ce spectacle. Des malheureux, en se disputant le sommet des écueils, s'entre-précipitaient dans les flots. Des femmes, s'avançant du côté des vaisseaux, élevaient leurs enfans dans leurs bras, et imploraient en vain la pitié de tout ce qui les entourait. Ce sentiment paraissait étouffé dans tous les cœurs.....

Tandis que les chouans, mêlés avec les émigrés, faisaient retentir ainsi les rivages de la mer des expressions déchirantes

du désespoir, Sombreuil, à la tête de sept à huit cents gentilshommes français, tous dévoués comme lui à la mort, soutenait, dans les retranchemens de Portaligen, les efforts des républicains, étonnés de tant d'intrépidité : « Vous ne périrez point, s'écriaient ces hommes généreux à leurs compagnons errans sans défense sur le rivage de Quiberon, vous ne périrez point : nous combattrons jusqu'à ce que vous soyez parvenus sur les vaisseaux anglais. » Dans ce moment, la corvette l'*Alouette* réussit à s'approcher du rivage, et tire sur les républicains des bordées multipliées. Le feu de ses caronades balaye la falaise découverte sur laquelle filaient les dernières colonnes, impatientes de prendre part au combat. Hoche ordonne à ces colonnes de rétrograder, et fait braquer, contre la corvette, des pièces de canon, dont le feu est impuissant contre celui des Anglais.

Lassés d'éprouver une résistance meurtrière et que le désespoir pouvait prolonger encore, les troupes qui attaquaient Portaligen renouvellent les cris : « Bas les armes, les prisonniers seront épargnés. » Cette promesse était faite par des guerriers de bonne foi, qui, satisfaits de leur victoire, ne voulaient pas la déshonorer par une cruauté inutile, mais ils prenaient un engagement qu'ils ne pouvaient tenir, et que devaient rompre les conventionnels. Les royalistes ouvrent leurs cœurs à l'espérance, et envoient deux parlementaires aux républicains. « Q'y a-t-il de commun entre nous que la vengeance et la mort ? » dit un des farouches proconsuls. Le général Hoche est plus généreux que les conventionnels. Il a vu le digne Sombreuil quitter le fort de Portaligen, et, s'avançant entre les combattans, faire signe de la main qu'il désire être entendu. Hoche n'hésite point : il fait cesser l'attaque ; et, suivi de deux officiers, il marche à la rencontre du général royaliste. « Vous le voyez, dit Sombreuil à son adversaire, les hommes que je commande sont déterminés à

1795-an III. Bretagne. périr les armes à la main : laissez-les se rembarquer ; vous épargnerez le sang français..... » Mais les ordres étaient précis. Il devenait impossible au général républicain de les outrepasser sans exposer sa tête, déjà menacée sur des accusations moins graves. Tallien, dans une proclamation publiée à Vannes, avait dit, en parlant des émigrés : « Ils ont osé reparaître sur la terre natale, la terre natale les dévorera. » Hoche, pénétré de douleur, mais forcé de se rendre l'organe de son gouvernement, répondit à Sombreuil : « Que me demandez-vous !..... Je ne puis permettre le rembarquement..... [1]. »

[1] Ici nous sommes obligés de quitter le rôle passif d'historiens, pour venger l'honneur d'un jeune héros qui fut trop peu de temps l'ornement de sa patrie. Nous le déclarons solennellement : les républicains, les royalistes sont à nos yeux des Français envers lesquels il est de notre devoir de nous montrer justes, sans aucune distinction de parti. Si, jusqu'à ce moment, nous nous sommes efforcés de décrire les faits avec une impartialité toujours sévère, nous le ferons encore dans cette circonstance. Historiens contemporains, cette tâche nous offrira peut-être moins de difficulté qu'on pourrait le penser d'abord.

Toutes les relations de l'expédition de Quiberon, données par les royalistes, à l'exception de quelques-unes, qui présentent leur opinion comme un doute, prétendent que, dans l'entrevue de Sombreuil et de Hoche, il y eut une capitulation verbale, arrêtée entre ces deux généraux, et que Hoche donna sa parole qu'il ne serait fait aucun mal aux émigrés, s'ils se rendaient prisonniers. Hoche, mort à vingt-huit ans, et dont la franchise républicaine ne se permit jamais un mensonge ; Hoche, dont la jeune audace s'éleva tant de fois contre la duplicité et la mauvaise foi d'un gouvernement qui fut deux fois ingrat envers lui ; Hoche a toujours démenti cette capitulation. Maintenant, si l'on considère la volonté prononcée du comité de salut public, l'animosité de Tallien, prouvée par sa réponse aux parlementaires, et surtout l'impossibilité où étaient les émigrés de s'échapper, on restera convaincu que la prétendue capitulation ne put être arrêtée par un général qui n'avait pas le pouvoir de la conclure. Nous ignorons si le loyal Sombreuil a pu faire lui-même cet aveu accusateur. L'intérêt généreux que Hoche ne put s'empêcher de lui témoigner, aurait pu, dans tous les cas, induire en erreur cette honorable victime ; ou peut-être Sombreuil aura-t-il pu laisser entrevoir aux compagnons de sa malheureuse destinée qu'une capitulation n'était pas impossible, afin d'adoucir l'horreur de leur situation, et les engager à

Sombreuil, ayant entendu la réponse de Hoche, insista pour qu'au moins on reçût à quartier les valeureux compagnons de son infortune : « S'il faut une victime expiatoire à la vengeance de votre parti, ajouta Sombreuil, prenez-moi ; je mourrai satisfait si je puis sauver mes camarades. » Le général républicain, qui jugeait des autres par son cœur, et qui ne pouvait s'imaginer que le gouvernement conventionnel, déjà revenu à des principes plus modérés, déshonorerait sa victoire par une cruauté superflue, engagea le comte à se confier à la générosité nationale. Mais il exigea que les émigrés fissent cesser le feu terrible que les Anglais continuaient à diriger sur les républicains. On dit qu'à ce sujet les royalistes répondirent : « Ah ! ne voyez-vous pas qu'ils tirent sur nous comme sur vous ! » Sombreuil avança son cheval jusque dans la mer, pour se faire entendre des Anglais. Le jeune Gery, officier de marine, se jeta à la nage, et poussa jusqu'à la frégate la plus voisine dans le même dessein ; mais ne voulant point séparer son sort de celui de ses camarades, il s'empressa de revenir auprès de son général.

1795–an III. Bretagne.

Cependant, la plupart des émigrés renfermés dans le fort de Portaligen, ne partageaient point la confiance que le comte de Sombreuil semblait avoir dans les bonnes dispositions des républicains à leur égard. Plusieurs d'entre eux qui avaient servi sur le continent, dans les armées alliées, savaient trop bien que la clémence du gouvernement conventionnel était la mort. Ils continuaient donc à se défendre, aimant mieux périr les armes à la main que de s'exposer à un trépas sans

émouvoir la pitié des républicains, en mettant bas les armes. . . . . A qui persuadera-t-on qu'il put trahir la foi jurée, le guerrier sensible et généreux qui, témoin du sort funeste du comte de Sombreuil, son égal en courage et en jeunesse, disait, en versant de nobles larmes, aux officiers de son état-major : « Plût à Dieu que des hommes tels que lui brûlassent pour la patrie des mêmes sentimens que nous ! »

1795-an III. Bretagne. honneur et sans gloire. Sept cents soldats républicains, à la tête desquels est le général Humbert, s'élancent alors sur les retranchemens du fort la baïonnette en avant, et somment les royalistes de se rendre à discrétion, s'ils ne veulent pas être tous passés au fil de l'épée. Fidèles à leur serment, les émigrés, dont nous venons de parler, se refusent obstinément à toute proposition, et continuent de se battre avec l'héroïsme du dévouement et du désespoir. Mais, intimidés par la contenance terrible de leurs ennemis, et mus sans doute par ce sentiment naturel à tous les hommes, qui fait préférer un danger éloigné et peut-être incertain à un péril pressant, un grand nombre de royalistes déposent leurs armes, tandis que d'autres, auxquels la honte de devenir la proie des républicains paraît plus affreuse encore que la mort, se brûlent la cervelle, ou se percent de leurs épées, aux yeux de leurs camarades, et meurent en reprochant à ces derniers leur pusillanimité.

Ah! sans doute ils n'étaient point lâches, mais ils se confiaient dans la générosité française, ces Français qui consentaient à se livrer à leurs plus cruels ennemis! Ils ne savaient pas encore combien les discordes civiles pervertissent les cœurs, et à quels excès elles entraînent! Ils ne connaissaient pas le stoïcisme des hommes qui gouvernaient alors leur patrie! Ils ne pouvaient croire que des soldats et des chefs qui combattaient avec tant de bravoure et montraient tant de vertus guerrières, fussent dirigés, comprimés par des barbares armes d'un glaive politique dont le fourreau avait été jeté si loin, et qu'une prétendue raison d'état obligeait à rompre tout pacte avec l'humanité.

Sombreuil, qui, le premier, s'était mis entre les mains des soldats républicains, fut conduit au commissaire conventionnel, qui lui dit, en faisant allusion aux malheurs de son père et de sa sœur : « Que votre famille est malheureuse!

—J'espérais la venger, répond le guerrier avec une noble fierté. » 1795-an III. Bretagne.

L'armée républicaine se répandit alors dans la presqu'île, et ramassa tous les royalistes qui n'avaient pu parvenir à se sauver sur les bâtimens anglais. Mais les soldats, obligés de servir d'instrument à la vengeance de leur gouvernement, prouvèrent par leur conduite, dans cette circonstance, qu'ils n'étaient point aveuglés par l'esprit de parti, et qu'ils considéraient comme des compatriotes tous ces hommes désarmés. Ils eurent pour eux les égards que commande le malheur. Ceux qui conduisaient les émigrés malades ou blessés, leur prodiguaient tous les soins qu'exigait leur état. Ils disaient aux conventionels, en leur amenant ces infortunés : « Nous ne sommes pas des assassins ; nous combattons un ennemi armé, mais nous protégeons les vaincus sans défense. Si vous les regardez comme des traîtres, faites-les juger, cette considération nous est étrangère en ce moment. » Ces paroles, qui rapelleront au lecteur celles des Français refusant d'obéir au décret qui défendait de faire des prisonniers anglais ou hanovriens, ne sont-elles pas une nouvelle preuve de ce qu'on a si souvent répété avec tant de raison, de ce qu'il importe que la postérité reste bien convaincue : que, *durant les troubles de la patrie, l'honneur français ne cessa point d'habiter, avec la valeur, les camps des soldats-citoyens.*

Les royalistes, ramassés dans la presqu'île par les patrouilles républicaines, furent conduits à Auray, où les lauriers du parti vainqueur allaient être souillés par la détermination que nous avons annoncée. C'était vainement que le général Hoche venait d'engager les émigrés à se confier à la générosité républicaine : la Convention plus puissante que lui, ordonna de les mettre en jugement, et ses fidèles délégués s'empressèrent de lui obéir. Au moins l'histoire proclamera que les guerriers qui avaient fait triompher cette assem-

1795-an III. Bretagne. blée, refusèrent de prendre part à son iniquité. Hoche crut de son devoir d'écrire à la Convention pour obtenir que la vie des émigrés fût épargnée, et en particulier celle de Sombreuil, dont la noble conduite avait gagné son estime. La commission militaire, assemblée à Auray, suivit la généreuse impulsion donnée par le général en chef: elle refusa de s'asseoir sur un tribunal qu'on voulait l'obliger d'ensanglanter, en condamnant des Français. Tallien et Blad furent forcés de les remplacer par une autre commission, composée de militaires nés sur un sol étranger. Tous les émigrés qui avaient plus de dix-huit ans furent ainsi condamnés à mort, pour avoir porté les armes contre la république. Plusieurs d'eutre eux réussirent cependant à éviter l'arrêt fatal, en supposant un âge qu'ils avaient depuis long-temps dépassé; et leurs juges fermèrent les yeux sur cet innocent mensonge.

Le comte de Sombreuil, l'évêque de Dol, plusieurs officiers de marque, et quatorze ministres des autels, furent conduits à Vannes et jugés par une commission semblable à celle d'Auray. Le général fut commis à la garde particulière d'un officier de la Gironde, qui du moins, par le vif et tendre intérêt qu'il lui témoigna, adoucit l'angoisse de ses derniers momens. Cette angoisse était d'autant plus poignante, qu'éperduement épris d'une jeune personne à laquelle il devait s'unir quand il reçut l'ordre de s'embarquer, l'infortuné Sombreuil se voyait à jamais séparé d'elle. Cent fois dans la terrible journée du 20 juillet il avait bravé la mort; mais, en cet instant déchirant, il regrettait le bonheur qu'elle allait lui ravir. Informé du sort funeste qu'on lui préparait, il voulut devancer l'heure du trépas, trop tardive à ses yeux : il saisit un des pistolets de l'officier qui le gardait; mais cette armée n'était chargée qu'à poudre, et Sombreuil ne se fit qu'une légère blessure au front. Enfin le fatal moment arriva; il fut conduit avec ses compagnons au lieu du supplice

avec les précautions qu'on prend envers les criminels. Par un 1795—an III.
raffinement de cruauté digne des anthropophages, le lugubre Bretagne.
cortége était précédé par des fossoyeurs, qui allaient, sous les yeux des victimes, creuser la fosse où elles devaient être ensevelies... .. L'évêque de Dol demanda comme une faveur qu'on lui découvrît la tête pour recevoir ce nouveau baptême de sang, qui, dans la pieuse croyance du prélat, devait lui ouvrir les portes de la félicité éternelle. L'intrépide Sombreuil repoussa le mouchoir dont on voulait lui couvrir les yeux : « J'aime, dit le héros, à voir mon ennemi en face. » Puis, en mettant un genou en terre : « J'incline, continua-t-il, celui-ci devant Dieu, et je tends l'autre aux balles de mes ennemis. » Et, s'adressant aux soldats qui le couchaient en joue : « Visez plus à droite, vous me manqueriez. »..... Ainsi périt dans la fleur de l'âge, cher à la gloire et à l'amour, ce jeune et zélé défenseur de la monarchie, que la France eût pu compter un jour au nombre de ses plus généreux soutiens.

La mesure d'appliquer aux royalistes pris à Quiberon une loi impitoyable, était d'autant plus impolitique et désastreuse, qu'elle privait la France des officiers qui pouvaient lui rendre sur mer une influence qu'elle avait perdue. Un grand nombre des officiers qui formaient les cadres des régimens royalistes débarqués dans la presqu'île, étaient, comme nous l'avons déjà dit, attachés à l'ancienne marine, et maintenant que le gouvernement républicain semblait avoir renoncé aux idées qui dirigeaient l'ancien comité de salut public, il eût été peut-être aussi utile que généreux d'user de clémence à leur égard, et d'essayer par des bienfaits de les attacher aux succès de la nouvelle marine; mais la Convention, menacée par le parti montagnard ou jacobin, voulait saisir cette occasion de lui faire une concession. Tallien lui-même, que ce parti accusait de royalisme depuis le 9 thermidor, ne se montra si sévère et si inflexible, que pour prouver qu'il était fidèle au

1795-an III. Bretagne. système républicain : ainsi, l'intérêt des hommes n'étouffe que trop souvent dans leur cœur les sentimens généreux. Tallien s'empressa de retourner à Paris; et ce fut le jour anniversaire du 9 thermidor (le 27 juillet), qu'il parut à cette même tribune, du haut de laquelle, l'année précédente, il avait osé, un poignard à la main, braver le tyran de la république, et lancer sur lui l'anathème qui renversa ce monstre parricide. Il annonça emphatiquement à ses collègues « que l'oracle était accompli, et que la terre natale avait dévoré les émigrés. » A cette nouvelle, la faction de la montagne poussa de féroces acclamations ; mais le parti des modérés, celui qui depuis un an soutenait les thermidoriens, craignant de voir reparaître le règne de la terreur, ne prit pas une grande part dans ces applaudissemens. Le mécontentement qu'occasiona le supplice des émigrés fut peut-être une des causes qui concoururent à provoquer deux mois plus tard la sérieuse insurrection du 13 vendémiaire (5 octobre).

Le gouvernement républicain trouva dans les magasins immenses conquis à Quiberon un faible dédommagement du mal que lui faisait ce changement de l'opinion; ils furent cependant évalués à une somme très-considérable. De nouveaux et nombreux approvisionnemens avaient été débarqués en même temps que la division Sombreuil[1].

[1] Ils consistaient en farine, vin, huile, rhum, vinaigre, eau-de-vie, riz, salaisons, morue sèche, sucre, café, biscuit : le tout en si grande quantité, ainsi que le savon et le tabac, que le commissaire des guerres, Foucaud, chargé d'en dresser l'inventaire, écrivait au commissaire-ordonnateur Daru : « Qu'il se perdait dans les richesses; qu'un mois ne lui suffirait pas pour remplir sa commission ; et que quatre mille voitures pourraient à peine les transporter. » Les magasins d'habillemens et d'harnachemens étaient en proportion. Voici la note des bouches à feu et des munitions de guerre ; elle fut dressée par les soins du général Lemoine, à qui le général Hoche en confia la garde. Douze pièces de 4 et une de 8 ; quatorze mille sept cents livres de poudre ; quatre cent vingt-quatre gargousses de 12 ; quarante-quatre de 24 ; quinze de 32 ; cent de 16 ;

S'il n'est pas vrai que les Anglais aient tiré sur les émigrés à Quiberon ou aient négligé de les sauver, comme les en ont accusés plusieurs écrivains des deux partis, au moins pourrait-on soupçonner qu'ils ne préparèrent pas un aussi grand armement dans l'unique dessein d'opérer franchement la contre-révolution en France. Comment interpréter le refus qu'ils firent de laisser un prince français se mettre lui-même à la tête des braves qui allaient combattre pour sa noble famille ; l'inaction à laquelle fut condamnée la division Sombreuil dans la journée du 16 juillet ; la non-arrivée des dix mille hommes de troupes que commandait lord Moyra ? Serait-il trop injuste de penser qu'ils avaient en vue l'affaiblissement de la puissance française par la prolongation des troubles civils chez cette nation rivale, à une époque où la paix pouvait fournir à cette dernière les moyens de tourner contre eux toutes ses ressources militaires et industrielles ? En étendant ces conjectures fâcheuses jusqu'au-delà des bornes naturelles, peut-être quelques hommes atrabilaires iront-ils jusqu'à croire que le patriotisme sauvage de ces fiers insulaires les poussa à se venger de la marine française sur ces braves officiers qui, sous la conduite des Suffren, des d'Estaing, etc., etc., donnèrent une si grande illustration à leur patrie dans la guerre de l'indépendance américaine !...... Loin de nous l'idée de manifester des sentimens de haine et de discorde envers une nation avec laquelle nous vivons maintenant en paix ! Cependant,

1795-an III
Bretagne.

cent dix caisses remplies de gargousses de 4, quarante-deux de 8, quatre-vingt-seize de boulets de 4 sabottés, cinquante-un de mitraille de 4, quarante-huit de boulettes de 8 sabots, huit de 12 à mitraille ; cent quatre-vingt-dix-huit caisses remplies de balles ; trois caisses de papier à gargousses, des barils de pierres à fusil, des paquets de mèches, des barils de cartouches d'infanterie, au nombre de cent soixante-quinze ; trois cent cinquante caisses, une quantité de boulets de différens calibres, cinquante bombes de 12 pouces ; outre une certaine quantité de tonneaux et de caisses remplis de harnois de chevaux, etc., etc., etc.

179[illegible] III. Bretagne.

qu'on se rappelle qu'un des ministres dont ce pays s'honore ; lord Chatam, père de cet autre ministre, Pitt, qui a fait tant de mal à la France républicaine, avait coutume de dire : « S'il fallait que l'Angleterre fût juste envers la France, il y a long-temps que l'Angleterre n'existerait plus. » Il nous semble que ces paroles célèbres firent partie de l'héritage que lord Chatam laissa en mourant à son fils, successeur de son influence et de son autorité dans le cabinet britannique ; du moins nous paraissent-elles avoir été la règle constante des opinions de ce ministre fameux pendant le cours de la révolution française ; et, malgré tout le soin qu'ont mis à le défendre quelques hommes qui furent aussi les victimes de sa politique astucieuse, nous croyons que les reproches qui lui furent adressés depuis la déplorable expédition dont nous venons de retracer les détails, ne sont pas sans quelque fondement. Des patriotes anglais, honteux de la conduite de leur ministère dans cette circonstance, s'empressèrent de venger l'honneur national, en prouvant que le peuple anglais n'y avait point pris part. Des murmures d'improbation adressés à Pitt forcèrent le ministre altier de se justifier dans la chambre des communes. En parlant de la malheureuse affaire de Quiberon, il osa dire : « Du moins le sang anglais n'y a pas coulé ! » « Non, répliqua Shéridan, emporté par un mouvement d'indignation, non, sans doute, le sang anglais n'y a pas coulé ; mais l'honneur anglais y a coulé par tous ses pores. »...... Et, dans les débats au sujet de la continuation de la guerre, on entendit, dans la séance du 29 octobre, le rival de Pitt, l'homme dont les amis de la liberté anglaise invoquent chaque jour le nom, Fox enfin, s'écrier, en parlant encore de Quiberon : « Fatale expédition qui doit déchirer toutes les âmes, et soulever d'indignation le cœur de tous les Anglais ! Funeste revers, qui, aux yeux de l'Europe, a fait plus de tort au caractère national que tous les événemens de la guerre ! Le ciel m'est

témoin que j'ai toujours désapprouvé ce projet insensé, comme je gémis encore aujourd'hui de la manière honteuse dont il a été exécuté. » 1795–an III. Bretagne.

Ainsi, un grand nombre d'Anglais ont partagé l'opinion accréditée en France sur la conduite du ministère britannique et de ses agens à Quiberon: Pitt lui-même garda désormais le silence sur cette expédition, et des Français seuls osèrent entreprendre sa défense. Dans l'incertitude où nous laissent les différens témoignages, et presque tous les documens, nous ferons du moins cette remarque honorable pour la nation en général, et pour les émigrés en particulier, c'est qu'avec tant de raisons de se plaindre des Anglais, ces Français ont oublié leur conduite pour ne se ressouvenir que de l'assistance qu'ils ont reçue d'eux. Vainement leurs efforts furent rendus presque nuls, et comme paralysés par le défaut de coopération efficace de l'escadre britannique; vainement ils se virent privés de la douce satisfaction de combattre sous les yeux d'un prince français; vainement ils attendirent le secours promis des dix mille hommes aux ordres du lord Moyra : ces Français généreux n'ont pas cru devoir accuser un gouvernement qui se disait dévoué à leur cause; ils ont dédaigné de rechercher les motifs de la conduite tortueuse de ceux qui se nommaient leurs alliés; ils ont craint de paraître ingrats envers un pays qui leur servit d'asile, et qui donna l'hospitalité à ces princes qu'au prix de leur sang ils brûlaient de ramener en France. Respect à ces victimes de l'honneur! honneur aux Français morts à Quiberon, et à ceux qui, échappés à cette effroyable catastrophe, gardent encore le silence sur les causes qui y donnèrent lieu! Des Anglais, sur le simple soupçon d'une trahison, auraient fait retentir toute l'Europe de leurs plaintes; des Français se taisent, et ne veulent point flétrir la nation qui les accueillit pendant leur exil.

Nous verrons que le misérable résultat de cette expédition

1795-an III. Bretagne. ne dégoûta point l'Angleterre de l'envie de ranimer encore les cendres de la guerre civile. L'expédition de Quiberon ne tarda pas à être suivie d'une autre, dont nous parlerons en son lieu; mais avant de finir cet article, et pour satisfaire aux mânes des Français qui sont morts à Quiberon, nous rappellerons ici les honneurs qu'on s'est proposé de rendre à la mémoire de ces honorable victimes de la guerre civile et de l'opinion. Il existe un projet d'élever sur la falaise de Quiberon un monument en l'honneur des Français qui y perdirent la vie; mais, pour rendre ce monument vraiment national, nous osons former le vœu qu'à côté des noms des émigrés moissonnés à Quiberon, on grave aussi les noms des soldats morts en les combattant. Les deux partis se composaient de Français qui, chacun de leur côté, croyaient servir la patrie. La paix du tombeau a rompu la ligne d'inimitié qui les séparait; et puisque aujourd'hui même ce qui reste des vainqueurs et des vaincus vit ensemble sous les lois d'un prince qui ne veut voir dans tous les Français que des enfans dignes de sa bienveillance, doit-on douter que la France toute entière n'applaudisse à l'érection d'un semblable monument? Il nous semble qu'il attesterait mieux que toute autre chose qu'il n'existe plus qu'un seul parti en France, qu'un seul sentiment, celui de la confiance, de l'amour inspiré par un monarque dont les paroles et les actes tendent incessamment à rappeler qu'il a oublié toutes nos anciennes divisions, pour ne s'occuper que de notre bonheur présent et à venir.

1er août. (14 thermid.) Espagne. *Combats sur la Fluvia; traité de paix entre la France et l'Espagne*[1]. — Le combat du 26 mai avait été la dernière action militaire sérieuse entre les troupes espagnoles, commandées par le général Urrutia et l'armée des Pyrénées

[1] Journaux du temps, — Dictionnaire des siéges et batailles, — Jomini, — de Marcillac, — Lacretelle, — Mémoires particuliers, etc.

Orientales, aux ordres du général Schérer. Tout le mois de juin s'était écoulé sans engagemens qui méritent d'être rapportés. Les deux partis, retirés dans leurs cantonnemens, se tenaient sur une défensive réciproque, et paraissaient peu disposés à s'attaquer sérieusement. Il est vrai de dire que la cour d'Espagne et la république française étaient alors occupées de négociations tendantes à amener une paix prochaine; mais les armées ignoraient encore ces dispositions pacifiques de leurs gouvernemens. Ce qui le prouve, c'est qu'après être restés dans une longue inaction, les Français se déterminèrent tout-à-coup à rentrer en campagne, et tentèrent encore une fois de forcer les positions espagnoles, en effectuant le passage de la Fluvia. 1795-an III. Espagne.

Le 13 juillet, la grande division de l'armée des Pyrénées-Orientales, et celle que le général Augereau commandait aux environs de Figuières, se mirent en même temps en mouvement et s'avancèrent de concert pour attaquer les Espagnols dans toutes leurs positions. Ces forces furent réparties en trois nouvelles divisions à peu près égales en nombre. Chaque division devait avoir une forte arrière-garde, prête à la soutenir au besoin.

Six mille hommes d'infanterie, et huit cents chevaux, commandés par Schérer en personne, s'avancèrent de leur camp sous Roses, et occupèrent la position de Pontos, opposée à celle de Bascara, que défendaient les Espagnols; ces six mille hommes formaient la première division et le centre de l'armée; la seconde division était composée de cinq mille hommes et de cinq cents chevaux, et formait la droite de l'armée; elle se porta sur Puig-de-Forcas; la gauche, conduite par le général Augereau, avait une force à peu près égale : elle devait attaquer l'ennemi dans ses positions de San-Miguel, et de San-Pedro-Pacades, village qui est très-près de la mer.

1795-an III. Espagne. Le but de cette attaque générale n'était pas seulement de tâcher de déposter les Espagnols de leur campement sur la rive opposée de la Fluvia : l'intention de Schérer était aussi de couvrir, par cette agression, un grand fourrage, dont un fort détachement devait s'occuper pendant qu'on en serait aux mains avec l'ennemi. Les vivres commençaient à manquer dans le camp français, et il était instant de s'en procurer, avant que les Espagnols songeassent à manœuvrer pour s'y opposer. Cette circonstance est même regardée par quelques auteurs comme ayant seule donné lieu à l'action que nous allons rapporter.

A la vue du grand mouvement opéré par l'armée française, le général espagnol Urrutia fit aussitôt ses dispositions de défense. Ayant remarqué que Schérer étendait beaucoup ses ailes, et paraissait manœuvrer pour le tourner, il s'appliqua principalement à l'en empêcher. Pour cet effet, il ordonna aux troupes qui se trouvaient à Bezalu, sur la gauche, d'aller, dans les montagnes, occuper le défilé du col de Portell, seul passage ouvert aux Français pour parvenir à Bezalu. En même temps Urrutia faisait établir une forte batterie sur les hauteurs d'Esponella, pour défendre le pont; et, afin de s'opposer bien plus efficacement au passage de la Fluvia par les Français, il en faisait occuper les gués sur toute la ligne.

Dans ce moment l'armée du général Schérer, après avoir effectué son mouvement en avant, s'ébranlait pour prendre les défilés des montagnes; mais, voyant que l'ennemi avait prévu cette manœuvre et s'était mis sur ses gardes, Schérer changea ses dispositions d'attaque. Ce retard dans la marche de l'armée donna au général espagnol Vivès, qui commandait l'avant-garde d'Urrutia, le temps de prévenir les Français, en passant lui-même la Fluvia. Ce mouvement faillit lui devenir fatal. Schérer, le voyant s'avancer sur la droite, s'é-

tait hâté de placer en embuscade plusieurs bataillons. Cachés dans un bois qui se trouvait sur le chemin que semblait suivre le général espagnol, les Français se jetèrent sur lui aussitôt qu'il parut à portée, le culbutèrent et le forcèrent de se retirer en toute hâte sur la Fluvia. Vivès parvint cependant à s'y rallier, et opposa une vigoureuse résistance aux Français qui l'avaient poursuivi. 1795-an III. Espagne.

Pendant ce temps, Augereau était aux prises avec le général espagnol Iturragaray. Il avait manœuvré pour forcer le gué de Vilaroban; mais, prévenu également par les Espagnols, qui avaient réussi à faire passer plus haut la rivière à un corps de cavalerie, il s'était vu vigoureusement attaqué et forcé de se défendre. Afin de le faire avec plus d'avantage, Augereau prit position à Saint-Thomas, village situé en face de Vilaroban. Le général Iturragaray, se trouvant alors trop faible pour continuer son attaque, fit un mouvement rapide pour se porter sur la droite, et se réunir au général Vivès, qui soutenait toujours le combat. Mais Augereau pénétra son intention, et fit charger si vigoureusement le corps espagnol, qu'il fut obligé de renoncer à son dessein et de repasser la rivière pour éviter une destruction certaine. Le général Augereau se porta rapidement à sa poursuite, sabra l'arrière-garde espagnole à Vilamacalum, et effectua le passage de la rivière. De son côté, la droite de l'armée française, après avoir longtemps combattu avec un succès égal contre le général Vivès, l'avait contraint de repasser la Fluvia, et était elle-même parvenue sur l'autre rive.

Jusque-là, le centre des deux armées était réciproquement resté dans une inaction complète. L'intention de Schérer était toujours de déborder les deux ailes ennemies, et de manœuvrer ensuite pour forcer la position centrale des Espagnols, établie au col d'Oriole. Le moment était venu d'effectuer cette manœuvre, et Schérer donna l'ordre à ses troupes

1795–an III. Espagne. de se mettre en marche, pour se porter en avant des positions de Pontos et d'Armadas qu'il occupait. Mais déjà le général Urrutia avait organisé tous ses moyens de défense. Effrayé des dangers que son armée pouvait courir, si Schérer, à la tête de ses troupes, réussissait à passer la rivière, et se trouvait par-là en mesure de s'appuyer, de droite et de gauche, sur ses ailes victorieuses, il s'était hâté de renforcer son centre, et avait ordonné aux généraux Arias et la Romana, de se porter promptement en avant, de passer la Fluvia avec leur cavalerie, et de s'opposer aux progrès des Français, pendant que lui-même descendrait, avec son infanterie, de son quartier-général d'Oriole, pour les soutenir.

Arias et la Romana exécutèrent avec habileté et précision les ordres de leur général. Le premier, après avoir passé la rivière, attaqua les Français en front, et le combat s'engagea du côté de l'ouest. La Romana prit sur la gauche du château de Pontos, et chargea avec valeur les Français rangés en bataille auprès du village. Ces deux attaques eurent d'abord tout le succès que pouvaient désirer les Espagnols. Les Français, qui ne s'attendaient point à être prévenus dans leur mouvement d'agression, s'effrayèrent et lâchèrent pied. Le village de Pontos fut occupé par la Romana.

Pendant ce temps, l'infanterie espagnole avait elle-même passé la Fluvia, et le général la Cuesta, qui la commandait sous le général en chef Urrutia, s'était jeté avec deux colonnes sur les Français qui occupaient Armadas. Cette position était moins importante que celle de Pontos; aussi Schérer se contenta d'y laisser un nombre de troupes suffisant pour s'y défendre sans trop de désavantage, et se porta avec le reste sur Pontos, que déjà les Français, ralliés à la voix de leurs généraux, commençaient à réattaquer. Vainement la Romana et Arias firent pour s'y soutenir des prodiges de valeur; ils furent repoussés. Les vainqueurs se divisent aussitôt en deux

colonnes; et tandis que la première se met à la poursuite d'Arias et de la Romana, la seconde vole au secours des Français pressés par la Cuesta dans Armadas. Ce renfort arrivait à propos. Le général espagnol, après avoir long-temps éprouvé une résistance désespérée, avait fait un mouvement de gauche qui compromettait essentiellement le corps français; déjà même il se flattait de le tourner et de le forcer à mettre bas les armes, lorsque la vue des troupes arrivant de Pontos et prêtes à fondre sur lui, l'obligea de songer lui-même à se défendre. Il le fit avec courage, mais plutôt pour assurer sa retraite que pour conserver sa position. N'espérant plus être soutenu par Arias et la Romana, il fit faire un mouvement rétrograde à son armée, et opéra, mais en bon ordre, sa retraite devant les Français. Parvenu sur l'autre rive, ainsi que la Romana et Arias, ces trois généraux rangèrent leurs troupes en bataille, pour s'opposer à Schérer, s'il essayait de passer la rivière; mais ce général, qui venait d'éprouver la force de son ennemi, n'osa point entreprendre ce passage, regardé désormais comme trop difficile.

1795-an III. Espagne.

Il était tard, et déjà Urrutia, témoin de l'irrésolution du général français, détachait de son centre tous les corps disponibles, pour les envoyer au secours de ses ailes, qui continuaient à disputer le terrain à leurs ennemis Ceux-ci, privés du concours de leur centre, et n'espérant pas pouvoir se soutenir dans leurs positions contre les forces réunies d'Urrutia, se décidèrent à faire leur retraite, et repassèrent la Fluvia en bon ordre, et sans qu'Urrutia osât les faire inquiéter dans leurs mouvemens. Les deux armées rentrèrent alors dans leurs quartiers respectifs.

Cette action entre les deux partis avait été très-meurtrière et la perte à peu près égale. Quoique la victoire fût restée en quelque sorte indécise, puisque des deux côtés on avait défendu et gardé ses positions, cependant tout l'avantage de cette jour-

1795–an III. Espagne. née demeura aux Français : car le fourrage ordonné par le général Schérer s'était, au moyen du combat, effectué sur une vaste étendue de terrain, sans que ceux qui en étaient chargés eussent trouvé d'obstacle sur aucun point. Trois cents charriots charges de blé entrèrent dans le camp français, et toutes les autres denrées qui constituent l'approvisionnement d'une armée y devinrent abondantes dans la même proportion.

Ce combat peut être regardé comme le dernier qui ait été livré dans cette partie de l'Espagne pendant le reste de la campagne. Les deux armées restèrent inactives dans leurs camps. Cependant le général Schérer s'occupait d'un projet d'invasion dans la Cerdagne, et menaçait déjà Gironne, lorsque la nouvelle de la paix conclue à Bâle parvint aux deux armées, et réconcilia deux peuples qui s'étaient fait une guerre aussi opiniâtre avec une bravoure et des moyens à peu près égaux.

En effet, depuis long-temps, c'est-à-dire depuis le commencement de la dernière campagne, les deux gouvernemens espagnols et français étaient en pourparlers pour mettre fin aux désastres d'une guerre également contraire aux intérêts des deux nations. Déjà nous avons eu occasion de parler de ces négociations, et si elles n'arrêtèrent point les hostilités, au moins elles servirent à les rendre moins actives de part et d'autre; mais ce qui sera sans doute un sujet d'étonnement pour tous ceux qui se sont fait une idée exacte de la hauteur et de la fierté du comité de salut public, c'est que la première ouverture de paix fut faite par ce gouvernement républicain, qui naguère encore semblait avoir juré la perte de tous les rois et le renversement de tous les trônes. Nous avons déjà eu occasion de rendre raison de cette espèce de phénomène : c'est la mémorable révolution du 9 thermidor (27 juillet 1794) qui l'avait produit. Aux idées d'exagération et de démagogie qui avaient paru devoir être la seule règle de

conduite des républicains montagnards, avait tout à coup succédé une modération inattendue, dont les thermidoriens se servirent habilement pour ranger dans leur parti cette masse énorme de Français paisibles qui n'avaient qu'en tremblant embrassé la cause de la révolution. Les tentatives faites par le gouvernement pour amener la pacification de la Vendée, avaient été le premier fruit de cette modération ; la paix avec la Prusse et la Hollande pouvait être regardée comme le second; le troisième se trouvait naturellement dans la cessation des hostilités contre l'Espagne. 1795-an III. Espagne.

Cependant plusieurs membres de la Convention, et même du comité de salut public institué après le 9 thermidor, encore tourmentés de cette fièvre républicaine qui voulait faire la guerre à la royauté; dans quelque lieu qu'elle se trouvât, s'étaient fortement opposés au projet de faire la paix avec l'Espagne, de même qu'ils l'avaient fait lors de la discussion du traité de paix avec la Prusse; mais la majorité, qui penchait vers les mesures modérées, l'emporta : elle avait à cœur de tourner toutes les forces de la nation contre l'Autriche, et ambitionnait déjà la gloire d'abattre ce colosse, qui, depuis une si longue suite de siècles, faisait trembler l'Europe, dont il se croyait l'arbitre. D'ailleurs, quel que fût l'éclat des victoires remportées, les républicains s'effrayaient eux-mêmes de l'idée de conquérir toutes les Espagnes; ils se souvenaient que, depuis les Romains, le peuple espagnol avait toujours combattu avec désespoir pour conserver son indépendance nationale, et avait rarement souffert le joug passager des étrangers. Ces considérations font honneur à la sagacité et à l'humanité des gouvernans de cette époque. Ah ! si plus tard un homme plus puissant qu'eux tous eût conçu les mêmes craintes d'exaspérer ce peuple loyal et enthousiaste, la patrie peut-être n'aurait pas à pleurer aujourd'hui

1795-an III. Espagne. tous ces grands désastres qui ont un moment obscurci sa gloire.

De son côté, la cour d'Espagne, épuisée par les efforts qu'elle avait faits, et sans moyen pour les renouveler, avait à craindre que la république française, profitant de ses victoires au dedans et au dehors, ne portât tout à coup sur le territoire espagnol des forces telles, que la résistance devînt à la fin inutile. Déjà maîtres d'une partie des frontières et du pays dont l'accès est le plus difficile, les Français, que leurs derniers succès avaient rapprochés de Pampelune, pouvaient s'emparer de cette capitale de la Navarre, et ouvrir par ce moyen une route facile à l'invasion des Deux-Castilles et de l'Arragon. Qui aurait osé prévoir les suites de cette invasion ? L'Espagne pouvait avoir le sort de la Hollande, et le second trône occupé par la famille des Bourbons s'écrouler sous les coups des mêmes hommes qui avaient renversé le premier. Pour le soutenir, il eût fallu appeler la nation entière aux armes, et donner naissance à une guerre dont les résultats étaient incalculables, et qui, en amenant le contact avec les Français, pouvait produire dans les esprits une révolution morale, non moins dangereuse que l'invasion même.

Dès que les deux nations eurent bien reconnu qu'il était de leur intérêt réciproque de poser les armes, il leur fut facile de s'entendre pour le reste : cependant un incident retarda beaucoup la conclusion définitive du traité de paix. Le gouvernement espagnol ayant accédé aux premières propositions d'accommodement qui lui furent faites, au nom du comité de salut public, par M. Bourgoing, ancien ambassadeur à Madrid, crut devoir s'adresser à M. Barthélemy, alors ambassadeur de la république auprès des treize cantons suisses, que ses vertus personnelles, ses talens diplomati-

ques, et surtout le traité conclu par ses soins à Bâle avec le roi de Prusse, faisaient jouir alors d'une grande considération dans les pays étrangers. M. d'Yriarte, que la cour d'Espagne voulait charger de ses pouvoirs, avait avec lui des relations d'amitié. Ambassadeur auprès de la république de Pologne, M. d'Yriarte avait assisté aux derniers désastres de la nation polonaise, et, depuis le partage de ce malheureux royaume par les trois souverains armés pour le renverser, le diplomate espagnol voyageait alors en Europe dans l'*incognito* d'un particulier obscur. Après avoir parcouru l'Autriche et Berlin, un courrier le trouva à Venise, et lui annonça le nouvel honneur que venait de lui faire son gouvernement. Yriarte se hâta de se rendre à sa destination; mais, pendant qu'on l'avait cherché, les hostilités avaient continué, et le sang français et espagnol, inutilement répandu, attestait que le cabinet de Madrid n'avait point encore pris une détermination positive.

1795-an III. Espagne.

Barthélemy et Yriarte, apportant tous les deux des intentions pures et le vif désir de renouer l'antique amitié qui unissait les deux peuples, terminèrent promptement les négociations, et la paix fut conclue à Bâle, le 22 juillet. Ce traité, par lequel la France abandonnait toutes ses conquêtes au-delà des Pyrénées, et par lequel l'Espagne cédait à la France la partie de l'île de Saint-Domingue qui lui appartenait, fut ratifié le 1er août par la Convention nationale, à Paris, et par le roi d'Espagne Charles IV, à Madrid, le 4 du même mois. « Autant, dit M. Lacretelle, les Espagnols s'étaient défendus, au milieu du péril, de laisser voir le besoin de la paix, autant témoignèrent-ils d'alégresse après avoir obtenu une paix qui n'offensait point leur orgueil, et qui rappelait à peine combien la guerre leur avait été funeste. La cour de Madrid, si prodigue d'honneurs et de récompenses envers le duc d'Alcudia (Godoy, premier ministre), ne fut que l'interprète de

1795-an III. Espagne. la reconnaissance nationale, en lui décernant le beau titre de *Prince de la Paix*, que ce vieux favori du roi Charles IV porte encore aujourd'hui. » Le gouvernement français se hâta de recueillir le fruit le plus avantageux de ce traité de paix avec l'Espagne, en dirigeant, ainsi que nous le verrons, l'élite des deux armées des Pyrénées vers l'Italie, où bientôt allait s'engager une lutte si glorieuse pour la France et pour ses guerriers.

7 août. (20 thermid.) Piémont. *Combats dans les Alpes*[1]. — Obligé par la trop grande infériorité de ses troupes de replier ses positions, le général Kellermann, ainsi que nous l'avons dit plus haut, s'était arrêté à Finale, ayant sa droite et sa gauche en arrière de Melogno, toujours occupé par l'ennemi. Bientôt les mouvemens que faisait celui-ci l'avertirent qu'il était temps de quitter cette position provisoire, et de se retirer sur Borghetto, suivant son premier dessein. Ce mouvement se fit le 5 juillet, pendant que les troupes du général Serrurier repoussaient l'ennemi du col de Terme, et l'armée évacua dès le même jour le poste de Loano.

Kellermann avait eu d'autant plus raison d'ordonner cette retraite, qu'après l'occupation de Spinardo par l'ennemi, la redoute de la Planète, déjà compromise par la présence des Autrichiens à Melogno, devenait une position dangereuse et peu susceptible d'être défendue avec avantage. La ligne pouvait être coupée entre Rocca-Barbena et le col de San-Bernardo, déjà attaqué plusieurs fois et toujours menacé par l'ennemi. L'armée reçut donc l'ordre d'évacuer, indépendamment des postes de Loano et de Finale, ceux de la Planète, du Signal, de la chapelle San-Bernardo, de Rocca-Barbena,

[1] Journaux du temps, — Jomini, — Lacretelle, — Servan et Jubé, — Desjardins, — Mémoires manuscrits du maréchal Kellermann, — Mémoires particuliers et notes du général ***, etc.

de Bianco, d'el Campo di Pietri, et se replia sur une ligne qui s'étendait depuis la hauteur de Castel-Bianco, de Pezora, de la gauche de Sucarello et ses contreforts, de sa droite qui remonte au Pizzo-Grande, et qui fait partie des hauteurs que l'on rencontre jusqu'à Borghetto. Après avoir placé des postes avancés pour lier, d'une part, la gauche du Tanaro, et de l'autre empêcher l'ennemi de pénétrer dans la gorge de Sucarello, Kellermann fit occuper le château du même nom, ainsi que celui de Concento, où fut aussitôt établie une batterie de deux pièces de 8 et d'un obusier. Les subsistances de la gauche devaient lui parvenir par la gorge de Nazino. Ce dernier changement de position fut exécuté, dans la nuit du 6 au 7 juillet, avec tout l'ordre que l'on pouvait espérer d'après les dispositions qui avaient été prises. Toute l'artillerie, les vivres, les effets de campement et les équipages furent évacués dans le même temps et avec le même bonheur, et sans que l'ennemi essayât d'inquiéter les Français dans cette opération.

1795-an III.
Espagne.

Quoique cette nouvelle position fût extrêmement forte et capable, comme cela fut prouvé, d'arrêter un ennemi trois fois plus nombreux, Kellermann, pour multiplier les précautions, ordonna une reconnaissance générale sur tous les points, en arrière de la droite, depuis la ligne de Borghetto jusqu'à celle de San-Remo. Cette opération, qui présentait des difficultés immenses, fut cependant exécutée par le général Berthier, chef de l'état-major, l'adjudant-général Vignolle[1], le chef de brigade du génie Clausade, et le chef de bataillon d'artillerie Andréossi[2]. Malgré l'étendue et la nature du pays à parcourir, et malgré la difficulté des abords à travers des montagnes escarpées et entrecoupées à chaque pas d'affreux précipices;

[1] Aujourd'hui lieutenant-général.

[2] Aujourd'hui lieutenant-général.

1795-an III. Piémont.

enfin, malgré les fatigues de tout genre qu'ils eurent à surmonter, ces quatre officiers firent cette reconnaissance avec une exactitude, une précision qui leur méritèrent les plus grands éloges de la part du général en chef, et annonçaient les talens les plus distingués dans cette partie si essentielle de l'art de la guerre.

D'après cette reconnaissance, le général en chef ordonna, en cas d'événement, la construction des chemins qui devaient faciliter la marche rétrograde des colonnes; il indiqua en outre tous les points où ces dernières pourraient s'arrêter, pour faire face à l'ennemi et le combattre avec avantage; il y joignit tous les ordres pour l'évacuation et la sûreté des transports, tant par mer que par terre. De telles précautions étaient nécessaires dans un pays coupé et montueux, où l'ennemi, par le grand avantage de sa supériorité en nombre, pouvait à tout instant forcer les lignes et compromettre la sûreté de l'armée française. Nous sommes entrés dans ces détails pour donner un exemple des soins extrêmes qu'exige la guerre de postes.

Dans le temps même que Kellermann assurait ainsi ses opérations ultérieures contre tout événement imprévu, il recevait du comité de salut public la promesse d'obtenir les secours qu'il n'avait cessé de solliciter depuis qu'il avait pris le commandement des deux armées des Alpes et d'Italie. Le gouvernement républicain lui faisait espérer que des ordres allaient être donnés pour diriger sur Nice une colonne de dix mille hommes, détachés du Rhin et devenus disponibles par l'effet de l'armistice conclu, et six mille hommes de l'armée des Pyrénées-Orientales, avec un régiment de chasseurs.

Mais avant que ces renforts fussent arrivés, et que Kellermann se vît dans le cas d'en profiter pour reprendre l'offensive, il était réduit à défendre pied à pied ses positions, et

chaque jour était témoin de nouveaux combats livrés avec des succès divers, mais dans lesquels les guerriers français trouvaient toujours de nouvelles occasions de faire briller leur dévouement et leur intrépidité. 1795-an III. Piémont.

Depuis le mouvement rétrograde opéré par Kellermann pour resserrer sa ligne, l'ennemi semblait avoir dirigé de préférence ses attaques sur le centre et la gauche de l'armée d'Italie, commandés, le centre par le général Macquart, et la gauche par le général Garnier. Le 9 juillet, ils s'étaient portés contre ce dernier avec des forces supérieures, dans le dessein de lui enlever le poste d'un plateau, situé entre San-Dalmatio-Salvatico, le Pras, et Saint-Étienne, à la jonction de la Tinea avec le Bramafan. Profitant ensuite de leur succès sur ce point, ils devaient se jeter sur le poste de Saint-Étienne, le réduire en cendres, et envelopper les troupes françaises qui s'y trouvaient cantonnées. Le poste du plateau, qui n'avait pour défenseurs que cent hommes du premier bataillon de Maine-et-Loire, attaqué par trois colonnes ennemies, fortes chacune d'environ six cents hommes, fut, après une vive et inutile résistance, emporté et occupé. Cependant les soldats français, qui avaient été entourés, parvinrent à se faire jour à la baïonnette, et peu d'entre eux restèrent sur le champ de bataille. Cet événement était d'un heureux présage pour l'ennemi ; mais quand il se présenta devant Saint-Étienne, il fut reçu avec tant de vigueur par les troupes qui y étaient postées, et par un bataillon qui avait réussi à passer la Tinéa pour se réunir à elles, qu'il fut obligé d'abandonner son entreprise, et de chercher à son tour son salut dans une prompte retraite.

Le 11 juillet, deux colonnes ennemies, fortes de quinze cent soixante hommes, se présentèrent en bataille devant les cols de Tanée et de Fréjus, défendus par le capitaine Ga-

1795-an III. Piémont. zan [1], commandant le dixième bataillon des grenadiers. Les Croates, qui composaient les deux colonnes ennemies, engagèrent une forte fusillade, à laquelle les Français répondirent d'abord avec avantage. Mais le commandant ennemi ayant, sans qu'ils s'en aperçussent, réussi à étendre ses ailes, ils se trouvèrent tout-à-coup enveloppés. Gazan est sommé de se rendre. Il refuse et jure, avec les braves qu'il commande, de se défendre jusqu'à la mort. Blessé d'un coup de feu à l'épaule, et ne pouvant plus se défendre, l'intrépide capitaine jette son sabre dans les rangs ennemis, et crie à ses soldats : « Grenadiers, sauvez mon sabre de la main des esclaves. » Ces paroles, émanées d'une bouche républicaine, électrisent les grenadiers et doublent leur ardeur. Ils s'élancent comme des furieux sur les Croates, étonnés déjà d'une si opiniâtre résistance, tuent et massacrent tout ce qui ne prend pas la fuite. Après un combat, ou plutôt un carnage, qui avait duré plus de deux heures, l'ennemi, lassé de se battre contre des hommes qui volent au-devant de la mort, en la donnant autour d'eux, se décide à lâcher pied et opère sa retraite. Gazan entend bientôt les acclamations de la victoire et reste maître des positions qu'il a su défendre avec tant de bravoure. Un grand nombre de Français avaient péri dans cette journée, victimes de leur dévouement; mais la perte de l'ennemi, proportionnellement au nombre, avait été bien plus considérable.

Attaqué à plusieurs reprises, et resté vainqueur à chaque fois, le centre de l'armée avait essayé de reprendre l'offensive. Le général Dallemagne, qui commandait une partie de ce corps d'armée, se porta, le 12 juillet, contre le poste de Limone, avec deux détachemens de grenadiers, commandés par son

[1] Aujourd'hui lieutenant-général.

aide-de-camp, et par l'adjoint Abbé [1]. Cette expédition réussit parfaitement. L'ennemi, plein de sécurité, se laissa surprendre : le poste fut tourné et enlevé sans brûler une amorce. Les sentinelles avancées avaient seulement été massacrées à coups de sabre. Tout ce qui se trouvait au poste de Limone fut fait prisonnier. Cinq émigrés faisaient partie de ce cantonnement [2].

1795-an III. Piémont.

Ces différens engagemens, et deux autres attaques, qui échouèrent également, l'une au poste de Saint-Barnouil, le 16 juillet, et l'autre au Mont-Cénis, le 18, avaient prouvé à l'ennemi que les Français étaient en mesure sur tous les points. Il revint en conséquence à ses plans d'attaque sur la droite; les troupes qui étaient opposées au général Masséna, sur ce point, furent renforcées par un nouveau corps de troupes napolitaines ; et, voyant qu'il ne pouvait rien entreprendre contre l'armée des Alpes, l'ennemi se décida à disposer d'une partie des troupes qu'il avait dans la Maurienne, et les fit filer par sa gauche à l'armée d'Italie. Kellermann, instruit de ce mouvement, l'imita, autant qu'il était en son pouvoir, et détacha plusieurs bataillons de l'armée des Alpes pour renforcer l'armée d'Italie.

L'ennemi ayant une seconde fois résolu de diriger ses forces principales du côté de la droite des Français, commença, le 24 juillet, à rapprocher sa ligne de celle qu'occupait l'armée d'Italie. Ce mouvement ne fut suivi que de quelques fusillades d'avant-postes ou de patrouilles. Cependant, sur les deux heures après midi, une colonne autrichienne tenta l'attaque d'un retranchement construit en avant de Sucarello. Après avoir fait, pendant quelque temps, de

[1] Aujourd'hui lieutenant-général

[2] On ne dit pas si, suivant la loi atroce encore en vigueur à cette époque, ils furent fusillés après l'action.

1795 - an III. Piémont. vains efforts pour s'en emparer, se voyant sur le point d'être repoussés de vive force, les Autrichiens prirent le parti de se retirer.

Le lendemain, l'ennemi revint à la charge. Le cinquième bataillon de grenadiers, faisant partie de la division du général Serrurier, occupait et défendait les hauteurs qui se trouvent vis-à-vis du poste de l'Inferno; plus d'une fois ce bataillon avait fait preuve d'une grande bravoure et d'une sévère discipline; cependant, ce jour-là, étant moins sur ses gardes, il se trouva tout-à-coup entouré. Surpris par les Autrichiens, il fut obligé de céder les hauteurs, pour ne point demeurer prisonnier entre leurs mains. L'occupation de cette position par l'ennemi compromettait singulièrement la position de l'Inferno, et faisait courir les plus grands risques au général Serrurier. Il sentit combien il était important pour lui d'y rentrer, et sur-le-champ il donna ordre au général Pelletier d'attaquer l'ennemi avec le bataillon que, dans le combat du col de Terme, il avait appelé son intrépide réserve, et par un autre bataillon commandé par le chef Tellemont.

Les Français se précipitèrent avec leur fougue accoutumée sur les Autrichiens, et les chargèrent à la baïonnette. Le succès suivit de près cette attaque : l'ennemi fut déposté avec plus de rapidité encore qu'il ne s'était emparé de la position. Mallin de la Rivoire, commandant de l'intrépide réserve, se distingua encore dans cette circonstance, ainsi que le commandant Tellemont.

En même temps qu'on se battait ainsi sur terre avec acharnement, la mer était aussi témoin de la valeur des soldats français de l'armée l'Italie. En effet, dans la nuit du 26 au 27, deux corsaires ennemis s'étaient mis à la poursuite d'une tartane française mouillée à Albenga, et qui devait servir à évacuer les malades. L'équipage était parvenu à se sauver

dans des canots, et était venu apporter cette nouvelle aux avant-postes de Borghetto. 1795-an III. Piémont.

Le 27, la tartane remorquée par les corsaires s'approcha de la pointe de Borghetto pour gagner le vent et filer sur Loano; mais environ soixante grenadiers du sixième bataillon, ayant leur chef à leur tête, s'embarquèrent aussitôt sur des bateaux, armés de leurs fusils et de leurs sabres, et osèrent s'avancer pour reprendre la tartane à l'abordage. Les corsaires pouvaient les couler bas, en leur lâchant quelques bordées de coups de canon; cependant ils furent si effrayés de l'audace des grenadiers français, qu'ils abandonnèrent la tartane et s'enfuirent à toutes voiles. Témoin de cette lâcheté, un troisième corsaire s'avança sur les grenadiers qui emmenaient en triomphe leur conquête; mais une décharge de la pièce de 36 montée sur la plage de Borghetto l'eut bientôt obligé de gagner au large.

Le 28 juillet, le général Masséna fit faire une reconnaissance sur tous les points de la ligne qu'il commandait : le même jour, les ennemis en avaient ordonné une de leur côté. Les deux détachemens se rencontrèrent à quelque distance de Loano, et bientôt en vinrent aux mains. Le combat fut vif et dura cinq heures avec une égale ardeur. Enfin sur le soir, l'ennemi fut repoussé vigoureusement par les Français, et poursuivi l'épée dans les reins jusqu'à Loano. Il perdit dans cette rencontre un grand nombre de tués ou blessés.

Le 30, pareille reconnaissance fut faite par le général Laharpe[1] avec un détachement de trois cents hommes, par Sucarello et par le rocher d'Aoste, pour s'assurer si l'ennemi faisait au Campo di Pietri des ouvrages capables de donner de l'inquiétude. Les Français, pour mieux observer, s'approchèrent très-près de Rocca-Barbena, et s'exposèrent impru-

[1] Mort général de division.

1795-an III. Piémont. demment à une vive fusillade de la part de l'ennemi : ils ripostèrent par la décharge de toute leur mousqueterie ; mais l'objet de la reconnaissance était rempli : le commandant du détachement, Gentily[1], ordonna la retraite. Dans ce moment, l'ennemi recevait des renforts des camps voisins ; et, tout fier de sa supériorité, il se jeta à la poursuite de la colonne. Les Français font aussitôt volte-face, et le feu recommence avec une grande vivacité. Enfin les soldats, fatigués de la fusillade, qui durait depuis plus de trois heures, tombent sur l'ennemi au pas de charge et la baïonnette en avant. Cette brusque agression que les Français faisaient, en poussant leurs cris accoutumés de *vive la liberté ! vive la république !* déconcerte les colonnes ennemies, qui se retirent en toute hâte et se retranchent dans leur camp de Roca-Barbeua, en abandonnant bon nombre de morts et de blessés. Les Français firent aussi une perte considérable. Au nombre des blessés était le brave Gentily, chef de bataillon de la seizième demi-brigade d'infanterie légère, et commandant la reconnaissance.

Le même jour, les Piémontais avaient tenté une attaque à la gauche de l'armée d'Italie. Trois colonnes, dont deux de chacune six cents hommes, et l'autre de neuf cents, en avaient été chargées. Les deux premières s'avancèrent pour simuler une fausse attaque sur le poste d'Issando, avant-garde de Sainte-Anne. A cette vue, le camp français prit aussitôt les armes, et se portant en avant pour recevoir l'ennemi, la repoussa sans trop d'efforts ; car ces deux colonnes avaient ordre de manœuvrer de manière à attirer les Français hors de leur camp. En effet, au moment où ceux-ci s'élancèrent à la poursuite de l'ennemi, la troisième colonne, forte de neuf cents hommes, après avoir passé par les derrières, à travers des montagnes inaccessibles, réussit à tourner le camp, s'en

[1] Mort général de division.

empara, et coupa ainsi les Français, qui, se voyant pris entre deux feux, se jetèrent sur la gauche et se retirèrent sur les hauteurs. 1795-an III. Piémont.

Le général Garnier, qui commandait la gauche de l'armée, et qui savait combien la possession du poste d'Issando importait à sa sûreté, donna aussitôt les ordres pour le reprendre.

Cette attaque, qui se fit le lendemain de la prise, réussit suivant ses vœux. Les Français, ayant à se venger d'un échec, mirent dans leur agression tant d'ensemble et d'impétuosité, que l'ennemi, attaqué de toutes parts, et menacé à son tour d'être enveloppé, crut devoir décamper sans presque soutenir de combat. Kellermann, ayant su qu'après cette action le général des troupes austro-sardes avait tiré de son camp de réserve près Coni plusieurs bataillons pour renforcer les postes placés dans la vallée de Sture, fit partir deux bataillons de la division du centre, et les fit filer sur celle de gauche pour la renforcer.

Nous avons dit que la gauche de l'armée d'Italie touchait à la droite de l'armée des Alpes : aussi le général Vaubois, qui commandait cette droite, ayant su que le général Garnier devait être attaqué, s'était, le même jour, avancé sur deux colonnes de trois cents hommes chacune, contre l'ennemi, afin de l'empêcher de pénétrer entre ces deux divisions; mais le général Garnier ayant, après son premier échec, réussi, à repousser l'ennemi, cette diversion devint inutile, et Vaubois rentra dans ses lignes.

Sept jours après, c'est-à-dire le 7 août, les ennemis tentèrent à leur tour une attaque à la gauche de la même armée des Alpes sur la position du Mont-Cénis; mais le général Moulins, voyant leurs colonnes s'avancer, marcha lui-même à leur rencontre. Les deux partis se battirent long-temps avec acharnement; enfin, l'ennemi céda à l'intrépidité des

1795–an III. Piémont. Français : il fut repoussé, éprouva une perte considérable, et fut poursuivi avec ardeur jusqu'à la Ferrière.

27 août. (10 fructidor) *Combats du col de Tende, de Tuirano, de Limone, de Saint-Barnouil et d'Allassio* [1]. — Les secours promis par le comité de salut public au général Kellermann n'étaient point encore arrivés, et cependant il s'occupait sans relâche à se procurer les moyens les plus efficaces pour assurer les succès de la défensive à laquelle il était forcé de se borner malgré lui. Les ennemis n'avaient cessé d'attaquer les deux armées des Alpes et d'Italie sur tous les points où ils avaient espéré d'obtenir quelques succès. On ne peut s'empêcher de blâmer, avec le général Jomini, ce ridicule plan des alliés, de multiplier ainsi les attaques, quand il leur était si facile d'en tenter une complète et qui fût décisive. On doit voir avec surprise une armée de cent quatre-vingt mille hommes s'amuser à faire une guerre de postes contre une armée de moins de cinquante mille hommes, quand, en rassemblant une partie de leurs forces, et poussant en masse sur un point quelconque de la longue ligne occupée par les Français, les alliés auraient indubitablement percé, et auraient mis ainsi leurs rivaux entre deux feux, compromettant de la manière la plus funeste les deux armées des Alpes et d'Italie. Mais, quelles que fussent les raisons qui les faisaient agir, il n'en est pas moins vrai que pendant l'espace d'un mois, et depuis que Kellermann avait pris le parti de reculer sa ligne jusqu'à Borghetto, les Austro-Sardes avaient éprouvé des pertes continuelles, et vont encore en éprouver de nouvelles dans leurs attaques multipliées et inutiles contre les Français.

Au commencement d'août, les Autrichiens manifestèrent

[1] Journaux du temps, — Jomini, — Desjardins, — Jubé et Servan, — Dictionnaire des siéges et batailles, — Mémoires manuscrits du maréchal Kellermann, — Mémoires particuliers, etc.

l'intention d'attaquer la forteresse de Savone, et firent à cet effet tous les préparatifs nécessaires. Leur artillerie de siége, précédée par un corps de deux mille Tyroliens, s'avançait par Acqui, tandis qu'un vaisseau de ligne anglais et quatre frégates de la même nation s'embossaient dans la rade de Vado, pour prêter secours aux Autrichiens dans cette opération. Cette nouvelle, qui fut annoncée au général en chef par le général Masséna, donna le temps au premier de faire toutes les dispositions propres à secourir les Génois, dans le cas où l'ennemi se déciderait ainsi à violer la neutralité de la ville de Savone. 1795-an III. Piémont.

Enfin, le 13 août, Kellermann fut informé officiellement, par un courrier du comité de salut public, que le renfort qu'on lui promettait depuis si long-temps allait arriver de l'armée du Rhin. Il ordonna de suite au général Moulins de diriger ces troupes par le département des Hautes-Alpes, en les faisant déboucher par le camp de Tournoux, où il se trouverait pour les recevoir, et où il aurait l'attention de retenir les demi-brigades qui seraient trop fatiguées; elles devaient être remplacées par les demi-brigades de la droite de l'armée des Alpes les plus fortes et les plus en état, sous tous les rapports, de tenir la campagne.

Kellermann, encouragé par la certitude de voir bientôt ses forces augmentées, voulut se rendre à la rencontre des troupes de l'armée du Rhin, et méditait même une attaque générale contre le camp ennemi de San-Dalmazzo, dans l'intention de s'emparer de la forteresse de Coni par surprise et par escalade, lorsque le 14 août, il reçut à San-Martino di Lantosca, quartier-général de Serrurier, une dépêche du général Macquart, qui lui confiait ses inquiétudes sur la division de droite, d'après les rapports qu'il venait de recevoir du général Laharpe. L'ennemi faisait en effet sur le front de cette division de grands mouvemens et des démonstrations qui annonçaient le dessein de combiner sur ce point une attaque sé-

1795-an III. Piémont. rieuse et générale. Obligé d'aller au plus pressé, Kellermann renonce à son projet de se rendre à l'armée des Alpes; il se décide à revenir sur ses pas, après avoir ordonné au général Serrurier d'envoyer à Tende un bataillon, pour y remplacer les deux qu'il allait détacher au secours du général Laharpe.

Tandis que Kellermann s'occupait ainsi à renforcer la droite, le centre, commandé par le général Macquart, avait lui-même été attaqué. Le 17 août, l'ennemi avait en effet porté un gros corps de troupes sur Benarosa, près du col de Tende; mais, avant d'attaquer, il avait cru devoir se retrancher dans la position où il s'était arrêté. Le géneral Macquart ordonna alors au général Dallemagne de sortir de son camp et de marcher à l'ennemi pour le troubler dans ses ouvrages. Dallemagne[1] réusssit parfaitement dans cette expédition; l'ennemi, attaqué vivement, volut en vain défendre sa position; elle fut forcée, et lui-même obligé de se retirer, après avoir vu massacrer une partie de son arrière-garde sans oser la défendre.

Le lendemain 18, un corps d'environ huit à neuf cents Croates attaqua, à la pointe du jour, les avant-postes de la droite de l'armée du côté de Tuirano. Ces Croates, après avoir surmonté de grandes difficultés, réussirent à enlever un poste de chasseurs, qui, cédant au nombre, se retirèrent dans les retranchemens de retraite. Là, ayant reçu quelques renforts, et voulant venger l'affront qu'ils venaient d'éprouver, les chasseurs français s'élancent aussitôt contre l'ennemi, la baïonnette en avant, et au cri de *vive la liberté!* Vainement alors les Croates voulurent résister : battus et repoussés sur tous les points, ils furent obligés de fuir après un rude combat livré à la seule arme blanche, et qui avait duré quatre heures.

[1] Mort lieutenant-général.

Nonobstant tous ces échecs, l'ennemi persévérait dans son dessein d'attaque générale sur la division de droite, et continuait les préparatifs qu'il croyait pouvoir lui en assurer le succès. Il devait être secondé dans cette entreprise par le concours d'une flotte anglaise, qui tenait la croisière vis-à-vis Finale, Albenga, etc. Cette escadre détacha même, dans la nuit du 14 au 15 d'août, des chaloupes sur des bâtimens mouillés à Allassio, dont sept, tous génois, furent enlevés, et six autres furent repris par les chaloupes canonnières françaises qui se trouvaient à Allassio et à Albenga.

1795–an III. Piémont.

Tous ces préparatifs, que le général Laharpe, qu'ils menaçaient le premier, voyait avec inquiétude, engagèrent le général Kellermann à envoyer le général Berthier, pour examiner les choses de plus près; et sur ce que cet officier lui avait assuré à son retour, qu'il n'avait rien remarqué qui pût faire présumer une attaque sérieuse, le général ordonna à toute la division de se tenir toujours sur ses gardes, et partit alors pour suivre son premier dessein d'aller à la rencontre des renforts annoncés par le comité de salut public.

Telle était cependant la rapide succession des événemens et la multiplicité des attaques sur toute cette ligne immense, occupée par l'armée française, que, pour suivre notre ordre chronologique habituel, nous sommes sans cesse obligés de passer d'une division à une autre, et de mettre dans notre narration la même confusion qui régnait dans les opérations maladroitement combinées des ennemis contre le général Kellermann. Ainsi, après avoir rendu compte de leurs préparatifs contre la droite de l'armée d'Italie, nous allons maintenant parler de leurs tentatives contre le centre et la gauche.

Le 24 août, ils se présentèrent avec des forces supérieures, en vue du camp de Limone, et au moment où le général Dallemagne, qui y commandait, était occupé à faire, avec une partie de sa troupe, un fourrage considérable. Attaqués vi-

1795-an III. Piémont. goureusement, ceux qui étaient restés dans le camp opposèrent cependant une résistance assez longue pour donner le temps au général Dallemagne d'être instruit de leur détresse et d'accourir à leur secours. En effet, ce général, au premier bruit de l'attaque de l'ennemi, avait rassemblé ses plus braves soldats. Il arrive à la tête de huit cents hommes, tombe sur l'ennemi, le culbute, le met dans une déroute complète, et rentre dans le camp de Limone aux acclamations de tous ceux qu'il venait de délivrer. Une partie des vainqueurs s'était détachée à la poursuite des vaincus. Ceux-ci furent sabrés, et perdirent dans leur retraite encore plus de monde que dans le combat. Cette victoire coûta à peine aux Français la perte de quelques hommes.

Dans la nuit du lendemain, c'est-à-dire celle du 25 au 26, les Piémontais, au nombre d'environ trois mille, se portèrent sur le poste de Saint-Barnouil, qui faisait partie de la ligne occupée par la division de gauche, aux ordres du général Serrurier. Saint-Barnouil n'était guère défendu que par quatre à cinq cents hommes; et, malgré leur bravoure, il leur était difficile de pouvoir résister long-temps contre des forces aussi supérieures. Heureusement le général Serrurier, averti à temps du dessein des ennemis, s'était empressé d'envoyer des renforts au poste menacé. La situation des choses ne tarda pas à changer. Au lieu de se défendre dans leurs retranchemens contre l'ennemi, les Français se précipitent de toutes parts sur les Piémontais, et les chargent au sabre et à la baïonnette. En un moment, les assaillans sont obligés de prendre la défensive. Le bataillon de Maine-et-Loire, chargé spécialement de la garde de Saint-Barnouil, se distinguait, dans ce combat, par son acharnement et son intrépidité. Emportés deux fois par un excès d'ardeur, ces braves Français se trouvèrent environnés par les bataillons piémontais, et deux fois ils réussirent à se faire jour les armes à la main. Enfin, l'en-

nemi n'espérant plus aucun succès de son attaque, et voyant tous ses rangs rompus, et le désordre dans tous ses bataillons, renonça au combat et se retira dans ses positions. Poursuivis jusque sous le canon de leurs retranchemens, les Piémontais éprouvèrent une perte considérable, ordinaire résultat de toutes leurs attaques partielles. 1795-an III Piémont.

Retournons maintenant à la droite de l'armée; les Français, aux prises avec leurs ennemis les plus acharnés, avec les Anglais, nous donneront une nouvelle preuve de leur bravoure et de leur audace à braver tous les dangers. Continuant leurs préparatifs d'attaque, les alliés faisaient toujours de grandes démonstrations sur les postes occupés par la division du général Masséna, et, le 27 août, une division de l'escadre anglaise, composée de deux vaisseaux de ligne de 74, et de six frégates, profitant d'un vent frais, entra le matin dans la rade d'Allassio. Le projet des Anglais était de faire un débarquement de troupes destinées à couper les subsistances à la droite de la ligne. Cette escadre, après avoir mouillé, se préparait à effectuer sa descente; mais le commissaire conventionnel Chiappe, qui se trouvait depuis quelque temps à Allassio pour y surveiller un établissement d'approvisionnemens, prit aussitôt les mesures les plus propres à faire avorter le projet des Anglais. A la vue de leurs préparatifs de descente, il fit rassembler à la hâte les troupes qui se trouvaient sur le point menacé, les rangea lui-même en bataille sur la partie du rivage où les chaloupes anglaises paraissaient vouloir se diriger, et attendit de pied ferme et avec intrépidité l'instant de se mesurer avec l'ennemi.

Les Anglais, après avoir long-temps louvoyé sur la côte, se décidèrent enfin à opérer leur descente. Chiappe ordonne aux Français de les laisser s'approcher à demi-portée du fusil. A peine sont-ils à la distance convenable, qu'une décharge a lieu contre eux, et en renverse un grand nombre. L'ennemi

1795-an III. Piémont. riposte par un feu non moins bien nourri, et en même temps les Anglais faisaient jouer toute l'artillerie de leurs vaisseaux et de leurs frégates. Cependant ce feu, quoique terrible, n'intimide point les braves défenseurs d'Allassio : ils continuèrent à tirer avec la même vivacité sur les chaloupes anglaises. Cette défense vigoureuse donna le temps au général Masséna d'accourir lui-même au secours du port attaqué. Il arrive avec deux bataillons; et ce renfort, amené par un tel général, fit que les Anglais n'osèrent avancer et virèrent de bord avec leurs chaloupes. Le seul résultat qu'ils retirèrent de cette tentative fut de s'emparer de quatre petits bâtimens français armés en guerre, ainsi que d'autres bâtimens de transport français et génois qui se trouvaient dans la rade d'Allassio.

3 septembre. (17 fructid.) *Combat et prise du Mont-Genèvre, de Saint-Barnouil, etc.*[1]. — Dans cette guerre de postes, si pernicieuse, et pourtant si inutile, que les alliés faisaient aux deux armées des Alpes et d'Italie, la première avait été jusqu'ici rarement inquiétée, et le général Moulins, qui la commandait, avait trouvé peu d'occasions de se distinguer et de mettre à l'épreuve la bonne volonté de ses soldats. Enfin, après être longtemps demeurés dans une inaction presque complète, les Piémontais se décidèrent à former une attaque dirigée contre le Mont-Genèvre, l'un des points les plus importans de la ligne française. Le 30 août, ils se mirent en marche sur quatre colonnes, dont trois parties de Houlx, et la quatrième de Finestra. Une des colonnes, qui toutes trois marchaient sur la droite, forte de quinze cents hommes, passa par Fenil, en tournant la montagne de Chaberton, et arriva au col d'Aquitaine, entre Clavière et le Mont-Genèvre; une autre,

[1] Journaux du temps, — Jomini, — Desjardins, — Servan et Jubé, — Dictionnaire des siéges et batailles, — Mémoires manuscrits du maréchal Kellermann, — Mémoires communiqués, etc.

forte de douze cents hommes, se dirigea par Bonsora, sur les postes français de la Coche et du Renfort-du-Bœuf, dans l'intention de se réunir à la première pour couper entièrement les postes français à Clavières et à la Coche; la troisième, au nombre de huit cents hommes, resta à Gesanne, sur le front des avant-postes français, et devait servir de réserve au besoin. Quant à la quatrième colonne, qui seule se dirigeait à la gauche, elle était forte de huit cents hommes, et sa destination était d'attaquer les postes du Bourget.

1795-an III. Piémont.

Pour s'opposer à ces forces réunies, dont le total était de quatre mille trois cents hommes, les Français avaient à peine huit cents hommes sur les différens points qui furent attaqués, et cependant les Piémontais furent repoussés avec perte dans toutes leurs tentatives. Le général Moulins s'était rendu sur le Mont-Genèvre avec le général Valette, et avait dirigé tous les moyens de défense. Il donna, dans cette occasion, les preuves de quelque capacité militaire.

Il est juste néanmoins de convenir que le plan des ennemis, qui avait été parfaitement combiné, fut fort mal exécuté, et que les colonnes qui devaient attaquer en même temps sur tous les points, n'ayant fait que des attaques successives, devaient nécessairement succomber. La seconde colonne avait seule montré une intrépidité digne d'être comparée à celle des Français : elle s'empara deux fois à la baïonnette du poste de la Coche, et ceux qui le défendaient eurent besoin des plus grands efforts pour le conserver. La perte de l'ennemi, en morts et blessés avait été très-considérable. Quatre officiers avaient été tués; dix-neuf, dont quatre supérieurs, avaient été faits prisonniers; et, sans un brouillard très-épais, qui vint favoriser la fuite de l'ennemi et le dérober à la poursuite des Français, ses pertes auraient encore été beaucoup plus nombreuses.

Après cette action, où les troupes rivalisèrent de courage

1795-an III. Piémont. et d'intrépidité, le général Moulins éleva au grade d'officier le brave sergent-major Janneria, du deuxième bataillon d'infanterie légère, pour avoir arrêté seul un détachement de trente Piémontais, qui conduisait prisonniers vingt-un volontaires, dont deux officiers. A peine Janneria avait-il aperçu ce détachement, qu'il s'était embusqué sur son passage; et, dès qu'il avait été à portée d'être entendu, il s'était écrié: « A moi, chasseurs, délivrons nos camarades! » A ces mots, les Piémontais effrayés, s'imaginant que Janneria était embusqué avec un grand nombre des siens, témoignèrent de l'incertitude sur le parti qu'ils avaient à prendre. Janneria s'en aperçoit, et crie aux prisonniers de songer eux-mêmes à se délivrer. Ceux-ci, excités par l'intrépidité du brave sergent-major, tombent en effet sur les Piémontais; et, quoique désarmés, ils forcent leurs conducteurs de mettre bas les armes qu'ils avaient à la main. Ils se mettent alors sous le commandement de leur libérateur, et conduisent au camp les Piémontais faits prisonniers. Labafour, capitaine du deuxième bataillon du soixante-dix-neuvième régiment, fut de même promu au grade de chef de bataillon par le général Moulins. Ce brave vétéran, qui comptait quarante-cinq ans de service, avait arrêté, avec dix hommes, une colonne ennemie de plus de six cents, qui se portait sur Clavières, et, par la vigoureuse résistance qu'il sut lui opposer, avait assez retardé sa marche pour donner le temps aux troupes qui étaient cantonnées dans ce village de se former, de se porter sur les Piémontais et de les battre.

La division de gauche de l'armée d'Italie, aux ordres du général Serrurier, donna également des preuves de sa bravoure dans les journées du 31 août, 1[er] et 2 septembre. Le 31 août, les ennemis s'étaient décidés à exécuter une attaque combinée depuis long-temps sur les postes français de Lantosca et de San-Martino. Ce même jour, la pluie, la neige et

surtout des brouillards très-épais avaient favorisé la marche d'une colonne de quinze cents hommes qui, après avoir passé par le col de Pierre-Etroite, s'approchèrent du poste de Cerise, défendu par quelques hommes, et l'emportèrent. Vers minuit, on avait su à San-Martino et à Lantosca que l'ennemi s'avançait avec une force considérable. Aussitôt le général Serrurier avait fait battre la générale et donné des ordres pour rassembler les trois cents hommes qui composaient toute la force de ce cantonnement. Les premiers réunis volèrent à l'entrée du village, où l'ennemi était lui-même parvenu, et engagèrent aussitôt une vive fusillade. Quoique accablés par le nombre, et malgré la perte de plusieurs d'entre eux, tués, blessés ou prisonniers, ils tinrent cependant ferme et donnèrent le temps à la totalité de la troupe de se rassembler aux tentes des canonniers, placées au centre du village. Le combat qui s'engagea sur ce point fut long, vif et meurtrier; les braves soldats français, pressés de toutes parts, et obligés de se resserrer pour résister au grand nombre, avaient à peine l'espace nécessaire pour charger leurs armes et les tirer. Cependant leur bravoure et leur contenance inébranlable avaient fini par lasser l'ennemi, qui fut forcé d'opérer sa retraite. 1795-an III. Piémont.

Ralliés sur les hauteurs voisines, les Piémontais songeaient à revenir à la charge, lorsque, vers les six heures du matin, les soldats français les ayant aperçus, demandèrent à grands cris qu'on les menât contre eux. Il fallut, malgré toute l'imminence du danger, céder à leurs instances réitérées; ils gravissent alors la montagne au pas de charge, courent à l'ennemi, le culbutent et le suivent jusqu'au poste de Cerise. En vain l'ennemi voulut s'arrêter dans cette position, et tenta d'y faire quelque résistance; il fut poussé de nouveau et mis dans une entière déroute, après avoir perdu un assez grand nombre d'hommes morts ou blessés, quelques centaines de prisonniers, non compris dix officiers de différens grades, et

1795-an III. Piémont. une très-grande quantité de fusils. Parmi les morts se trouva l'émigré français Bonnaud, commandant l'expédition. Blessé dangereusement, et sachant quel sort lui était réservé, ce brave, digne d'une fin plus glorieuse, aima mieux se brûler la cervelle avec son pistolet, que de se rendre vivant à ses compatriotes. Aucun Piémontais n'eût échappé, si les Français ne s'étaient pas trouvés en aussi petit nombre pour les poursuivre, ou leur couper la retraite au col de Pierre-Etroite.

L'adjudant-général Rambaud et le chef de la quatre-vingt-quatrième demi-brigade, Lespinasse, contribuèrent puissamment au succès de cette journée, dont chacun des soldats qui combattirent pouvait aussi s'attribuer la gloire; car cette action semblait avoir été individuelle, par la constance avec laquelle chaque acteur qui venait d'y figurer avait donné les preuves d'un courage surnaturel. Le général en chef, en rendant compte de cet exploit, regrettait qu'il n'eût pas été éclairé par le grand jour, et qu'un grand nombre de beaux faits d'armes eussent été ensevelis dans les ténèbres.

Dans l'après-midi de cette même journée, la bonne contenance des troupes françaises, et quelques coups de canon avaient suffi pour déterminer un corps de six cents Piémontais à abandonner l'attaque du col de Finestra. Presque en même temps ils étaient repoussés des postes de Saint-Barnouil, quoique, suivant leur usage, ils s'y fussent portés avec des forces supérieures. Cette circonstance rendit le combat très-long et très-meurtrier; il dura cinq heures, et les ennemis, après avoir laissé, comme à l'ordinaire, beaucoup de morts et de blessés sur le terrain, furent encore obligés en se retirant, d'abandonner un corps de trois cent soixante-cinq des leurs, parmi lesquels plusieurs officiers, qui avait été cerné et coupé par les Français.

Le même jour encore, 1er septembre, un autre combat

avait lieu à la droite de l'armée. Les Croates s'étaient depuis quelques jours établis en face des avant-postes français, dans plusieurs masures abandonnées, où ils avaient pratiqué des créneaux, et autour desquelles ils avaient en outre élevé des espèces de retranchemens. Cette position, où ils se trouvaient à l'abri, leur donnait la facilité de fusiller journellement les avant-postes, et de tuer les sentinelles. Le général Masséna en ayant été instruit, ordonna à deux corps d'éclaireurs d'attaquer les Croates et de détruire leurs retranchemens. Le premier corps marcha seul à l'ennemi; le second se mit en embuscade. Les Croates s'apercevant de l'intention des Français, et les voyant à portée, commencèrent aussitôt la fusillade; bientôt même, ayant reçu des renforts, ils voulurent marcher en avant; mais une partie d'entre eux tomba dans l'embuscade, et fut reçue à portée de pistolet par une vigoureuse décharge de mousqueterie. Aussitôt les Français s'avancent au pas de charge, tombent sur les Croates surpris, en font un grand carnage, et les forcent à la retraite. Un jeune éclaireur, âgé de dix-sept ans, tua seul neuf ennemis dans cette action, où les chasseurs de la Mayenne se montrèrent dignes du reste de l'armée. Les retranchemens furent aussitôt détruits et les masures démolies.

1795-an III. Piémont.

Les Piémontais, qui avaient échoué le 1er septembre dans leur attaque dirigée contre le poste de Saint-Barnouil, faisant partie de la ligne de la division de gauche, voulurent recommencer le lendemain. Afin d'empêcher le général Serrurier de porter sur ce point des forces suffisantes, ils formèrent plusieurs fausses attaques sur toute la ligne, et notamment sur les postes de la Lombarde, de Sainte-Anne et de Saint-Etienne, d'où ils furent repoussés par les Français sortis contre eux à la baïonnette. Mais, à six heures du matin, la véritable attaque sur Saint-Barnouil fut effectuée par des forces considérables, qui, suivant la gorge de Noux, se pré-

1795-an III. Piémont.

sentèrent sur les hauteurs dont ce petit village est dominé; une autre colonne, forte de huit ou neuf cents hommes, passa par la gorge des Bains, et se trouva en présence des Français en même temps que la première. A la vue de ces forces supérieures, les avant-postes se replièrent, et les troupes abandonnèrent le village pour occuper les retranchemens qui étaient sur les hauteurs de droite. L'ennemi qui les suivit, se contenta d'engager une fusillade, qui dura au moins cinq heures. Enfin les Français, ennuyés d'un combat sans résultat, sortirent de leurs retranchemens au pas de charge, et, malgré la neige et la pluie qui tombaient en abondance, s'élancèrent sur les colonnes ennemies, qui, effrayées de cette audace, se replièrent en désordre sur les hauteurs de gauche; mais, poursuivies avec activité, elles furent contraintes de les abandonner, et rentrèrent dans leurs positions, après avoir fait une perte immense.

C'était encore au brave bataillon de Maine-et-Loire, fort de quatre cent cinquante hommes, et qui déjà tant de fois s'était distiugué dans cette guerre, que l'on dut le succès de cette journée. Son commandant, Guillot, donna dans cette occasion de nouvelles preuves de talent, de sang-froid et de bravoure. Le capitaine Girard, le lieutenant Boré, et le simple soldat Halmont, se distinguèrent particulièrement par des traits de la plus haute valeur, et méritèrent par leur conduite les éloges du général en chef Kellermann, qui s'empressa de consigner leur belle conduite dans son rapport.

CHAPITRE XII.

SUITE DE L'ANNÉE 1795.

Suite du blocus de Mayence; passage du Rhin à Dusseldorf, et prise de cette ville, etc. — Combat de Campo di Pietri et du Petit-Gibraltar. — Suite des opérations de l'armée de Sambre-et-Meuse; investissement de Mayence sur la rive droite du Rhin. — Insurrection des sections de Paris contre le gouvernement conventionnel. — Combats du col de la Croix et de la Novalaise, etc.

Suite du blocus de Mayence; passage du Rhin à Dusseldorf; prise de cette ville, etc. [1] — Reprenons la suite des détails du blocus de Mayence. 1795-an III. 5 septembr. (19 fructidor) Allemagne.

On a vu, à la date du 22 mai, avec quelle lenteur avaient été poussées les opérations de ce blocus, ou plutôt avec quelle négligence le comité de salut public avait laissé le général Michaud dans l'impossibilité d'obtenir aucun succès décisif, faute de forces suffisantes. On était convaincu que de la prise de Mayence dépendait tout le sort de la campagne; on savait que cette conquête ne pourrait être effectuée que lorsqu'un rassemblement de troupes assez considérable permettrait de traverser le Rhin, et de former le blocus de la place sur la rive droite, comme il l'était déjà sur la gauche; et cependant, par l'effet d'une négligence inconcevable, on avait toujours

[1] Journaux du temps, — Siéges et batailles, — Jomini, — Lacretelle, — Mémoires manuscrits, etc.

1795-an III. Allemagne. retardé de donner l'ordre aux troupes françaises que Jourdan et Pichegru avaient commandées dans la campagne précédente, de se rapprocher du centre des opérations. Quelques bataillons seulement ayant été détachés de ces deux armées, et réunis aux troupes de siége, n'avaient servi qu'à mettre le général Michaud à même de résister avec un peu plus d'avantage aux attaques multipliées de l'ennemi, campé lui-même autour de Mayence. Mais ces troupes étaient insuffisantes pour compléter l'investissement, et tant qu'on ne pouvait pas tenter cette manœuvre, on était sûr d'avance qu'on ne ferait aucun progrès contre la place.

A l'époque où le général Michaud fut, par suite de ses blessures, obligé de quitter le commandement, l'armée de siége était dans un état déplorable. Malgré toutes les précautions de ce général et les travaux immenses qu'il avait fait faire pour assurer des cantonnemens commodes, la rigueur de l'hiver était telle, qu'un grand nombre de soldats, déjà fatigués par un service extrêmement pénible, avaient péri de froid et de misère : la presque totalité des chevaux étaient également disparus, épuisés par les travaux et l'âpreté de la saison. Il était donc urgent de porter des secours considérables à cette brave armée, qui avait supporté tous ces malheurs avec une constance héroïque, si l'on voulait persévérer dans le dessein de commencer la campagne par la prise de Mayence. Mais le général Michaud s'était vainement adressé au comité de salut public ; vainement il avait représenté l'impossibilité où il se trouvait de poursuivre le siége de Mayence, si on continuait de le laisser dans le dénuement absolu de toutes les choses nécessaires. Ses plaintes et ses représentations étaient également restées sans résultat, et c'est alors que, désespérant de réussir dans une entreprise sans moyens de succès et contre toutes les règles de l'art militaire, il se servit du prétexte de ses blessures, pour solli-

citer son remplacement dans le commandement en chef de l'armée de siége.

Cette dernière demande du général Michaud avait été appuyée par Merlin, commissaire de la Convention près de l'armée de Rhin-et-Moselle. Lié d'amitié avec le général Kléber, et plein d'estime pour ce brave guerrier, ce député ne cessait de représenter au comité de salut public, que le siége de Mayence était une opération dont le succès ne pouvait pas être mis en doute, si Kléber en était chargé. Ces sollicitations, et les justes motifs qu'alléguait le général Michaud pour demander son remplacement, déterminèrent le comité à adopter les propositions de Merlin, et Kléber fut nommé pour succéder au général Michaud. Nous avons déjà parlé de cette nomination à la date du 22 mai.

Kléber, avec cet ordre de commandement, reçut celui de pousser avec vigueur le siége de la place. Accoutumé à voir tous les obstacles céder à la valeur des troupes françaises, le gouvernement se persuadait qu'il dépendait uniquement des chefs et des soldats de mettre la France en possession de cette ville, enviée depuis si long-temps. Il se contenta donc d'intimer l'ordre de s'en emparer, et négligea, comme par le passé, de fournir aux troupes les moyens propres à seconder cette valeur qui n'était point seule suffisante dans cette grande entreprise. Kléber ne voulait point compromettre sa réputation militaire, en se chargeant aveuglément d'une expédition qu'un excès d'enthousiasme ou d'indifférence pouvait seul faire croire d'une exécution peu difficile, tandis que son expérience lui démontrait qu'elle ne pouvait avoir qu'un résultat fâcheux : aussi s'empressa-t-il, à son arrivée devant Mayence, d'adresser au comité de gouvernement un mémoire, dans lequel il démontrait avec autant de clarté que de précision, qu'il n'était pas en son pouvoir de surmonter les difficultés que présentait cette opération.

1795-an III. Allemagne. Ce mémoire, dont Kléber envoya une copie au général Jourdan, son ami, ne parvint point à détromper le comité de salut public. Les têtes étaient tellement exaltées, et l'on croyait la conquête de Mayence si facile, que Jourdan, à son passage à Paris, fut écouté avec étonnement lorsqu'il voulut, dans une séance du comité, représenter que Mayence ne pouvait pas tomber au pouvoir des Français, si l'on ne faisait point passer sur la rive droite du Rhin un corps de troupes qui pût opérer l'investissement de la place sur ce point. Cette confiance du gouvernement dans la valeur et le dévouement de la faible armée qu'il s'obstinait à charger seule de la prise de cette ville, était honorable sans doute pour les guerriers qui en étaient l'objet; mais devait-elle suffire pour leur faire tenter, pour ainsi dire, l'impossible? Plusieurs écrivains ont accusé Pichegru d'avoir contribué puissamment à égarer ainsi l'opinion du comité de salut public. En effet, les membres de ce comité avaient dans ce général une confiance absolue, dont nous avons démontré précédemment l'origine et les causes. Dominés par ce général, qu'ils regardaient comme le plus ferme appui de la république, ils n'osaient prendre aucune détermination sans le consulter d'avance; et Pichegru, qui avait ses vues, se gardait bien d'indiquer les moyens de pousser les hostilités avec vigueur.

En effet, dans son désir ardent de jouer le premier rôle dans l'État, et poussé par cette ambition secrète, entraîné par son penchant pour les formes monarchiques, et persuadé que leur retour pouvait seul faire cesser les déchiremens continuels de la patrie, le vainqueur de la Hollande travaillait dans l'ombre, et avec assez d'activité, à préparer les voies qui pouvaient assurer le succès de cette entreprise. Soit qu'il eût été deviné par eux, soit qu'il eût cherché lui-même à gagner leur estime, les royalistes et les étrangers, malgré la confiance que lui accordait le comité, consentaient

plus facilement à la gloire de Pichegru qu'à celle des autres 1795–an III. généraux. Les républicains de bonne foi défendaient avec Allemagne. plus d'affection celle du général Jourdan ; et cette préférence, dont Pichegru se montra toujours jaloux, hâta peut-être la résolution qu'il avait prise d'abandonner la cause de la république.

Pendant cette dernière année de la Convention, où toutes les passions anciennes et les partis nombreux, nés du milieu des tempêtes révolutionnaires, se ranimèrent avec une nouvelle fureur, la fortune vint offrir à Pichegru le rôle politique qu'il ambitionnait, et qu'il feignait de refuser ou de craindre avec un soin extrême. Les thermidoriens (nous avons déjà dit qu'on nommait ainsi le parti qui avait triomphé au 9 thermidor), fatigués et inquiets de la lutte qu'ils soutenaient, dans un temps de disette, contre les jacobins et la turbulente population de la capitale, avaient appelé à leur secours le conquérant de la Hollande. Il vint à Paris sans escorte, et sans doute il eut tort dans l'intérêt des projets qu'il avait adoptés ; mais il est possible que Pichegru ne s'étant point expliqué assez ouvertement avec les royalistes, ait eu la crainte de voir échouer son entreprise, s'il la tentait trop tôt. En venant seul à Paris, il évitait tous les soupçons et pouvait s'aboucher plus sûrement avec les nombreux agens que les princes entretenaient dans la capitale. Redoutant également de voir un nouveau parti l'emporter sur celui des thermidoriens, et de perdre par là toutes les facilités que lui offrait un gouvernement qui le regardait d'avance comme son sauveur, il avait résolu de prendre la défense de la Convention pour profiter de ses divisions. Nommé commandant de l'armée parisienne, il avait réprimé fort heureusement la révolte du premier germinal (21 mars)[1], et c'est lui qui avait été chargé de con-

[1] Nous reviendrons sur cette insurrection, en parlant de celle du 13 vendémiaire.

1795-an III. Allemagne. duire hors de Paris les députés Billaud-Varennes, Collot-d'Herbois, et leurs compagnons d'exil[1].

La Convention, reconnaissante du dévouement qu'il paraissait avoir montré dans cette circonstance, crut devoir le récompenser en le nommant général en chef de la nouvelle armée de Rhin-et-Moselle, en le chargeant, par conséquent, de la commission importante du blocus de Mayence, et en continuant de lui subordonner cette brave armée de Sambre-et-Meuse, que commandait toujours le général Jourdan. Mais, tandis que celui-ci brûlait d'impatienee de sortir de l'inaction dans laquelle il languissait, Pichegru, au lieu de se rendre devant Mayeuce, où sa présence était si nécessaire, prolongea son séjour à Paris, et l'employa habilement à préparer tous les moyens qui pouvaient le mettre à même de déclarer enfin ses véritables sentimens. Peut-être eût-il la pensée de faire éclater dans Paris même la révolution qu'il méditait; mais le désastre de Quiberon, l'évanouissement de cette grande et dernière espérance des royalistes, l'obstacle apporté par l'utile et glorieuse défensive des armées des Alpes et d'Italie, sous le commandement de Kellermann, au succès des troubles du Midi, persuadèrent au général que le moment d'agir n'était point encore arrivé. Il quitta Paris pour se rendre à l'armée.

Son arrivée dans les lignes de Mayence fut le signal d'acclamations universelles de la part des soldats, qui se félicitaient de pouvoir sortir enfin de leur long repos, et qui se

[1] « Pichegru, dit Lacretelle, rendit cet important service à la Convention, sans y attacher et surtout sans paraître en attendre aucun prix. Sa présence à Paris excita peu l'attention du peuple; mais il ne fut point insensible aux hommages que lui rendaient de plus dignes appréciateurs de la gloire. Il se montra dans des sociétés peu zélées pour la république. Son ton y fut simple et discret, mais de manière à inspirer la confiance et à permettre l'espoir. Il s'enivra de louanges qu'il avait l'air de ne pas écouter.

flattaient que, sous le commandement du général dont le talent avait si heureusement triomphé de tous les obstacles dans les sept Provinces-Unies, ils verraient bientôt la victoire se ranger sous leurs drapeaux, et qu'ils franchiraient promptement ce fleuve, dont ils désiraient effectuer le passage pour se porter en avant. Mais, dès le premier moment de sa présence dans le camp, Pichegru s'appliqua à retenir plutôt qu'à exciter la valeur de ses troupes. Toujours sombre et taciturne, on voyait qu'il méditait un grand dessein, et les généraux qui n'étaient point dans sa confidence avaient peine à le reconnaître. Cependant, telle était la confiance qu'il avait su inspirer aux républicains les plus dévoués, que, bien loin d'exciter les soupçons, cette conduite mystérieuse leur inspira de l'admiration et fit naître des espérances. On supposait que, tout entier à la grande entreprise dont il était chargé, il cherchait dans son génie les moyens de la faire réussir. On se reposa donc entièrement sur lui, et les guerriers français modérèrent leur impatience de voler à de nouveaux exploits, persuadés qu'avec lui ils ne cueilleraient que des lauriers. Mais, tandis que son armée demeurait ainsi dans l'attente, Pichegru travaillait sérieusement à mettre à exécution les promesses qu'il avait faites aux royalistes. Son quartier-général, devant Mayence, était devenu le rendez-vous de tous les agens de la famille royale, de l'Angleterre et de l'Autriche. Pour mieux tromper le gouvernement républicain, Pichegru avait fait entendre au comité de salut public qu'il n'était pas impossible d'entrer en arrangement avec l'Autriche, et lui avait fait concevoir l'espoir de conclure avec cette puissance une paix semblable à celle qui avait été faite avec la Prusse; l'Autriche, de son côté, pour justifier le général Pichegru, était convenue de laisser les Français tranquilles dans leurs lignes, et de rester sur la défensive, comme si déjà il y eût eu un armistice conclu entre les deux puis-

1795-an III. Allemagne. sances belligérantes. Et cependant Pichegru négociait avec le parti royaliste, et surtout avec le prince de Condé, dont la présence à l'armée autrichienne facilitait beaucoup les communications. Il paraît que son dessein, à cette époque, était de faire proclamer la royauté par ses soldats..... Mais, avant d'essayer de jeter quelque jour sur cette intrigue, il convient de reprendre le fil des événemens militaires.

Nous sommes arrivés à l'époque où la campagne sur le Rhin va, pour ainsi dire, commencer à s'ouvrir d'une manière active; car nous avons fait remarquer que jusqu'à présent, le blocus incomplet de Mayence, et les opérations incertaines et mal secondées de l'armée qui s'y trouvait employée, ne pouvaient être considérés comme des efforts réels du gouvernement contre l'Autriche et l'empire germanique. Nous essayerons, au milieu de l'obscurité qui nous environne dans cette partie de nos annales militaires, et nonobstant le manque de documens précis et positifs où nous nous trouvons, de présenter cependant, avec quelque clarté, la relation des événemens qui se sont passés sur cet intéressant théâtre de la guerre. On serait presque tenté de croire que tous ceux qui ont écrit sur cette matière se sont comme entendus pour dérouter la perspicacité de l'historien qui voudrait un jour réunir tous leurs matériaux. Les circonstances que nous allons décrire nous ont presque toutes été transmises par des témoins oculaires. Mais la conduite de Pichegru fut si mystérieuse à cette époque, il y eut si peu de personnes dans sa confidence, qu'il nous a été presque impossible d'obtenir des renseignemens certains sur ses opérations. Il n'en sera pas de même à l'égard de celles du général Jourdan. Franc dans ses vues comme dans sa conduite, ce guerrier n'eut pas besoin d'envelopper ses actions du voile du mystère. Un grand nombre de ceux qu'il admit alors dans sa confiance existent encore, et nous écrivons d'après les rapports qu'ils nous ont transmis.

Les opérations de l'armée de Sambre-et-Meuse seront conséquemment plus faciles à retracer que celles de l'armée de Rhin-et-Moselle. 1795-an III. Allemagne.

Par le même décret qui donnait à Pichegru le commandement de l'armée de Rhin-et-Moselle, Jourdan se trouvait, ainsi que nous venons de le dire continué dans celui de l'armée de Sambre-et-Meuse. Kléber, qui s'était contenté de se tenir sur la défensive autour de Mayence, et qui venait de remettre ses troupes sous les ordres de Pichegru, éprouvait un vif regret de ne plus se voir sous le commandement de Jourdan, dont il avait partagé les succès et la gloire dans la campagne de 1794. Il fit tant de sollicitations auprès du gouvernement, que celui-ci lui permit de quitter l'armée de Rhin-et-Moselle, pour reprendre un commandement dans l'armée de Sambre-et-Meuse, où l'appelait son amitié pour le général en chef.

Des corps de l'armée du Nord cantonnés dans la Hollande avaient été confiés à la direction du général Moreau. Cette armée était destinée à garder les pays conquis, et devait, en cas d'échec, donner la main à celle de Sambre-et-Meuse : elle était comme la réserve des troupes commandées par Jourdan et Pichegru; mais le général Moreau n'eut aucune occasion de la faire agir. L'année 1795 n'augmenta point la gloire de ce général : ce n'est que l'année suivante que nous le verrons jeter les bases de la haute réputation militaire qu'il s'est acquise depuis, et qui l'a placé au premier rang des illustres capitaines.

Jourdan reçut l'ordre de se mettre en mouvement, à l'effet de seconder la grande opération du siége de Mayence, qu'allait enfin entreprendre Pichegru. L'armée de Sambre-et-Meuse était forte de soixante-dix mille hommes d'infanterie et de quatorze mille chevaux, sans compter les garnisons de Liége et de Maëstricht, dépendantes de la même armée.

1795-an III. Allemagne.

Lorsque Pichegru était entré dans la Hollande, l'armée de Sambre-et-Meuse avait abandonné Coblentz aux troupes des armées du Rhin et de la Moselle, et s'était concentré sur le Bas-Rhin, pour soutenir les opérations de l'armée du Nord, et tenir en observation les Prussiens. Les divisions des généraux Lefebvre et Morlot s'étaient, comme nous l'avons dit, réunies seules aux troupes de l'armée du Nord, et avaient contribué, par leur bravoure, aux succès obtenus par l'armée de Pichegru. Celle de Sambre-et-Meuse, à l'époque dont nous parlons, était formée en douze divisions, dont deux de cavalerie de réserve. Elle occupait les positions suivantes :

Les divisions des généraux Lefebvre et Morlot étaient postées sur la rive gauche du Rhin, la première aux environs de Lochen, et la seconde à Emerich, Arnheim et Doësburg.

La division du général Montaigu était cantonnée aux environs de la ville de Clèves.

Celle du général Hatry occupait le pays de Gueldres.

Le général Championnet avait pris position aux environs de Moeurs et d'Orsoyo.

Les troupes aux ordres du général Grenier avaient été distribuées sur le territoire de Kempen et villages voisins.

La division du général Bernadotte était répartie sur le Rhin, depuis Neuss jusqu'à Cologne.

Celle du général Chapsal était en entier dans la ville de Cologne.

Le général Marceau avait établi les troupes de sa division dans le pays compris entre Bonn et Andernach.

Le général Poncet avait pris poste aux environs de Ducren.

Enfin, les deux divisions de cavalerie étaient cantonnées sur la Meuse, savoir : celle aux ordres du général Dubois à Moseyck et Stochem; et celle commandée par le général d'Espagne, aux environs de Huy.

A cette même époque, les membres composant le nouveau comité de salut public avaient renoncé à l'usage adopté par l'ancien, de correspondre directement avec les généraux en chef. Ces suprêmes magistrats de la république transmettaient leurs ordres aux commissaires de la Convention près des armées, et ceux-ci les communiquaient aux généraux, ou prenaient des arrêtés pour en ordonner l'exécution. Les délégués conventionnels, présens à l'armée de Sambre-et-Meuse, avaient ainsi donné l'ordre au général Jourdan de profiter de la position des divisions Lefebvre et Morlot sur la rive droite du Rhin, pour essayer d'enlever la place de Wesel par un coup de main. Wesel avait des fortifications considérables, et se trouvait défendue par une nombreuse garnison prussienne : aussi Jourdan se promettait-il peu de succès de cette entreprise. Cependant, comme il ne voulait point désobéir aux ordres des commissaires conventionnels, dont plus d'une fois il avait failli être la victime, il faisait les dispositions nécessaires pour exécuter cette attaque projetée contre Wesel, lorsqu'on apprit que les ministres de France et de Prusse étaient à la veille de signer la paix de Bâle.

1795-an III. Allemagne.

La conclusion définitive du traité entre les deux puissances belligérantes, dont nous avons déjà rapporté les détails, laissait désormais l'armée de Sambre-et-Meuse disponible. L'Autriche restait seule en armes contre la France; mais ses troupes n'avaient qu'un faible point de contact avec celles de Jourdan. Aussi le comité de salut public, qui n'ignorait pas les immenses préparatifs de guerre que les Autrichiens faisaient du côté de Mayence et de Coblentz, fut enfin forcé de porter quelque attention sur ce point. C'est alors que Pichegru avait été choisi pour diriger les opérations des troupes françaises autour de Mayence : Jourdan eut ordre, de son côté, de se rapprocher de Coblentz, et de se tenir prêt à agir au premier signal. L'armée de Rhin-et-Moselle était peu dans le cas d'entre-

1795-an III. Allemagne. prendre de grandes choses, tant qu'on la laisserait dans l'état déplorable où l'avait réduite son séjour dans les lignes de Mayence. Les fatigues et les maladies l'avaient, ainsi que nous l'avons déjà fait remarquer, diminuée de plus de moitié; et cependant il était présumable que les Autrichiens allaient chercher à déboucher par Mayence pour tenter de forcer les lignes, et essayer de marcher au secours de Luxembourg encore assiégé par les Français. Cette circonstance, qu'il était aisé de prévoir, engagea le comité de salut public à faire les dispositions nécessaires pour mettre l'armée de Rhin-et-Moselle dans le cas de faire échouer cette entreprise.

Pichegru fut donc autorisé à disposer des vingt-quatre mille hommes qui formaient l'investissement de Luxembourg, et Jourdan reçut l'ordre de les faire remplacer par deux divisions de son armée commandées par le général Hatry. Nous avons vu qu'un prompt succès avait suivi cette mesure, et comment Luxembourg était tombé au pouvoir des Français. Jourdan fut encore obligé d'envoyer, vers le 20 juin, un renfort de six mille hommes à Pichegru; et, le 24 juillet, dix mille hommes de son armée furent de nouveau dirigés, par ordre du comité de salut public, sur celle de Rhin-et-Moselle. Ces différens vides furent remplis par environ vingt mille hommes que le général Moreau reçut l'ordre de détacher de l'armée du Nord, pour les faire passer à celle de Sambre-et-Meuse. Jourdan fit alors un mouvement général sur sa droite, et porta sa gauche devant Dusseldorf, d'où les troupes restées sous ses ordres s'étendirent jusqu'à Bingen, tandis que Pichegru rappelait devant Mayence les corps de son armée qui étaient répandus sur le Rhin depuis Bingen jusqu'à Andernach.

Lorsque ces divers mouvemens furent opérés, Jourdan donna une nouvelle organisation à son armée. Il réduisit le nombre de ses divisions à huit, et il forma une réserve de ca-

valerie. Le commandement des divisions fut confié aux généraux Lefebvre, Morlot Tilly, Championnet, Grenier, Marceau, Bernadotte et Poucet. Jourdan réserva les généraux Kléber et Hatry pour commander des corps formés de plusieurs divisions réunies. 1795-an III. Allemagne.

L'armée de Sambre-et-Meuse, ainsi reformée, se trouva placée de la manière qui suit:

Les vingt-quatre mille six cents hommes qui s'étaient emparés de Luxembourg, campaient encore aux environs de cette ville;

L'aile gauche de l'armée, forte de vingt mille deux cents hommes, bordait le Rhin depuis Urding jusqu'à Sinzig, entre Bonn et Andernach;

Le corps de bataille, qui pouvait compter vingt-six mille sept cents hommes, avait ses positions entre Andernach et Coblentz;

L'aile droite, forte de quatorze mille huit cents hommes, occupait les bords du Rhin depuis Coblentz jusqu'à Bingen, et se liait ainsi à la gauche de l'armée de Rhin-et-Moselle, qui occupait les lignes formées devant Mayence. Le corps de bataille de cette même armée était vers Manheim, etc., jusqu'à Landau. La droite, aux ordres du général Desaix, s'étendait sur le Haut-Rhin. L'armée de Sambre-et-Meuse, malgré les pertes et les désertions, comptait ainsi un effectif de quatre-vingt-six mille trois cents hommes. Les renseignemens nous manquent pour assigner la force précise de celle qui était commandée par Pichegru, mais on peut présumer qu'elle était au moins égale; ce qui pouvait former un total de cent soixante-douze mille hommes.

Cette réunion de forces françaises sur le même point était imposante, et pouvait donner lieu à des opérations grandes et décisives; mais, outre les causes que nous avons déjà déduites, et qui favorisèrent singulièrement les Autrichiens

1795-an III. Allemagne. ceux-ci avaient accumulé sur l'autre rive du fleuve des troupes tellement nombreuses, que les Français éprouvèrent beaucoup de difficultés pour obtenir quelques avantages, et finirent par essuyer des revers. La droite de la grande armée autrichienne, composée de l'armée du Bas-Rhin, aux ordres du général Werneck, s'étendait jusqu'à Duisburg, et s'appuyait au cordon de neutralité que les Prussiens avaient tiré, après la paix de Bâle, depuis Duisburg sur la Ruhr, jusqu'à Emden d'un côté, et jusqu'aux frontières de Saxe de l'autre. Le centre était vers Mayence et Manheim, sous le commandement du général Clairfait. La gauche s'étendait, comme dans les années précédentes, jusqu'à Kehl, avec un cordon jusque vers Bâle.

Cette position des forces ennemies resta la même jusqu'au mois d'août; et nous avons dit que les Autrichiens et les Français demeurèrent réciproquement tranquilles dans leurs cantonnemens. Au milieu d'août, la droite des Impériaux, commandée par Werneck, occupait plusieurs camps retranchés sur la ligne entre le Mayn et la Wipper; elle n'était que de vingt à vingt-cinq mille hommes, car les plus grandes forces avaient remonté le fleuve. Clairfait avait son quartier-général à Gras-Gerau; une armée formidable se rassemblait sur le Rhin, vers Fribourg : on y comptait plus de quatre-vingt mille hommes, sans le corps du prince Condé, qui était vers Muhlheim. Le général Wurmser, qui vint prendre le commandement de ces forces considérables, annonçait le dessein de pénétrer en France par l'Alsace, et d'y faire une invasion d'autant plus dangereuse, qu'elle devait être, dit-on, favorisée par un grand nombre d'habitans de ce pays, patrie du général en chef Pichegru. On a accusé ce général d'avoir lui-même suggéré ce plan à l'ennemi. Nous ne le pensons pas : Pichegru travaillait, il est vrai, à rétablir en France les formes monarchiques; mais le peu de renseignemens qu'on a sur son projet,

ne nous prouvent pas qu'il désira le faire avec le concours tou- 1795-an III.
jours si fatal des étrangers. Quoi qu'il en soit, le général se ren- Allemagne.
dit sur le Haut-Rhin. Par ses ordres, le général Desaix, qui commandait dans cette partie, sut si bien en imposer à l'ennemi par des mouvemens de troupes habilement combinés, qu'il fit échouer ce projet d'une invasion en France, et que Wurmser, quoique connu par son caractère entreprenant, n'osa pas même en tenter l'exécution.

Pendant que le général Pichegru était en pourparlers avec les princes français, et négociait avec les agens de l'Autriche, Jourdan, impatient d'agir, et bien loin d'imiter les tâtonnemens du premier, faisait d'immenses préparatifs pour effectuer le passage du Rhin. En effet, le comité de salut public voyant la saison s'avancer, et ne recevant point de nouvelles satisfaisantes de la négociation que Pichegru prétendait avoir entamée pour la paix, avait enfin senti qu'il était urgent de pousser les hostilités avec quelque énergie, et venait de donner l'ordre aux deux armées de Rhin-et-Moselle, et de Sambre-et-Meuse, de tenter de franchir le fleuve, pour se porter sur la rive droite du Rhin, et compléter l'investissement de Mayence. D'après le plan remis par le comité à Pichegru, le passage devait avoir lieu, par l'armée de Rhin-et-Moselle, à Manheim, dont il fallait qu'elle s'emparât, et par l'armée de Sambre-et-Meuse, à Rheinfels, après, toutefois, que Pichegru aurait réussi dans son opération.

Différentes causes rendaient ce plan dangereux, et pour ainsi dire inexécutable. En effet, les principales forces de l'ennemi étaient concentrées devant l'armée de Rhin-et-Moselle; et il était douteux que cette armée pût passer le fleuve de vive force sans éprouver quelque échec, en présence de l'armée autrichienne. D'un autre côté, le passage du Rhin à Rheinfels, par l'armée de Sambre-et-Meuse, n'était pas moins périlleux. Le fleuve, dans cet endroit, est tellement

1795-an III. Allemagne. encaissé, que trois à quatre mille hommes seraient plus que suffisans pour empêcher une armée de cinquante mille hommes de déboucher. Dans un mémoire que Jourdan adressa au comité de salut public pour lui démontrer combien pouvait devenir fatale au salut de la république l'exécution de ce plan, il proposait au contraire de passer d'abord le Rhin entre Wesel et Dusseldorf, à l'extrémité de l'armée commandée par le général Clairfait. Il motivait cette proposition sur ce qu'il n'était point probable que le général autrichien fît passer des forces considérables sur le Bas-Rhin, parce que, s'il commettait cette imprudence, il s'exposerait à avoir ses communications interceptées avec les États héréditaires, par le passage de l'armée de Rhin-et-Moselle vers le Haut-Rhin.

Ce nouveau plan, dont Pichegru ne put s'empêcher d'approuver les dispositions, fut présenté au comité de salut public par l'un de ses membres, Gillet, qui, ayant été long-temps commissaire de la Convention auprès de l'armée de Sambre-et-Meuse, s'était lié d'une étroite amitié avec le général Jourdan. Gillet fit valoir avec tant d'adresse les observations de son illustre ami, que le comité renonça à son premier plan, et en envoya un second aux commissaires de la Convention près les armées de Sambre-et-Meuse et de Rhin-et-Moselle, avec ordre de le faire mettre promptement à exécution.

Dans ce dernier plan, deux grandes attaques devaient avoir lieu : l'une par l'armée de Rhin-et-Moselle, entre Huningue et Brisack, et l'autre dans le duché de Berg, par l'armée de Sambre-et-Meuse. Le comité prescrivait en même temps de faire venir des équipages de pont de la Hollande, pour servir au passage de cette dernière armée ; mais cette mesure pouvait encore être dangereuse, en ce que le mouvement de ces équipages de pont indiquerait nécessairement, à l'avance, aux ennemis le point sur lequel l'armée française se proposait de tenter le passage du fleuve. Jourdan sentit que le général

autrichien ne manquerait point d'y réunir ses troupes les plus vaillantes, et de s'y fortifier de manière à pouvoir s'opposer vigoureusement aux efforts des Français. Pour éviter cet inconvénient, autant qu'il dépendait de lui, ce général prit le parti de ne point se fier entièrement sur l'arrivée des pontons de la Hollande, et de faire les préparatifs de deux ataques, afin de forcer l'ennemi à diviser ses moyens de défense. 1795–an III. Allemagne.

Le Rhin forme aux environs d'Urdingen un coude assez considérable, parfaitement propre à favoriser l'établissement d'un pont. La configuration des rives du fleuve offre en outre la facilité de placer des batteries au-dessus et au-dessous d'Urdingen, qui, croisant leurs feux sur le terrain de la rive droite, pourraient en éloigner les troupes ennemies chargées d'empêcher un débarquement.

Une île, située au-dessous de la ville que nous venons de nommer, présente aux troupes qui s'en empareraient, l'avantage de mettre à couvert, sur le bras du fleuve qui coule entre elle et la rive gauche, les bateaux dont on peut avoir besoin. Jourdan, après avoir fait reconnaître cette position avec tout le soin dont il était capable, résolut d'effectuer sur ce point sa principale attaque. Il espérait que les équipages de pont arriveraient sans obstacle de la Hollande jusqu'à Essemberg, et que de là à Urdingen le trajet n'étant pas long, ils pourraient être remontés avec rapidité, aussitôt que le feu des batteries et les troupes qui auraient passé le Rhin en bateaux, auraient forcé l'ennemi à s'éloigner de ses bords. Le village de Weisenthurn fut désigné comme le point le plus favorable pour exécuter le second débarquement ou la fausse attaque.

Weisenthurn se trouve en face de Neuwied, sur une élévation qui domine la rive droite du Rhin; des batteries placées sur cette hauteur pouvaient croiser leurs feux sur la plaine de Neuwied, et en éloigner l'ennemi. Une île située au bas du village présentait les mêmes avantages que celle d'Ur-

1795–an III. Allemagne. dingen. Ce point était encore plus favorable à un débarquement que le premier, et Jourdan l'avait choisi, par cette raison même, pour effectuer sa fausse attaque. En effet, il était probable que le général autrichien réunirait sur le point de Weisenthurn ses principaux moyens de défense, puisqu'il devait calculer que, si cette attaque était couronnée d'un plein succès, elle aurait des suites bien plus fâcheuses pour lui que celle d'Urdingen : car les troupes autrichiennes qui étaient sur le Bas-Rhin pouvaient faire leur retraite sans difficulté, si l'armée française forçait le passage à Urdingen ; au lieu qu'elles se trouvaient exposées au danger d'être enveloppées, si le passage s'effectuait à Weisenthurn.

Jourdan chargea le capitaine d'artillerie Tirlet[1] du soin de réunir tout ce qui était nécessaire pour la fausse attaque. Le général du génie Dejean eut la même commission pour le passage projeté à Urdingen. Nous avons eu plusieurs fois occasion de parler avantageusement de l'habileté et des talens du général Dejean. Jourdan lui-même nous fait connaître le capitaine Tirlet. « Tirlet, dit-il dans un de ses rapports, officier d'un grand mérite, qui porte dans le service un zèle et une activité au-dessus de tout éloge, et qui n'a jamais rien trouvé d'impossible, était certainement l'homme le plus propre à remplir cette mission. » Dejean et Tirlet eurent en effet la gloire de tout préparer pour le débarquement, quand à peine il était possible d'en concevoir l'espérance, et dans un temps où la France, manquant de numéraire, écrasée, ruinée par la chute d'une masse prodigieuse de papier-monnaie, ne pouvait exécuter, dans l'intérieur, aucuns travaux dans ses manufactures languissantes et dans ses ateliers déserts. Avec le zèle énergique que montrèrent, dans cette circonstance, ces deux habiles officiers, le général en chef, et l'armée de Sam-

[1] Aujourd'hui lieutenant-général, et l'un des inspecteurs-généraux d'artillerie.

bre-et-Meuse toute entière, il est probable que les deux attaques projetées par Jourdan auraient eu tout le succès qu'il se promettait : mais Pichegru devait encore mettre obstacle à l'exécution de ses plans. 1795–an III. Allemagne.

Tandis que Tirlet et Dejean s'occupaient de rassembler ainsi tous les moyens de transport indispensables pour passer de l'autre côté du Rhin, Jourdan avait fait prendre à son armée les positions suivantes :

La division du général Lefebvre fut cantonnée aux environs d'Urdingen, celle du général Morlot aux environs de Neuss, et celle du général Tilly aux environs de Gladebas. Le commandement de ces trois divisions réunies en corps d'armée fut confié par Jourdan au général Kléber, qui établit son quartier-général à Creveld, et fut chargé de veiller aux préparatifs de tout ce qui concernait le passage du Rhin à Urdingen.

La division du général Championnet fut placée à Cologne, et eut ordre d'observer les bords du Rhin au-dessus et au-dessous de cette ville ;

Celle du général Grenier occupa Bonn, et s'étendit, le long du Rhin, jusqu'auprès d'Andernach ;

Une brigade de la division du général Bernadotte était campée en arrière de Weisenthurn, et une brigade en avant de Keltig ;

La division du général Poncet était postée en avant de Metternich. Ces deux dernières divisions étaient sous le commandement du général Hatry, dont le quartier-général était à Bassenheim. Il était chargé de veiller aux préparatifs du passage projeté à Neuwied.

Une brigade de la division du général Marceau occupait les hauteurs de la Chartreuse, en arrière de Coblentz, sur la rive droite de la Moselle. Le reste de cette division était répandu sur les bords du Rhin, jusqu'au-dessus de Rheinfels.

1795-an III. Allemagne. Les camps de la Chartreuse, de Metternich et de Keltig, ainsi que les hauteurs de Weisenthurn, étaient fortement retranchés, et des redoutes placées de distance en distance, depuis Coblentz jusqu'à Andernach, battaient tout le cours du Rhin. Jourdan avait cru nécessaire de faire construire tous ces ouvrages, parce que l'ennemi pouvait assez facilement passer le Rhin dans cette partie, sous la protection du fort d'Ehrenbrestein, à la faveur des îles qui sont situées au-dessous de Coblentz, et qui étaient occupées par les Autrichiens. Pour la facilité des communications, Jourdan avait en outre fait construire un pont de bateaux sur la Moselle, à Moselwess.

Tirlet et Dejean avaient mis à exécuter los ordres de Jourdan une telle activité, qu'en moins d'un mois tout était préparé pour les deux passages projetés. On s'étonne qu'avec si peu de moyens ils aient pu réussir avec tant de promptitude. Il est vrai qu'autant le comité de salut public mettait de négligence à approvisionner les armées, autant celles-ci montraient de zèle et de dévouement à seconder les efforts de leurs généraux. Dans un temps où, par la chute progressive des assignats, les traitemens militaires étaient presque nuls, on vit les soldats et les officiers de tout grade se priver d'une partie de leur faible solde pour favoriser les desseins du général qui possédait toute leur confiance. Jourdan, avec des troupes aussi dévouées, pouvait donc se flatter d'un succès presque certain dans son entreprise; mais Pichegru, qui, d'après le plan du comité de salut public, aurait dû former une attaque sur le Haut-Rhin, ne faisait aucune disposition pour tenter cette opération. Livré tout entier aux intrigues politiques et au fol espoir d'amener des troupes encore imbues de toutes les idées républicaines à proclamer solennellement le retour de la royauté en France, il semblait ne rester sur le Rhin que pour être spectateur des événemens, et se tenait sur la défen-

sive la plus absolue. Vainement Jourdan, qui sentait combien cette inaction pouvait devenir funeste au succès de ses propres opérations, s'adressa-t-il plusieurs fois à Pichegru pour l'engager à le seconder avec plus d'énergie : rien ne put le faire sortir de son apathie, qui sans doute dut paraître bien extraordinaire de la part d'un général qu'on regardait encore à cette époque comme la colonne et le plus ferme appui du parti républicain. Cette conduite, qui parut naturelle du moment qu'on connut les vœux secrets qu'osait alors former le général Pichegru, eut pour l'ennemi les résultats les plus avantageux, et qui influèrent puissamment sur les événemens postérieurs. Les Autrichiens voyant qu'ils n'avaient rien à craindre de l'armée de Rhin-et-Moselle, commandée par un général qui paraissait obéir aux ordres des princes français présens dans leurs rangs, firent descendre sur le Bas-Rhin plusieurs nombreux détachemens de leur armée, afin d'opposer une plus forte résistance à Jourdan, dont la franchise républicaine leur inspirait des craintes mieux fondées.

Ces renforts mirent le général Clairfait à même de réunir sur les deux points menacés tous les moyens de résistance qui lui parurent convenables. Un corps de vingt-cinq mille hommes fut établi dans la plaine de Neuwied ; un autre corps de vingt mille combattans fut réuni dans l'anse d'Urdingen : deux camps volans se trouvèrent établis par ses soins, l'un vis-à-vis Bonn, et l'autre à Mulheim, près de Cologne. Des forces aussi considérables, et les travaux immenses que l'ennemi s'empressa et eut le temps d'élever dans la plaine de Neuwied et dans l'anse d'Urdingen, exigèrent qu'il fût porté quelques changemens aux premières dispositions arrêtées par Jourdan, et la prudence commanda de rassembler de plus grands moyens de passage.

La fausse attaque que les Français devaient effectuer vis-à-vis Neuwied n'était plus praticable; mais, tout en gémissant du

1795–an III. Allemagne. regret d'être obligé d'y renoncer par la faute de son collègue Pichegru, Jourdan, pour tenir l'ennemi en échec dans cette partie, et continuer de lui donner le change sur ses véritables intentions, résolut de s'emparer de l'île de Neuwied, située, comme nous l'avons dit, au bas du village de Weisenthurn. Les troupes attendaient depuis long-temps le moment où elles pourraient enfin reprendre l'offensive, et donner à l'ennemi de nouvelles preuves de leur valeur. L'annonce du combat fut donc pour elles le signal de la joie et de l'enthousiasme : toutes demandaient d'une voix unanime à faire partie de l'expédition ; mais Jourdan avait jugé qu'il n'était besoin que d'une poignée de braves pour se rendre maître d'une île qui n'était point occupée par l'ennemi. Dans la nuit du 1er septembre, douze cents grenadiers, commandés par le général Jacopin, passèrent sur des nacelles préparées à la hâte, et assez légères pour traverser le fleuve avec rapidité. Ils réussirent dans leur entreprise sans avoir couru aucun danger, et déjà ils travaillaient à élever dans l'île des retranchemens et des batteries propres à en assurer la possession, lorsque le bruit qu'ils faisaient entendre en construisant ces ouvrages avertit les Autrichiens, campés sur la rive opposée, de la présence des Français. L'ennemi dirige aussitôt sur l'île de Neuwied un feu terrible d'artillerie et de mousqueterie ; les batteries françaises y répondent. Il s'établit une canonnade opiniâtre pendant tout le reste de la nuit ; mais, au jour, les Français avaient achevé leurs ouvrages et demeurèrent maîtres de l'île, qui fut promptement et fortement retranchée, et dans laquelle on éleva trois batteries. Plusieurs autres furent ajoutées a celles qui existaient déjà sur la rive gauche du fleuve.

Le lendemain, Jourdan profita de l'espèce de trouble où cette attaque avait jeté les Autrichiens, pour faire conduire en arrière de Weisenthurn l'équipage de pont que Tirlet avait réuni sur la Moselle. Les bateaux descendirent cette

rivière, et entrèrent dans le Rhin, voguant sous le feu de la forteresse d'Ehrenbrestein et de toutes les batteries dont les Autrichiens avaient hérissé les hauteurs de la rive droite. La clarté de la lune découvrait à l'ennemi la marche des bateaux, qui continuèrent leur navigation malgré une grêle de boulets et d'obus, et arrivèrent ainsi à l'île dont les Français venaient de s'emparer. Cette action hasardeuse eut tout le succès qu'en attendait le général en chef. Les Autrichiens, fâchés de voir les Français établis si près d'eux, firent toutes leurs dispositions pour les en déloger; mais, pendant ce temps, Jourdan, satisfait de les voir prendre le change, faisait ses préparatifs pour exécuter sa grande attaque et passer le Rhin. 1795-an III. Allemagne.

Kléber avait proposé au général en chef de jeter des troupes sur la rive droite du Rhin, au-dessus de Dusseldorf, pour tâcher de s'emparer de cette place. Kléber ne se dissimulait pas que cette tentative était difficile et dangereuse; il n'ignorait point qu'on n'avait pas les moyens d'établir un pont sur ce point, et que si les troupes chargées du débarquement étaient repoussées, elles couraient risque d'être culbutées dans le Rhin; mais en même temps il représentait que Dusseldorf n'était défendu que par des troupes palatines; que cette place céderait probablement à la crainte d'être incendiée par les batteries établies sur la rive gauche du Rhin. « D'ailleurs, ajoutait Kléber, l'un des généraux les plus braves d'une armée qu'on regarde encore aujourd'hui comme l'école de la bravoure française, doit-on trouver difficile une entreprise quand on a des Français pour l'exécuter, et doit-on renoncer à une opération dont le succès, en nous rendant maîtres de Dusseldorf, assurera le passage du fleuve par l'armée toute entière? » Toutes ces considérations, et surtout la confiance que montrait Kléber, déterminèrent Jourdan à adopter le projet présenté. Afin de le favoriser, il fit jeter sur l'Erfft une quantité

1795-an III. Allemagne. de bateaux suffisante pour conduire dans un seul trajet trois bataillons sur la rive droite. La division du général Championnet fut mise, en conséquence, à la disposition du général Kléber, chargé du soin de cette expédition partielle et du grand passage de l'armée sur l'autre rive. Le général Grenier prit le commandement de la division du général Morlot, qui était rentré dans l'intérieur.

La petite portion de territoire qui est située entre Angerort et Eichelkamp, vis-à-vis Bliersheim, et qui fait partie du duché de Berg, était comprise dans la ligne de neutralité convenue avec la Prusse, à l'époque du traité de Bâle, de manière que les Autrichiens ne gardaient la rive droite du Rhin que jusqu'à Angerort; mais il avait été stipulé dans le traité, que les princes dont le territoire serait compris dans cette ligne ne pourraient prétendre à jouir des avantages de la neutralité, qu'après avoir rappelé leur contingent de l'armée de l'Empire. L'électeur palatin n'ayant pas rempli cette condition, les commissaires de la Convention décidèrent que les troupes françaises pouvaient passer le Rhin à Eichelkamp sans violer le traité conclu avec la Prusse. Cette décision rendait l'opération beaucoup moins dangereuse; cependant, pour assurer davantage le succès, on jugea à propos de se procurer une plus grande quantité de bateaux, afin de jeter à la fois quatre mille hommes sur la rive droite.

Un officier fut, en conséquence, envoyé à Duisburg, pour louer des bateaux sur la Ruhr; mais les Prussiens, auxquels ils appartenaient, ne voulurent jamais les laisser sortir à vide, parce qu'ils prétendaient que les Autrichiens pourraient considérer cette complaisance de leur part comme une violation de la neutralité. Ils exigèrent qu'on fît, pour charger ces bateaux, un immense achat de paille, et permirent alors de les emmener, attendu, disaient-ils, que le roi de Prusse

ne pouvait pas mettre d'entraves aux spéculations commerciales de ses sujets. Cette opération coûta plus de cent cinquante mille francs en numéraire, qui furent payés sur la caisse de l'armée. 1795—an III. Allemagne.

Après s'être procuré des bateaux, il fallut les mettre en état d'être dirigés à la rame, et trouver des bateliers pour les conduire. La prudence voulait qu'on ne prît pas des hommes du pays, qui auraient pu trahir le secret de l'entreprise. Il fallut donc confier les avirons à ceux des soldats auxquels on supposa l'expérience ou l'aptitude nécessaire à cet exercice. Une demi-brigade d'infanterie fut chargée de ce service; et les soldats mirent à s'instruire tant de zèle et d'empressement, qu'après s'être exercés pendant quelques jours à manier la rame, ils furent en état de diriger les bateaux à la satisfaction de leurs chefs.

Enfin tous les prépartifs jugés nécessaires étant terminés, Jourdan se rendit au quartier-général de Creveld, le 5 septembre, et donna ses derniers ordres pour que l'aile gauche de l'armée de Sambre-et-Meuse passât le Rhin dans la nuit qui allait suivre.

Le comte d'Erbach, qui commandait les troupes autrichiennes stationnées vis-à-vis Urdingen, avait fait construire sur les bords du Rhin une ligne de batteries et de retranchemens, depuis Buchum jusqu'à Angerort. Une seconde ligne de redoutes, partant de celles que l'ennemi avait élevées vis-à-vis de l'extrémité de l'île d'Urdingen, passait en avant de Meundelheim, et venait aboutir à Dam. Une troisième ligne d'ouvrages de campagne partait du même point que la seconde, passait devant Saren, et venait s'appuyer au Rhin à Buckum; enfin, une quatrième ligne demi-circulaire, partant de Chingen, venait aboutir à Angerort. Ces ouvrages, construits avec le plus grand soin, étaient défendus par environ vingt mille hommes; mais, heureusement pour les atta-

1795-an III. Allemagne. quans, l'artillerie n'était point proportionnée au nombre des redoutes. Les Autrichiens avaient en outre établi quelques batteries sur les bords du Rhin, vis-à-vis l'embouchure de l'Erfft, au-dessus de Dusseldorf. Ces batteries n'étaient gardées que par de faibles détachemens du corps d'armée aux ordres du comte d'Erbach.

De son côté, Jourdan avait fait construire sur la rive gauche du Rhin quatorze batteries, partant d'une hauteur située un peu au-dessus d'Urdingen, jusque vis-à-vis Angerort. Trois autres batteries avaient été élevées, ainsi que nous l'avons déjà indiqué, dans l'île d'Urdingen, et plusieurs autres, établies très-près des bords du Rhin, en face de Dusseldorf, devaient protéger le débarquement et intimider la garnison, en lui faisant craindre de voir incendier la ville. L'artillerie, partagée dans ces différentes batteries ou redoutes, consistait en quatre pièces de 16, vingt-quatre de 12, vingt-huit de 8, quarante-quatre de 4, et vingt-deux obusiers. Les Français avaient, pour moyens de passage, quarante-sept bateaux, que Tirlet avait fait transporter sur l'Erfft, et sur lesquels on pouvait embarquer neuf cents hommes; trente-quatre bateaux amenés de la Meuse sur le Rhin, en arrière de l'île d'Urdingen, pouvant également contenir neuf cents hommes, et trente bateaux qu'on avait fait descendre de la Ruhr daus le Rhin, à Essemberg, et sur lesquels on pouvait transporter trois mille hommes à la fois, sur la rive droite. Les équipages de pont de la Hollande, rassemblés à Essemberg, étaient prêts à être remontés jusqu'à Urdingen, aussitôt que la rive droite serait libre et balayée. Le général Kléber, chargé du soin de veiller à l'exécution des deux débarquemens projetés, avait sous ses ordres les divisions des généraux Lefebvre, Grenier, Tilly et Championnet, formant environ quarante mille combattans.

Il était neuf heures du soir, et les troupes françaises, ran-

gées en silence sur le rivage, attendaient avec impatience le signal pour s'élancer dans ces bateaux qui allaient les porter sur la rive droite du Rhin. Jamais l'armée de Sambre-et-Meuse, qui, dans tant d'autres circonstances, avait donné de si belles preuves de l'esprit guerrier qui l'animait, n'avait montré plus d'ardeur et de dévouement. Aucun soldat n'eût cédé sa place dans une entreprise dont la gloire et l'importance étaient appréciées par tout le monde. Le général Tilly avait reçu l'ordre de faire relever, à Creveld, trois compagnies d'un bataillon de l'Yonne qui manquaient de baïonnettes. Dès le soir du 5 septembre, la plupart de ces braves, que cette mesure avait désespérés, viennent trouver leur général, et lui disent : « Vous avez dit que nous ne marcherions pas, parce que nous manquions de baïonnettes ; nous avons cherché chez tous les armuriers, et nous en voilà pourvus ; vous ne nous refuserez pas la grâce que nous vous demandons, de partir avec nos camarades. » De tels traits ne démontrent-ils pas en effet que l'armée de Sambre-et-Meuse n'avait point dégénéré de sa première ardeur, et qu'avec des soldats ainsi disposés, Jourdan, s'il n'eût pas été entravé dans ses opérations, pouvait espérer encore des victoires semblables à celle de Fleurus?

1795-an III. Allemagne.

Le signal attendu avec tant d'impatience est enfin donné. La division du général Lefebvre se met la première en marche pour se rendre sur les bords du Rhin, vis-à-vis d'Eichelkamp, afin d'effectuer le passage du fleuve.

Le général Tilly suit le mouvement de Lefebvre, et se place en seconde ligne, pour passer immédiatement après la première division.

Six bataillons de la division du général Grenier passent le bras du fleuve qui sépare l'île d'Urdingen de la rive gauche, et prennent position ; le reste de la division se rassemble en arrière de Bodsberg.

1795-an III. Allemagne. La division du général Championnet se porte près de l'embouchure de l'Erfft, à l'exception de trois bataillons qui eurent ordre de demeurer dans les ouvrages construits sur la rive gauche, vis-à-vis de Dusseldorf.

D'après les instructions données par Jourdan au général Lefebvre, la première division devait commencer son embarquement à onze heures du soir; mais des difficultés imprévues retardèrent cette opération jusqu'à une heure du matin. A ce moment seulement, trois mille hommes de cette division réussirent à monter dans les bateaux et débarquèrent sans obstacles à Eichelkamp. Le général Lefebvre était lui-même à la tête de ce premier noyau, et se portait en avant avec son avant-garde, composée de quatre bataillons commandés par le général de brigade Damas [1], lorsque l'officier prussien, commandant sur cette partie de la ligne de neutralité, prétendit s'opposer à ce mouvement, et voulut adresser au général quelques plaintes sur cette violatiou du traité de Bâle. Lefebvre lui répondit : « Je suis soldat ; je dois obéir à mon chef : le général Kléber commande ici. » Et il ordonne au général Damas de continuer de marcher en avant.

Les bateux qui avaient débarqué les trois mille hommes sur la rive droite, s'étaient hâtés de revenir vers la rive gauche, pour chercher d'autres troupes ; mais, malgré tous les efforts des pontonniers, le courant du fleuve, très-rapide en cet endroit, les avait emportés au-dessous du point d'embarquement. Il fallut les remorquer jusque vis-à-vis Eichelkamp, opération qui occasiona de grands retards.

Pendant ce temps, le général Lefebvre avait réuni les troupes du premier débarquement, et s'était porté sur la route de Duisbourg à Dusseldorf. Après avoir fait un mou-

[1] Aujourd'hui lieutenant-général, et l'un des inspecteurs-généraux de la gendarmerie.

vement à droite, il s'était avancé sur l'Angerbach, vis-à-vis Spilk. Ce mouvement fit enfin connaître à l'ennemi que les Français tentaient le débarquement. Les avant-postes autrichiens se portèrent aussitôt sur le rivage et engagèrent une vive fusillade. Avertie par le bruit de la mousqueterie, que l'ennemi était aux prises avec les Français, l'artillerie des batteries élevées sur la rive gauche commença aussitôt un feu effroyable sur les redoutes et retranchemens de la rive droite. En même temps le général Lefebvre se porta avec vigueur contre le poste de Spick. Les Autrichiens tentèrent vainement de se défendre. Après un combat où d'ailleurs leur artillerie fit beaucoup de mal aux Français, ils furent obligés de se replier sur le gros des troupes du général Werneck, qui se trouvait campé entre Wetzlard et Hoeckum. Ce mouvement et cette attaque avaient eu pour but, de la part des Français, de tourner ce même corps de troupes, pendant qu'une autre division de l'armée devait l'attaquer de front; ce qui réussit parfaitement. Dans cette première action, où l'ennemi éprouva une perte assez considérable, le général de brigade Damas, commandant les quatre bataillons qui formaient l'avant-garde du général Lefebvre, fut blessé grièvement d'un coup de feu, au moment où, à la tête de ses braves, il leur montrait lui-même le chemin de la victoire.

1795-an III.
Allemagne.

A trois heures du matin, dix mille hommes d'infanterie de la première division, avec trois pièces d'artillerie légère, avaient déjà débarqué. Le général Grenier lui-même avait profité du ralentissement du feu des batteries autrichiennes, pour faire embarquer et porter sur la rive droite les neuf cents hommes de sa division. Mais le Rhin ayant considérablement baissé dans la journée précédente, les bateaux du général Grenier s'engravèrent au milieu du fleuve. Il fallut un temps très-long pour les mettre à flot, et ce ne fut qu'avec des peines inouïes qu'on parvint à les faire revenir derrière l'île d'Ur-

1795-an III. Allemagne. dingen. L'embarquement des troupes de cette division se trouva ainsi suspendu jusqu'au jour.

Cependant le général Championnet avait fait déboucher ses bateaux de l'Erfft dans le Rhin. Cinquante-deux nacelles, pouvant à peine contenir six cents hommes, devaient transporter les braves qui allaient s'emparer de Dusseldorf. Jamais peut-être entreprise n'avait été plus périlleuse. L'extrême bravoure du général Kléber, et la confiance qu'il portait à ses soldats, avaient pu lui en dissimuler les dangers. En effet, il fallait plus que de l'audace pour entreprendre de passer le Rhin en face même de Dusseldorf. Cette ville était fortifiée, défendue par une garnison de deux mille hommes, protégée par un camp retranché où se trouvaient douze à quinze mille Autrichiens, et par une citadelle dont les remparts, hérissés de plus de cent bouches à feu, semblaient défier les plus courageux efforts. Mais Championnet, particulièrement chargé de cette expédition, avait cette ardeur guerrière qui vient à bout de tous les obstacles. Il sentait de quelle importance était la prise de Dusseldorf pour le salut de l'armée. En effet, pour exécuter les mouvemens indiqués par le général en chef et couper la retraite à l'ennemi, il fallait se rendre maître de Dusseldorf par une prompte capitulation où de vive force, et se réunir rapidement à la droite et à la gauche de l'armée française; sans quoi, cette aile droite, séparée du gros de l'armée, courait elle-même le risque d'être culbutée dans le Rhin, si l'ennemi trouvait le temps de se réunir pour l'écraser.

Un événement singulier retarda cette dangereuse expédition. Tandis que le général Championnet parcourait les bords du Rhin pour reconnaître les postes autrichiens, il aperçut un héron immobile au milieu du fleuve, vis-à-vis de l'embouchure de la rivière d'Erfft, où devait se faire le débarquement. Un général romain eût vu dans cet événement un bon ou un mauvais présage, Championnet en conclut habi-

lement que le fleuve, dans cet endroit, manquait de profondeur. Il fait jeter deux ou trois soldats à la nage, qui reconnurent un banc de sable de près de cent toises de longueur, dont quelques pouces d'eau recouvraient seulement la surface. Championnet est en conséquence obligé de renoncer au projet de passer le fleuve dans cet endroit, et de faire remorquer deux lieues plus haut ses nacelles, vers une rivière affluente au Rhin, près de Grimlinghausen. Dans la nuit du 4 au 5 septembre, il fait conduire sur les bords du fleuve l'artillerie nécessaire pour protéger son débarquement. Après qu'on eut empaillé les roues et toutes les pièces de fer, ses soldats, en silence, défilent vers les bateaux à sept heures du soir. « Compagnons de mes périls, leur dit Championnet, demain, au soleil levant, nous serons à Dusseldorf, ou nous serons morts glorieusement pour la patrie. » 1795- an III. Allemagne.

Quatorze compagnies de grenadiers entrent dans les nacelles. Championnet prononce la peine de mort contre tout soldat qui ferait feu durant le passage. Il fallait la recevoir sans la renvoyer à l'ennemi. C'est le comble de l'héroïsme, dans des soldats français, de contenir ainsi leur impétuosité. Il était onze heures du soir; la lune, levée depuis une heure, permettait à l'ennemi de voir tous les mouvemens des Français. Cette circonstance, qui aurait pu intimider d'autres hommes que des soldats républicains, sert au contraire à exciter le courage des grenadiers, et bientôt éclairera leur triomphe. Cependant, à peine les bateaux avaient quitté la rive gauche, qu'ils sont aperçus par l'ennemi. Le feu de toutes les batteries autrichiennes est aussitôt dirigé sur la flotille. L'artillerie française, rangée sur la rive opposée, riposte à son tour à cette décharge de l'ennemi, et foudroie les batteries et les bataillons allemands. Le Rhin semble rouler des eaux embrasées. La surprise et l'ardeur des combattans; le danger de cette attaque sur un fleuve rapide; les cris des mourans, l'obscurité de la

1795-an III. Allemagne. nuit, succédant à la clarté des bouches à feu, répandent quelque désordre dans la flottille. Plusieurs bateaux dérivent, et d'autres s'engloutissent. Cent cinquante pièces de canon, tonnant à coups pressés, formaient, avec les obus qui se croisaient sur le fleuve, le tableau le plus horrible et le plus majestueux des fureurs de la guerre. Cependant, au milieu du tumulte de cette traversée périlleuse, les grenadiers français exécutaient ponctuellement l'ordre qu'ils avaient reçu de leur général. Plusieurs d'entre eux périrent atteints par les obus ou les boulets, pas un seul ne songea à venger leur mort, en tirant contre l'ennemi sur l'autre rive.

Enfin, deux barques touchent au rivage allemand. Dans l'une est le général Legrand, impatient de se voir aux prises avec l'ennemi. Ce brave officier se jette dans le fleuve, et s'écrie : « Camarades, suivez-moi. » Le capitaine Penne [1] s'élance sur ses traces avec les grenadiers qu'il commandait. Déjà un bataillon tout entier a mis pied à terre. Legrand fait aussitôt battre la charge, et s'avance audacieusement contre les Autrichiens, surpris d'une telle intrépidité.

Les Français se jettent sur eux, les enfoncent et les culbutent en poussant des cris de victoire : les mêmes cris retentissent sur les eaux. Le reste de la flottille arrive ; les grenadiers courent à la charge avec d'autant plus de fureur qu'ils ont été plus long-temps obligés de la contraindre ; ils poussent les Impériaux dans les bois, la baïonnette aux reins, s'emparent d'une batterie armée de quatre canons, et chassent entièrement l'ennemi de l'anse de Haneim. Legrand, avec son bataillon, parvient jusque sur les glacis de Dusseldorf. Les Français appellent alors à grands cris leurs braves camarades, que la flottille était allée chercher. Jalouses de partager les dangers et la gloire des grenadiers, les troupes, qui étaient encore à la rive gauche du Rhin, pouvaient à peine

[1] Aujourd'hui maréchal-de-camp.

contenir leur vive impatience; elles auraient voulu s'embarquer toutes à la fois. 1795-an III. Allemagne.

Cependant les débarquemens successifs avaient conservé aux Français leur supériorité, quoique l'ennemi eût reçu des renforts qui lui permirent de tenir quelque temps. Un feu de mousqueterie des mieux nourris durait depuis une heure; mais le général Championnet arrive; sa présence ranime le courage, fait redoubler les efforts. Le comte d'Erbach, qui commandait la partie de l'armée du général Werneck chargée de défendre les approches de Dusseldorf, fait vainement avancer sa réserve. Les Autrichiens se déconcertent et s'ébranlent; leurs généraux sont impuissans pour les empêcher de rompre leurs rangs. La frayeur les fait fuir; la baïonnette achève de terminer leur défaite. La réserve du comte d'Erbach est entraînée dans ce mouvement rétrograde, avant d'avoir combattu. L'ennemi abandonne le bois dans lequel il s'était retranché, et laisse le champ de bataille couvert de morts et de blessés. Plusieurs jettent leurs armes et implorent la pitié des vainqueurs.

Mais tandis que sa division était aux prises avec les Autrichiens, le général Championnet avait ordonné de bloquer sur-le-champ Dusseldorf, canonné et bombardé tout à la fois de la rive gauche du Rhin. Le général Legrand, qui déjà, depuis le commencement de l'action, était parvenu jusque sur les glacis, à la tête du premier bataillon de grenadiers, somme avec énergie le gouverneur de rendre la place. Celui-ci veut tergiverser, et demande du temps; on lui accorde dix minutes. Quelques boulets et des obus ébranlent sa résolution, et la place est rendue aux Français par capitulation. Les deux mille hommes de troupes palatines qui occupaient Dusseldorf, mirent bas les armes, et défilèrent devant sept cents grenadiers français. Cette garnison, prisonnière de guerre, fut, aux termes de la capitulation renvoyée de suite

1795-an III. Allemagne. avec parole de ne point servir avant son échange. Les vainqueurs trouvèrent dans Dusseldorf cent soixante-huit pièces de canon, dix mille fusils, et des munitions de guerre de toute espèce. Mais le grand avantage de cette conquête était la possibilité donnée à la division victorieuse d'achever le mouvement qui lui avait été indiqué, et d'opérer, désormais sans danger, sa jonction avec les autres corps de l'armée française.

En effet, tandis que les soldats du général Championnet donnaient des preuves si éclatantes de leur bravoure, l'infanterie du général Lefebvre était successivement arrivée sur la rive droite du Rhin. Deux pièces de canon avaient même été transportées dans des bateaux avec une centaine d'hommes à cheval, officiers, sous-officiers ou cavaliers. Lefebvre se hâta de disposer de son infanterie aussitôt qu'elle fut débarquée, et se porta rapidement en avant pour favoriser, autant qu'il était en lui, les efforts de la division du général Championnet. Après avoir traversé l'Angerbach à Spick, il s'avança sur Haberkam, attaqua vigoureusement les troupes ennemies qui défendaient ce poste, les en chassa après un combat où il leur fit éprouver une grande perte, et prit position en arrière d'un ruisseau situé à côté du village qu'il venait d'emporter. Par cette manœuvre, la droite de son corps d'armée se trouvait appuyée à Haberkam, et sa gauche s'étendait dans la direction d'Angermund.

Son dessein était de reformer ses colonnes, et d'attaquer promptement les divisions ennemies, si elles osaient lui résister. Mais le général autrichien, en apprenant que Lefebvre, après avoir forcé le poste de Spick, était maître d'Haberkam, et que Championnet s'était emparé de Dusseldorf, prit promptement son parti, et, pour éviter le danger de se trouver enveloppé par les deux divisions victorieuses, il quitta la position où il venait de se rallier, s'éloigna rapidement des bords du

Rhin, et prit poste, sa gauche appuyée à Kalkum, et sa droite à un ruisseau un peu en avant d'Angermund. 1795-an III Allemagne.

Cette retraite du général autrichien était d'autant plus prudente, que déjà les autres divisions françaises, animées par le succès des premières, opéraient en toute hâte leur débarquement, et brûlaient du désir de se mesurer à leur tour avec l'ennemi. Les généraux Tilly et Grenier vinrent se joindre à la division du général Lefebvre, et s'étendirent ensemble de Wittach à Angermund. Ce nouveau débarquement, qui doublait tout-à-coup les forces des Français, augmenta encore la terreur des Autrichiens. Le général Werneck donna aussitôt l'ordre de continuer la retraite, et le comte d'Erbach s'empressa d'imiter cette manœuvre rétrograde. Débordé par ses deux extrémités, dans sa position de Slockum, ce dernier général se retira du côté de Ruttengen, en ayant soin de faire protéger son mouvement par dix-huit cents hommes de cavalerie, et fut trop heureux de pouvoir s'en tirer à si bon marché. En effet, les Français se trouvaient dans l'impossibilité de se porter à sa poursuite, faute de chevaux. Leur cavalerie n'avait pas encore traversé le fleuve, et, quand elle arriva, l'ennemi était déjà hors de toute atteinte. Jourdan et Kléber, qui étaient aussi parvenus sur la rive droite, reconnurent qu'il était inutile de chercher à troubler une retraite à peu près terminée. Cependant telle avait été la promptitude avec laquelle les Autrichiens s'étaient hâtés de fuir, qu'ils laissèrent au pouvoir des Français sept pièces de canon, plusieurs caissons et plus d'une centaine de prisonniers.

Les succès glorieux obtenus dans cette journée étonnèrent les généraux Jourdan et Kléber eux-mêmes. Ces dignes appréciateurs du courage s'empressèrent d'en témoigner leur satisfaction à l'armée, et ces louanges de ses chefs furent pour elle un aiguillon bien propre à redoubler son dévoue-

1795-an III. Allemagne. ment. Le premier soin du général Championnet, en prenant possession de Dusseldorf, avait été d'établir l'ordre et une discipline sévère dans cette ville conquise. En voyant les soldats conserver l'obéissance la plus entière dans Dusseldorf, dès le moment de leur entrée, on eût pu croire que ces troupes se trouvaient depuis long-temps en garnison dans une ville de leur patrie. C'est un témoignage que les Autrichiens eux-mêmes se plurent à leur rendre dans les relations du temps.

Nous citerons, pour terminer cet article, deux passages des rapports faits sur le passage du Rhin par le général Jourdan et le conventionnel Gillet, parce qu'ils ajoutent de nouveaux détails et rendent justice à des noms qui doivent, par conséquent, se trouver consignés dans nos annales........ « Les généraux de division et de brigade, dit le général Jourdan, ont tous exécuté, avec la plus grande intelligence et le plus grand courage, les ordres qui leur ont été donnés....... Le général de brigade du génie, Dejean, nous a été d'une grande utilité pour l'embarquement des troupes; le chef de brigade du génie, Lagastine, avait fait construire sur la rive gauche du Rhin, depuis Gelep jusqu'à Fiermen, des ouvrages imposans et bien distribués. L'artillerie, commandée par le général de brigade Debelle, qui a été placée dans ces ouvrages, a fait le feu le plus vif, et a parfaitement secondé notre attaque..... » « La conduite du général Legrand, dit à son tour Gillet dans son rapport, et son intrépidité sont au-dessous de tout éloge. Le capitaine Daumerre, commandant le bataillon de grenadiers, s'est conduit avec l'audace la plus déterminée. Le capitaine Chaudon, de la cinquième compagnie, s'est emparé d'une batterie dont il a égorgé le poste à la baïonnette. Balthazard, sergent-major, et quatre grenadiers, se sont emparés de deux pièces de canon, après avoir tué tous les canonniers. Les chefs de bataillon du génie Cafarelly-Dufalga et Poitevin, qui ont passé avec la première

colonne, ont savamment dirigé les mouvemens de l'embarquement, et se sont conduits avec autant de courage que de discernement, aussi bien que les adjoints Vinache et Capitaine, qui les ont parfaitement secondés. »

1795-an III, Allemagne.

« Cette action de guerre, dit un auteur moderne, rappela le fameux passage du Rhin à Tolluys, tant célébré sous le règne de Louis XIV, qui fut exécuté avec la même valeur; mais celui de Dusseldorf fut le résultat de combinaisons plus vastes, plus compliquées et plus savantes. »

19e, 3e jour compl. Piémont.

Combat de Campo di Pietri et du Petit-Gibraltar [1]. — Les Austro-Sardes, rebutés par l'inutilité de leurs dernières tentatives, restèrent à peu près dans l'inaction pendant un mois après l'engagement avec la division Serrurier au camp de Cerise. Le général Kellermann mit à profit ces instans de relâche, pour renforcer les positions qu'occupait l'armée d'Italie, et pour les mettre en mesure de résister à de nouveaux efforts.

De son côté, le feld-maréchal Dewins avait préparé des moyens d'attaque, sur lesquels il paraissait compter davantage. Vers le milieu de septembre, le général Masséna aperçut, sur toute la ligne ennemie qui lui était opposée, de grands mouvemens de troupes, et des transports de munitions et d'artillerie, qui lui firent présager que l'inaction simulée de l'ennemi allait cesser, et que ce dernier se disposait encore à essayer de frapper un coup décisif. Après avoir fait faire quelques reconnaissances pour obtenir des renseignemens encore plus certains, Masséna instruisit le général en chef des projets du généralissime autrichien, en lui annonçant positivement que tout faisait présumer que l'intention des Austro-

[1] Journaux du temps, — Dictionnaire des sièges et batailles, — Jomini, — Mémoires et Relations, etc. — Mémoires manuscrits du maréchal Kellermann, — Mémoires particuliers et notes du général ***, etc.

1795-an III. Piémont. Sardes était de livrer un combat général pour le 18 ou le 19 septembre.

Kellermann, plein de confiance dans la bonne disposition des troupes qu'il avait déjà si souvent mises à l'épreuve dans l'avantage des positions occupées par l'armée, et dans les mesures prises par lui et les généraux sous ses ordres, conçut peu d'inquiétude sur les suites de cette nouvelle attaque. Il savait, à la vérité, que l'ennemi pouvait lui présenter des forces presque triples des siennes; mais il avait l'expérience que cette supériorité avait été inutile à son adversaire, dans les combats multipliés que ce dernier avait engagés récemment. Au lieu donc de chercher à prendre une position plus en arrière, il résolut d'attendre les Austro-Sardes de pied ferme, et de leur disputer la victoire avec cette généreuse opiniâtreté dont ses soldats et les chefs qui les commandaient lui avaient déjà donné de si glorieux gages. Il se rendit à Borghetto, pour examiner la situation de l'armée, et faire les dispositions convenables. Accompagné des généraux Masséna et Berthier, il fit la reconnaissance de la ligne ennemie, et donna des instructions à tous les postes de la ligne française. Il ordonna aux généraux de tenir leurs troupes en alerte, et prêtes à recevoir l'ennemi à quelque heure qu'il se présentât.

Le 19 septembre, l'armée austro-sarde, commandée par le général Dewins en personne, commença son mouvement. Une très-forte division se présenta devant la droite de l'armée française. Un détachement de deux mille hommes d'élite se plaça à la redoute précédemment construite par l'ennemi sur la hauteur qui domine Campo di Pietri, et qui était garnie de cinq pièces de canon et d'un obusier. Cette colonne d'élite était destinée à l'attaque du poste fortifié, auquel les Français avaient donné le nom de *Petit-Gibraltar*. Il était placé sur un rocher du plus difficile accès, au pied du centre de la

ligne française, entre Borghetto et la rive droite du Tanaro, en avant du village de Zucarello. Pendant l'attaque du Petit-Gibraltar, un corps de huit à dix mille hommes devait s'avancer sur plusieurs colonnes, pour soutenir les efforts dirigés contre le centre et la droite des Français.

1795-an III. Piémont.

Toutefois l'attaque principale contre la droite de l'armée française, ne devait avoir lieu, d'après le plan du général Dewins, qu'après l'enlèvement du Petit-Gibraltar, qui se trouvait, comme on vient de le voir, en dehors de la ligne, et qui, restant occupé par les Français, apportait les plus grands obstacles au mouvement offensif des Austro-Sardes. Le combat fut donc engagé par le détachement des deux mille hommes d'élite dont nous avons parlé tout-à-l'heure. La redoute où ils s'étaient réunis, commença par diriger un feu très-vif de ses cinq pièces de canon et de son obusier sur le Petit-Gibraltar. La troupe qui occupait ce poste était commandée par l'adjudant-général Saint-Hilaire, excellent officier, à qui le général Kellermann avait recommandé de tenir jusqu'à la dernière extrémité. La canonnade partie de la redoute n'ayant produit aucun effet, la colonne d'élite ne tarda point à se développer pour attaquer les retranchemens avec la plus grande impétuosité ; mais le brave Saint-Hilaire attendait les Austro-Sardes de pied ferme. Il avait fait connaître aux officiers et aux soldats toute l'importance du poste qu'ils avaient à défendre, et ceux-ci avaient répondu aux exhortations de leur digne chef, par le serment de se faire tuer jusqu'au dernier, plutôt que de laisser l'ennemi pénétrer dans le poste confié à leur valeur. L'attaque fut aussi vive qu'opiniâtre, et il fallait tout le dévouement des soldats français pour résister au choc terrible des Austro-Sardes. Deux fois ces derniers gravirent au pas de charge la colline qui précède le plateau du rocher, et deux fois, repoussés à la baïonnette, écrasés par le feu meurtrier des derniers rangs,

1795-an III. Piémont. ils furent obligés de descendre avec précipitation et en désordre. Convaincu qu'une attaque de front était impossible, le général qui commandait ce corps d'élite fait tourner la colline, et essaye d'attaquer le poste par les flancs et le derrière. Mais Saint-Hilaire avait tout prévu; et renforcé, pendant la première attaque, par quelques détachemens envoyés par le général Kellermann, il était en mesure de faire face de tous les côtés. Lorsqu'après avoir tourné la colline, l'ennemi se présenta pout tenter un troisième effort, il trouva encore la même résistance et les mêmes obstacles à surmonter. Cette opiniâtre défensive était bien faite pour étonner les assaillans, malgré toute leur intrépidité; aussi décelèrent-ils un mouvement d'hésitation, dont l'adjudant-général Saint-Hilaire sut habilement profiter. Il ordonna la charge; et, se mettant à la tête de ses braves, il s'élance, avec la rapidité de la foudre, sur les Austro-Sardes, les culbute du premier choc, et les précipite au bas de la colline. Ce mouvement est si prompt, et l'ardeur des Français est telle, qu'il devient désormais impossible aux officiers ennemis de rallier leurs soldats. La déroute est complète, et la poursuite est si vigoureuse, que la plupart des Austro-Sardes sont taillés en pièces, ou faits prisonniers. De cette colonne de deux mille hommes, quinze cents restent sur le champ de bataille; le reste ne parvient à s'échapper qu'en se glissant à travers les rochers et en gravissant isolément les montagnes. Quelques-uns de ces fuyards rejoignirent promptement le général Dewins, qui n'apprit point, sans le plus douloureux étonnement, le résultat d'une attaque sur laquelle il avait fondé un brillant espoir. Les soldats de Saint-Hilaire, las de poursuivre les vaincus, revinrent occuper les retranchemens qu'ils venaient de défendre avec tant de gloire.

Le général Dewins, trompé dans son attente, ne crut pas devoir donner plus de développement à son plan d'attaque,

et, renonçant à l'entreprise qu'il avait méditée, il replia ses troupes pendant la nuit pour leur faire reprendre leurs positions ordinaires. 1795-an III. Piémont.

On aurait peine à croire au petit nombre de Français qui se signalèrent d'une manière si extraordinaire, si le fait que nous venons de rapporter n'était pas confirmé par les témoignages les plus authentiques, et affirmé encore aujourd'hui par les personnes les plus respectables. Les deux mille hommes d'élite de l'armée austro-sarde venaient d'être anéantis par quatre cent quatre-vingts Français, faisant toute la force effective aux ordres de l'adjudant-général Saint-Hilaire. De tels soldats doivent faire présager tout ce que pourra faire cette armée d'Italie, qui va, dans quelques mois, sous un nouveau capitaine, ouvrir une campagne qui ne sera qu'une continuité de succès non moins étonnans.

Le général Kellermann devança, à l'égard de l'adjudant-général Saint-Hilaire, les témoignages de la satisfaction du gouvernement républicain pour une conduite aussi digne d'éloges. Cet officier supérieur fut nommé général de brigade sur le champ de bataille, ainsi que l'adjudant-général Joubert, qui avait puissamment coopéré à l'avantage de cette journée. Le général en chef mentionna honorablement, dans son rapport au comité de salut public, le chef de bataillon Marmet, qui avait également combattu avec une grande distinction.

Cette action remarquable fut la dernière qui se passa à l'armée d'Italie, sous le commandement du général Kellermann, et fut comme un adieu solennel et glorieux donné par les soldats à leur respectable chef. En effet, tandis que le vainqueur de Valmy soutenait avec avantage la lutte difficile où il était engagé avec les Austro-Sardes, le comité de salut public lui ôtait son commandement pour le remplacer à l'armée d'Italie par le général Schérer, et ne laissait sous ses

1795-an III. Piémont. ordres que le faible corps commandé en Savoie par le général Moulins, et auquel on rendait sa première dénomination d'armée des Alpes. A l'époque où l'affaire du Petit-Gibraltar eut lieu, le général Kellermann connaissait déjà la détermination du comité de salut public à son égard. Il en avait reçu la notification au moment où il venait d'adresser à ce même comité le plan qu'il avait formé pour tirer parti des renforts qu'on envoyait à l'armée pour prendre l'offensive, en débutant par une opération prompte et vigoureuse qui permît de pousser les avantages sans rencontrer d'obtacles, et d'entreprendre une brillante campagne d'hiver dans les plaines de l'Italie. Ce plan, que le général Schérer s'empressa d'adopter à son arrivée à l'armée, promettait une grande illustration à Kellermann, et l'on conçoit facilement qu'il dut renoncer avec regret à son exécution; elle seule pouvait le dédommager de l'aridité de cette guerre de postes qu'il avait faite cependant avec un avantage digne d'éloges et d'encouragement [1].

[1] On trouve, dans la lettre que le général Kellermann écrivit en réponse à celle du comité de salut public, l'expression de ses regrets. Il y fait connaître l'estime et l'attachement qu'il portait à cette brave armée, dont on lui enlevait le commandement :

« J'attends, disait-il, le général Schérer, pour aller prendre le commandement de l'armée des Alpes. J'emporterai avec moi la satisfaction d'avoir, depuis trois mois, combattu avec gloire un ennemi de deux tiers plus fort que moi; d'avoir fait manquer la campagne combinée entre les Austro-Sardes et l'Angleterre, et de les avoir arrêtés à trente lieues au-delà des frontières du département des Alpes-Maritimes ....

« Mais, je l'avoue, je pars avec le regret de ne plus combattre avec mes braves compagnons d'armes de l'armée d'Italie, et de ne pas exécuter le projet d'attaque que je vous ai proposé; plan dont l'exécution, attendue avec tant d'impatience par nos dignes soldats, devait chasser les Autrichiens de la rivière de Gênes, nous mettre en possession de leurs magasins, les forcer à prendre leurs quartiers d'hiver dans le Milanais; enfin, les couper totalement de l'armée piémontaise, et forcer le roi de Sardaigne à faire une paix qu'il doit désirer.....

« Il me reste encore un devoir à remplir; c'est de rendre à mes braves frères d'armes la justice qui leur est due. Je les ai tous vus aux avant-postes, dont

Le motif qui avait engagé le comité de salut public à remplacer le général Kellermann par le général Schérer, était dans la paix nouvellement conclue avec l'Espagne. Les renforts promis à l'armée d'Italie étaient tirés de l'armée des Pyrénées-Orientales, dont Schérer était le commandant en chef à l'époque de la conclusion du traité. Il parut juste et convenable au comité de laisser à ce général le commandement des mêmes troupes, en les dirigeant sur l'armée d'Italie, et c'est dans cette vue qu'on l'avait nommé général en chef de cette armée. Néanmoins le général Schérer n'ayant pris le commandement de l'armée des Pyrénées-Orientales qu'à la fin, pour ainsi dire, des hostilités, ce n'était pas un titre suffisant pour mériter, vis-à-vis du général Kellerman, une préférence dans laquelle ce dernier devait voir une disgrâce non méritée. 1795-an III. Piémont.

Quoi qu'il en soit, le successeur de Kellermann arriva à Nice dans les derniers jours de septembre. Ce dernier l'attendait dans cette ville : il lui communiqua ses plans, les ordres et les instructions qu'il avait donnés, et les dispositions qu'il avait prises. Schérer reçut ces communications avec empressement et reconnaissance, reconnut la sagesse et la prévoyance de son prédécesseur, et Kellermann partit pour se rendre à l'armée des Alpes, « avec la certitude satisfaisante, dit-il dans ses Mémoires, que l'homme qui le remplaçait ne laisserait point échapper la victoire. »

Suite des opérations de l'armée de Sambre-et-Meuse; passage de la Sieg, de la Lahn; Investissement de Mayence sur la rive droite du Rhin [1]. — On a vu avec 20 septembre 4° jour compl. Allemagne.

quatre fois j'ai fait le tour, depuis la mer jusqu'à la droite de l'armée des Alpes..... Ils ont évidemment prouvé la fausseté du préjugé jusqu'à présent reçu, que le soldat français n'était propre qu'à l'attaque, et que son courage le rendait peu propre à la défense. »

[1] Journaux du temps, — Jomini, — Lacretelle, — Histoire de Pichegru, —

1795-an III. Allemagne. quelle bravoure et quel bonheur les Français venaient de réussir à passer le Rhin à la vue d'un ennemi beaucoup plus nombreux, et qui eût pu, avec plus d'audace, les culbuter dans le fleuve. Dès le lendemain de leur arrivée sur la rive gauche, les divisions des généraux Lefebvre, Tilly et Grenier avaient pris position, la droite à Wittach et la gauche à Angermund; Championnet occupait Dusseldorf, avec les braves qui s'en étaient emparés. Jourdan s'arrêtait ainsi pour donner le temps à sa cavalerie, à son artillerie et à ses équipages de venir le joindre en traversant le fleuve.

Il avait en conséquence ordonné au général du génie Dejean de faire ses dispositions pour jeter un pont de bateaux à Urdingen; mais, malgré toute l'activité ordinaire à cet excellent officier, et tous les soins qu'il donna en personne à l'entreprise, le pont ne put être prêt que le 7 septembre au matin. On vit alors défiler sur le fleuve, avec un ordre parfait, la cavalerie, l'artillerie et les équipages, et Jourdan put concevoir l'espérance de continuer avec avantage une expédition dont les commencemens étaient si favorables.

Le 8 septembre, l'armée réunie sous les ordres de Jourdan se porta au-delà de Dusseldorf, et vint prendre position, ayant sa gauche appuyée au Rhin à Neuhauff, et sa droite appuyée à Girresheim. Le général républicain voulait, dans cette position, faire reconnaître la direction du général autrichien d'Erbach dans sa retraite, et explorer les rives de la Wipper, sur laquelle il allait manœuvrer. L'adjudant-général Ney, chargé de cette commission importante, s'en acquitta avec autant d'intelligence que de bravoure et d'exactitude. Cet officier, qui depuis devait fournir une carrière si brillante et si malheureuse, partit à la tête d'un corps de flanqueurs,

Dictionnaire des siéges et batailles, — Histoire de France, — Mémoires et relations manuscrits, etc.

et s'avança rapidement sur les lieux qu'il avait à reconnaître. Arrivé à la hauteur d'Oppladen, il rencontra deux escadrons du corps des émigrés français de Rohan, sortis du village pour le combattre. Ney fit charger trois fois ces cavaliers, et ce ne fut qu'à la troisième charge qu'il réussit à les contraindre de se retirer et de se jeter dans Oppladen. L'ennemi s'était retranché dans une redoute qui défendait un pont sur la Wipper : Ney résolut de l'attaquer. Reçu vigoureusement par les émigrés, il voit tomber à côté de lui un grand nombre des siens, parmi lesquels se trouvait Lacour, chef d'escadron au dix-neuvième régiment de chasseurs. La valeur des Français républicains s'irrite par cet obstacle; ils se précipitent sur les émigrés, pénètrent dans la redoute, massacrent ceux qui veulent faire résistance, et finissent par rester maîtres du pont et du village. Les émigrés avaient pris la fuite en abandonnant leurs blessés et une vingtaine de prisonniers.

Cette reconnaissance apprit à Jourdan que le comte d'Erbach, après avoir rétrogradé jusqu'à Rattingen, avait pris le parti de s'enfuir précipitamment pour regagner ses positions par Elberfeld et Schwalm, afin d'opérer sa jonction avec le corps autrichien commandé par le prince de Wurtemberg. Le général républicain ne voyant plus d'ennemis autour de lui, résolut de précipiter son mouvement, et de se mettre à la poursuite du comte d'Erbach. Le 10 septembre, l'armée s'ébranla de nouveau, et vint prendre position, la droite à Deutz, devant Cologne, et la gauche à Hutten. L'avant-garde française, commandée par le général Lefebvre, atteint promptement l'arrière-garde autrichenne, et eut avec elle un engagement assez vif, dans lequel elle garda cependant l'avantage. Jourdan ayant alors appris que le comte d'Erbach et le prince de Wurtemberg manœuvraient pour se joindre au corps de Wartensleben, et ne voulant pas se mesurer avec eux avant d'avoir réuni toutes ses forces, attendit dans

1795-an III. Allemagne. cette dernière position les troupes qui n'avaient pas encore passé le Rhin.

Pour accélérer la marche de ces troupes qui devaient remplacer celles qui formaient l'arrière-garde de l'armée, Jourdan fit construire deux nouveaux ponts, l'un au-dessus de Dusseldorf, vis-à-vis de Hamm, et l'autre à Cologne; ils servirent à faire effectuer le passage du Rhin par la division du général Morlot, employée dans l'intérieur. Les généraux de brigade Schalcter et Bastoul commandaient les troupes de la division. Le premier fut chargé par Jourdan de faire occuper Dusseldorf à la place de Championnet, de contenir les habitans du duché de Berg, et de veiller à la sûreté des ponts d'Urdingen et de Hamm. Le second, avec une brigade, avait une commission semblable pour le pont de Cologne, et devait en outre protéger l'arrivée des convois à l'armée.

Le 13 septembre, l'armée quitta ses positions de Deutz et de Hutten, pour s'avancer sur la Sieg. Le général Lefebvre rencontra l'ennemi retranché en avant de Blankenberg, et montrant par sa contenance qu'il était décidé à se défendre vigoureusement; mais Lefebvre avait ordre d'attaquer et l'exécuta. Le combat commença de part et d'autre par une vive fusillade qui fut long-temps sans résultat. Lefebvre, voyant que ses troupes n'osaient pénétrer plus avant, donna ordre au général Debelle de diriger contre les retranchemens ennemis une compagnie d'artillerie légère. Cette manœuvre eut un succès complet. Vainement les Autrichiens essayèrent de faire taire l'artillerie française par le feu redoublé de leur propre artillerie : le feu des pièces françaises, dirigé par le général Debelle, était si vif et si meurtrier, que bientôt les Autrichiens commencèrent à s'ébranler. L'ardeur des attaquans augmente à la vue de l'irrésolution de l'ennemi. Le général de cavalerie d'Hautpoult, à la tête du premier, du sixième et du

neuvième régiment de chasseurs, s'élance alors avec impétuosité, charge la cavalerie autrichienne, qui s'était avancée pour prendre les Français en flanc; et, après un combat sanglant, parvient à la culbuter sur ses retranchemens. Cette victoire avait donné aux Français l'avantage de tourner les redoutes; ils se précipitent de toutes parts pour y entrer, et les Autrichiens se voyant cernés, évacuèrent leur position, abandonnant aux vainqueurs une pièce de 13 et un obusier.

L'infanterie autrichienne, qui avait moins souffert que la cavalerie, s'était ralliée à l'entrée des bois qui couvraient la position abandonnée, dans l'intention d'y arrêter les Français; mais ce second effort n'eut pas plus de succès que le premier. Le général d'Hautpoult chargea si vigoureusement les bataillons autrichiens, qu'ils furent presque aussitôt rompus, et se jetèrent en désordre dans les bois, où ils furent poursuivis. La nuit, devenue très-obscure, empêcha seule d'achever cette poursuite. Les Autrichiens avaient perdu un grand nombre des leurs, tués, blessés ou faits prisonniers. Le prince de Wurtemberg opéra sa retraite sur Alten-Kirchen, et le général Lefebvre vint prendre position à Uckrath, où il passa la nuit. Mais le lendemain, dès la pointe du jour, il se remit en marche pour arriver à Alten-Kirchen. L'arrière-garde autrichienne voulut encore essayer de se défendre. Quelques volées de canon suffirent pour la forcer à continuer sa retraite, et les Français occupèrent Alten-Kirchen.

Le prince de Wurtemberg fuyait dans l'intention d'opérer, de concert avec le comte d'Erbach, sa jonction avec le prince de Wartensleben. En effet, celui-ci qui était resté assez inutilement dans la plaine de Neuwied, occupé à répoudre, par le feu de son artillerie, aux canonnades du général Hatry, venait enfin de comprendre que l'intérêt de la cause qu'il servait, demandait impérieusement qu'il se réunît aux corps battus par les Français. Il quitta sa position brusquement, et

1795-an III. Allemagne. se replia sur la Lahn, où il campa conjointement avec le prince de Wartensleben et le comte d'Erbach. La réunion de ces trois corps d'armée donnait à l'ennemi une force imposante, qui fit reconnaître à Jourdan la nécessité d'appeler promptement à lui son aile droite que commandait le général Hatry de l'autre côté du Rhin. Hatry, débarrassé de la présence incommode du prince autrichien, avait déjà fait ses dispositions pour passer ce fleuve. Un pont de bateaux fut jeté rapidement sur le Rhin, et le 15 septembre l'aile droite vint se joindre à l'armée du général Jourdan. Cette réunion, opérée si heureusement, causa le plus vif enthousiasme parmi les guerriers français. Jourdan se voyait à la tête de forces si considérables, qu'il promit aux soldats de les conduire en quatre jours sur les rives de la Lahn : il tint parole.

En effet, l'armée se mit en marche sur cinq colonnes dirigées sur Wetzlar, Weilburg, Dietz, Limburg et Nassau. Le général Bernadotte [1], qui commandait la colonne de droite, était chargé d'attaquer les Autrichiens qui occupaient Nassau : après une légère résistance de la part de ceux-ci, il parvint à les déposter, et Nassau resta au pouvoir des Français. Le général Poncet, à la tête de la seconde colonne, devait agir contre Dietz. A son arrivée devant cette place, il trouva le pont coupé. Il fallait traverser la rivière pour marcher à l'ennemi, le vaincre et le dissiper. Cette opération était d'autant plus difficile, que les Autrichiens, campés sur l'autre rive, montraient toute la confiance de la victoire, et essayaient leurs forces par une vive canonnade dirigée sur les Français. Cependant, ce double obstacles ne découragea point le général Poncet et ses braves soldats. Sous le feu roulant de l'artillerie autrichienne, à laquelle il répondait par la sienne, le général

[1] Aujourd'hui prince royal de Suède, rang auguste auquel l'ont appelé ses vertus guerrières et sa haute réputation.

Poncet réussit à construire des radeaux pour faire passer ses soldats. Les plus braves ou les plus impatiens se jettent à la nage : les uns et les autres sont bientôt sur l'autre rive. Attaquer les Autrichiens à la baïonnette, et les vaincre, fut pour les Français l'affaire d'un moment. Epouvanté par ce nouvel excès d'audace, l'ennemi oublia tout-à-coup sa résolution de se défendre, et se mit à fuir. Les vainqueurs s'élancent aussitôt à sa poursuite ; mais les Autrichiens s'étaient ralliés à quelque distance de la ville qu'ils avaient abandonnée. Deux bataillons du général Poncet sont arrêtés et chargés par les hussards de Saxe, au moment où ils débouchaient de Dietz. Cette brave infanterie ne se déconcerte point. A la vue de l'ennemi, elle serre ses rangs, attend de pied ferme les hussards de Saxe, les reçoit audacieusement la baïonnette au bout du fusil, renverse un grand nombre d'entre eux, les repousse, et les force à se retirer avec une perte considérable. 1795-an III. Allemagne.

Championnet, qui commandait la troisième colonne, avait un plus long trajet à parcourir. Il se dirigeait sur Limburg, et arriva tard devant cette place. Cependant il s'empara des faubourgs en culbutant l'ennemi chargé de les garder ; mais la nuit ne lui permit pas d'attaquer la ville. Il bivouaqua autour de Limburg. Le général Tilly, qui marchait à la suite de la division du général Championnet, arriva au moment de la prise de possession des faubourgs, et forma la seconde ligne de cette division.

La quatrième colonne, aux ordres du général Grenier, et la cinquième, commandée par le général Lefebvre, s'emparèrent, sans éprouver beaucoup de difficultés, l'une de Veilburg, et l'autre de Wetzlar. Lefebvre se rendit maître, dans cette dernière ville, d'un convoi d'effets d'habillemens, qui devenaient fort utiles à l'armée dans la situation pénible où elle se trouvait. Ainsi, par l'effet de cette marche rapide, la promesse de Jourdan était accomplie. L'armée était présente

1795-an III. Allemagne. sur la Lahn, le 19 septembre. La division du général Marceau était seulement restée autour d'Ehrenbrestein pour cerner cette place et couvrir le pont de Neuwied.

Jourdan parcourt tous les postes de son armée, et vient, par sa présence, animer encore le généreux enthousiasme de ses soldats. Toutes ses dispositions étaient prises, tous les ordres étaient donnés pour effectuer une attaque générale le lendemain; mais l'ennemi avait senti toute l'imminence des dangers qui le menaçaient en acceptant le combat. Le conseil des généraux autrichiens décida qu'une prompte retraite était le seul moyen de salut qui restât à leur armée. Ils mirent donc à profit la nuit du 19 au 20 septembre pour opérer ce mouvement rétrograde, et quand, à la pointe du jour, les tirailleurs français se répandirent dans la plaine, ils ne rencontrèrent que les dernières colonnes de l'armée autrichienne en retraite. Jourdan fit aussitôt marcher à la poursuite des fuyards plusieurs régimens de cavalerie; mais l'ennemi avait sur eux trop d'avance. Les cavaliers français ne réussirent qu'à ramasser quelques centaines de prisonniers et des déserteurs.

Aucun obstacle n'arrêtait plus l'armée républicaine dans sa course victorieuse. Le 25 septembre, elle arriva sur les bords du Mayn sans avoir rencontré d'ennemis. Elle s'avançait ainsi à grandes journées vers le but de ses efforts, vers cette ville de Mayence, dont le long blocus, commencé dès la fin de l'année précédente, n'avait pu jusqu'ici être entrepris régulièrement. Mais Jourdan se trouvait singulièrement gêné dans ses mouvemens par la circonstance de la ligne de neutralité qu'il avait l'ordre précis de respecter. Cette ligne, passant à Hochst au-dessous de Francfort, le général républicain ne put s'étendre sur le Mayn au-delà de ce point. Il fut même obligé de rappeler à lui la division du général Lefebvre, qui s'était avancée du côté de Francfort, par la route

de Weztlar [1]. Néanmoins, le 26 septembre, son avant-garde se présenta devant Mayence, et cette ville, objet de tant de désirs et de toute l'ambition du gouvernement républicain, allait enfin être investie sur la rive droite du Rhin, comme déjà elle l'était sur la gauche. 1795-an III. Allemagne.

Nous nous voyons encore une fois dans l'obligation de reporter l'attention de nos lecteurs sur des détails plus affligeans que ceux qui viennent de leur être exposés. Une nouvelle scène de déchiremens intérieurs s'ouvre dans la capitale de la France, l'étendard de la guerre civile y est arboré, et le sang des citoyens va couler par les mains des soldats de la patrie! Pourquoi sommes-nous forcés de retracer de pareils événemens?.....

Insurrection des sections de Paris contre le gouvernement conventionnel [2]. — Nous avons parlé dans ce volume des nouveaux troubles qui agitèrent l'intérieur de la république pendant le cours de l'année 1795, nous allons, dans cet article, rapporter les circonstances de ces troubles, qui peuvent se rattacher au plan que nous avons adopté. C'est annoncer que nous ne voulons parler que des faits militaires; et si nous abordons quelques-unes des questions politiques de cette époque orageuse, c'est uniquement parce que nous y serons forcés pour le développement des événemens que nous devons décrire. Il eût été sans doute plus agréable pour des écrivains vraiment français, comme nous faisons profession de l'être, de n'avoir à transmettre à la postérité que les nobles et brillans exploits de nos braves armées du dehors. Que n'est-il en notre pouvoir de garder le silence sur les égaremens qui signalèrent aussi le 1795-an IV. 5 octobre. (13 vendém.) France.

[1] Par le traité de neutralité, les troupes françaises pouvaient faire usage de cette route pour se porter de la Lahn sur le Mayn; mais elles ne pouvaient séjourner dans l'intérieur de cette ligne.

[2] Journaux et Mémoires du temps, — Histoire de la guerre civile, — Histoire de France, — Mémoires sur l'histoire, etc., etc, — Relations et Mémoires particuliers, etc.

1795-an IV. France. temps où la France ne parut vraiment grande et généreuse qu'au-delà de ses limites? Que ne pouvons-nous imiter l'ingénieuse fiction de la muse de l'Histoire du grand Condé [1], en supprimant d'avance, dans nos annales, les feuillets où nous devons décrire les erreurs et les délits politiques de nos concitoyens! Mais le caractère dont nous nous sommes revêtus nous impose la loi d'être les organes de la vérité, et nous nous efforcerons de remplir cette tâche difficile. Le tableau de nos discordes civiles servira d'ombre à celui de notre gloire militaire, et celle-ci recevra de cette opposition un nouveau lustre, une nouvelle splendeur.

La révolution du 9 thermidor (27 juillet 1794) n'avait point produit, comme nous l'avons déjà fait remarquer, l'effet qu'on était en droit d'attendre, l'affermissement du gouvernement républicain sur des bases plus stables et mieux reconnues : les partis s'étaient réveillés avec d'autant plus d'énergie, qu'ils avaient été plus long-temps et plus fortement comprimés. Tandis que dans le Midi s'organisaient les bandes d'assassins dont nous avons parlé [2], les ennemis du gouvernement conventionnel, liés ensemble par une haine commune, quoique diamétralement opposés d'intérêt, travaillaient de concert à renverser cette assemblée de prétendus

[1] Dans un tableau qui ornait autrefois la galerie de Chantilly, la muse de l'Histoire est représentée arrachant du livre qui renferme la vie militaire de ce prince, les feuillets où sont retracés ses faits d'armes contre la France, lorsqu'il était au service d'Espagne, ou lorsqu'il avait pris parti dans les troubles civils.

[2] Un homme dont la faiblesse et l'inexpérience avaient contribué à enhardir et à protéger ces bandes à leur formation, le député Cadroy, en mission dans le département des Bouches-du-Rhône, effrayé des excès auxquels se livraient les soi-disant vengeurs de la cause de l'humanité, écrivait à la Convention : « Les factieux ne font plus mystère de leurs criminelles espérances. Ils se flattent de jouer bientôt à la boule avec les têtes des amis de la révolution du 9 thermidor, et ils ajoutent que jusqu'ici ils n'ont eu du sang que jusqu'à la cheville, mais qu'ils en auront bientôt jusqu'aux genoux..... »

représentans du peuple, et mettait à profit, pour y réussir, la faiblesse déguisée sous le nom de modération, dont la Convention cherchait à se faire un appui. C'est surtout à Paris qu'on put remarquer le plus étrange amalgame qu'eût encore présenté la révolution : celui des citoyens honnêtes avec des hommes perdus de réputation, entachés de crimes et d'infamie; celui des royalistes marchant dans la même voie que leurs ennemis les plus acharnés, les jacobins ou montagnards; mais tous ces partis cherchaient également à se tromper, et si le succès eût couronné leurs efforts, sans doute on les eût vus ensuite lutter ensemble et se disputer la victoire. Ainsi la France ne pouvait sortir d'une révolution que pour entrer dans une série de nouveaux troubles. Le temps n'était pas encore venu où tous les partis devaient se confondre et s'anéantir sous un gouvernement sage et vraiment constitutionnel. 1795–an IV. France.

Cependant, malgré cette espèce de fédération de plusieurs partis contre le gouvernement conventionnel, il ne paraît pas que les royalistes aient participé aux deux mouvemens populaires qui eurent lieu contre la Convention dans les mois de germinal (avril) et de prairial (mai) de cette année 1795. Ces deux insurrections avortées, qui faillirent replonger la France dans l'affreuse anarchie de 1793, furent l'ouvrage du seul parti montagnard. Afin de jeter plus de lumière sur la catastrophe du 13 vendémiaire, nous allons parler de ces deux insurrections, dont la journée de vendémiaire fut comme la suite éloignée.

Dans le temps même où la France était parvenue, par ses victoires au dehors au plus haut degré de gloire et de puissance qu'elle eût atteint jusqu'alors, à raison peut-être des efforts prodigieux qu'il avait fallu faire, ce beau pays se trouvait réduit à un état d'épuisement et de misère tel, que l'histoire nous en présente peu de semblables. Les extorsions des agens de la

1795-an IV. France. terreur, le pillage organisé par eux, la dépréciation effrayante du papier-monnaie, et surtout un fléau qui avait sa source dans les excès du gouvernement renversé, toutes ces causes avaient amené la détresse intérieure où se trouvait la république. Les classes du peuple les plus exposées à souffrir du fléau de la famine observaient ses progrès avec une défiance et même un effroi qui les accéléraient encore. Les jacobins, habiles à saisir les moindres causes de révolution, spéculèrent aussitôt sur cette disette : par leurs cris d'alarme, par les désordres partiels qu'ils excitaient, par leurs mesures insidieuses, ils cherchèrent à communiquer à la masse du peuple de Paris le sentiment de vengeance qui les animait. L'ancien comité de salut public, dont la politique avait toujours été de flatter ce même peuple pour se l'attacher, avait fait des sacrifices immenses pour entretenir l'abondance dans la capitale, et Paris s'était vu nourri aux dépens de la population des autres départemens. Le nouveau gouvernement, dans son système de modération, n'ayant plus d'intérêt à ménager les pauvres pour contenir les riches, crut pouvoir alléger le trésor public de cette charge : il cessa tout-à-coup de pourvoir lui-même à la subsistance de la capitale, et laissa à la ville le soin de s'approvisionner elle-même par les moyens ordinaires. L'effet de cette mesure prouva qu'elle était intempestive. L'augmentation du prix du pain devint tout-à-coup effrayante, les murmures et le mécontentement du peuple s'élevèrent en proportion contre le gouvernement. Le député Boissy-d'Anglas [1], qui avait proposé à la Convention la mesure dont nous venons de parler, devint l'objet de la haine générale [2]. Depuis longtemps le commerce des blés avait perdu son cours ordinaire. Les membres de l'ancien

[1] Aujourd'hui pair de France.

[2] Le peuple des faubourgs l'appelait alors *Boissy-Famine*.

comité du gouvernement faisaient accaparer les grains dans les départemens pour les distribuer à bas prix dans la capitale. Il fallait du temps pour rétablir les relations commerciales détruites, et, dans l'intervalle, la disette se faisait sentir avec toutes ses horreurs. Le mal s'accrut au point qu'il fallut recourir aux précédens moyens d'approvisionnement; des agens de la Convention furent envoyés dans les départemens, et tentèrent, par leurs offres, la cupidité des fermiers et des propriétaires. Cependant l'emploi de ce moyen acheva de donner au fléau qu'on voulait détruire tout son développement. Le blé fut caché ou détourné de sa destination : Paris, qu'on voulait préserver d'une famine commune à un grand nombre de départemens, se vit presque réduit aux extrémités d'une ville assiégée. Pendant plusieurs jours, chaque habitant ne reçut que deux onces d'un pain noir et malsain. 1795-an IV. France.

C'est alors que les montagnards se flattèrent d'un triomphe prochain. Des cris d'indignation s'élevaient de toutes parts contre la Convention, les plus grands dangers l'environnaient. Toutefois, fidèle au système de douceur qu'elle paraissait avoir embrassé, elle ne songeait point, ou plutôt elle craignait de s'entourer d'une force militaire, qui aurait pu la faire soupçonner de tyrannie. Ses ennemis en profitèrent pour faire éclater contre elle une insurrection semblable à celles qui avaient précédé les révolutions antérieures opérées dans son sein. Les jacobins se croyaient d'autant plus sûrs du succès, qu'ils avaient dans la Convention un grand nombre de leurs partisans, ennemis, comme eux, des hommes du 9 thermidor.

Le premier avril 1795, les habitans des faubourgs, excités par leurs meneurs habituels, se portent en tumulte sur la Convention, forcent les portes de la salle de ses séances, inondent les galeries et les tribunes, faisant retentir l'enceinte des cris : « *Du pain, et la constitution de* 1793 ! » La ter-

1795-an IV. France. reur s'empare de l'esprit de la plupart des membres de l'assemblée. Ceux-là seuls qui ont le secret de l'émeute accueillent ces furieux par des encouragemens, et applaudissent à l'orateur de l'insurrection, qui, porté à la barre par les flots des factieux qui l'entourent, parle en ces termes : « Vous voyez les hommes du 14 juillet, du 10 août et du 31 mai. Nous vous demandons du pain, la liberté des patriotes, et la constitution de 1793. Il est temps que la classe indigente ne soit plus la victime de l'égoïsme des riches et de la cupidité des marchands. » Puis, se tournant vers la partie de l'assemblée, connue sous le nom de *la montagne*, parce que les députés de cette faction occupaient les gradins les plus élevés du siége demi-circulaire de la représentation nationale : « O toi, montagne sainte, toi qui si souvent as sauvé le peuple, montre-toi dans ce moment de crise! nous sommes là pour te soutenir et défendre la liberté. — Oui, répondent à l'instant les députés montagnards, en se levant tous par un mouvement spontané; oui, nous te défendrons, peuple infortuné; mais demeure fidèle à tes soutiens. » Déjà les pétitionnaires s'étaient mêlés avec les députés de leur parti; déjà, renforcée par ce mélange, la minorité de la Convention se préparait à rendre des décrets; mais les thermidoriens, revenus de leur premier effroi, avaient appelé et amené autour de la Convention une réunion de jeunes gens, parmi lesquels se trouvaient un grand nombre de militaires présens, en ce moment, à Paris. Ce bataillon avait déjà réussi à disperser la majeure partie des séditieux qui étaient à l'extérieur, et ceux qui avaient pénétré dans le lieu des séances étaient cernés. Ces derniers apprennent ce qui se passe en dehors de la salle, ils se troublent et se précipitent bientôt dans les passages qu'on leur a ménagés à dessein. C'est vainement que les députés jacobins cherchent à retenir les fuyards, en leur exposant les suites funestes de cet abandon; ils ne sont point

écoutés, et la salle des séances est évacuée par les séditieux étrangers qui l'occupent. Un morne silence succède à l'agitation tumultueuse de la montagne ; et les factieux qui y sont assis, attendent, avec une sorte de stupeur, la détermination que va prendre l'assemblée sur une révolte qu'ils ont si manifestement secondée. Billaud-Varennes, Collot-d'Herbois, Barrère de Vieuzac, que la Convention hésitait depuis deux mois à mettre en jugement, sont jugés par elle-même. Dix-sept députés sont arrêtés et envoyés en prison. Les chefs des séditieux, Pache, ex-ministre de la guerre, le limonadier Raisson, et l'ex-général Rossignol, sont également arrêtés : c'est alors que Pichegru, qui se trouvait à Paris, fut chargé par l'assemblée de protéger ces mesures.

1795-an IV.
France.

On pouvait croire qu'ayant échoué ainsi dans une première tentative, les jacobins attendraient au moins long-temps pour la renouveler; mais de tels hommes ne se laissent point abattre par quelques revers momentanés, et la modération que la Convention avait montrée, en ne faisant point couler le sang des coupables, fut imputée à la crainte, et ne servit qu'à rendre le parti encore plus audacieux. Le faubourg Saint-Antoine, dont les habitans ont eu une si grande part aux événemens révolutionnaires, était devenu le rendez-vous et l'asile des agitateurs, et six semaines après la première insurrection, le premier prairial (20 mai), le tocsin sonne tout-à-coup. A ce signal, plus de trente mille hommes prennent les armes dans ce faubourg, et marchent contre la Convention. On a remarqué que, dans la funeste journée du 31 mai 1793, les rassemblemens avaient été moins nombreux, et surtout moins animés de fureur. Les cris de ralliement étaient encore : *Du pain, et la constitution de* 1793. Cependant la Convention, avertie du danger, s'était hâtée de se réunir, et d'appeler autour d'elle ses défenseurs. A midi elle est investie par les hommes qui viennent l'attaquer, et

1795-an IV. France. par ceux qui accourent pour la défendre. Les deux partis restent en présence, attendant le moment de l'explosion. Une députation des séditieux paraît à la barre. Elle présente une pétition, qui n'est que la menace d'exterminer tous ceux qui oseront repousser leurs demandes. Boissy-d'Anglas, ce même Boissy, l'objet de la haine envenimée des factieux, occupait le fauteuil du président de l'assemblée. Ce député donna, en cette occurence, l'exemple d'un sang-froid et d'un courage admirés de ses ennemis, et dignes de l'âme généreuse d'un citoyen des républiques de la Grèce ou de Rome. Il répond à la pétition avec la prudence et la dignité convenables en pareille circonstance. Du fond des tribunes de l'assemblée s'élèvent les plus épouvantables cris : *Du pain, du pain, ou la mort!* Boissy reste calme, et ordonne aux séditieux d'évacuer les tribunes. Ceux-ci résistent, encouragés par les exhortations des députés montagnards. Tout-à-coup l'une des portes de la salle est enfoncée avec un fracas horrible. Des flots d'hommes et de femmes furieux entrent, sont repoussés, rentrent encore. Une lutte parricide s'engage au sein même de la représentation nationale : le sang coule, et ce sang est celui d'un représentant du peuple!

Au moment où les factieux avaient forcé la porte de l'assemblée, le député Féraud, qui se trouvait auprès de cette porte, avait voulu retenir ces forcenés, en les conjurant, dans les termes les plus pathétiques, de ne point violer l'enceinte conventionnelle. « Tuez-moi, avait dit cet homme courageux, en découvrant sa poitrine, tuez-moi si vous voulez du sang; mais ce ne sera qu'après avoir marché sur mon corps que vous franchirez ces limites. » Bientôt, renversé par le choc terrible de cette masse, il est en effet foulé aux pieds par elle. Il se relève, et il aperçoit l'intrépide président, immobile sur son fauteuil, menacé par vingt fusils dirigés sur lui, et n'opposant à toutes les menaces, à toutes les vocifé-

rations de la multitude, que le calme stoïque du sage au milieu du renversement de la nature. Féraud se fait jour jusqu'au bureau, et veut faire à Boissy un rempart de son corps; mais, atteint d'une balle, il est lui-même victime de son généreux dévouement. Le président reste inébranlable à son poste. Fiers de leur assassinat, comme d'une victoire remportée sur leurs adversaires, les séditieux se jettent sur le corps de l'infortuné Féraud, auquel il reste encore quelques sentimens d'existence, et l'entraînent dans les couloirs de la salle, pour lui trancher la tête. « Que le règne des lois commence et que ma vie finisse! s'écrie alors le courageux député, je meurs content. » Un coup de sabre sépare la tête du tronc, et cette tête est à l'instant placée au bout d'une pique. Les assassins rentrent dans la Convention, portant devant eux cet étendard du carnage. A la vue du terrible trophée, tous les députés ennemis du crime ont quitté leurs bancs, et fuient le repaire de la terreur. Un seul homme est demeuré inaccessible à tout autre sentiment qu'à celui du devoir : c'est Boissy-d'Anglas. Il a senti qu'en abandonnant le fauteuil, les factieux vont avoir un champ libre pour toute leur fureur. Il est resté, en se dévouant à la mort pour le salut de tous. Entouré par la horde homicide, il est encore couché en joue : les piques et les baïonnettes se croisent sur sa poitrine : on lui présente la tête de Féraud, il se détourne avec horreur : on continue à la lui mettre sous les yeux, en le menaçant du même sort; il s'incline respectueusement devant le martyr de la loi et de la patrie, « et ne descend de ce fauteuil de gloire, dit l'historien Lacretelle, dans l'ouvrage duquel nous avons puisé presque tous les détails de cette scène tragique, que lorsque ses amis eux-mêmes l'en arrachent. Encore frappés du respect dont il a saisi leur âme, les assassins le laissent passer; aucun d'eux ne peut expliquer pourquoi ils l'ont épargné. »

1795-an IV.
France.

1795-an IV. France.

Les jacobins se trouvaient enfin les maîtres, et les membres de leur parti, restés seuls dans la salle, avaient déjà décrété le rétablissement de la constitution de 1793, la liberté des individus arrêtés après le 9 thermidor, et le réarmement de tous les habitans de Paris, lorsque les députés Legendre, Auguis, Kervelegan, Chénier et Bergouin, qui s'étaient mis à la tête du bataillon de la section de Paris dite la Butte-des-Moulins, entrent à minuit, au pas de charge, dans la salle de la Convention, le sabre en main, en criant tous : *à bas les brigands ! à bas les montagnards !* Ils fondent sur les séditieux, et surtout sur les conventionnels restés dans la salle. Les femmes (il y en avait un grand nombre parmi les insurgés) poussent des cris effroyables. Quelques hommes du peuple rendent leurs armes, d'autres tombent en supplians aux genoux des assaillans : il serait difficile de peindre l'immobile consternation des montagnards, qui, après avoir mis cette multitude en mouvement, en éprouvaient, pour la seconde fois, le honteux et subit abandon.

Nous ferons remarquer, comme la plus grande preuve de la faiblesse où le gouvernement conventionnel était tombé après le 9 thermidor, la mollesse avec laquelle il profita de ce nouvel avantage sur ses ennemis. La Convention se contenta de casser les décrets rendus par la minorité factieuse, et de faire arrêter quelques-uns des membres qui avaient pris part à l'insurrection. Elle souffrit que, dès le lendemain de cette journée mémorable, les mêmes hommes qui l'avaient outragée la veille, lui présentassent une pétition où tous ses actes étaient, pour ainsi dire, qualifiés d'attentats à la liberté du peuple, et elle s'abaissa jusqu'à faire des promesses, d'autant plus indignes d'elles, qu'elles étaient perfides et équivoques. On a prétendu que le motif de cette étrange conduite était la crainte de voir la jeunesse parisienne, qui l'avait sauvée, profiter de l'ascendant et du crédit que lui donnait

la victoire, pour dominer cette assemblée. Il convient de dire que peut-être ses appréhensions, à cet égard, n'étaient pas sans quelque fondement, puisque nous allons voir, en effet, à quelque distance du premier prairial, ces mêmes jeunes gens qui l'avaient tirée du péril se déclarer contre elle et prendre les armes pour la renverser. 1795-an IV. France.

Les rebelles comptaient aussi sur l'indulgence de la Convention à leur égard, et la terreur dont ils avaient été frappés d'abord fut bientôt dissipée. Les jacobins n'eurent point de peine à les faire rester sous les armes pendant la soirée du 21 mai (2 prairial) et pendant la nuit. Les habitans du faubourg Saint-Antoine bivouaquèrent à côté de leurs canons (chaque section de Paris en avait deux, depuis l'établissement de la garde nationale), et les mèches étaient allumées. Les rebelles avaient arraché, pendant le jour, des mains de la force armée, l'assassin de Féraud, qu'elle conduisait au supplice, et l'avaient ramené en triomphe dans le faubourg. Cette audace parut cependant rendre quelque énergie à la Convention : elle décréta le désarmement du faubourg Saint-Antoine; et le général Menou, nommé commandant de la force armée parisienne, fut chargé de l'exécution de cette mesure, qui pouvait seule arrêter les troubles, et sauver Paris des horreurs d'une guerre civile. Menou rassembla à la hâte le peu de troupes qui se trouvaient alors dans la capitale, auxquelles se joignirent quelques militaires isolés, et ces mêmes jeunes gens qui avaient délivré la Convention l'avant-veille, et qui brûlaient d'impatience d'ôter à ces hommes dangereux le moyen de renouveler leurs criminelles entreprises. Menou se trouva bientôt à la tête d'un corps considérable; et, dans la matinée du 22 mai, il marcha contre le faubourg rebelle, que Dubois-Crancé, qui se souvenait apparemment du siége de Lyon, voulait qu'on bombardât. Les habitans du faubourg laissèrent approcher la troupe conventionnelle sans l'inquié-

1795–an IV. France. ter; ils laissèrent même la première colonne s'engager fort avant dans la grand'rue, et commencer le désarmement dans toutes les maisons qui s'y trouvaient; mais ils s'étaient réunis plus loin, et, tournant les deux côtés de la rue, ils cherchaient à fermer toute issue à cette imprudente avant-garde. Déjà cette dernière est presque cernée; à chaque rue transversale, du canon et une forêt de piques lui ferment le passage. Des fenêtres, et même du haut des toits, des femmes, des enfans, paraissent disposés à lancer sur les têtes de cette troupe, composée, en grande partie, des jeunes gens dont nous venons de parler, tout ce qu'une fureur aveugle peut mettre entre leurs mains. Cependant, soit horreur du massacre, soit tout autre sentiment de terreur ou d'hésitation, les rebelles craignent de porter les premiers coups; et la colonne, qui connaît enfin tout le danger auquel elle s'est exposée, se retire sans essuyer d'autre agression que des injures et de vaines menaces.

Toutefois le général Menou avait fait des dispositions pour débarrasser son avant-garde. Il arrivait successivement, des différens quartiers de la ville, une foule de citoyens empressés de secourir et d'appuyer leurs fils, leurs frères ou leurs amis qui s'étaient dévoués pour ramener la tranquillité publique. A trois heures, plus de quarante mille hommes cernaient le faubourg Saint-Antoine. La menace de jeter des obus dans le faubourg, d'après l'avis ouvert par Dubois-Crancé, effraya les rebelles. Ils reçurent les troupes de la Convention, et livrèrent, avec leurs armes, quelques chefs de la sédition. Cette soumission du faubourg Saint-Antoine fut comme la reddition de la dernière forteresse du jacobinisme.

Telles furent les deux insurrections populaires qui précédèrent celle du 5 octobre (13 vendémiaire). La Convention eut enfin la force de se venger du mouvement du 20 mai, en faisant juger par une commission militaire les principaux

chefs et les députés montagnards décrétés d'arrestation. Vingt des premiers, et six des derniers, Duroi, Goujon, Romme, Duquesnoy, Bourbotte et Soubrany furent condamnés à mort. Peyssard, aussi membre de la Convention, ne fut jugé qu'à la déportation. Les six députés condamnés à mort eurent le courage de chercher à se soustraire à l'échafaud, en se poignardant de concert avec des ciseaux que l'un d'eux avait cachés dans la doublure de ses habits, et qu'ils se passèrent mutuellement. On eut la cruauté de conduire au lieu du supplice, avec ceux qui avaient survécu aux coups dont ils s'étaient frappés, les cadavres de ceux qui avaient succombé. Ils moururent avec une intrépidité digne peut-être d'une meilleure cause. Duquesnoy s'écria, avant de recevoir le coup fatal : « Je désire que mon sang soit le dernier sang innocent que la tyrannie fasse couler ; puisse-t-il consolider la république! » Et Bourbotte : « Les ennemis de la liberté ont seuls demandé mon sang ; mes derniers vœux, mon dernier soupir, seront pour ma patrie. » On a prétendu que Romme, qui avait passé pour mort de ses blessures, échappa à sa destinée par une espèce de miracle, et parvint à se sauver en Russie auprès du comte Strogonoff, dont il avait été l'instituteur; mais ce fait n'a jamais été bien avéré.

1795-an IV. France.

Dans l'intervalle qui sépare le soulèvement du premier prairial de celui qui nous reste à raconter, les discordes civiles, bien loin de s'apaiser, prirent encore un nouveau degré d'incandescence. Le sort des victimes de Quiberon avait, d'un bout de la France à l'autre, fait pousser aux royalistes un cri d'indignation, et renouvelé les haines contre la Convention. Bientôt un désir ardent de vengeance se manifesta dans le cœur des opprimés. C'est alors surtout que les troubles partiels du Midi prirent le caractère alarmant du terrorisme arborant une couleur nouvelle : on fut obligé de prendre les armes pour repousser ce danger nouveau. Mais, au milieu de toutes

1795-an IV. France. les mesures prises dans les villes de Lyon, de Marseille, de Toulon, etc., pour résister à cette réaction générale, l'histoire n'a consacré que ces mots d'une effrayante énergie : « Prenez, prenez les ossemens de vos pères pour marcher contre leurs assassins, » disait un commissaire conventionnel à des jeunes citoyens du Midi qui lui demandaient des armes pour marcher contre les jacobins réunis, par un pacte criminel, aux compagnons de Jésus ou du Soleil.

L'impulsion de ce mouvement général devait se faire ressentir jusqu'à Paris. Les royalistes voulurent mettre à profit l'irritation des esprits. L'effroi causé par les derniers soulèvemens, qui pouvaient replonger la France dans la terreur et la désolation ; la crainte que la Convention ne penchât, malgré la vigueur apparente qu'elle avait déployée dans ces circonstances, vers le parti révolutionnaire ; les prétentions qui croissaient journellement à proportion des concessions qu'elle était obligée de faire ; enfin le manque d'unité, d'action dans toutes les mesures que prenait cette assemblée pour diriger le vaisseau dégréé de l'État au milieu de la tourmente : toutes ces causes réunies favorisaient les desseins des royalistes, qui sentirent qu'en attaquant au cœur ce gouvernement sans vertus, sans énergie, et en le prenant, pour ainsi dire, au dépourvu, il leur serait facile de l'anéantir, et de faire triompher la cause pour laquelle ils avaient déjà fait de longs et d'inutiles efforts.

Il est vrai de dire que la Convention sentait elle-même toute la difficulté de sa position. Son administration n'était qu'une suite prolongée de ce terrible gouvernement révolutionnaire, dépouillé à la vérité de quelques-uns de ses moyens atroces, mais également privé de cette puissance énergique qui l'avait si fortement défendu contre ses ennemis de l'extérieur, et qui avait si long-temps comprimé ceux de l'intérieur. En repoussant la constitution de 1793, il avait fallu en asseoir

une nouvelle sur des bases moins incertaines, et présenter enfin au peuple français une garantie durable contre l'anarchie qui l'avait dominé jusqu'alors. La Convention décréta sa prochaine dissolution, en promulguant un nouvel acte constitutionnel, ouvrage de Boissy-d'Anglas, qui établissait, comme mode de gouvernement, un directoire exécutif composé de cinq membres, et deux conseils de législature, celui des anciens, et celui des cinq-cents représentans, au lieu d'un corps unique reconnu par les constitutions précédentes. Cette constitution, qui semblait renverser les espérances des royalistes, leur laissait cependant celle de voir rejeter le nouvel acte, puisqu'il devait être proposé à l'acceptation des assemblées primaires, avant d'être mis en vigueur; mais la Convention pressentit le danger, et, pour l'éviter, dans un moment où les royalistes paraissaient avoir un parti trop nombreux, elle décréta postérieurement que les deux tiers de ses membres feraient nécessairement partie du nouveau corps législatif.

1795-an IV. France.

Tous les partis qui divisaient alors la nation, mais qui tous portaient la même haine au gouvernement qui retenait encore la puissance, virent dans la dernière mesure prise par la Convention, un motif suffisant pour se prononcer ouvertement contre cette usurpation tyrannique des droits du peuple, surtout du droit d'élection, droit que la lutte continuelle des factions, depuis la première assemblée législative, rendait alors plus cher et plus important pour tous les citoyens. La Convention devait donc s'attendre à voir rejeter la constitution et les décrets additionnels qu'elle y avait joints. C'est surtout à Paris que les principaux efforts se réunirent, et l'assemblée compta parmi ses ennemis le plus ardens les mêmes hommes qui naguère l'avaient préservée, au péril de leur vie, du renversement projeté par les jacobins.

Pour obvier à ce nouveau danger, la Convention eut recours

1795-an IV. France. à un moyen qui pouvait difficilement manquer de réussir. Ses armées, malgré la négligence qu'elle avait apportée dans leur administration, et la désertion, résultat du mécontentement et de la misère, étaient encore nombreuses et sur un pied respectable ; les avantages multipliés qu'elles avaient remportés sur les ennemis de l'extérieur, l'expérience qu'elles avaient acquise de la guerre, leur avaient fait sentir la nécessité d'une discipline rigoureuse, sans laquelle il faut renoncer aux succès. Nous avons dit que les généraux avaient mis un soin particulier à concilier cette même discipline avec les idées nouvelles de liberté et de républicanisme, et l'on a pu voir qu'ils n'avaient point travaillé en vain. La Convention spécula donc sur cet esprit d'obéissance qui régnait encore parmi des soldats plus habitués à vaincre qu'à raisonner sur les subtilités de la politique ; elle envoya la constitution à l'acceptation des armées, et les généraux, accoutumés depuis long-temps à n'agir qu'au nom de la Convention, craignant encore d'attirer sur eux-mêmes tout son ressentiment par une conduite équivoque, entrèrent pleinement dans les vues de cette assemblée. Pichegru lui-même n'usa pas de l'influence qu'il aurait pu exercer sur l'armée de Rhin-et-Moselle en sens contraire ; et l'acceptation de la constitution et des décrets additionnels eut lieu à l'unanimité des suffrages militaires. Sûre désormais de l'appui des soldats, la Convention s'empressa d'en appeler quelques corps auprès d'elle, et se crut en mesure de braver les efforts de ses ennemis. Quelques écrivains contemporains ont prétendu, mais sans en fournir de preuves, que l'assemblée chercha à exciter les esprits à l'insurrection, en l'encourageant par l'apparence d'une fausse sécurité.

L'ouverture des assemblées primaires dans chacune des quarante-huit sections de Paris fut le signal de la lutte entre la Convention et ses adversaires. Les purs royalistes y parurent réunis avec les constitutionnels de 1791 ; mais s'ils étaient

d'accord sur les objets de leurs alarmes, ils différaient dans leurs vœux. Les jacobins, qui trouvèrent le moyen de se glisser entre ces deux partis, pour profiter de leur triomphe, furent cependant obligés de feindre un égal éloignement pour la classe des *sans-culottes*, naguère leur plus ferme appui, mais sur laquelle ils ne comptaient plus depuis qu'ils en avaient été abandonnés au 12 germinal et au 1er prairial. On les vit surtout s'élever avec plus de force que les deux autres partis, contre l'appel fait par la Convention aux hommes dits *patriotes* de 1789, débris de ceux qui avaient marché dans les journées du 14 juillet de cette même année 1789, et du 10 août 1792.

1795–an IV. France.

Les assemblées primaires retentirent de déclamations virulentes contre la Convention. Ce tumulte plaisait surtout aux jeunes gens, amateurs de nouveautés politiques, et qui se croyaient appelés à changer la forme de l'Etat : ils offrirent leurs bras aux sections pour appuyer leurs prétentions. La constitution fut acceptée, mais les décrets additionnels furent rejetés à la presque unanimité des sections : trois ou quatre seulement d'entre elles votèrent en faveur de ces décrets.

L'effervescence était à son comble; on remarquait dans Paris une agitation semblable à celle du 14 juillet : cependant les sectionnaires n'avaient pas encore pris les armes; ils y coururent quand la Convention déclara que les décrets étaient acceptés par la majorité des assemblées primaires. On prit la résolution de combattre pour démentir cette assertion.

De toutes les sections de Paris, la plus animée contre la Convention était celle dite *Lepelletier :* elle avait été la terreur des montagnards en 1793, sous la dénomination des *Filles de Saint-Thomas*, nom d'un couvent de religieuses situé dans son arrondissement. Son assemblée était présidée par un certain Richer-Serizy, homme hardi, entreprenant, écrivain, orateur éloquent, doué de presque toutes les qua-

1795-an IV. France. lités qui constituent un chef de parti, et secrètement dévoué à la cause royale. Cette section devint promptement le point central de la conjuration, et c'est elle qui donna l'impulsion aux autres : elle imagina de faire un pacte fédératif entre toutes les sections, et proposa de l'étendre aux villes voisines qui avaient montré le plus d'opposition au gouvernement conventionnel. Cette idée avait été suggérée aux sectionnaires de *Lepelletier* par l'arrivée d'une députation des villes de Dreux, Nonancourt et Verneuil, dont les assemblées primaires avaient été cassées par la Convention, par suite du tumulte et des troubles qui y avaient eu lieu. Cette députation sollicita insidieusement l'appui des sections de Paris. Elle fut accueillie avec intérêt, et les conjurés se félicitèrent de trouver des auxiliaires dans les départemens qui avoisinent la capitale. Il fut arrêté qu'on repousserait la force par la force, et une garde suffisante fut organisée pour protéger le corps électoral assemblé dans la salle du Théâtre-Français, faubourg Saint-Germain, à l'effet d'élire des députés qu'on voulait choisir ailleurs que dans la convention.

Le corps électoral de Paris s'assembla le 3 octobre, et environ deux cents électeurs se trouvèrent réunis dans la salle des Français. L'étendue de cette enceinte et l'obscurité qui y régnait, parce qu'on avait négligé, peut-être à dessein, de l'éclairer, donnaient un appareil sombre et religieux aux sermens solennels qu'on y prêta de combattre la tyrannie. Quelques armes étincelaient au milieu de ces ténèbres, et le cliquetis des baïonnettes de la garde se faisait entendre par intervalles. Des voix mâles et énergiques prononcèrent quelques discours pleins de l'éloquence du moment. L'enthousiasme s'accrut; mais on ne put tomber d'accord sur aucune des mesures à prendre pour soutenir la démarche qu'on venait de faire. Les électeurs délibéraient encore, lorsque la Convention rendit un décret qui ordonnait à l'assemblée électorale

de se dissoudre sur-le-champ. La proclamation qui fut faite de ce décret sur la place du Théâtre-Français, fut interrompue par les insultes du peuple. Elle parut cependant faire quelque impression sur l'esprit de plusieurs électeurs, qui se retirèrent. Les autres voyant cette défection, et craignant de devenir victimes, imitèrent l'exemple des premiers; et, vers le milieu de la nuit, la salle, devenue entièrement vide, fut occupée par un détachement de grenadiers des troupes conventionnelles.

1795-an IV. France.

Les deux partis se préparèrent, dans le même temps, à l'attaque et à la défense. Les sections insurgées s'étaient donné des chefs militaires. Les principaux furent les généraux Danican et Duhoux. Danican avait servi la république dans la Vendée, et s'était même distingué au siege de Granville, lors de l'attaque de cette ville par Laroche-Jacquelein. On ignore les motifs qui lui firent déserter la cause des républicains pour embrasser celle des royalistes, qu'il avait combattus. Quoi qu'il en soit, il se montra, en cette dernière occurrence, un des plus zélés antagonistes de la Convention. Celle-ci, de son côté, ordonna au général Menou de marcher contre la section Lepelletier, et de la désarmer. Déjà, par une circonstance favorable, les sections de Paris se trouvaient privées de leurs canons. La Convention avait pris, fort heureusement pour elle, cette détermination prudente, à la suite de l'insurrection du premier prairial. Menou partit le 4 octobre, à dix heures du soir, et marcha contre la section Lepelletier, à la tête d'une forte colonne de troupes de ligne, soutenue par plusieurs pièces d'artillerie. La section n'était gardée que par sept à huit cents hommes. Ce petit nombre de citoyens ne voulut point obtempérer à l'ordre qui lui fut donné de se dissoudre; ils annoncèrent qu'ils se défendraient jusqu'à la dernière extrémité. Le général Menou se vit dans une situation fort embarrassante. Il était placé entre la nécessité d'obéir à la Convention, et l'horreur que lui inspirait un combat

1795-an IV. France. dont les victimes seraient des Français. Il prit la résolution de se retirer; et entendant derrière lui quelques murmures : « Soldats, dit-il à sa troupe, si quelqu'un d'entre vous ose se servir de ses armes, je le tue de ma main. » La vengeance de la Convention fut prompte : Menou fut destitué, mis en arrestation, et le député Barras fut nommé à sa place pour commander les troupes que la Convention avait fait venir pour sa défense. Déjà, avant ce dernier événement, le général Menou était devenu suspect au gouvernement conventionnel, en refusant de commander le bataillon des patriotes de 89. Instruit de la formation de ce bataillon, il s'était présenté à la commission des cinq, créée par l'assemblée dans son sein, et il avait dit : « J'apprends qu'on arme tous les bandits : je vous déclare formellement que je ne veux pas avoir sous mes ordres un ramassis de brigands et d'assassins organisés en patriotes de 1789. » Le général Berruyer fut alors nommé pour diriger les mouvemens de ce bataillon.

Le député Barras, dévoré d'ambition, prévoyait bien que la conduite qu'il allait tenir dans cette circonstance critique devait lui ouvrir la carrière des dignités dans le gouvernement nouveau dont il s'agissait de préparer l'établissement, et il mit la plus grande célérité dans ses préparatifs d'attaque et de défense. Officier avant la révolution, il avait quitté de bonne heure le service, et n'avait eu ni le temps ni l'occasion d'acquérir les connaissances nécessaires pour la direction d'un corps de troupes : il ajoutait à cette inexpérience un grand fonds d'indolence et de mollesse que n'avait pu vaincre entièrement l'activité révolutionnaire à laquelle il s'était livré pour satisfaire plus aisément ses passions. Il sentit qu'il aurait besoin d'un aide et d'un guide dans une entreprise au-dessus de ses propres moyens; mais craignant, en s'adjoignant un des généraux connus qui se trouvaient alors à Paris, et dont il pouvait redouter d'ailleurs les intentions secrètes, de se

donner un rival qui pût revendiquer la gloire du succès, il jeta les yeux autour de lui, et fixa son choix sur un jeune général de brigade disgracié par le comité de salut public encore existant. C'était Bonaparte!.... 1795-an IV. France.

Ce général, déjà connu avantageusement à l'armée d'Italie, où il commandait l'artillerie, n'avait point été compris dans le dernier travail d'organisation présenté à la Convention par le député Aubry, organe du comité de salut public. Sur ses réclamations, ce même comité l'avait désigné depuis pour prendre le commandement d'une brigade de ligne à l'armée des côtes de Cherbourg. Bonaparte ne se rendit point à cette destination, qu'il regardait comme une continuité de disgrâce; et persistant dans le désir d'être employé dans son arme (l'artillerie), il était venu à Paris, s'était attaché à Barras, dont il était connu depuis le siége de Toulon, et espérait, avec la protection de ce député, qu'il avait choisi pour patron, avoir le poste qu'il désirait. Barras, en trouvant dans le jeune général un génie au-dessus de sien, le crut plus propre qu'aucun autre à remplir ses vues, et compta pleinement sur ses bons offices et sur sa reconnaissance. Il le désigna pour commander sous ses ordres l'armée conventionnelle.

Le général de la Convention admit également auprès de lui tous les officiers qui étaient venus offrir leurs services, et destitua les généraux Despérières et Debar, qui partageaient les sentimens de Menou. Il établit des postes à toutes les avenues des Tuileries, désigna des réserves, et donna à chaque officier-général un ordre de commandement circonscrit. Il y avait au camp des Sablons un parc d'artillerie de position: Barras la fit venir, et prit, pour la servir, quelques canonniers qui se trouvèrent dans le bataillon des patriotes de 89, et dans la gendarmerie. Deux obusiers furent placés au Pont-Neuf et au pont des Tuileries.

Les dispositions matérielles ne furent point non plus négli-

1795-an IV. France. gées. Des magasins de vivres, tirés de l'intérieur de Paris, furent établis aux Tuileries ou dans les environs de ce château : on fabriqua du biscuit, et des ordres furent donnés pour qu'une ambulance et des cadres se trouvassent prêts au besoin. Ces précautions annonçaient la crainte d'être tenu long-temps bloqué par la population parisienne. Des éclaireurs furent envoyés sur les routes de Versailles, de Saint-Germain et de Saint-Denis. La Convention appréhendait également de voir arriver au secours des sections la population des villes qui avaient signé l'acte fédératif de garantie de la section Lepelletier. De nombreux détachemens, protégés par une artillerie formidable, furent placés aux postes du couvent des Feuillans, de rues de la Concorde et de l'Echelle, du Carrouzel, à ceux du Pont-Neuf, du quai des Tuileries. Tous ceux déjà établis aux avenues de la place de la Révolution (Louis xv), furent encore augmentés. La soirée et la nuit du 12 au 13 vendémiaire furent employées à faire ces préparatifs, qui annonçaient aux Parisiens qu'un combat terrible allait s'engager dans leurs murs.

Cependant la section Lepelletier, qui dirigeait toute l'insurrection, avait fait battre la générale dans les divers quartiers de la ville que n'occupaient point les troupes de la Convention. Des commissaires nommés par cette section parcouraient, accompagnés de huit tambours, les rues et les places, invitant tous les citoyens à courir aux armes, et à se joindre à eux pour combattre l'ennemi commun. Ces proclamations produisirent l'effet désiré : une foule immense se réunit dans les lieux indiqués ; on s'empare de divers établissemens publics, et notamment de la Trésorerie. Une forte colonne de citoyens du faubourg Saint-Germain, commandée par Lafond, un des chefs désignés par le comité de la section Lepelletier, se présenta devant le poste conventionnel qui occupait le Pont-Neuf. Le général Carteaux, commandant le détache-

ment, se voyant assailli par des forces bien supérieures aux siennes, se retira sans brûler une amorce, emmenant avec lui son artillerie. En même temps les autres sections s'empressaient de concourir au succès de la cause commune. La section du Mont-Blanc arrêtait les subsistances que Barras faisait venir à son camp des Tuileries; celle de l'Arsenal s'emparait de chevaux appartenans à l'Etat, et proposait à la section dirigeante (celle de Lepelletier) de se rendre à Essonne pour prendre possession des moulins à poudre qui s'y trouvent. La section Poissonnière s'emparait également d'une certaine quantité de chevaux d'artillerie, et celle du Théâtre-Français, indépendamment des bataillons qu'elle tenait sous les armes, écrivait encore circulairement aux communes environnant la partie méridionale de la capitale, pour les engager à marcher au secours des citoyens de Paris.

Barras semblait vouloir tenir ses troupes sur une stricte défensive. Son but était de rejeter sur les sections tout l'odieux d'une première agression. En effet, à deux heures de l'après-midi, le cinq octobre (13 vendémiaire), les colonnes sectionnaires se formèrent dans les deux parties de la ville que divise la Seine, et marchèrent sur la Convention. Le bataillon de la section dite *de la Fidélité*, se jeta sur le poste commandé par l'adjudant-général Devaux, qui avait sous sa garde un dépôt d'artillerie. Mais les soldats qui défendaient ce poste firent si bonne contenance, en présentant la baïonnette aux assaillans, que ceux-ci n'osèrent pas pousser plus avant, et rétrogradèrent après un moment d'hésitation. Cette circonstance fut très-heureuse pour la Convention; car si le poste eût été forcé, les insurgés se trouvaient possesseurs de plusieurs pièces de canon avec leurs caissons de munitions.

A quatre heures, les deux partis étaient en présence sur tous les points. Les plus grands rassemblemens se trouvaient

1795-an IV. France.

dans les rues Saint-Honoré, de Richelieu, aux débouchés des rues du Dauphin, de l'Échelle, de Saint-Nicaise. Le bataillon de la Butte-des-Moulins occupait les degrés de l'église de Saint-Roch, en face de cette même rue du Dauphin, qui portait alors le nom de la Convention. C'était là que le combat allait être le plus sanglant, et c'est dans le parvis du temple d'un Dieu de paix que des citoyens allaient recevoir la mort des mains de leurs concitoyens. Les relations ne sont point d'accord sur la manière dont commença cet engagement déplorable. Les uns prétendent que ce fut un coup de fusil tiré d'une des fenêtres d'un restaurateur où dînaient des députés, qui engagea les sectionnaires à riposter par une décharge générale des premiers rangs qui occupaient le débouché de la rue. D'autres prétendent que l'agression vint des sectionnaires. Ils rapportent qu'après plusieurs pourparlers inutilement entamés entre les généraux Danican et Duhoux, d'une part, et Barras, de l'autre, des sectionnaires s'étaient avancés vers les conventionnels, avec des démonstrations amicales, et qu'au moment où ces derniers ouvraient leurs rangs pour les recevoir, une décharge, partie derrière les sectionnaires, et au-dessus de leurs têtes, avait renversé quelques soldats de Barras. Cette version coïnciderait avec l'ordre donné par le général conventionnel à ses troupes, de laisser commencer l'attaque par les troupes des sections.

Quoi qu'il en soit, le sang avait été versé, et Barras ordonna au général Berruyer, et à l'adjoint-général Noël Huard, qui commandaient les détachemens postés dans la rue étroite du Dauphin, de marcher sur les sectionnaires et d'attaquer le bataillon placé sur les marches de l'église Saint-Roch. L'entreprise était difficile. Les sectionnaires avaient l'avantage de la position, et de toutes les fenêtres environnantes de la rue Saint-Honoré, partaient de nombreux coups de fusil, qui se croisaient sur les attaquans, en même temps

que le bataillon les fusillait de front. Berruyer et Huard, qui avaient débouché de la rue, allaient être repousses et peut-être entourés, lorsque le général Bonaparte accourt avec deux pièces de canon, par le haut de la rue du Dauphin. Il braque les pièces contre l'église et contre la rue du même nom, également occupée par une colonne nombreuse. La troupe de Berruyer tourne à droite et à gauche, dans la rue Saint-Honoré, pour démasquer les pièces. Alors la mitraille vole dans les rangs des sectionnaires. Le bataillon des patriotes de 1789 marche la baïonnette en avant; le poste de Saint-Roch est emporté. Les sectionnaires fuient en désordre, et la mitraille les poursuit encore dans les rues où la terreur porte leurs pas. 1795-an IV. France.

Deux autres engagemens avaient lieu au même moment dans les rues Saint-Nicaise et de l'Echelle. L'adjudant-général Blondeau [1], qui commandait le poste de la rue Saint-Nicaise, obtint, par le moyen de son artillerie, le même succès que Bonaparte. Le général Brune et l'adjudant-général Gardanne, qui commandaient, l'un dans la rue de l'Echelle et l'autre dans la rue Saint-Honoré, furent d'abord forcés de se replier, parce qu'ils voulurent combattre à armes égales, en négligeant de se servir de leur artillerie. Mais quand ils eurent fait avancer cette dernière, et qu'elle eut vomi la mitraille, les sectionnaires épouvantés ne songèrent plus qu'à effectuer leur retraite, et se replièrent, d'un côté dans le haut de la rue de Richelieu, et de l'autre jusqu'à l'Oratoire.

Sur l'autre rive de la Seine, les sectionnaires osèrent également braver le canon conventionnel. Ils avaient réuni une forte colonne, qui, s'avançant par le quai Voltaire, menaçait d'attaquer le pont des Tuileries (Royal). On dit qu'une grande partie des sectionnaires qui composaient cette colonne nombreuse, et marchaient en bon ordre, étaient des jeunes gens

[1] Aujourd'hui maréchal-de-camp.

1795-an IV. France. appartenant aux familles les plus distinguées de la capitale, et que cette bouillante jeunesse, ne déguisant plus ses vœux, faisait retentir le quai des cris répétés de *vive le Roi!* Le poste du Pont-Royal, par sa situation et par les dispositions qu'avait prises Barras, était précisément le plus difficile à emporter. Le pont était hérissé d'artillerie. Le quai des Tuileries, à partir du Louvre, était également garni de canons. Il suffit aux généraux Carteaux, Verdières et Lestrange, qui commandaient cette partie de la ligne de défense, de faire une décharge à mitraille sur les sectionnaires pour les dissiper. Ils s'échappèrent par les rues qui débouchent sur le quai Voltaire. Il en fut de même d'une autre colonne venue par le haut du faubourg Saint-Germain, et qui voulut déboucher par le palais Bourbon, pour venir attaquer le pont de la Révolution (Louis XVI) et se porter ensuite sur la place Louis XV. La mitraille força également ces derniers assaillans à rétrograder.

Sur ce même point, c'est-à-dire par les Champs-Elysées, accouraient en toute hâte les habitans de la ville de Saint-Germain, avec quelques pièces de canon, pour prêter leur secours aux sections de Paris. Ce renfort aurait pu être d'une grande utilité aux ennemis de la Convention, qui manquaient, comme on l'a vu, d'artillerie. Mais, plus zélés que braves, les jeunes gens de Saint-Germain ne surent point résister à l'attaque d'un simple piquet d'éclaireurs que Barras avait placé vers l'allée des Veuves. Ils s'enfuirent honteusement, abandonnant leurs canons, et se jetèrent dans la grande rue de Chaillot, pour éviter plus sûrement la poursuite des soldats conventionnels.

Cependant les sectionnaires, repoussés à Saint-Roch et dans les rues Saint-Honoré, Saint-Nicaise et de l'Echelle, s'étaient ralliés sur les boulevards et redescendaient par les rues de Richelieu et Vivienne. Le Palais-Royal et le Théâtre dit de la République (Français) étaient toujours en leur pou-

voir. Barras ordonna aux généraux Montchoisy et Duvignau de se mettre à la tête d'une colonne prise dans la réserve postée sur la place Louis xv, de s'avancer avec deux pièces de douze sur les boulevards; et, descendant par la rue de la place Vendôme, de venir se réunir au détachement qui était au couvent des Capucines; tandis que d'un autre côté le général Brune ferait avancer deux obusiers par les rues Saint-Nicaise et de Rohan. Le général Carteaux, passant par la rue Saint-Thomas-du-Louvre, devait, avec deux cents hommes et du canon, prendre position sur la place du Palais-Royal, tandis que le général Berruyer, chargé du commandement du poste des Feuillans, devait s'avancer par la place Vendôme et la rue des Petits-Champs. Ces dispositions eurent tout le succès que Barras s'en était promis. Les sectionnaires furent forcés dans le Palais-Royal. Vainement ils voulurent se défendre au Théâtre de la République, Brune fit tirer à boulets sur les portes d'entrée. La colonnade qui règne au-devant de l'édifice fut très-endommagée. Les sectionnaires se retirèrent par le Palais-Royal et la rue Vivienne, et Brune fit occuper le théâtre.

1795-an IV. France.

Les sectionnaires, malgré tous ces échecs, n'avaient pas encore perdu tout espoir : à la nuit, ils barricadèrent les rues où les conventionnels n'avaient point encore pénétré, et dépavèrent ces mêmes rues pour assommer les patrouilles qui tenteraient de forcer les barricades; mais Barras fit faire feu sur plusieurs travailleurs, et fit marcher pour renverser toutes ces barricades. Celle de la barrière des Sergens, au débouché des rues Croix-des-Petits-Champs et du Coq-Saint-Honoré, ne fut forcée qu'après une fusillade assez vive où les conventionnels perdirent quelques hommes. Pendant la nuit, les sectionnaires avaient réussi à reprendre le poste de l'église de Saint-Roch. L'adjudant-général Vachot, envoyé contre eux, ne put les en déloger qu'à la pointe du jour, le

1795-an IV. France. 14 vendémiaire. A ce moment, les sectionnaires, convaincus de l'inutilité d'une plus longue résistance, abandonnèrent tous les postes qui leur restaient encore, et se retirèrent dans leurs quartiers respectifs. Presque tous rentrèrent dans leurs maisons.

Il est facile de voir, par tous les détails de cette action, que les sectionnaires ne durent leur défaite qu'au dénûment absolu où ils étaient d'artillerie. L'immense supériorité de leur nombre leur eût donné l'avantage, s'ils eussent pu riposter à la mitraille des conventionnels. Le champ de bataille sur lequel ils combattaient, et où ils ne pouvaient se développer ni tourner leurs ennemis, ne leur offrait aucune ressource. Plusieurs d'entre eux avaient pressenti l'inutilité de cette attaque. « Donnez-nous des canons, et nous répondons du succès, avaient dit quelques-uns des chefs. » Richer-Serizy s'écria : « Imitez les Vendéens! ils trouvèrent le moyen de s'emparer de l'artillerie de l'ennemi. » Cette exhortation était fort belle; mais l'éloquent président sectionnaire pouvait-il avoir l'espoir de trouver dans les bourgeois de la capitale cet enthousiasme, ce dévouement, et surtout ce mépris généreux de la mort, qui avait souvent donné la victoire aux Vendéens?

« La Convention, dit l'historien Lacretelle, illustra sa victoire par la clémence; elle laissa se perdre en vaines menaces une vengeance qu'elle ne croyait déjà avoir que trop remplie par le succès de ses armes. Elle laissa les barrières ouvertes pendant trois jours à tous ceux qui avaient à redouter sa colère. A la vérité, elle nomma des commissions militaires, mais qui ne prononcèrent presque que des jugemens par contumace; vingt jours après, la plupart des condamnés étaient rentrés dans Paris, et n'y étaient point inquiétés. Deux seulement subirent la peine de mort : l'un avait déjà attenté à sa vie; la commission qui jugea l'autre (il se nommait Lafond, et avait montré beaucoup de courage pendant le combat)

chercha à l'absoudre, mais ne put contenir l'imprudente franchise de ce jeune homme qui faisait tous les aveux qui lui étaient les plus funestes. » 1795-an IV. France.

Ces mesures de clémence adoptées par la Convention à l'égard de ceux qui avaient voulu la renverser, furent, pour ainsi dire, les derniers actes de son autorité, et comme les adieux qu'elle fit au peuple français, qu'elle avait représenté pendant trois ans et un mois (depuis le 21 septembre 1792 jusqu'au 26 octobre 1795). Ce jour-là elle annonça solennellement qu'elle n'existait plus, par l'organe de son président Genissieux, qui parla en ces termes : « La Convention nationale déclare que sa mission est remplie, et que sa session est terminée. Union, amitié, concorde entre tous les Français, c'est le moyen de sauver la république. »

Barras avait déjà obtenu la récompense de son dévouement dans la journée du 13 vendémiaire; choisi unanimement pour être l'un des cinq membres du directoire exécutif qui allait tenir les rênes du gouvernement de la France, il eut pour collègues les députés La Réveillère-Lépaux, Letourneur, Rewbel et Carnot, nommé en remplacement de Syeyes, qui avait refusé.

Combats du col de la Croix et de la Novalaise [1]. — Pendant que Kellermann, attendant son successeur dans le commandement de l'armée d'Italie, se trouvait encore à Nice et se préparait à se rendre à celle des Alpes, restée sous ses ordres, le général Moulin, qui dirigeait les opérations de cette dernière armée en son absence, avait été attaqué par les Piémontais. Le 23 septembre, trois cents d'entre eux se portèrent contre les avant-postes français placés sur le col de la Croix, et les forcèrent 14 octobre. (22 vendém.) Piémont.

[1] Journaux du temps, — Jomini, — Desjardins, — Servan et Jubé, — Dictionnaire des siéges et batailles, — Mémoires manuscrits du maréchal Kellermann, — Mémoires communiqués, etc.

1795-an IV. Piémont. de se replier sur la Montal. Le général Pouget, commandant dans cette position, engagea un combat assez vif avec les assaillans, et parvint facilement à les repousser. Il chargea ensuite l'adjudant-général Chambaud, de faire une reconnaissance sur les retranchemens de l'ennemi, près du village de Malchaussée, et de les attaquer, si l'occasion se présentait de le faire avec quelque espérance de succès.

En conséquence de ces instructions, l'adjudant-général Chambaud partit, le 25 septembre, à cinq heures du soir, du village de Veyrolle, à la tête de cinq cents hommes, divisés en trois colonnes, se dirigeant chacune sur le village de Malchaussée, afin d'en attaquer les retranchemens au signal d'une fusée qui devait être lancée. Le lendemain, à trois heures du matin, les colonnes étant arrivées au rendez-vous, le signal convenu fut donné, et l'attaque commença par un feu de mousqueterie très-bien soutenu de part et d'autre; mais, comme il était à craindre que les ennemis ne fussent secourus par leur seconde ligne, Chambaud fit battre le pas de charge : les Français cessèrent leur feu, et gravirent les montagnes avec leur audace habituelle; une des colonnes attaqua le baracon, et les deux autres le camp ennemi. Les Piémontais firent pleuvoir en vain sur les attaquans une grêle de balles; vainement, se croyant en sûreté dans leurs retranchemens, insultaient-ils les soldats français en parodiant les chants républicains : ces sarcasmes ne servirent qu'à irriter davantage la valeur de ces derniers, qui se précipitèrent dans les retranchemens avec une espèce de rage, y pénétrèrent, et engagèrent avec l'ennemi un combat corps à corps. Les Piémontais, forts de leur nombre, montrèrent eux-mêmes une grande vigueur dans cette mêlée; mais rien ne put arrêter la fougue républicaine. Après avoir fait de l'ennemi un carnage épouvantable, les Français le forcèrent de quitter la partie, et restèrent maîtres du camp et du baracon.

C'étaient les deux colonnes de gauche qui avaient remporté cet avantage. Celle de droite, instruite de ce premier succès, précipita sa marche, et bientôt les Piémontais, qui s'étaient repliés sur le village de Malchaussée, furent attaqués de nouveau. Les Français s'élancent dans le village, la baïonnette en avant, tuent, massacrent tout ce qui ose leur opposer de la résistance; et bientôt, après un combat ou plutôt un carnage qui avait duré une heure, ils chassèrent entièrement les ennemis, et restèrent maîtres de Malchaussée. Les Piémontais perdirent dans ces deux affaires un grand nombre de morts et de blessés. La moitié d'entre eux restèrent prisonniers. 1795-an IV. Piémont.

Le général Poujet résolut de profiter de la terreur inspirée à l'ennemi pour pousser plus loin ses avantages. Informé que les Piémontais avaient rapproché leurs avant-postes de la ligne de défense du Mont-Cénis, il fit ses dispositions pour les attaquer, et les repousser au-delà de la Novalaise. En conséquence de ce projet, il rassembla, le 14 octobre, six cents hommes, divisés en trois colonnes, dont la troisième, commandée par l'adjudant-général Lacombe, eut ordre de se diriger par les montagnes de l'Arpon, à l'effet de protéger la retraite, en cas de besoin. La seconde colonne, aux ordres du général Fournier, devait longer les revers de la montagne de Montpensier, et prendre à dos l'ennemi par le poste de la chapelle Sainte-Marie. Enfin, la première colonne, commandée par le général Poujet en personne, devait marcher au centre, et attaquer de front les Piémontais.

Malgré une défense opiniâtre, le poste de la chapelle Sainte-Marie fut forcé de se rendre prisonnier : ce premier succès enhardit les troupes. Le général Fournier fit tourner le village de la Novalaise, afin d'arrêter les secours qui venaient aux Piémontais du poste de Venaus, qu'on savait avoir été prévenu du danger de ses avant-postes par le bruit

1795–an IV. Piémont. de la fusillade. Attaquées alors de toutes parts, et ne voyant aucun jour à opérer leur retraite, ces troupes imitèrent la conduite du poste de la chapelle Sainte-Marie; et, mettant bas leurs armes, se rendirent prisonnières, après avoir éprouvé une perte considérable dans le combat.

Pendant ces deux derniers engagemens, le lieutenant Magné s'était distingué d'une manière brillante. Commandant la compagnie de carabiniers du deuxième bataillon d'infanterie légère, il arrêta, par des prodiges de valeur, une colonne de trois cents Piémontais, qui s'avançaient en toute hâte pour couper la retraite aux troupes françaises. Cet avantage ne coûta la vie qu'à un seul carabinier; et cependant, dans cette journée, les Français avaient eu à surmonter tous les genres d'obstacles : la neige et la pluie tombaient en abondance.

FIN DU QUATRIÈME VOLUME.

ERRATUM.

Pages 183 et 197, lignes 21 et 28 : Duboisgny ; *lisez* Piquet Duboisgny (aujourd'hui maréchal-de-camp).




Tome 4e Page 354
S. Remy de la Varenne
Brissac
S. Georges
S. Nazaire
Beaulieu
Louerre
SAUMUR
Verrie
Brigne
Louresse
Martigne Briand
Montilher
Doue
Vihiers
Montreuil
Bellay
la Plaine
Cersay
Noirmout
Ile de Noirmoutier
Argenton le Chateau
THOUARS
la Coudre
la Fosse
BRESSUIRE
S. Generoux
Tessonniere
Airvault
Chanteloup
Amaillou
Montcoutant
Clessé
Gourgé
I. Dieu
Vernon
S. Aubin
PARTHENAY
la Chre aux Lys
l'Absie
Beaulieu
Vausseroux
Menigoute
S. Denis
Chantecorps
Foye
S. Ouenne
S. MAIXENT
NIORT
20 Lieues



